

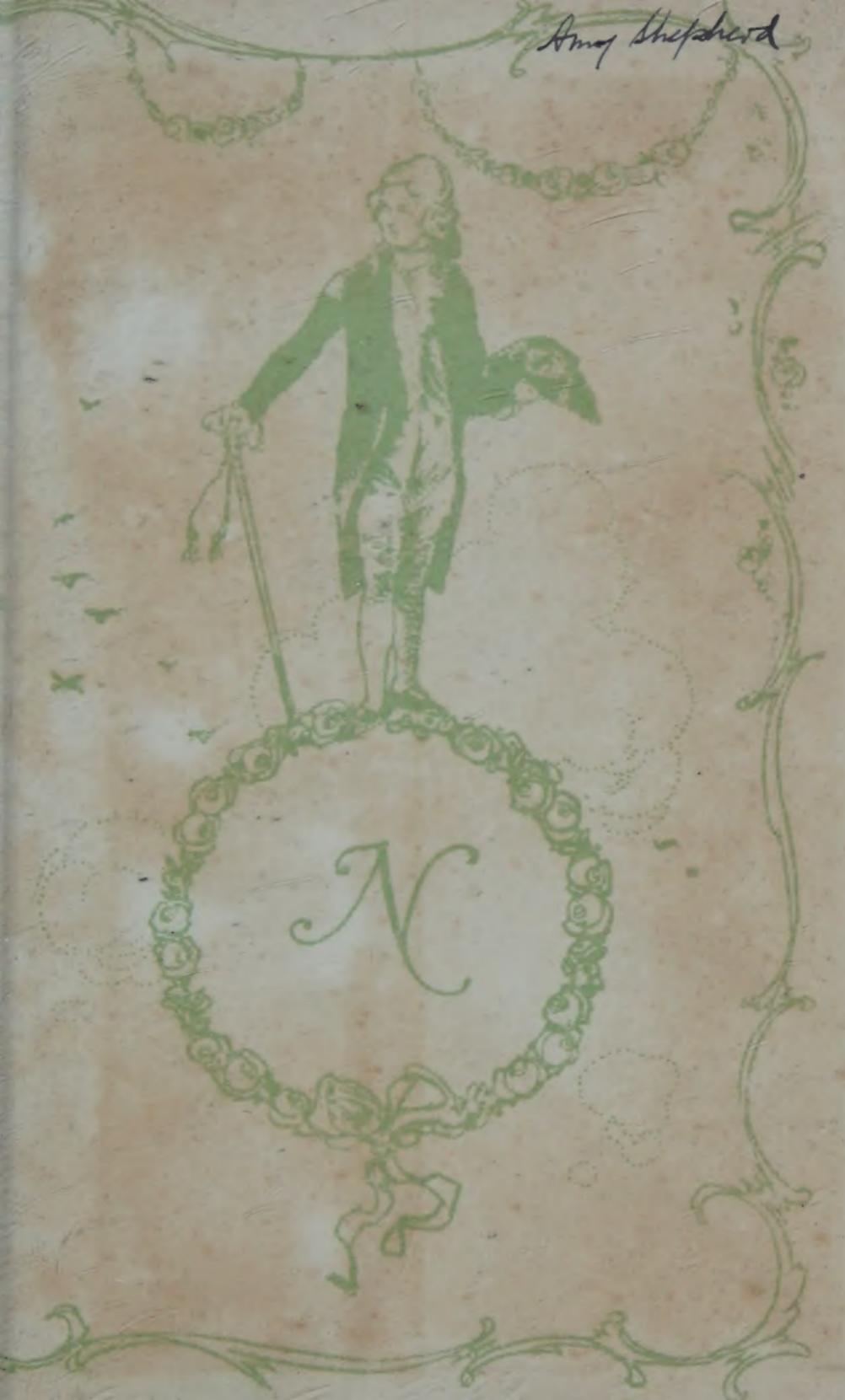
BARRETT  
WENDELL

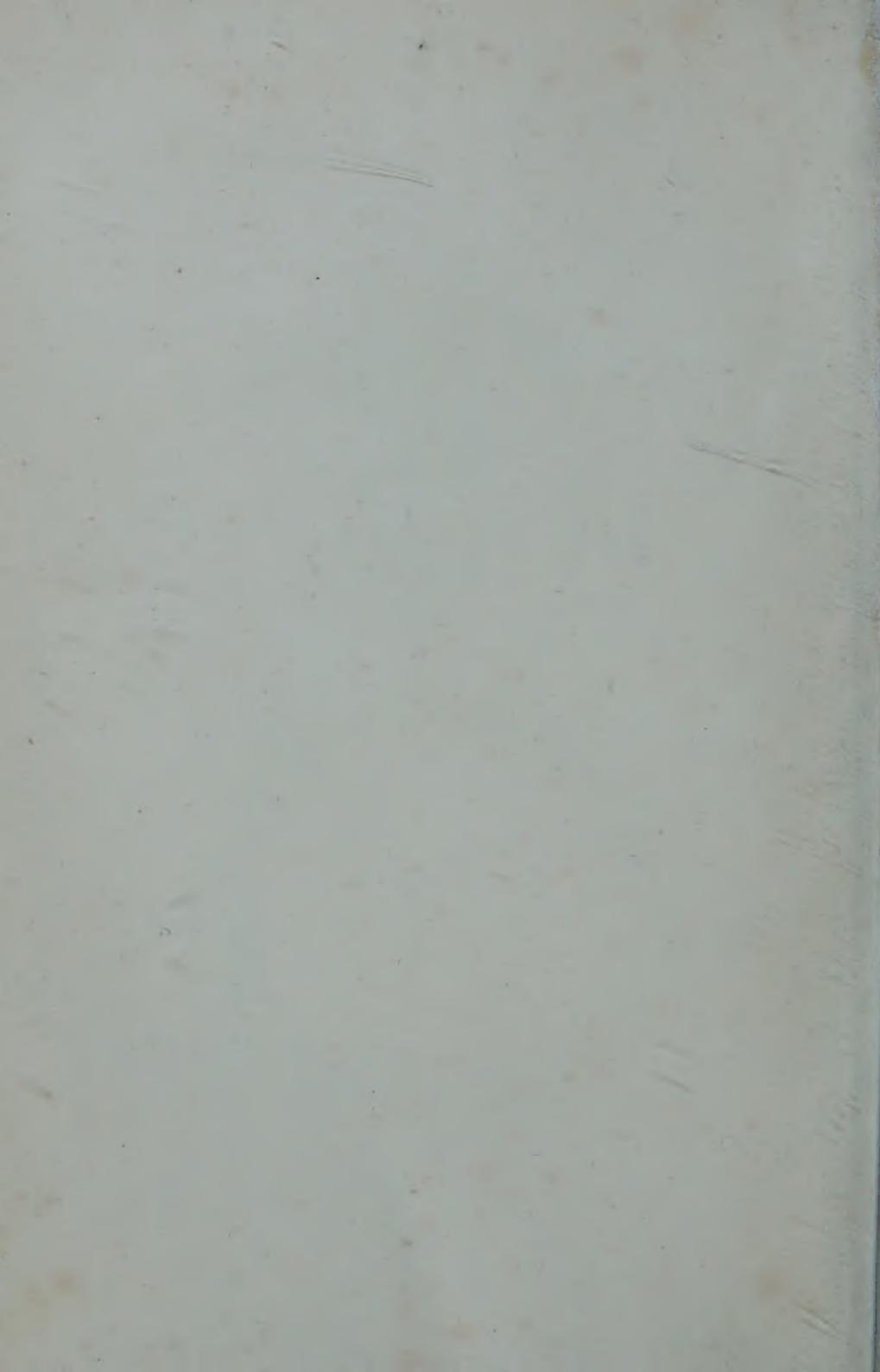
*La France  
d'Aujourd'hui*





Amy Shepherd



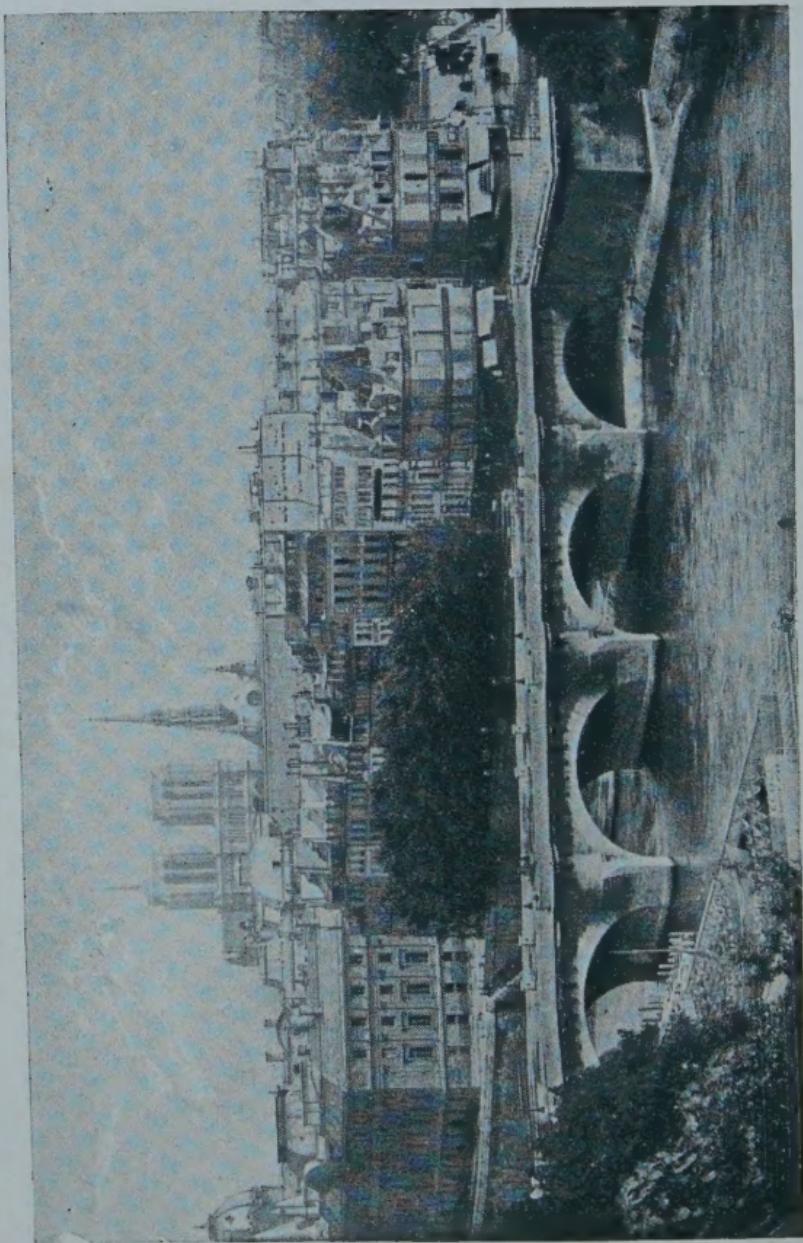


*La France  
d'Aujourd'hui*

*Amy M. Davidson*







N

N

# *La France d'Aujourd'hui*

*Par*

*Barrett Wendell*

*Traduction de Georges Grappe*

*(Traduction couronnée par l'Académie française)*



*Paris*

*Nelson, Éditeurs*

*189, rue Saint-Jacques*

*Londres, Édimbourg et New-York*

N

N

# *COLLECTION NELSON*

---

*Publiée sous la direction de  
CHARLES SAROLEA,*

*Docteur ès lettres : Directeur de la Section  
française à l'Université d'Édimbourg.*

## *A MONSIEUR JAMES HAZEN HYDE*

*Vous avez fondé en Sorbonne, Monsieur, cette chaire où, chaque année, quelque personnage autorisé vient prendre la parole, au nom des États-Unis. M. Barrett Wendell, l'éminent professeur à l'Université d'Harvard, fut le premier de ces illustres conférenciers. C'est de retour au foyer, qu'il composa cet ouvrage.*

*Si ces pages furent écrites, on peut donc les attribuer, au moins en partie, aux soins constants et passionnés que vous apportez à resserrer les liens traditionnels unissant votre grande nation à notre France.*

*Ce livre vécu constitue l'un des plus admirables témoignages qui ait jamais été porté à l'honneur de notre pays. A lire cet ouvrage dans son texte, j'ai, pour ma part, ressenti une fierté émue. Il m'a semblé de mon devoir de procurer à mes compatriotes pareille fierté et pareille émotion.*

*Ainsi, en vous offrant cette traduction, je ne fais, Monsieur, qu'anticiper sur la reconnaissance que professeront assurément à votre endroit tous les Français qui connaîtront cette œuvre.*

*G. G.*

Ch. de Montebise, sept. 1909.



# TABLE



	Pages
<i>I. Les Universités . . . . .</i>	<i>9</i>
<i>II. La Structure de la Société . . . . .</i>	<i>53</i>
<i>III. La Famille . . . . .</i>	<i>106</i>
<i>IV. Le Caractère français . . . . .</i>	<i>148</i>
<i>V. Les Rapports de la Littérature et de la Vie . . . . .</i>	<i>193</i>
<i>VI. La Question religieuse . . . . .</i>	<i>240</i>
<i>VII. La Révolution et ses Effets . . . . .</i>	<i>294</i>
<i>VIII. La République et la Démocratie . . . . .</i>	<i>341</i>



# LA FRANCE D'AUJOURD'HUI

---

## I

### LES UNIVERSITÉS

AU cours de l'automne de 1904, je fus subitement chargé d'un agréable devoir, que je puis appeler une mission académique en France. Les autorités de l'Université d'Harvard eurent la bonté de me choisir comme le premier des représentants qu'elle venait d'être invitée à envoyer, chaque année, conférencier sur l'Amérique, en Sorbonne et dans les autres universités françaises. A ce moment, je connaissais si peu le système universitaire, dont j'étais appelé à faire temporairement partie, que je fus effrayé de mon ignorance.

L'une de mes premières visites, à Paris, commença à m'éclairer. Un professeur de la Sorbonne, qui m'avait amicalement envoyé un mot, pour m'indiquer quand je pourrais le trouver chez lui, formula sa bienvenue en termes qui signifiaient plus de choses que je ne le compris tout d'abord. Il s'adressa à moi, en m'appelant « cher collègue », m'assurant ainsi que, pour l'instant, j'étais académiquement son égal. Puis, il s'efforça de

m'expliquer, de façon à la fois précise et humoristique, une partie des devoirs que me créait cette situation, tant au point des honneurs que des responsabilités.

Les préliminaires de notre entrevue furent brefs et cordialement cérémonieux. Ils s'achevèrent sur l'invitation de passer du salon, où j'avais été reçu, dans le cabinet de travail du professeur. On sentait que cette pièce était une confortable bibliothèque, remplie de livres et de papiers, mais on y remarquait avant tout un tableau noir, sur lequel avait été dessiné un diagramme assez compliqué, évoquant les plans de l'enfer, du purgatoire et du paradis, que l'on retrouve dans la plupart des éditions de *la Divine Comédie*.

Cette ressemblance était vraiment si frappante, qu'oubliant le sujet habituel des travaux de mon ami, je fus sur le point de croire qu'il se livrait à ce moment à quelque étude approfondie du Dante. En fait, je sus bientôt que ce curieux diagramme avait été ingénieusement imaginé pour mon profit personnel. Pensant avec raison que je ne pourrais pas me débrouiller en France, sans une notion précise du milieu auquel j'appartenais, il avait préparé ce schéma pour illustrer un petit discours concis sur la structure et la constitution actuelles des universités françaises. J'ajouteraï que sa démonstration me révéla une réelle analogie entre le sujet et le tableau que Dante a tracé de l'éternité. En effet, dans les universités françaises — et à ce point de vue particulier, on est tenté de dire,

partout dans la société française — chacun semble avoir une place aussi définie que celle de chaque habitant de chaque cercle, dans les cent *cantos*. La mienne — évidemment insolite — commença à se définir d'elle-même tandis que mon ami, craie en main, procédait à son exposé. Au cours de son explication, j'eus ma première et claire notion de la nature extraordinairement systématique du milieu au sein duquel j'allais évoluer pendant les mois suivants et du point de vue précis d'où je devais me placer pour observer les autres aspects de la vie française.

Comme le diagramme de mon ami me l'apprit d'un seul coup, et de façon définitive, tout le système d'éducation de la France moderne est centralisé de manière absolue. Il est aussi unifié que celui de l'école publique d'une cité quelconque en Amérique. De la base au sommet, il est contrôlé par une organisation unique qui a pour centre officiel le ministère de l'Instruction publique à Paris. A sa tête se trouve le titulaire de ce département.

Comme chacun sait cependant, le ministre de l'Instruction publique fait partie du Cabinet. Sous le régime parlementaire cette situation implique deux conséquences : ce personnage est non seulement forcé d'assister aux Conseils des ministres, mais encore il doit suivre les sessions ordinaires du Parlement, dont il fait partie ; et à tout instant un changement dans le gouvernement peut le remplacer. En conséquence, le ministre, bien qu'il soit, de manière nominale et officielle, chef de tout

le système d'éducation et *ex-officio* Recteur de l'Université de Paris, exerce une autre fonction de plus immédiate importance — celle de représenter dans les conseils législatifs et exécutifs les intérêts confiés à sa charge. Pour les devoirs de son ministère, qui ont trait à la direction de l'éducation en France, ils sont remplis par des fonctionnaires stables — nommément ses lieutenants — qui ont leurs bureaux dans les bâtiments du ministère. Parmi ceux-ci, il en est trois, indépendants les uns des autres, qui sont virtuellement les maîtres de leur administration. Ce sont les directeurs des trois degrés différents d'instruction, partout donnés dans le pays : l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur. Aussi, le véritable maître de l'Université de Paris n'est-il pas le ministre, qui port le titre officiel de Recteur, mais le vice-Recteur, dont la charge est indépendante des changements de ministère.

Pratiquement, l'Université de Paris reste ce qu'elle a été au cours des siècles — le plus important de tous les centres d'études françaises et l'un des deux ou trois plus renommés du monde entier. Légalement néanmoins, cette prééminence n'est plus reconnue. En théorie, l'Université de Paris est simplement l'une des quinze ou seize universités qui, toutes ensemble, dirigent le système d'éducation en France, comme les évêchés constituent les juridictions ecclésiastiques. Il existe des cartes de la France universitaire, sur lesquelles les limites

des universités sont aussi définies que celles des États de notre Union Américaine, et comme nos États, les universités françaises sont indépendantes les unes des autres, chacune étant souveraine sur son territoire. Elles ne sont unies que par leur dépendance envers une autorité commune et centrale. En principe, ce qui est vrai de l'une est vrai de toutes : car l'hégémonie de Paris n'est plus, à l'heure présente, qu'une tradition. Tradition si vieille, si mystérieusement forte, si vivante cependant, que le vice-recteur de l'Université de Paris, bien que nominalement d'un rang légèrement inférieur à celui des recteurs des universités provinciales, est actuellement le personnage officiel le plus puissant de tout le système d'éducation. Son contact direct avec les directeurs des trois degrés d'enseignement fait de lui, dans la pratique, l'homme le plus influent de l'organisation entière.

De l'organisation entière, il faut nous en souvenir. Car la plus grande différence existante entre le système français d'éducation et les systèmes qui prévalent en Angleterre et en Amérique repose sur ce fait que le recteur d'une université française est un fonctionnaire qui préside non seulement les corps d'enseignement supérieur dépendant directement de sa charge, mais aussi bien ceux des enseignements secondaire et primaire. Dans les limites géographiques de son ressort, il remplit virtuellement tous les devoirs du ministre de l'instruction publique ; et il se trouve, par là même, en communication directe avec les trois directeurs de l'en-

seignement primaire, secondaire et supérieur. Leur intermédiaire est le trait d'union officiel entre son université et le ministre, qui est nominalement le maître suprême.

Chaque université, en fait, contrôle l'enseignement à tous ses degrés. Il existe en chacune, un système d'écoles primaires où l'instruction élémentaire est obligatoire pour les enfants. Toutes possèdent un système d'établissements secondaires — généralement appelés *lycées* ou *collèges* — où l'enseignement des lettres ou des sciences atteint un degré qui correspond à peu près à l'enseignement requis pour l'admission dans un de nos bons collèges d'Amérique. Et, dans chaque université de France, il y a quatre facultés d'enseignement supérieur ou de haut enseignement : les facultés des Lettres, des Sciences, de Droit, et de Médecine.

Généralement, ainsi qu'à Paris, ces facultés ont leur siège dans la même ville ; mais cette disposition n'est point obligatoire. Dans un cas au moins la faculté des sciences et la faculté des lettres d'une même université sont situées dans des villes différentes, à quelque distance l'une de l'autre — Marseille et Aix. Chaque université cependant doit posséder ces quatre facultés, présidées chacune par un doyen. Quelques-unes même ont compté, jusqu'à maintenant, une cinquième faculté, celle de théologie protestante. Pour des raisons d'ordre ecclésiastique, les facultés historiques de théologie catholiquement orthodoxe ne peuvent entrer dans le système. Par le fait même, aux esprits strictement conservateurs,

particulièrement en province, les principes actuels des universités françaises apparaissent inévitablement comme anticléricaux.

Les facultés de haut enseignement, bien qu'étant nominalement les corps immédiats qui se trouvent commis aux soins des recteurs, se trouvent en fait, un peu plus autonomes qu'on ne le croirait. Excepté à Paris, aussi loin que mon observation portât, je trouvai les recteurs plus occupés des questions de l'enseignement secondaire que de celles du haut enseignement. Ils passent une bonne partie de leur temps à voyager dans leur circonscription et examinent la situation des lycées, de manière aussi conscientieuse que les évêques, qui veulent voir de leurs yeux les paroisses les plus éloignées de leur diocèse, et confient leur cathédrale aux soins de leur fidèle chapitre. Mais, dans tous les cas, le recteur d'une université est la tête responsable de tout ce qui y a trait à l'éducation : et comme nous l'avons vu, il est l'organe régulier de communication entre sa juridiction et le ministère de l'instruction publique.

Cet état de choses lui donne la possibilité d'exercer un pouvoir virtuellement autocratique. Mais un recteur, cependant, — quelle que soit son intégrité personnelle, que l'on peut envisager avec confiance — est, après tout, un être humain faillible. En conséquence, quelque crédit que l'on attache à ses rapports sur l'état actuel de l'instruction commise à sa charge, et particulièrement à ses remarques sur le caractère et l'habileté des pro-

fesseurs du haut ou du bas enseignement, ils sont revisés par une organisation d'inspecteurs réguliers, ayant son centre au ministère, à Paris. Un corps important d'inspecteurs officiels est toujours en route à travers la France pour visiter les universités.

Ces derniers ont le droit d'entrer partout ; et, bien que la plupart d'entre eux, comme j'ai pu m'en rendre compte, soient des hommes d'un commerce agréable, leurs visites suscitent naturellement une certaine appréhension. Les résultats de chaque inspection sont le thème d'un rapport officiel, soigneusement classé au ministère ; et les espoirs professionnels de chaque maître, des Flandres jusqu'à l'Espagne et de l'Atlantique jusqu'aux Alpes, sont suspendus à ces rapports confrontés avec ceux des recteurs. Par parenthèse, il est bien probable que les recteurs eux-mêmes sont l'objet d'une surveillance aussi étroite que celle appliquée à leurs subordonnés de tout rang.

J'ai pu, au reste, corroborer ces faits par ma propre expérience. Au cours de ma mission, j'eus plusieurs fois l'occasion d'être reçu par le directeur de l'enseignement supérieur. Chacune d'elles, lorsque j'arrivais en sa présence, je le trouvais assis à son bureau, avec un portefeuille ouvert devant lui. Ce portefeuille qu'il regardait à cet instant contenait mon *dossier* — c'est-à-dire toutes les lettres que je lui avait écrites, la copie de celles qui m'avaient été envoyées officiellement et, vraisemblablement, diverses autres notes ayant trait à mes recommandations, mon « *curriculum* » et mon

caractère. Un peu plus tard, au cours de la visite que je fis à une université de province, j'eus l'honneur de me trouver, pour un jour ou deux, dans la même ville et au même hôtel qu'un éminent inspecteur de l'enseignement des langues vivantes qui possédait une agréable connaissance des vignobles du pays. Le plaisir que je retirai de sa société n'était nullement créé par l'appréciation qu'il pourrait porter sur ma mission académique et qui pourrait trouver son chemin vers mon dossier à Paris. Mais si j'avais été un Français, dont tout l'avenir eût dépendu de son opinion, mes sentiments eussent été peut-être moins insoucients car, si je comprends bien la question, quiconque a jamais enseigné quelque chose en France, avec quelque grade que ce soit, a son *dossier* exactement à jour au ministère. Et dans toutes les circonstances utiles, en particulier lorsqu'il s'agit de promotions, ces souvenirs d'autrefois sont impitoyablement fouillés.

Bien entendu, il y a des établissements d'enseignement en France, qui ne rentrent pas dans les cadres de ce système rigide : ce sont les écoles libres, analogues à celles que nous avons en Amérique. Jusqu'à ces dernières années, certaines d'entre elles atteignirent un haut degré de prospérité, sous la direction immédiate des ordres religieux enseignants. Et il existe un certain nombre d'institutions de haut enseignement, tels que le Collège de France, l'École Normale, l'École libre des Sciences politiques, qui n'ont aucune part régulière à

l'organisation universitaire. La situation de ces fondations, qui, en quelque manière, constituent les établissements indépendants d'enseignement, n'est pas — qu'ils soient d'ailleurs semi-officiels ou absolument en dehors de l'État — aussi indépendante qu'il pourrait sembler. Car, sauf erreur possible de ma part, ils ressortent de deux façons différentes de l'inspection officielle et du contrôle. D'abord, ils peuvent toujours être visités par les inspecteurs réguliers des écoles publiques ; ensuite, et cela est encore plus important, personne ne peut y enseigner officiellement à moins de posséder les grades universitaires qui seraient requis pour enseigner, au même titre, dans le système régulier. Or, seules les universités établies qui sont sous l'autorité directe du ministre ont pouvoir, pour conférer les degrés valables, tous les diplômes d'enseignement, de quelque importance qu'ils soient. Pour obtenir le crédit d'exercer dans une école libre, en conséquence, ou dans toute autre institution dont le caractère n'est point absolument officiel, les étudiants doivent se présenter aux examens réguliers des universités. Et ce crédit n'est pas une pure question de forme. Si l'on n'a pas au moins un diplôme des enseignements secondaires, à peu près toute carrière administrative en France — même celle de pharmacien — est rigoureusement fermée.

Un curieux exemple de l'importance de ceci me fut fourni dans une université de province où j'arrivais pendant que l'on passait les examens. Deux ou trois candidats, évidemment étrangers, se

présentèrent en soutane. Il ressortit d'une interrogation qu'ils avaient étudié dans une école religieuse dépendant d'une autre université assez éloignée. L'opposition formelle faite par le gouvernement à la plupart des formes de l'enseignement religieux a eu pour résultat de susciter un violent dépit chez les cléricaux, qui les empêche aujourd'hui, par principe, de reconnaître le système d'éducation de l'État dans la région où ils habitent. Mais, en même temps, ils ont besoin des diplômes de l'État pour poursuivre leur carrière. Alors, ils recourent à un expédient. Ils font un petit voyage et se présentent pour ces examens dans une ville étrangère, alors que dans des circonstances ordinaires, ils les eussent passés chez eux.

Le diplôme que ces jeunes ecclésiastiques possédaient déjà était l'un de ceux qui provoquent une certaine confusion dans l'esprit des personnes accoutumées au système universitaire de l'Angleterre et de l'Amérique. C'était celui de *bachelier* qui sonne à nos oreilles à peu près comme notre diplôme de bachelier ès arts. En réalité cependant, le diplôme français de *bachelier* est accordé non pas au terme d'un cycle d'études supérieures, mais d'études secondaires.

Si je ne me trompe pas, l'instruction primaire en France est absolument obligatoire ; de même que partout ailleurs, on y enseigne à chacun la lecture, l'écriture et les éléments pratiques de l'arithmétique ; elle offre en même temps différentes autres sortes d'enseignements élémentaires dont

les résultats ne sont pas aussi évidents et elle est complète à douze ou quatorze ans. Un certificat justifiant que ce cycle primaire est ainsi achevé donne le droit, à quiconque désire poursuivre ses études, d'entrer dans n'importe lequel des *lycées* et *collèges* de France. Dans ces établissements, où les garçons et les filles sont séparés, l'instruction varie selon que les élèves préfèrent avoir une instruction littéraire ou scientifique. Dans l'un et l'autre cas, les études, qui sont remarquablement complètes, durent jusqu'à ce que les élèves aient atteint leur seize ou dix-huitième année. Pendant ce laps de temps, on les aura préparé à passer divers examens, à la fois écrits et oraux, qui correspondent, de manière générale, à ceux requis pour entrer dans un collège américain de la meilleure espèce. Toutefois, je dois dire que je considère les examens français comme étant plus rigoureux. En tous les cas, ils ont la sévérité de l'examen d'entrée d'un collège américain de la vieille tradition, très éloigné de cette méthode nouvelle et molle qui permet aux candidats à l'admission dans les collèges d'user de la faculté de passer quelques matières à la fois, alors que le tout devait être passé d'un seul coup. Régulièrement subis, ces examens confèrent à l'élève le titre de *bachelier* ès lettres ou ès sciences, suivant le cas.

Ce grade de *bachelier* n'est pas seulement comme chez nous, une simple constatation. Actuellement, il confère à celui qui le possède, différents avantages auxquels on ne peut prétendre sans l'avoir acquis.

Il ouvre différentes carrières, aussi bien dans le privé que dans les administrations de l'État. Au point de vue de l'enseignement, il permet de se présenter pour continuer les études où que ce soit en France, dans les facultés de l'enseignement supérieur — lettres, sciences, droit ou médecine. Et ici, apparaît une différence importante entre les universités françaises, les anglaises et les nôtres. Une faculté des lettres n'est pas considérée comme un lieu où l'on conserve la culture générale, mais comme une institution aussi technique qu'une faculté de droit. Seuls les étudiants qui visent aux carrières littéraires — soit d'écrivain, soit de professeur de littérature, d'histoire ou de philosophie — vont se faire inscrire à la section des lettres. Les étudiants qui se destinent au droit ou à la médecine prennent immédiatement contact avec ces matières. Un cycle d'études, pour chacune des facultés de l'enseignement supérieur, embrasse normalement quatre années environ. A la fin de ce temps, un étudiant devrait être prêt pour une autre série d'examens qui équivalent largement dans les lettres au diplôme requis en Angleterre ou en Amérique pour le degré de bachelier ès arts. De même que lors des examens pour le grade de *bachelier*, ceux-ci doivent être tous passés en une seule fois ; et le titre qu'ils confèrent, dans les lettres ou dans les sciences — ce titre même que nos jeunes ecclésiastiques errants venaient conquérir — est dans toutes les branches, celui de *licencié*. *Licencié* ou *licenciée*, devrais-je plutôt dire, car dans toutes les

facultés de l'enseignement supérieur en France, les hommes et les femmes travaillent côté à côté, traités sur un pied d'égalité absolue.

Dans ce système d'éducation, ce grade de *licencié* a la plus haute importance. Bien qu'un maître soit qualifié pour un emploi dans les écoles primaires après avoir passé les examens spécialement réservés pour ce propos, équivalents aux examens du « Civil Service » en Angleterre ou en Amérique, nul ne peut enseigner dans les établissements secondaires s'il ne possède ce diplôme de *licencié*. Toutefois ce grade qui ouvre la carrière de l'enseignement secondaire est insuffisant pour un professeur dont l'ambition est plus haute. Avant d'être admis à l'enseignement supérieur — que nous avons coutume, nous autres Américains, d'appeler l'enseignement universitaire, — d'autres titres sont nécessaires.

Normalement le grade suivant, qui est d'ailleurs partout le grade le plus haut, est celui de docteur ès lettres, ès sciences, et ainsi de suite. Toutefois, dans le système français, ce grade comporte exceptionnellement une préparation de longue haleine. Un bon candidat doit présenter deux thèses originales : l'une d'elles est habituellement rédigée en une langue étrangère. Toutes deux doivent être considérées comme d'importantes contributions à cette partie de la science dans laquelle il fait profession d'être versé ; et l'une des deux au moins doit être un livre, important non seulement par le sujet, mais aussi par le format et

le style. L'œuvre par exemple de feu M. Beljame, le professeur bien connu, avait pour sujet : *Le public et les gens de lettres en Angleterre pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle.* C'est là le titre d'une des thèses qui lui valurent le grade de docteur ès lettres, voici longtemps déjà. Et au nombre des thèses acceptées en Sorbonne, ces dernières années, se trouvent les meilleures études biographiques sur Poe et sur Hawthorne. Ma qualité d'Américain me valut le plaisir de faire personnellement connaissance avec les auteurs de ces ouvrages : M. Lauvrière, qui fut reçu docteur, voici quatre ou cinq ans, et M. Dhaleine, qui fut reçu en 1905. Ni l'un ni l'autre de ces messieurs n'était précisément jeune : et c'est là, la plupart du temps, le cas de ceux qui arrivent en France à ce grade suprême dans les lettres. Les travaux requis pour son obtention peuvent, en effet, difficilement être achevés par le candidat avant qu'il ait atteint la trentaine. Ce grade est actuellement conféré, selon toute apparence, eu égard à la valeur des thèses qui sont jugées au scrutin le plus secret. Nommément cependant, il est accordé aux seuls candidats qui ont publiquement défendu leurs thèses avec succès ; et même, bien que cette cérémonie de défense soit seulement une formalité, elle est encore fort imposante.

Au jour fixé, le candidat qui se présente au doctorat à Paris est introduit, dans une grande salle de la Sorbonne, ressemblant à une salle d'audience et pouvant contenir trois à quatre cents

personnes. Elle est absolument ouverte au public qui paraît apprécier cet avantage, car dans les différentes circonstances où il m'arriva d'assister à semblables solennités, il y avait toujours un public nombreux.

Le candidat prend place à un pupitre, en face d'un banc élevé, occupé par les professeurs qui se sont portés garants de la valeur de la thèse qu'il va défendre. Chacun d'eux est pourvu d'un exemplaire imprimé de la thèse et, durant deux ou trois heures, ils l'attaquent tour à tour. Cette attaque commence généralement par des paroles cordiales de félicitations, suivies en temps opportun d'un commentaire contradictoire général et analytique sur les points qui ont été relevés par ces esprits critiques, à la fois érudits et subtils. Le candidat doit instantanément répliquer à ces commentaires —avec intelligence, aisance, et dans un français impeccable. Généralement, il répond fort et ferme, bien que dans les formes de la plus exquise politesse ; de temps en temps — particulièrement lorsque quelque légère erreur de fait a été relevée — il accepte la correction avec des remerciements et déclare qu'il en tiendra compte dans la prochaine édition de son travail. Finalement, au moins dans tous les cas de ma connaissance, sa soutenance de la thèse est déclarée suffisante, après consultation, pour la forme de ses juges. Et ses travaux sont en conséquence récompensés par ce titre de docteur qui lui permet d'être employé, s'il y a de la place, comme *maitre de*

*conférences* — c'est-à-dire comme instructeur — dans tous les établissements d'enseignement supérieur, et plus tard comme professeur dans les facultés les plus importantes.

A ce moment, comme nous l'avons vu, cet homme se trouve à peu près au milieu de sa vie. Mais, d'autre part, il est désirable que des professeurs compétents donnent l'enseignement supérieur dès leur jeunesse. Pour tourner cette difficulté, on a trouvé un moyen excellent. Chaque *licencié* est autorisé à se présenter à Paris à un examen où il concourt particulièrement dans sa partie.

Le fait que cet examen peut être passé seulement à Paris accroît son importance. Bien que les grades acquis dans la capitale soient généralement tenus en plus haute estime que ceux obtenus ailleurs par les autres candidats au doctorat, le grade de docteur peut régulièrement être décerné par n'importe quelle université. Cet examen-concours, en revanche, ne peut être passé nulle part ailleurs. Bien qu'il soit ouvert à tous les candidats, de quelque province qu'ils soient, sa préparation est si difficile que le séjour à Paris est plus que désirable. Jusqu'à ces toutes dernières années au moins, cette préparation était la mission spéciale de cet admirable établissement de haut enseignement, qui s'appelle l'École Normale. Sans cet entraînement, les hommes les mieux doués sont rarement capables de réussir cette épreuve. Il y a quelques années par exemple, un candidat qui avait subi avec succès les phases préliminaires

de cet examen, était invité à se présenter à une heure donnée, devant un professeur de la Sorbonne. Ce professeur lui tendit un papier tiré au hasard d'une urne. Sur cette feuille était écrit le titre d'un sujet relevant des matières que le candidat avait préparées. Exactement vingt-quatre heures plus tard, il lui fallut présenter au même professeur, à la même place, une conférence entièrement écrite sur ce sujet, avec la bibliographie convenable. C'est cette épreuve finale qui décide de la réussite dans cet examen-concours, auquel les candidats se présentent en nombre considérable et où seulement dix ou quinze pour cent d'entre eux sont reçus. Ces heureux mortels reçoivent le titre *d'agrégé*.

Ce titre est prisé à ce point qu'en effet très peu de ceux qui ne l'ont pas peuvent espérer être titularisés à un poste, même dans l'enseignement secondaire. Nul sans lui, à moins d'être docteur, ne peut professer dans les facultés d'enseignement supérieur. Et il est d'autant plus malaisé à acquérir que, de tous les grades français, il est le plus important. Vous aurez peine à trouver, où que ce soit, un professeur qui n'ait pas d'abord obtenu le titre *d'agrégé* avant de se présenter au titre régulier de docteur, sans lequel il ne peut aspirer à enseigner officiellement dans une faculté des lettres, des sciences, de droit ou de médecine.

Tel était, en résumé, le cadre dans lequel j'étais appelé à prendre place, un peu exceptionnellement, ainsi que me l'expliqua avec tant d'obli-

geance mon ami. En tout et pour tout, — j'avais eu la prudence de ne pas faire état de cette position — j'étais seulement bachelier ès arts d'Harvard ; jamais, en effet, je ne m'étais imposé le souci pratiquement, tout à fait inutile chez nous, d'étudier en vue d'obtenir un grade nommément supérieur. Et voici que, comme professeur délégué par Harvard pour conférencier en France, je me trouvais temporairement l'égal des professeurs de l'université de Paris, présenté à eux comme « collègue » et considéré par le personnel moindre de cette université comme « maître. » Afin de régler ma conduite, il était donc nécessaire que je comprisse ma position, au même titre que si elle eût été diplomatique ou militaire. Ce fut la raison pour laquelle mon si serviable collègue passa la première heure de notre entrevue à m'expliquer, au tableau noir, ce que j'ai tenté de retenir et de résumer ici. Aucun service d'amitié n'eût pu être plus opportun. Pendant tout mon séjour en France, il éclaira constamment mes relations et mes devoirs officiels.

En France, ces devoirs sont aussi réglés que ceux de n'importe quel enseignement de classe ou de laboratoire. Dans toutes les universités françaises — au moins dans la section des lettres — deux modes distincts d'enseignement sont offerts. L'un, complètement semblable à celui qui est en usage dans notre pays, comporte ce que l'on appelle des *cours fermés*, — c'est-à-dire des exercices scolaires, accessibles aux seuls étudiants

inscrits. L'autre consiste en *cours publics*, sortes de sermons laïques, ouverts, comme l'office divin, à tout venant, désireux de les entendre ; ils appartiennent depuis des temps immémoriaux à la tradition académique française, — vestige demeuré, si je comprends bien, de l'instruction coutumière que l'on donnait dans les universités, au Moyenâge. Et ces cours conservent une faveur assez semblable à celle dont on entoure chez nous les sermons des prédicateurs en renom. C'est-à-dire que si un conférencier fait, de manière acceptable, un cours public, il est assuré d'un auditoire nombreux et averti.

Parmi ces auditeurs se trouve un certain nombre d'étudiants attirés à la fois par le sujet traité et par la personnalité du conférencier. Toutefois, la plus grande partie de l'assistance, composée de gens sans rapports avec l'université, comprend un grand nombre de femmes qui viennent par curiosité ou même, à l'occasion, par snobisme. Et cependant, l'agréable frivolité de tels auditaires en France est moins frappante que le nombre des hommes mûrs d'intelligence sérieuse qui, généralement, suivent un cours public, pendant toute sa durée. C'est d'un tel service que je me trouvais chargé, d'abord à Paris, puis dans les provinces.

Cette charge, mieux encore, en impliquait d'autres, de caractère personnel, bien plus assujettissantes qu'elles n'eussent été chez nous. En premier lieu, j'étais contraint de faire des visites

officielles à mes supérieurs académiques — le recteur et les doyens — cela, dans le plus bref délai possible. De plus, lorsque m'arrivait l'heureuse fortune d'être présenté à un universitaire de mon rang — un professeur, un *collègue* — il était de rigueur de déposer ma carte chez lui dans les vingt-quatre heures, sous peine d'être impitoyablement considéré comme un homme mal élevé. Avec mes inférieurs de l'université, ces devoirs charmants étaient moins rigoureux.

C'est ainsi que je pris contact avec la France. Essayant de jouer mon rôle avec exactitude, je fus inlassablement soutenu par la délicate bienveillance avec laquelle mes supérieurs et mes collègues — à vrai dire même, tout le monde — tenaient le leur. Le vrai, c'est que si les relations sociales ressemblent partout à une comédie, les Français montrent dans cet exercice une habileté qui nous manque. Ils savent leurs rôles et, incontinent, ils vous font entrer jusque dans la peau du vôtre. Nous autres Américains, par rapport à eux, nous ne sommes que des amateurs, nous embarrassant dans la confusion bien naturelle d'une charade improvisée.

De-ci de-là, les méthodes des universités françaises me paraissaient bien un peu vieillottes. Ainsi, un des principaux personnages officiels de la Sorbonne, qui me recevait avec la plus grande bienveillance, m'exprima le désir de me voir jouir, durant mon séjour à Paris, de tous les priviléges possibles. C'est en ce sens qu'il en vint

à me dire qu'il avait donné des ordres, pour que le catalogue de la bibliothèque me fut communiqué, aussi souvent que je le désirerais. Sans cette attention, il eut fallu, chaque fois que j'eusse souhaité un livre, demander à un employé si la bibliothèque le possédait ou au cas où j'eusse eu besoin de références sur quelque sujet que ce fût, le prier d'avoir l'obligeance de me faire une petite bibliographie. En divers autres endroits — je m'en rendis compte plus tard — au Collège de France, à l'École Libre des Sciences politiques, et sans doute partout, les bibliothèques d'un caractère technique sont à la disposition des étudiants régulièrement inscrits. De manière générale, toutefois, les livres semblent moins accessibles en France que vous ne pourriez le penser et, en conséquence, quiconque a besoin d'un certain nombre d'entre eux doit les acheter plus fréquemment que cela n'arrive chez nous.

Quand on en vint, cependant, à l'organisation des conférences, les dispositions étaient, sous le rapport des rafraîchissements, plus agréables que tout ce que j'avais connu jusque là. Une petite pièce confortable est à la disposition du conférencier où il est attendu, vêtu d'une redingote et cravaté de noir, quelques minutes avant l'heure fixée pour son entrée. Exactement à cette heure, un personnage imposant, en robe, portant une chaîne d'argent autour du cou, se présente, tenant un plateau sur lequel se trouvent un verre, une cuillère, une carafe d'eau et un sucrier, contenant

quelques morceaux. Tout ceci dans les mains, il précède le conférencier sur l'estrade de l'amphithéâtre dans laquelle les auditeurs sont déjà rassemblés. Il place le sucre et l'eau sur la chaire — personnellement, comme je ne faisais pas usage de ce rafraîchissement, il est possible que sa composition n'ait pas été renouvelée de novembre à mars — et il se retire pendant une heure. Exactement à la fin de cette heure, l'appariteur (c'est ainsi qu'on appelle ce fonctionnaire) reparaît à la petite porte, derrière l'estrade. Vous vous arrangez alors pourachever votre conférence. Je ne me suis jamais risqué à demander si ce personnage aurait le droit, au cas où l'on ne tiendrait pas compte de son avertissement, de vous faire lever de force. Au Nouvel An je lui donnai cinq francs sur le conseil d'un de mes collègues qui m'expliqua que si je lui donnais moins il serait vexé et que davantage le déconcerterait.

Dans la petite pièce d'attente, avant et après la conférence, j'étais libre de recevoir qui bon me semblait. L'appariteur veillait comme un chien de garde, écartant sans pitié les personnes non accréditées, m'expliquant avec déférence le caractère de celles qui l'étaient. Il m'arriva ainsi de me rencontrer avec un certain nombre de celles-ci s'intéressant au sujet de mon cours. Dès cet instant, je me trouvai dans une atmosphère nouvelle. Quiconque a longtemps fréquenté les étudiants américains concédera, je pense, que leur abondante énergie est faite pour s'exercer sur d'autres terrains

que celui sur lequel ils sont amenés à se trouver professionnellement en contact avec leurs maîtres. Les étudiants français semblent de poil différent.

Ils sont d'intelligence alerte, sérieux à un degré qui vous fait rougir intérieurement d'être aussi frivole comparativement, d'une énergie intellectuelle au-dessus de tout reproche ; mais, en quelque sorte, quand on est accoutumé aux rapports universitaires de chez nous, ils semblent légèrement inhumains. On va comprendre tout de suite pourquoi. Ce n'est pas, certes, qu'ils manquent d'humanité : dans la vie privée, ils sont réputés pour maintenir les traditions hospitalières de la vieille France. Mais l'humanité et le travail sont des choses différentes et, pour eux, le labeur universitaire est une matière d'importance décisive.

Ils ne s'amusent pas, pendant ces trois ou quatre années qui doivent les introduire à quelque chose de plus doux que la situation à laquelle ils aboutiraient, sans cet heureux intermède, placé entre la corvée du collège et les responsabilités de la vie ; ils se préparent avec assiduité à une carrière fortement encombrée. Leur intelligence paraît manquer tout à fait de cette grâce de l'amateur qui caractérise, de manière si séduisante, l'étudiant américain ; par comparaison, ils apparaissent intensément, prodigieusement, des professionnels.

Il faut prendre ce mot dans son meilleur sens, sans tenir compte des abus qu'on en a fait. Ce n'est pas que les étudiants français vous donnent l'impression d'être disposés à des tricheries ou à

des subterfuges. Voici exactement ma pensée : lorsqu'ils sont à l'université, ils sont persuadés qu'ils ne travaillent pas à l'acquisition de cette chose vague appelée chez nous « la culture », mais ils se sentent vivre un instant très concret de la lutte pour la vie. Leur affaire, comme étudiants, est de s'instruire aussi largement et aussi soigneusement que possible et par-dessus tout, de ramasser toute leur documentation en quelque système intelligent et clair. C'est là la raison de leur présence à l'université et ils sont venus généralement à la faculté des lettres parce qu'ils aspirent, en un temps donné, à devenir membres d'une faculté semblable, si possible même finalement, à Paris. Autant que j'ai pu m'en rendre compte, il n'y a rien dans la vie universitaire française qui puisse être comparé à la vie d'un étudiant, en Angleterre ou en Amérique. Le seul fait de mon expérience qui m'avait laissé croire à une exception à cette règle tourna à sa confirmation.

Dans une université de province, quelques étudiants m'avaient invité à un divertissement que je croyais analogue à ceux que donnent les clubs dramatiques des collèges américains. En un sens, c'était bien cela : la représentation était irréprochablement banale. Les acteurs toutefois n'étaient pas des étudiants, mais des professionnels — hommes et femmes — engagés pour l'occasion. Et je ne vois pas ce que les étudiants avaient à faire dans l'occurrence, si ce n'est d'être

des auditeurs. Mieux même, ils n'avaient pas l'air de se connaître personnellement entre eux. Les relations de tout étudiant français avec ses maîtres ou ses camarades peuvent en effet être cordialement amicales ou manquer absolument d'humanité. La situation est comparable à celle qui existerait chez nous entre gens exerçant une même profession.

En ce qui concerne quelques-unes des institutions qui n'étaient pas directement à portée de mon observation, on m'a laissé entendre — particulièrement, au sujet de l'École Normale — qu'il existe un plus vif sentiment de camaraderie. Mais même là, cette camaraderie est fondée sur un idéal professionnel commun et sur une ardente et louable émulation. Du début à la fin, le haut enseignement français a une fonction différente de celle à laquelle la tradition américaine nous a accoutumés. Techniquement, le système français est préférable, mais aussi à certains égards, il est décevant. Car, il n'est pas seulement intensément sérieux ; il combine de manière si admirable la précision et la largeur de vues — dirigeant l'attention sur le détail tout en s'efforçant de maintenir dans l'esprit les principes généraux — qu'il paraît plus vivifiant qu'aucun des autres systèmes de ma connaissance. Mais, en revanche, un jeune Américain qui n'est pas tout à fait indifférent à ses études, après avoir passé trois ou quatre années au collège, se trouvera mieux armé pour la vie, et en conséquence des deux le plus sympathique,

le plus riche en qualités humaines. C'est là la véritable raison pour laquelle nous professons en Amérique un respect si unanime envers nos collèges. Ces qualités d'humanité semblent absolument faire défaut à la vie universitaire française.

Jusqu'à un certain point, cette impression demeure vraie quand vous quittez ces étudiants pour leurs maîtres. En général, les professeurs des universités françaises ne sont pas seulement des savants remarquables et accomplis : ce sont aussi des hommes ayant acquis une considérable expérience du monde, des hommes de tact en société, des hommes d'un commerce charmant et animé dans la vie privée. Mais, dans les actes ayant un caractère professionnel, ils sont aussi sérieux que s'il n'existaient aucun autre agrément sur la terre. Bien que moins absorbés que nous par l'enseignement routinier, ils ne croient pas devoir jamais cesser leur effort vers une science plus grande et plus sûre. Aucune de mes expériences antérieures ne m'avait révélé quoi que ce soit de comparable à l'activité intellectuelle, infatigable et concentrée, pleine d'émulation, de mes collègues d'un moment, à Paris. Le préjugé étranger a coutume de représenter les Français comme légers, frivoles et pour le moins superficiels. Quand vous vivez au milieu de leurs hommes de science, mêlé au travail de leurs existences, vous commencez à vous demander où a bien pu se former à leur propos une légende aussi grotesque. Car nul ne saurait imaginer un

travail plus assidu que le leur et plus joyeux dans son ardeur.

Professionnel, une fois encore, voilà le mot qui vient à l'esprit. De même que la vie de l'étudiant français manque des qualités d'humanité qui suffisent à justifier la brièveté des études en Amérique, de même la vie du professeur français manque de cet élément social qui domine de manière admirable les universités anglaises et qui n'est pas inconnu chez nous. A Paris au moins, il semble qu'il est peu nécessaire qu'il y ait des relations personnelles entre ces travailleurs assidus. Évidemment, ils se connaissent et, s'il leur arrive de sympathiser, ils peuvent se lier étroitement d'amitié, mais un tel milieu ne semble pas plus un terrain de relations que ne l'est celui dans lequel vivent les membres du barreau ou les médecins qui exercent. Peut-être l'indice le plus frappant de ce que je veux montrer est-il la politesse minutieuse qu'ils observent toujours à l'égard les uns des autres. Mon premier sentiment était que la formaliste courtoisie qu'ils me témoignaient invariablement, lorsque je les visitais, marquait sans aucun doute une nuance entre ma situation et les relations plus étroites qui devaient probablement exister entre eux. Au fur et à mesure que se prolongea mon séjour en France, je me convainquis davantage que cette impression avait été fausse. J'étais dans un monde, je le découvris, où la science n'est pas un but, mais une carrière honorable et ardue, qui a ses épreuves, ses

luttes ardues, ses impitoyables rigueurs envers les faibles, ses récompenses qui encouragent.

La carrière normale du professeur français, en général, ressemble assez exactement à ceci : presque au moment où il entre au lycée, il a les yeux fixés sur cette profession à laquelle il consacrera sa vie. De manière définitive, au moment où il devient *bachelier*, son dessein est arrêté. A l'université, il s'applique avec assiduité aux études qu'il se propose d'enseigner plus tard. Une fois muni du grade de *licencié*, il est susceptible d'être employé comme professeur dans un établissement d'enseignement secondaire. S'il lui faut gagner sa vie, pour un temps il acceptera ce poste ; s'il a quelque fortune, plus vraisemblablement il continuera sans arrêt ses études vers d'autres, plus élevées, ordinairement sous la direction des spécialistes les plus éminents, à Paris. Dans l'un et l'autre cas, à moins de circonstances prouvant un engourdissement cérébral, il se prépare avec une indomptable énergie pour l'examen-concours qui pourra lui valoir le titre *d'agrégé*. Après quoi, il sera nommé professeur dans n'importe quel établissement d'enseignement secondaire, ou comme conférencier — maître de conférences — dans une faculté quelconque de haut enseignement. Avant qu'il ne devienne professeur en titre dans une de ces facultés, il devra attendre son doctorat ; mais, à cet égard, il est à peu près sans inquiétude : avec le temps il le conquerra. Il a laissé derrière lui les traînards.

Naturellement, il devient, aussitôt qu'il le peut, professeur au *lycée* le plus important de quelque région universitaire et il fait son cours sous la surveillance de la faculté de laquelle il relève. Son premier poste est généralement éloigné de Paris — le centre de l'organisation et le but de son ambition. Il est envoyé, pour éprouver sa valeur, quelque part, en province. Pour différentes raisons, il peut demeurer en cet endroit, mais, où qu'il soit, il travaille dur et ferme. Quiconque a jeté les yeux sur la couverture des ouvrages français sérieux est impressionné par la qualité de ceux qui, fréquemment, ont pour auteurs des professeurs appartenant à des régions lointaines et peu importantes. Dans tous les cas cependant, il espère sa promotion, ce qui veut dire non pas un avancement sur place — encore que ceci, bien entendu, l'intéresse aussi — mais un poste plus rapproché de Paris.

Cet état de choses me fut démontré jusqu'à l'évidence dans quelques universités provinciales. Dans l'une, par exemple, je rencontrais un distingué professeur d'histoire, recevant de tous côtés de vives félicitations. Sans conteste, il était l'archéologue local le plus remarquable d'une région très curieuse, qu'il avait habitée pendant vingt ans et, à ce moment, il venait précisément d'être choisi pour enseigner à Paris, au Collège de France, — une institution complémentaire de la Sorbonne, où l'enseignement est de l'ordre le plus élevé et où le corps des professeurs est des plus éminents.

Sans la moindre hésitation, le moindre doute, il quittait immédiatement cette ville où, si longtemps, avait été établi son foyer — et où, pour prendre un exemple, chaque détail de la généalogie locale, depuis mille années, était sur le bout de sa langue — pour un endroit où, personnellement, il serait au moins aussi dépaysé que moi-même. A Paris, bien plus, sa dignité professionnelle allait se trouver bien moins en évidence que dans cette ville qu'il allait abandonner ; ou mieux, il allait se confondre dans cette foule qui, dans toute grande capitale, tient le haut du pavé pour des raisons qui n'ont rien à faire avec la science. Et même, autant que je pouvais m'en rendre compte, il n'éprouvait nullement cette sorte de regret sentimental, qui, en semblable occurrence, n'eût pas manqué de naître dans l'esprit d'un professeur américain, ainsi détaché du milieu où la moitié de sa vie se serait écoulée. Et, parmi ses collègues, encore qu'en le perdant, ils perdisent à la fois un collègue dont l'enseignement pouvait les rendre fiers et une personnalité brillante, je ne pouvais relever aucun indice de mauvaise humeur. Tous semblaient unanimes à ressentir cette joie généreuse que nous eussions éprouvé en Amérique à l'occasion d'une distinction flatteuse, octroyée à quelqu'un de nos collègues estimé.

Dans une autre université, d'importance considérable, je trouvai le recteur occupé à emballer sa bibliothèque. Il venait d'avoir l'heureuse chance d'être nommé au poste d'Inspecteur

général — ou quelque chose d'équivalent — au ministère de l'Instruction publique. On disait que cette promotion venait fort peu de temps après la précédente, qui l'avait amené du rectorat d'une autre université, un peu plus éloignée de Paris, et sur une ligne moins directe. Dans cette dernière situation, il s'était distingué en infusant à un établissement scientifique, languissant quelque peu, un degré de vitalité, qui lui avait valu une plus grande réputation. Quand il fut nommé plus près de Paris, il ne ressentit cependant aucune peine à abandonner son pupille à un successeur, qui était à ce moment sur le point de suivre le nouveau promu à ce rectorat plus important, qu'il laissait précisément vacant. Et lorsque, quelque temps plus tard, je visitai cette université d'où ces deux recteurs avaient été précisément promus, je la trouvai sous l'autorité d'un personnage en quelque sorte déconcerté, à la fois enchanté de se trouver à la tête d'une université et navré d'avoir quitté la capitale, où sa précédente fonction le situait.

Les bases sur lesquelles sont établies les promotions sont indubitablement compliquées. Une science solide, une publication remarquée, un enseignement efficace comptent pour beaucoup. Les qualités personnelles ont leur importance et aussi, par moments, les considérations politiques et religieuses. Je me suis laissé dire que sous l'Empire un professeur, d'orthodoxie douteuse, avait peu de chances d'avancement ; et pendant

la période où la République luttait contre l'Église, une dévotion affichée pour la foi catholique n'était pas spécialement propice à une promotion académique. Dans toutes les circonstances, l'affaire se règle surtout devant ces *dossiers* inexorables, qui se trouvent à Paris, au ministère. Une ou deux fois l'an, le Directeur de l'Enseignement supérieur convoque tous les recteurs de France à une conférence au ministère, où je crois bien qu'ils se rencontrent plus ou moins officiellement avec les inspecteurs. Là, sans nul doute, les dossiers sont étudiés et complétés. Et de ce qui se passe en ce lieu, dépend, je suppose, l'avenir de centaines de professeurs anxieux, répartis par toute la France.

Jusqu'à ce que l'on comprenne entièrement cette centralisation, il n'est pas tout à fait aisé de s'expliquer ces deux traits curieux des universités provinciales françaises, la merveilleuse qualité de l'enseignement et le manque absolu de tradition et de sentiment local. Dans un système aussi fortement établi sur la compétition que celui qui prévaut en France, tout homme qui atteint au titre de professeur de l'Enseignement supérieur dans une faculté, doit avoir non seulement un esprit vigoureux parfaitement entraîné, mais aussi le maintenir sans relâche en activité. Bien que des accidents puissent favoriser ou reculer son avancement, pour un temps ou pour toujours, aucune désespérance ne saurait détruire le rêve qu'il s'en fait. Ainsi, où que vous alliez en France,

vous ne pouvez faire autrement que de rencontrer des hommes dont les talents et les qualités, perpétuellement tenus en haleine, seraient partout un sujet d'admiration. Je suis tenté de dire qu'il n'existe pas dans ce pays un seul centre d'enseignement supérieur où un étudiant étranger ne tirerait profit à séjourner une année. Et aussi longtemps qu'un professeur est attaché officiellement au personnel d'une université, aussi éloignée soit-elle, il fera avec conscience tout son possible pour favoriser les intérêts de cette institution, pour la distinguer parmi ses pareilles et ses rivales. Plus d'une fois j'ai employé le mot de *professionnel* pour caractériser l'enseignement français. *Consciençieux* serait une expression plus juste.

Mais toute la conscience du monde ne saurait identifier l'intelligence avec le cœur. Et, de même que l'on sent parmi les étudiants parisiens un manque extraordinaire de cette camaraderie qui unit pour la vie les gradués de n'importe lequel des collèges américains et justifie plus que tout la joie exubérante de nos meetings athlétiques, de même, à travers les universités provinciales, on s'aperçoit qu'il n'existe aucun indice de cette solidarité spontanée entre les membres d'un collège, qui nous semble peut-être en fin de compte le plus important des avantages de la haute culture en Amérique. Avant tout un Américain vous dira de quel collège il sort. Un Français semble difficilement se souvenir du lieu où il étudia, car dans les universités françaises, la seule affaire

pour les étudiants aussi bien que pour les professeurs est l'étude. Et l'enseignement est partout le même : ce n'est pas une question d'atmosphère locale. Chaque Français qui consacre sa vie à l'Université a le même objectif : Paris, s'il peut y atteindre ; à son défaut, un poste sur la route qui y mène.

Quand je commençai à me rendre compte de ces détails, les conditions dans lesquelles je me trouvais pour visiter les universités de province m'apparurent en pleine lumière. A Paris, j'avais été accueilli comme un collègue passager par d'aimables professeurs français, qui avaient atteint le sommet de leurs ambitions professionnelles. En province, je fus reçu non seulement comme un visiteur étranger que le hasard a converti en collègue provisoire, mais encore comme un homme qui a eu, au moins un temps, le bonheur d'atteindre à cet honneur que tous envient fiévreusement — un poste officiel à la Sorbonne. Ce fut, je crois, en partie cette particularité qui donna à ma réception en province quelque chose de plus formaliste — je dirais presque de plus cérémonieux — qu'à celle qui avait eu lieu à Paris. En partie aussi, la forme que prit mon expérience provinciale était due probablement à d'autres causes.

L'une d'elles était sans nul doute la correction traditionnelle des mœurs provinciales, plaisamment soulignée, ici et là, dans la littérature française. On pourrait en trouver une autre dans la relation des universités provinciales avec le

milieu. L'université de Paris, bien qu'en fait pleine d'importance et de gloire, est pour ainsi dire amoindrie par la vie environnante de la capitale. Vous pouvez vivre à Paris la moitié de votre existence sans vous apercevoir qu'il y a de par le monde, des gens qui font profession d'être des maîtres ou des étudiants. En province, au contraire, chaque université est un fait remarquable de la vie de la cité, où elle a son siège. Comme étant plus en vue, il est inévitable qu'elle ait plus conscience de son importance et comme telle, il est naturel qu'elle soit un peu plus formaliste — moins apte à se confondre elle-même avec le monde qui vit et s'agitent autour d'elle.

Au moment où je me trouvais en France, bien plus encore, la situation politique causait à toutes les universités un malaise qui se faisait sentir à Paris même, mais qui apparaissait surtout avec évidence en province. Elles sont institutions d'État et le gouvernement poursuivait à ce moment une politique qui apparaissait à beaucoup d'esprits catholiques comme une persécution contre l'Église. Une situation en quelque sorte embarrassante s'ensuivait. Si, à la rigueur, le personnel régulier d'une université de province pouvait trouver grâce aux yeux des habitants connaissant chacun de ses membres, un professeur étranger, venant professer dans une langue étrangère, sur un sujet qui n'était pas régulièrement inscrit dans les programmes universitaires, devait inévitablement leur paraître de tendance radicale, et comme tel,

être un objet de suspicion de la part des réactionnaires ou des conservateurs.

Ceci fut particulièrement net à Lille — la première des universités de province inscrites à mon programme. Les plus riches personnages de cette grande cité industrielle sont si ardemment catholiques qu'ils entretiennent à leurs frais une université libre très importante. Cette ville, d'ailleurs, est située juste à la frontière de Belgique, où quelques-uns des ordres religieux, auxquels il a été défendu de continuer à enseigner en France, se sont réfugiés. En conséquence, les préjugés clériaux des Lillois les disposaient à envisager sans bonne grâce tout enseignement officiellement patronné par un gouvernement anticlérical. Ceci d'ailleurs n'impliquait nullement qu'il n'y eût pas bon nombre des membres des facultés officielles qui ne fussent de bons catholiques, ni même que la religion catholique ne fût pas enseignée dans les établissements secondaires. Ainsi, la première personne que rencontrèrent mes yeux, au cours d'une visite au lycée de Lille — très spacieux et très remarquable — fut un excellent prêtre qui était chargé d'y donner l'instruction religieuse. Il appartenait régulièrement au personnel enseignant ; il habitait la maison et agissait non seulement comme le maître orthodoxe de la religion, mais encore comme le conseiller spirituel des centaines d'enfants catholiques, élevés dans cette école. De même, pour les jeunes garçons protestants ou juifs, l'autorité avait pourvu à leur

instruction religieuse. Cela prouvait que, même sous ce gouvernement très nettement anticlérical, l'État devait supporter une certaine dose d'enseignement dogmatique, ce qu'aucune opinion publique, dans aucune ville américaine, n'eut toléré.

L'enseignement religieux, légalement supprimé, voici un an ou deux, n'était pas, somme toute, l'enseignement de ces principes. Il était le contrôle établi sur l'enseignement secondaire par les ordres religieux enseignants qui avaient créé des établissements prospères et confortables en concurrence avec les *lycées* du système universitaire régulier, et là ils préparaient leurs élèves à passer les examens requis pour l'obtention du grade de *bachelier*. L'influence de ces écoles, dirigées par des moines et des nonnes, était considérée comme hostile aux principes républicains et la liberté de penser de leurs élèves paraissait même dirigée sur des sujets qui n'avaient pas de rapports directs avec la religion. Ainsi qu'un de mes amis, catholique, me l'expliqua : il avait voté avec regret la suppression des ordres religieux enseignants, faute de voir une autre façon de sauver la France de la condition de l'Espagne.

Je ne me suis pas enquis de la nature et des matières de l'actuel enseignement religieux dans les lycées. La qualité de l'instruction sur les autres sujets que l'on y donne m'a paru remarquablement forte. Il m'arriva par exemple d'entrer dans une classe, au moment où quelques jeunes Français de

seize ans — la plupart, fils de commerçants — assistaient à la classe d'anglais. La leçon était faite en excellent anglais et les élèves semblaient pour la plupart le parler aussi couramment que le maître. Au moment où je visitai ce cours, le point discuté était de ceux qui eussent embarrassé les nouveaux d'Harvard. Il s'agissait de la distinction de sens entre les mots *priest*, un prêtre catholique, *clergyman*, un Anglican, et *minister*, un dissident. Dans un autre lycée, on m'offrit en manière de bienvenue, la représentation d'une pièce anglaise, en vers blancs, dont le style, moderne imitation du langage Élisabethéen, était extrêmement précieux. La prononciation des jeunes acteurs laissait quelque peu à désirer, mais d'un autre côté, plus je les écoutais, plus j'étais surpris de l'intelligence avec laquelle ils avaient pénétré le sens de chaque passage, qui eût pu embarrasser des garçons parlant originellement l'anglais. Dans les écoles américaines, ou plutôt, d'après les résultats publiés sur l'enseignement qui y est donné, je n'ai jamais vu aucune langue étrangère enseignée aussi efficacement que l'anglais, tel qu'il est professé en France, dans les établissements d'enseignement secondaire. Et, selon toute apparence, ceci n'était qu'un exemple du sérieux et de la vie qui président à l'éducation française, quel que soit le sujet traité.

Je ne vis rien en ce qui concerne l'enseignement primaire que ce qu'en peut connaître le voyageur, d'après les résultats. Le plus évident de tous est

la précision universelle avec laquelle les gens de la classe ouvrière parlent et écrivent leur langue maternelle. Un autre est la remarquable robustesse et l'apparence de santé des écoliers. On dit que les statistiques fournissent des chiffres inquiétants, au sujet de la natalité française. L'observation passagère du voyageur, en revanche, conduirait à cette conclusion que nul pays ne prend un pareil soin des enfants. La saleté repoussante, que l'on observe familièrement en Angleterre ou en Amérique, en Allemagne ou en Italie, partout même, se rencontre rarement en France. Et l'on trouve une comique évidence, que ceci est dû à l'organisation de l'instruction primaire, dans l'extraordinaire propreté individuelle des jeunes Français, pendant les mois de classe, très différents de l'aspect juvénilement désordonné qu'ils ont pendant les vacances.

Et là encore, pendant ces années d'école, primaire ou secondaire, cette santé, cette évidente efficacité du travail semblent en résumé avoir été obtenues au prix d'une camaraderie plus imparfaite. La camaraderie, en effet, est parmi les éléments essentiels des systèmes d'éducation, traditionnels et comparativement moins bons, auxquels nous-mêmes, en Amérique, aussi bien que nos cousins les Anglais, avons été habitués. Nous nous souvenons mieux de nos camarades de classe que de nos professeurs, ou de ce qu'ils nous ont appris ou pas appris. Pour parler plus généralement, la vie émotive et sentimentale de nos jeunes années se

dresse devant les yeux de notre mémoire plus réelle que l'intellectuelle et la scientifique. Et si cette confession peut ainsi apparaître triviale et frivole, en réalité les choses ne sont pas telles. Tout le procédé de notre éducation est indirect. Nous sommes exposés à certaines influences, dont les derniers résultats font de nous ce que nous devenons, et nous devenons capables de faire ce que nous avons à faire. En comparaison, le système entier d'éducation française, avec ses vigoureuses directions de méthode et d'entraînement, peut à peine tenter d'impressionner un Américain, à cause de son manque d'humanité.

Le système intense et centralisé de compétition, grâce auquel tous les professeurs sont choisis et grâce auquel tous les étudiants sont eux-mêmes soumis, maintient cependant les qualités professionnelles à un niveau supérieur au nôtre. Un exemple topique de ce fait me vient à l'esprit. Entrant par hasard dans le cabinet de travail d'un professeur de sanscrit, je remarquai sur sa table un livre ouvert. Les caractères me parurent si différents de ceux que je me souvenais d'avoir remarqués dans les textes de cette langue, que je lui demandai si les savants français se servaient pour l'étudier d'un alphabet différent de celui que nous employons en Amérique. Il sourit de ma déplorable ignorance et m'expliqua que le morceau en question n'était pas sanscrit, mais chinois. Je lui répondis que je regrettais de ne pas avoir été prévenu qu'il enseignait aussi cette dernière

langue. Très simplement, il me raconta qu'il n'en était rien, mais que, au cours de ses travaux sur le sanscrit, il avait rencontré la doctrine Bouddhique. « Et vous ne pouvez pas davantage discuter le bouddhisme, me dit-il, sans étudier les commentaires modèles chinois que vous ne pouvez discuter la théologie chrétienne sans vous référer à la patrologie byzantine. » Autant que je pouvais me rendre compte, ces deux propositions me firent l'impression d'axiomes. D'autre part, dans l'état de mes connaissances sur l'état de la science universitaire chez nous, l'une et l'autre eussent semblé parfaitement chimériques.

Cependant cette sorte de caractère, de tempérament scientifique est de ceux qui peuvent impressionner profondément n'importe quel Américain. On pourrait craindre qu'un tel érudit ne se perdit dans ses livres ou mieux ne bornât ses énergies aux seules matières qui sont d'une indiscutable précision — à collectionner et à vérifier des faits. Au lieu de cela, plus on le connaissait, plus on était frappé des qualités dynamiques de ses habitudes intellectuelles. De ce qu'un fait fût un fait, il se souciait aussi peu que si jamais le pédantisme n'avait rétréci l'univers. Son inclination — ce serait mal le définir que de dire son effort — était d'utiliser chaque fait comme partie d'un système. Sous toute sa science, son intelligence était aussi libre que si elle n'avait porté aucun fardeau et ce qui, pour d'autres eût vraiment été une charge, semblait plutôt être pour lui un stimulant.

A cet égard, parmi ses collègues français, il n'était pas une exception. Plus je fréquentai ceux-ci, plus je fus confirmé dans mon opinion que la science américaine serait très puissamment vivifiée si un plus grand nombre de nos étudiants venaient se placer sous l'influence française. L'influence des méthodes allemandes sur l'Amérique, durant les quatre-vingt-dix dernières années, a été admirable mais peut-être excessive. Elle nous a appris à avoir le respect du fait et nous a donné la méthode dont nos premiers chercheurs manquaient. Mais en même temps, elle a tendu à encourager la notion que l'objet et la fin de toute science était la collection méthodique des faits. Personne sans doute ne voudrait un seul instant soutenir que cette erreur prévaut parmi les meilleurs cerveaux de l'Allemagne. Peu cependant peuvent nier qu'elle domine les esprits des Américains qui, ayant étudié en Allemagne, reviennent dans la mère patrie n'étant plus du tout Américains, n'étant pas non plus profondément Allemands. L'influence initiale de l'érudition anglaise en Amérique a pour sa part plutôt tendu à soutenir la tradition qu'à reconnaître une science plus nouvelle, et peut-être ainsi a-t-elle atténué l'effet du pédantisme. L'influence sans contrepoids de la France peut d'autre part tendre peut-être vers une systématisation prématurée. Les esprits américains, à l'heure présente, semblent n'avoir guère à craindre de ce côté. Si les intelligences de nos étudiants, qui se proposent de consacrer leur

existence à l'enseignement, multipliaient les contacts avec l'activité et les tendances de la science actuelle française, les universités américaines de l'avenir auraient chance d'être plus riches en connaissances et, d'autre part, de devenir des milieux plus vivants qu'elles ne le sont, semble-t-il, à l'heure présente.

D'un autre côté, comme nous nous en sommes plus d'une fois rendu compte, quand même ces étudiants pourraient retirer le plus grand profit des habitudes dynamiques d'esprit, qui sont si puissantes en France, ils ne trouveront pas là cet amour pour les régions où habite la science, où elle semble gracieuse, en un mot tout ce que leur ont appris les grandes universités anglaises et les plus vieux collèges d'Amérique, imprégnés des traditions coloniales. Ce n'est pas à dire cependant que les Français manquent de sentiment. Il n'est personne, ayant fréquenté leur littérature ou accompli parmi eux un voyage même rapide — à plus forte raison, il n'est personne ayant noué avec eux des liens d'amitié — qui n'ait reconnu la sincérité profonde et naturelle de leur nature émotive. Cette nuance de leur caractère national est encore plus marquée, si possible, que l'admirable intellectualité que nous avons soulignée, en étudiant les universités françaises. Mais, encore que cela puisse sembler, après ce que je viens d'écrire, un paradoxe, cette qualité est cependant moins apparente que partout ailleurs, dans leur système d'éducation.



## II

### LA STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ

LA nature même de ma mission académique me fit bien vite connaître les Français sous d'autres aspects que ceux sur lesquels nous venons d'insister. Délégué comme premier conférencier américain auprès des universités françaises, j'étais amené à entrer en relations personnelles avec le plus grand nombre possible de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, sentaient l'utilité de fortifier les liens de sympathie entre leur pays et le nôtre. En attendant, ma situation officielle universitaire me donnait, dès l'abord, une position définie dans la société officielle française, qui est extrêmement systématisée. Ces faits m'obligeaient, tant à Paris que dans les provinces, à me présenter non seulement aux personnes que je devais rencontrer officiellement, mais aussi à celles auprès de qui des lettres d'introduction ou tout autre voie m'accréditaient.

Quelles que fussent les origines de mes relations avec des Français, officielles ou privées, celles-ci débutaient régulièrement de même façon. Vous déposez votre carte à la porte de la personne par qui vous désirez être reçu, et cette carte est confiée à un fonctionnaire particulier aux Français,

le *concierge*. A Paris tout au moins, les Français vivent dans de grandes maisons, comprenant un certain nombre d'appartements, ayant une entrée et un escalier communs. Tout près de la porte d'entrée, de plain-pied avec la rue, sont quelques petites pièces peu confortables, habitées par le concierge — ou le portier — et sa famille. Sa fonction, entre autres charges, consiste à surveiller qui entre ou sort et au moins une de ces personnes, sa femme ou sa petite fille, est toujours en observation. La principale particularité de leur tempérament semble un insatiable appétit. A quelque heure de la journée ou de la soirée que vous abordez un concierge, vous êtes certain de trouver quelqu'un des siens en train de manger ou quittant la table, et l'atmosphère où vit le remuant personnage semble perpétuellement chargée des fumées de quelque récent bouilli. Et cela est vrai que vous veniez rendre visite à un ami habitant une maison simple, dans un endroit écarté, ou un autre, demeurant dans un palais : le concierge est toujours de même nature. Vous trouverez peu de différence entre ceux qui ont charge de maisons importantes et ceux des maisons insignifiantes : ils se ressemblent comme les mouches de ces maisons. Sans doute, parfois, vous entrez dans des maisons particulières ayant des domestiques personnels, comme il s'en trouve partout. Mais ces dernières, grandes ou simples, sont si rares que vous gardez le souvenir du concierge comme d'un personnage interposé entre vous et la plupart des Français.

En réponse à votre carte, que ce portier a régulièrement transmise, vous arrive la carte de son maître, agrémentée souvent de quelques mots aimables de compliments ou même parfois d'une phrase amicale. Si cet accusé de réception comporte l'indication du moment où votre relation française peut être rencontrée chez elle, tout à la fois par tradition et pour votre avantage personnel, vous faites votre seconde visite au jour indiqué ; et ainsi, vous entrez, véritablement et personnellement, en relations. Au cas contraire, votre commerce s'arrête sur ce courtois échange de cartes. En effet, de manière générale, vous n'essayez jamais de voir les Français de la société, sauf lorsqu'ils vous ont prié à un de leurs jours réguliers de réception ou qu'ils vous ont convié personnellement. Aller chez quelqu'un à un autre moment — pour autre chose que déposer votre carte chez le concierge — serait considéré comme une indiscrette prétention à l'intimité.

Quand vous êtes personnellement reçu dans une maison française — quel que soit le rang de celui qui l'habite — vous sentez au premier abord un léger formalisme ou au moins une certaine attitude, en quelque façon différente de nos usages. Mais bientôt vous commencez à vous apercevoir que ceci n'a rien de désobligeant. Cela signifie seulement que les habitudes sociales de la France sont plus cérémonieuses que les nôtres. Et il vous faut les observer soigneusement, si vous tenez à en être récompensé par la bienveillance sociale.

Leur respect apporte en retour une bienvenue qu'aucune hospitalité au monde ne saurait surpasser.

Un exemple caractéristique de ce que j'essaie d'indiquer peut être observé à peu près dans chaque dîner français. Au lieu de s'asseoir aux deux bouts de la table, aussi loin que les conditions matérielles le permettent, l'hôte et l'hôtesse s'assoyent en face l'un de l'autre au centre de la table, à l'endroit où elle est la plus étroite et cette place leur permet de maintenir le contact avec chacun, de parler aisément avec trois invités de chaque côté. Ainsi, une réunion de douze personnes est d'un coup transformée en une société unique, et les membres éloignés d'une compagnie plus importante ne sont pas tellement distants qu'ils ne puissent entendre la conversation collective ou même y prendre part. Et cette conversation est toujours générale : les hôtes s'adressent sans doute toujours à l'un ou à l'autre membre de la société, de manière à rendre la causerie aussi agréable que possible, mais en aucun cas elle ne se morcelle en entretiens particuliers, comme c'est ordinairement le cas chez nous. Un dîner français n'est jamais bruyant, non plus qu'un salon, et dans l'un et l'autre de ces endroits les éclats de voix les plus atténusés — qui prévalent en Angleterre, et dans la meilleure société américaine — seraient considérés comme un manque aux règles élémentaires de la politesse.

Peu à peu, vous en arrivez à vous rendre compte

qu'en France tout acte social, même le plus personnel, a un caractère social bien plus prononcé que nous n'avons accoutumé en Amérique. L'individu sans doute est là pour son plaisir, mais il y est aussi pour jouer sa partie. En conséquence, tous les rapports sociaux en France ont une forme moins individuelle, moins abandonnée, en quelque façon plus réservée que chez nous. Quiconque, même dans des lieux privés, se trouve en présence de ses semblables, se conduit, à nombre d'égards, comme s'il était en public. D'ailleurs, les Français ne se rendent nullement compte de cette nuance, dans leur attitude. A leurs yeux, cela leur semble aussi naturel que ce nous est un sujet d'étonnement, à nous autres, visiteurs américains. L'entretien, chez eux, se résout en une gaieté générale et plaisante, qui n'est pas très familière et qui fait que nos propres façons d'être, c'est-à-dire nos conversations de tête à tête, nous apparaissent, en comparaison, comme tant soit peu mélancoliques.

Un autre détail des mœurs françaises me frappa bientôt. Dans toute société où la conversation est ainsi généralisée, tout le monde peut y prendre part. Il n'est pas besoin d'avoir été individuellement présenté à un autre invité pour le faire, du moment que vous vous trouvez sous un toit ami, mais d'autre part, il ne faut pas considérer cette relation comme définitive. Si cependant, comme visiteur, vous êtes présenté en personne à quelque invité français — spécialement dans un

dîner — vous devez généralement reconnaître la politesse en déposant dans les vingt-quatre heures votre carte, à la porte de votre nouvelle connaissance, offrant ainsi à celle-ci la faculté de poursuivre les relations commencées. Dans ces circonstances, bien entendu, différentes questions de tact peuvent se présenter. Le meilleur moyen de les résoudre est de chercher une occasion de faire sentir à votre hôtesse le plaisir que vous avez éprouvé à rencontrer ces personnes charmantes. Si, à son sens, celles-ci s'attendent à votre visite, elle vous indiquera accidentellement au cours de la conversation, leur adresse. Si elle ne vous donne pas le renseignement, il y a quelque raison de croire qu'il est inutile d'insister. Au début, un étranger formule cette sorte de question trop directement et on lui répond aimablement et franchement. Il est plus conforme aux traditions françaises de demander et d'être renseigné incidemment et en peu de temps vous devenez assez Français par la sympathie pour sentir que votre premier mouvement de curiosité était trop brutalement direct.

Dans le société que j'apprenais ainsi à connaître de façon agréable, ma situation était aussi exceptionnelle que celle que j'occupais, pour l'instant, avec joie dans les universités françaises. Les visiteurs en France, comme chez nous les étrangers, comme partout ailleurs, se trouvent généralement accueillis dans les milieux de la haute société. Ainsi, les Américains, par suite des

circonstances et de leur situation, sont le plus souvent appelés à être reçus dans les cercles diplomatiques, mondains ou artistiques. Quelquefois il leur arrive même de pénétrer dans l'intimité de ces milieux. D'autre part, il est rare qu'un Américain ait à la fois un accès très large dans la société française et qu'il ne soit pas confiné dans quelqu'une de ses castes.

Telle était néanmoins ma situation précise. Ma mission académique ne visait aucune catégorie particulière de Français, ni les officiels, ni les savants, ni les artistes, ni les financiers, ni les commerçants, — ni les chrétiens, ni les juifs, ni les indifférents, qu'ils fussent sensibles aux grâces de la mode ou indifférents à de telles vanités. Elle s'adressait également à tous. Mon programme, fort agréable, était de cultiver de cordiales relations, dans les termes les plus amicaux, avec des personnes remarquables de toutes sortes — un grand nombre n'étant d'ailleurs en aucune façon disposées à vivre entre elles sur le pied d'amitié. Aussi strictement que possible, je devais éviter de m'identifier avec une coterie quelconque de la France moderne, si diversement vivante, quelles que pussent être, d'autre part, mes sympathies pour l'une d'elles ; je devais être tout entier à toutes, bien que quelques-unes d'entre elles, même en un moment moins critique, eussent provoqué ma défiance. Je fis de mon mieux, et de grand cœur ; j'en ai été récompensé par les liens d'amitié, nombreux et durables, que j'ai formés dans la société.

En fait cependant, mes relations avaient leur centre dans les universités. Leurs fonctionnaires, avec qui je me trouvai professionnellement en contact, furent parmi les premiers amis qui me reçurent de façon non officielle, comme un homme simplement. Tous avaient traversé les diverses étapes de ce sévère régime d'éducation que nous venons d'examiner ensemble. Tous avaient conquis quelque rang distingué dans la carrière de l'enseignement. Dans la hiérarchie universitaire, chacun avait sa place précise, qui impliquait naturellement certaines marques de reconnaissance dans le monde officiel, un protocole pour les occasions strictement officielles, en quelque façon semblable à celui qui existe partout pour les officiers de terre ou de mer. Dans les relations générales de la vie privée, d'autre part, les situations de ces universitaires étaient réglées, comme elles l'eussent été partout ailleurs, par des considérations plus personnelles. Et celles-ci étaient peut-être beaucoup plus marquées en France qu'elles n'eussent pu l'être ailleurs, par la raison que la structure de la société française demeure plutôt rigide et que la vie universitaire est tellement une affaire de carrière qu'elle présente difficilement ce caractère de camaraderie qui marque la vie d'école en Angleterre et, jusqu'à un certain point, en Amérique.

Mes collègues, en conséquence, variaient beaucoup dans leurs relations sociales, suivant leur origine, leurs tendances et leur fortune. Peu d'entre

eux étaient d'origine aristocratique ; de même aussi, peu nombreux étaient les hommes intelligents et honorables qui s'étaient élevés des rangs du peuple à force de travail et d'énergie. La plupart, bien que ne formant pas, en fait, une classe distincte, grâce à leur qualité de professeurs, prouvaient, en vivant comme leurs pères et leurs grands-pères avaient vécu avant eux, qu'ils continuaient et maintenaient les conditions générales de la société dans laquelle ils étaient nés et qui les avait élevés. Et quand il arrivait aux hommes de cette caste, quelle que fût leur condition de fortune ou leur train de maison, de parler d'eux-mêmes ou de leurs amis, ils se servaient d'un mot susceptible d'être mal interprété par les étrangers. Avec cette même simplicité que les Anglais apportent, en semblable occurrence, à se désigner comme la classe moyenne, ces Français de mes amis parlaient d'eux-mêmes, en s'appelant des *bourgeois*.

En dépit de notre tendresse pour le lieu commun démocratique, nous avons une tendance, nous autres Américains, à considérer ce mot et son équivalent anglais comme odieux. Notre croyance classique en l'égalité originelle des hommes revêt socialement une forme particulière ; elle porte avec elle-même cette conséquence de la négation dogmatique de toute supériorité sociale. Tout bon Américain considère qu'il manquerait à la dignité personnelle s'il ne s'affirmait pas à lui-même qu'il est l'égal de n'importe qui, n'importe où. Peu d'entre nous s'inscrivent en faux contre les conclusions

implicitement contenues dans cette proposition. Si nous valons les meilleurs, il s'ensuit, aussi évidemment que la lumière accompagne le jour, que ceux qui ne sont pas les meilleurs ne sont pas autant que nous. En conséquence, tout étranger qui se reconnaît franchement l'inférieur de quelqu'un a chance de nous apparaître inférieur à nous-mêmes. Le résultat est souvent comique, au moins aux yeux des étrangers intéressés. Ceux-ci n'arrivent pas à comprendre comment un brave Yankee, ayant réalisé une honnête fortune, peut partager le préjugé aristocratique des sociétés qui considèrent le fait, pour un homme d'être dans les affaires, comme une raison suffisante pour l'empêcher d'être invité à dîner. Et il ne peut même pas y avoir de doute que le geste de votre gros Yankee ne soit connexe du geste inélégant des jeunes filles américaines qui choisissent à l'étranger des maris, authentiquement titrés, sans s'occuper de leurs mérites personnels. En conséquence, c'est pour nous autres Américains, un naïf sujet d'étonnement de voir comment de très honorables Anglais peuvent avouer qu'ils appartiennent à la classe moyenne — aveu qui implique la reconnaissance de l'existence d'une classe supérieure. Et quand il s'agit du terme français analogue, *bourgeois*, il nous dépayse tellement qu'il n'y a pas besoin d'entendre longtemps les Américains le prononcer pour se rendre compte qu'ils l'emploient comme s'ils étaient tous eux-mêmes ducs et pairs.

Ce préjugé a une raison évidente qui n'est généralement pas remarquée. Les impressions que nous recevons de la société française sont presque toujours indirectes. Elles dérivent à la fois des récits que nous fournissent nos compatriotes, ayant eu la bonne fortune de la voir de plus ou moins près, et des livres que les Français écrivent sur eux-mêmes. En général, nos compatriotes qui ont vécu de la vie française appartiennent à une des quatre catégories suivantes : diplomates, artistes, personnages prétendant par quelque côté au grand monde, membres de la colonie américaine de Paris. Chacune d'elles observe la société française d'un point de vue qui n'est pas favorable au bourgeois. Les diplomates vivent dans un monde à part, étroitement limité aux détenteurs actuels du pouvoir politique de tous les pays et ils sont habitués — quelle que soit leur origine personnelle — à partager les sentiments ainsi qu'à assister dans les fonctions souveraines ceux qui considèrent les classes moyennes avec une bienveillante descendissance. Les artistes américains cultivent et exagèrent plutôt ce mépris pour les vertus grises et ménagères, qui a, en tous les temps, caractérisé l'attitude des Européens adonnés aux arts. Ceux qui prétendent aux belles manières sacrifieraient le sens de leur vie — en admettant qu'elle en ait un — s'ils ne se faisaient pas l'écho des lieux communs formulés par la noblesse, dont ils voudraient faire partie. Et les « colons », particulièrement si leurs relations personnelles avec

les Français sont restreintes, préservent leur personnalité en exagérant sentimentalement les opinions conventionnelles qui ont cours dans la mère patrie. Par là même, les Américains, en France, qu'ils soient diplomates, artistes, snobs ou colons sont très portés à parler du bourgeois — sur qui ils n'ont le plus souvent que des notions superficielles — comme d'un être inférieur.

Si l'on s'en tient aux impressions sur la France que nous pouvons puiser dans les écrivains français, l'aventure est analogue. Généralement parlant, ces écrivains sont de deux sortes. La première, et la plus ancienne, se compose de ces auteurs de mémoires, qui ont si longtemps fait l'ornement des lettres françaises ; la seconde, et la plus récente, comprend les romanciers et les auteurs dramatiques dont les œuvres ont été si nombreuses et si admirables pendant les cent dernières années. La plupart du temps, les mémorialistes ont été des nobles, et ont borné leur étude à leur caste ; les romanciers et les dramaturges ont été des personnages éminents de ce monde artistique qui a également des bornes très nettes, quoique de nature tant soit peu différente. La seule communion de sentiments qui existe entre ces deux catégories d'écrivains a été leur manière de considérer la bourgeoisie, tout à la fois superficiellement et avec une sympathie médiocre. Ainsi donc les renseignements qui nous viennent de France sur les bourgeois s'accordent avec ceux qui nous sont fournis par nos compatriotes. On nous les présente comme avares, insignifiants

et vulgaires ; ou mieux, on nous incite à les considérer comme ces êtres que le *cant* désignait, voici quelques années, sous le nom de Philistins.

Géné par les inévitables idées préconçues que propagent ces milieux, je fus quelque temps déconcerté par l'assurance qu'apportaient mes amis français à s'avouer des bourgeois. Dans leur esprit, le mot ne sous-entendait évidemment pas le plus léger abandon de leur droit au respect. Ce terme ne leur paraissait pas davantage injurieux que celui de *Yankee* à un honorable gentleman de Boston. Il impliquait uniquement ce que tout homme de bonne foi est disposé à admettre dans tous les pays du monde — la simple reconnaissance d'un fait indéniable. Toute société, en effet, qui est parvenue à un état de civilisation normal, compte obligatoirement différentes sortes de citoyens. Dans la plupart des pays, il y a des classes gouvernantes plus ou moins reconnues — religieuse, militaire, administrative, noble, d'autres encore. Dans toutes les sociétés, il y a inévitablement des classes laborieuses. Dans toutes les sociétés prospères, il y a des classes intermédiaires. De telles classes existent aujourd'hui, en Angleterre et en France, allant de quiconque fait partie des professions libérales, de la finance et du commerce au plus petit boutiquier. En Angleterre, leurs membres se disent de la classe moyenne ; en France, des bourgeois. C'est là toute la nuance.

Ce serait toute la nuance pour n'importe qui, mais pas pour nous, Américains. Les accidents de

notre destinée politique et sociale ont prévenu le développement de notre pays contre toute caste étroitement constituée. En conséquence, nos fonctionnaires et nos principaux hommes d'affaires, florissant dans une société où ni l'aristocratie militaire, ni l'aristocratie terrienne ne tenaient en échec leurs volontés ont été plus à même de développer, tout à la fois les solides vertus des classes moyennes, partout nécessaires à ces existences et, à un degré rare et inaccoutumé, cette pleine confiance en soi, qui est parmi les plus belles vertus des étrangers de haut rang. Mais on peut être assuré que, chez nous, ces qualités n'ont jamais été le produit de dignités héréditaires reconnues. C'est pourquoi quiconque comprend la structure actuelle de la société américaine, passée ou présente, doit admettre, même étant donné notre républicanisme, l'existence, à quelque moment que ce soit, de certaines classes sociales distinctes. Nous avons toujours eu des concitoyens à qui les circonstances ont octroyé une sorte d'indépendance, que n'auront jamais de moins habiles ou de moins chanceux. Nous avons toujours eu des chefs dans les professions, plus assurés autrefois peut-être de l'estime publique que depuis la guerre civile. Nous avons toujours eu nos hommes honorables, riches, plus en vue peut-être dans la période la plus récente de notre expansion nationale et de notre prospérité qu'ils ne l'étaient autrefois, en des temps plus simples. A l'autre extrémité de l'échelle sociale, nous avons toujours eu, aussi

bien, nos classes laborieuses. Entre ces deux extrêmes il a toujours existé d'autres classes, moins fortunées que la première, davantage que la seconde. La souplesse de notre système a préservé ces heureux mortels de sembler reconnaître d'un nom cette condition sociale qui est inévitablement la leur. Et cependant, de toute évidence, elle n'est ni si importante que celle de certains de nos compatriotes, ni si précaire que celle de certains autres. Comme la classe qui lui ressemble chez les deux autres peuples, elle est néanmoins aussi compatible avec le respect de soi-même et avec une honorable tenue d'existence. Mais le fait que nous n'avons pas accepté un nom pour qualifier cette situation, dans la société, révèle sans aucun doute une légère susceptibilité de notre caractère national. Cependant, dans des moments de franchise envers nous-mêmes, nous ne pouvons pas nous dissimuler que la plupart d'entre nous ne sont ni des « *captains of industry* <sup>1</sup> », ni des « *Knights of labour* <sup>2</sup> ». Et tout ce que le mot de « classe moyenne » en Angleterre et de « bourgeois » en France implique, est représenté chez nous par cette classe, inévitable dans toute société organisée qui a la franchise de voir clair en elle-même.

Sans doute, le défaut capital des gens de la classe moyenne est la vulgarité, mais cela ne signifie pas cependant qu'en tant que caste, les bourgeois soient vulgaires, pas plus que le fait

<sup>1</sup> Capitaines d'industrie.

<sup>2</sup> Chevaliers du travail (N. d. T.)

de tout autre travers collectif d'une autre partie de la société n'englobe tout le groupement qu'il tend à rabaisser. Ou alors, il faudrait prétendre que toute aristocratie est insolente et dénuée de cœur, tout art honteusement licencieux, le capital cyniquement rapace, le travail stupide et brutal.

La vulgarité occasionnelle de la bourgeoisie française est si loin d'être une de ses caractéristiques que quiconque aborderait son étude sans idée préconçue pourrait malaisément démêler par lui-même ce trait. Sa première impression serait plutôt de constater avec quelle charmante bonhomie ceux qui en font partie avouent qu'ils sont des bourgeois. Il pourrait difficilement se défendre d'admirer la simplicité naturelle de leur caractère, la joyeuse facilité avec laquelle ils acceptent les conditions de leur vie et comment ils s'adaptent à ces conditions, sans l'ombre d'ostentation ou de respect humain. Si, par exemple, ils vous reçoivent chez eux, ils le font selon leurs moyens. Très vraisemblablement, cette visite est pour eux un événement ; s'ils le dissimulaient, ils tomberaient dans la prétention de vous laisser croire que de telles réceptions sont quotidiennes, ou dans cette autre, pire encore, de vous donner à penser qu'ils négligent l'hospitalité. Mais un homme dont les moyens sont limités et dont la vie de chaque jour est simple, ne supporterait pas la pensée que les circonstances de votre réception soient en désaccord avec le milieu où il vous accueille.

Chacun a son règlement de vie personnel, adapté comme un barème aux moyens dont il dispose. Chacun vit et reçoit en conséquence.

La seconde impression d'un voyageur non prévenu pourrait bien être que ces nouveaux amis sont remarquables par leur honnêteté intellectuelle. Sans doute ont-ils leurs préjugés ; s'ils n'en avaient pas, il leur manquerait une des qualités les plus délicieusement attirantes de la nature humaine. Aussi bien, dans certaines occasions, leurs préjugés peuvent ne pas coïncider exactement avec les vôtres. Cependant, vous ne pouvez manquer de sentir la loyauté avec laquelle les Français chérissent leurs opinions, ni faire autrement que d'admirer la courtoise discrétion avec laquelle ils les formulent. Certaines de ces idées ont trait à des mœurs, certaines à des croyances — sociales, religieuses, politiques — qui ne vous sont pas familières ; quelques-unes résultent évidemment de l'étroitesse du milieu, nettement différentes de celles, aussi étroites peut-être, que vous avez été accoutumés de connaître dans votre pays. Mais si limitée que puisse parfois vous paraître la vision du Français de cette condition, vous ne la trouverez jamais incompatible avec un certain travail d'activité intellectuelle. L'esprit français est alerte et logique : s'il en était autrement, pour ne pas chercher plus loin, la société et les universités françaises ne pourraient se maintenir dans leur systématisation. Et l'on sent que cette habitude d'esprit, logique et alerte, est tout à fait aussi évidemment un fac-

teur que n'importe quel autre, entrant dans la composition du préjugé, et que le bourgeois, quel qu'il soit, apporte la même bonne foi, qu'il s'occupe du détail de ses affaires quotidiennes ou d'une question susceptible d'être discutée. La frugalité et l'économie de la vie française sont une preuve implicite de la loyauté intellectuelle dont je parle. On trouverait une autre preuve, plus frappante encore dans une conversation avec des Français, lorsqu'elle atteint à la hauteur d'un échange d'idées. Chérissant leurs préventions comme des prémisses, ils s'efforcent, dans ce cas, avec tact, de concilier tout point de vue nouveau avec leurs théories ou encore de vous démontrer que ce point de vue est erroné, soit en fait, soit en principe. Les qualités de loyauté, avec lesquelles ils examinent les circonstances et les problèmes de l'éénigme terrestre, sont aussi remarquables que leurs vertus de simplicité.

Il est encore, par ailleurs, un troisième trait, très nettement visible, que vous aurez peine à ne pas noter. Celui-là, quiconque a visité les universités doit déjà en avoir pris conscience par l'analyse du caractère et de la conduite, tant des maîtres que des étudiants — l'activité joyeuse et inlassable qu'ils apportent à accomplir les travaux sérieux de la vie. Peut-être les Français conservent-ils encore à la surface quelque chose de cette gaieté qui a fait dire à leur propos aux étrangers, qu'ils étaient agréablement frivoles, mais quand vous commencez à les fréquenter, au moins ceux de la

bourgeoisie, cette caractéristique ne tarde pas à disparaître. Bien plutôt, vous vous trouvez continuellement surpris que tant de personnes, avec une aussi grande simplicité de cœur, puissent apporter pareille assiduité aux devoirs si peu séduisants — professionnels, domestiques ou autres — de la vie quotidienne, hebdomadaire, annuelle. Si gai que se montre un ami dans les questions frivoles, vous pouvez être assuré que, au fond, il prend l'existence au sérieux, et que, quand il va au rude labeur, il l'attaque avec une vigueur constante qui peut quelquefois étonner un Yankee, à supposer que nos heureux compatriotes aient quelque notion de la tendresse avec laquelle nous chérissons notre aptitude nationale à la flânerie. Je ne me souviens pas d'avoir jamais vu un jeune Français décortiquer un bâton; je me demande même si l'on parviendrait à lui faire comprendre le plaisir que l'on peut éprouver à ce jeu.

Cette honnêteté, cette simplicité, cette activité du bourgeois français ne favorisent guère cette impression définitive de vulgarité, mais elles créent bien plutôt celle de dignité. Et en même temps que celle-ci en vient une autre, plus précise et encore plus éloignée, si possible, de la vulgarité. Le bourgeois français a une qualité pour laquelle je ne sais pas de meilleur équivalent anglais que le mot *good-breeding* (courtoisie) qui suggère l'idée de la grâce aristocratique. Pour exprimer la chose autrement, il y a bien un mot familier français qui ressemble à un mot anglais, aussi familier, mais il a prêté

à plus d'un malentendu. Ce mot est *gentilhomme*. Il ressemble singulièrement à celui de *gentleman* et, en fait, il ne signifie ni plus ni moins. En France cependant, le mot a gardé son sens originel ; il désigne un *gentleman*, uniquement dans cette attribution particulière de la naissance aristocratique. Il souligne non pas les vertus personnelles, mais le rang social, et le titre célèbre de la comédie de Molière, *Le Bourgeois gentilhomme*, est par là même une plaisante contradiction dans les termes. Aucun bourgeois sincère ne voudrait jamais prétendre à être un *gentilhomme*. Le faire serait du même coup nier qu'il est un bourgeois, et ainsi, non seulement il se rendrait ridicule, mais encore il perdrait toute dignité.

Dans le sens moderne du mot anglais *gentleman*, nous trouvons une conception différente — conception qui est fondée bien plus sur les qualités morales que sur la condition sociale — à ce point que, quelquefois, les Français eux-mêmes empruntent ce terme anglais pour préciser l'expression d'une qualité qu'aucun de leurs mots ne traduit complètement. Cette lacune dans leur vocabulaire, ne correspond cependant pas à l'absence de la chose. S'il existe, en effet, de plus parfaits *gentlemen* sur terre que ceux que vous rencontrez de tous côtés, parmi la bourgeoisie de France, je n'ai jamais eu, pour ma part, l'occasion de les rencontrer. Mais je doute, en vérité, que vous puissiez trouver où que ce soit, une classe sociale plus solidement, plus profondément, plus sereinement, plus

admirablement constituée que ces bourgeois d'aujourd'hui. C'est un lieu commun de dire que la classe moyenne doit être le cœur de toute nation, également éloignée de la sénilité de l'aristocratie et de cette verdure qui doit être partout le lot des masses. Plus vous pénétrerez les classes moyennes — la bourgeoisie — de France, plus profondément entrera en vous la conviction qu'une nation dont le noyau est aussi solide, doit être essentiellement robuste.

Bien entendu, une classe sociale aussi large que la bourgeoisie, comprenant à son sommet les professions libérales et à sa base les boutiquiers, ne supporte pas les généralisations. Elle se présente diversement, suivant les cas, en particulier lorsqu'il s'agit de certains de ses membres, approchant une autre caste de la société. A Paris, par exemple, les hommes d'affaires les plus riches et les représentants les plus en vue des carrières libérales tendent, par leur manière de vivre, à rejoindre l'aristocratie. Si dans cet acheminement, ils commencent à perdre quelque chose de leur simplicité, ils peuvent peut-être tomber dans une certaine ostentation. Mais c'est là, en vérité, ce qui advient partout aux parvenus. Ce qu'il y a de merveilleux en France, c'est non pas que cela existe, mais plutôt que cela ne soit pas plus fréquent et plus visible. La raison en est qu'un très grand nombre de fortunes bourgeoises semblent très solidement assises et, à leur façon, héréditaires. Aussi long-temps que les gens vivent dans la condition où

ils sont nés, vous pouvez être certain qu'ils se trouvent toujours à leur aise dans leurs manières d'être, et indépendants, sans altération de leur personnalité intime.

D'autre part, spécialement parmi les universitaires qui s'occupent de littérature ou d'histoire de l'art, vous voyez souvent le caractère et les conditions de la vie des *bourgeois* se confondre avec ceux des artistes. Il existe un terrain neutre assez étendu entre le pays des Philistins et celui des Bohèmes, et cette région est amusante à explorer. Car les solides vertus que leurs détracteurs appellent philistines tendent à corriger les extravagances qui, en pleine Bohême, apparaissent charivaresques aux observateurs dénués de sympathie. Et les effluves volatils venus de la Bohême remédient à cette absence de brise, qui peut rendre l'atmosphère de la Philistide un peu lourde à qui n'en est pas originaire.

Encore une fois, il y a des formes d'existence bourgeoise qui ne se différencient pas très précisément encore de la vieille condition paysanne originelle. Au nombre de mes souvenirs de France, je n'en ai pas de plus agréable, ni qui m'ait mieux fait comprendre la courtoisie de la bourgeoisie — une qualité plus noble que la noblesse elle-même — que celui de la réception que me fit un ami à son foyer. Là, traitée avec ce respect affectueux que les Français sont heureux de témoigner à leurs parents, se tenait la vieille mère, encore vêtue de la jolie robe de sa région que toute jeune provinciale portait

encore, il y a cinquante ans. Elle avait très peu à parler, mais personne n'eût pu sembler plus heureux ou meilleur, plus à son aise, moins infatué qu'elle, tandis qu'elle mangeait un petit repas spécialement préparé à son intention, selon son goût et ses habitudes.

En général cependant, l'impression que la bourgeoisie ressent à son propre sujet n'est pas celle de ses bornes, mais celle plutôt de sa très intime sécurité. Peut-être le plus vif de mes souvenirs à cet égard est-il celui d'un dîner d'été, dans une ville de province. Un industriel nous avait prié chez lui. En nous rendant à son invitation, nous trouvâmes sa maison abritée derrière les grands bâtiments de sa fabrique et uniquement accessible en passant par l'enceinte murée que l'on avait élevée tout autour. A la vérité, l'accès répondait si exactement à l'idée que l'on a conventionnellement d'un pique-nique que je commençais à me demander si nous n'avions pas été de façon imprévue invités à quelque chose de semblable.

La maison, lorsque nous y atteignîmes, paraissait plutôt petite — en partie par comparaison, je suppose, avec les bâtiments élevés de la fabrique, voisins. Dès que vous aviez franchi les portes cependant, elle se révélait commode, confortable et avant tout meublée jusque dans le détail avec goût. Aucune sorte de chose ne s'y trouvait en trop grande quantité et toutes étaient dignes d'intérêt. Les tableaux étaient vraiment des œuvres d'art — peintes par l'artiste qui convenait.

On y voyait de nombreux livres, évidemment fréquentés, et tous étaient de la qualité que l'on aime. Aucun ne rentrait dans la catégorie agaçante de ceux que l'on trouve partout dans les chemins de fer américains et dans nos maisons de campagne. Et cependant, ils ne révélaient aucun pédantisme.

Le repas fut digne de mémoire, à la fois par la chère et par l'habileté du service, fait par deux ou trois filles accortes. En dehors de l'excellente nourriture, la différence principale entre ce dîner et un autre semblable donné chez nous consistait en ceci que, vu l'occasion qui n'avait rien de cérémonieux, les hommes étaient en redingote au lieu d'être en habit et que les femmes portaient des robes montantes. A ce propos, on peut noter un trait général à tous les Français : il semble que le vêtement que nous appelons habit soit plutôt pour eux un costume réservé aux cérémonies.

La conversation fut animée, facile et large dans le choix des sujets. Après le dîner, dans le long crépuscule d'été, avant d'être conviés au salon afin d'entendre un peu d'excellente musique, nous nous assîmes pour fumer dans une bibliothèque bâtie sur une arche, au-dessus d'une rivière où tournait un moulin. Nous suivions par une large fenêtre l'eau courante. Elle jaillissait entre les murailles et les rives aux gazons épais. Et pas très loin de là, elle disparaissait sous un pont, faisant encore partie de la propriété et que notre hôte nous conta avoir été construit plus de six cent ans auparavant.

Il avait hérité sa propriété, ses charges, sa maison, me donna-t-il à entendre. Il consacrait sa vie à soigner ce bien. Il avait la volonté de transmettre ces choses à ses enfants, exactement comme n'importe quel grand seigneur peut transmettre à ses héritiers les biens héréditaires que le destin lui a confiés un temps. Nul type social n'eût pu me paraître plus admirablement durable. Dans les charmants petits détails de la réalisation, de l'initiative, des mœurs, vous n'eussiez su rencontrer un *gentleman* plus accompli. Et cependant, il n'était daucune façon un *gentilhomme*. Il appartenait à cette classe que les aristocrates français de vieille roche appellent dédaigneusement et par tradition, des *bourgeois moyens*.

Selon toutes probabilités, sa maison était ouverte uniquement aux personnes dont l'origine et les habitudes personnelles caderaient avec les siennes. Vous sentiez dans ce milieu, avant toute autre remarque, que vous vous trouviez au plein cœur de la bourgeoisie de France, et bien mieux encore, qu'il est peu d'endroits, en ce monde de misère, plus agréable et meilleur.

Ce n'était pas le moindre objet d'étonnement, au cours de votre observation, de constater en chemin que ces mœurs ont une qualité de surprenante fixité. Au sein de la bourgeoisie, vous vous trouvez dans un monde de traditions héréditaires, aussi fortement chères que les traditions célèbres de l'aristocratie ou que celles des artistes, beaucoup plus vagues. Et chaque classe qui est liée par

l'attachement à ces traditions héréditaires doit inévitablement constituer, en un certain sens, une classe à part — un îlot séparé ; pas tout à fait une caste, bien entendu, mais un groupement qui a les qualités et les préjugés des castes.

La vertu, qui, de temps immémorial, a distingué les classes moyennes en France, est probablement la vertu la plus chère à la classe moyenne de l'Angleterre, aussi bien qu'à la meilleure espèce d'Américains, à ceux en qui les moeurs de la classe moyenne ont jeté quelques semences de sentiments aristocratiques. En un mot, nous pouvons désigner cette vertu sous le nom de respectabilité — qui comporte l'observance un peu exagérée de la régularité dans la conduite de l'existence, je ne sais quel austère désaveu des moindres fantaisies.

Cette qualité n'est pas immédiatement attirante pour ceux dont l'inclination envers elle n'est pas héréditaire. Ceux-là la considèrent au mieux comme étant triste, ce qu'elle est réellement, si vous ne vous donnez pas la peine d'en faire une chose vivante. Or, lorsque l'on considère quelque chose comme triste, rarement on résiste au désir de se libérer personnellement de cette tristesse, en affirmant son opinion. Mais, même si vous préférez être respectable et triste, vous vous sentez froissé d'être appelé de cette façon. Comme un résultat naturel, le préjugé le plus profond de la bourgeoisie est un certain sentiment de quant-à-soi qui entretient à son entour une certaine défiance de certaines autres classes, qui lui sont fort peu sympathiques.

Ces classes, nous l'avons vu, sont l'aristocratie et le monde des artistes. Entre elles et leur voisine, la bourgeoise, semble se perpétuer un immémorial malentendu héréditaire. Les priviléges traditionnels de l'aristocratie lui permettent, et tendent à la faire se complaire ainsi, une liberté de paroles et de conduite qui s'accordent mal de la tranquille respectabilité du sentiment bourgeois. L'inclination en quelque façon anarchiste des artistes, tenant à affirmer leur individualité au sein de la monotonie désespérante des mœurs figées, a toujours tendu à leur suggérer des manifestations de personnelle indépendance envers toutes conventions. Les aristocrates et les artistes aussi bien ont naturellement été accoutumés, comme nous l'avons vu, à peindre la bourgeoise de manière fort peu amicale. Ce qui frappe moins les étrangers de passage, c'est la réciprocité de ces sentiments de malentendu et de dédain. Le bourgeois-type considère cependant, en fait, l'aristocrate ou l'artiste avec aussi peu de cordialité que l'on en peut noter, à propos de la bourgeoisie, dans les conversations familières des nobles et des artistes.

La force de cette antipathie me fut rendue sensible, un jour que je causais avec un bourgeois de mes amis. Je me souviens que le sujet de l'entretien était une remarque très fine qui m'avait été faite, quelque temps auparavant, par un homme à qui il arrivait de posséder un titre absolument authentique. Je répétais son mot. Sans doute impressionna-t-il heureusement mon

ami, car il me pria aussitôt de lui nommer son auteur. J'acquiesçai, lui demandant en retour s'il ne le trouvait pas admirable. Le nom de l'auteur de cette épigramme sembla atténuer l'estime en laquelle il la tenait : « Il a quelque bon sens, me dit-il, et même quelque esprit, mais c'est trop noble. » *C'est trop noble* était son opinion dernière.

Dans l'ensemble cependant, le développement de l'histoire moderne semble tendre en France, aussi bien que dans toutes les vieilles nations européennes, à modifier ces états d'âme un peu trop exclusifs. La barrière entre l'aristocratie et cette partie de la bourgeoisie qui l'avoisine le plus, semble avoir peine à se maintenir aussi haute. A cela, il y a plusieurs raisons évidentes. Les priviléges de l'aristocratie s'en sont depuis longtemps, allés ; depuis trois ou quatre générations, toutes les classes, en France, sont égales au regard de la Loi. D'autre part, une certaine raideur de principes ou d'habitudes, qui s'est traduite par une imparfaite souplesse intellectuelle, a tenu l'aristocratie si généralement éloignée des affaires publiques qu'en tant que classe, elle ne conserve plus aucun vestige de puissance politique. Sa seule importance, aujourd'hui, est sociale. Mais cette forme même de son importance semble avoir été plutôt rudement secouée, par les hasards de l'histoire, au cours de ces cent dernières années.

Sans doute, il reste encore des titres authentiques, datant de l'Ancien Régime. Mais Napoléon en

créa de nouveaux par centaines. Puis la Restauration, Louis-Philippe, et surtout le Second Empire suivirent cet exemple. Bien mieux encore, si je ne fais pas erreur, chaque fils d'un baron est baron lui-même, et ainsi de suite. Enfin, à l'heure présente, il n'existe pas d'obstacles sérieux — pas plus qu'il ne s'en trouve en Amérique — à ce que le premier venu acquière un titre. Un citoyen par ailleurs fort respectable de Boston est célèbre pour avoir acheté un titre de marquis. A moins de consulter les pièces officielles, un étranger a bien de la peine, en France, à savoir si un titre inscrit sur une carte de visite française, a quelque valeur héraldique de bon aloi. La véritable aristocratie de la nation connaît naturellement ces choses par cœur, mais c'est avec peine que quelqu'un d'autre peut traiter pertinemment de ces questions. Aussi, quelle que soit l'importance générale sociale que l'on attache à l'affaire, le grand nombre des titres français, et la diversité de leur origine — même lorsqu'ils sont authentiques — a probablement amené des alliages.

Les fortunes sans cesse accrues cependant d'un certain nombre de bourgeois, et la prépondérance de l'influence politique dont a joui pendant le dernier siècle la bourgeoisie ont, aussi bien, fait leur œuvre. Les mariages entre les deux classes — ces sortes d'alliances comme on en trouve dans *Mademoiselle de la Seiglière* et *le Gendre de Monsieur Poirier* — sont peut-être devenus plus fréquents ; et chacun sait que les Français titrés

ont souvent épousé des étrangères richement dotées. La ruine financière de la vieille aristocratie a modifié d'autre part les opinions qu'elle professait sur d'autres sujets que le mariage. Ces dernières années, en particulier, des nobles ont eu le bon sens de sacrifier quelques-uns des préjugés qu'ils professaient sur le travail et d'employer franchement leurs énergies encore vigoureuses à des occupations, lucratives et respectables, qui eussent été dédaignées par leurs aïeux. En conséquence, l'aristocratie française commence à se révéler, sous certains aspects, à la bourgeoisie comme ayant davantage droit à l'estime que les traditions bourgeoises ne le supposaient. Plus certainement encore, comme les deux classes tendent à se mêler plus volontiers, les nobles semblent plus enclins à reconnaître que les vertus, l'idéal et les mérites des bourgeois, leurs voisins, ressemblent davantage aux leurs qu'ils ne s'y attendaient. Mais les seigneurs authentiques gardent encore, je crois bien, une dose tant soit peu excessive du dédain qu'avaient leurs ancêtres envers tout inférieur. Les *gentilshommes* de vieille roche ont peine à admettre que ces bourgeois, avec qui les circonstances les ont amené graduellement à des relations plus intimes, soient d'aussi parfaits *gentlemen* qu'eux-mêmes. En fait cependant, quoi que l'on dise ou que l'on fasse, il est bien difficile de ne pas sentir que chaque classe devient plus consciente de sa communauté d'intérêts avec l'autre. Leur destin est ainsi de rester debout ou de tomber ensemble.

Les relations de la bourgeoisie avec l'autre classe sociale qui est la plus près d'elle — avec les artistes, ce mot pris dans son sens le plus large — me semblent, en résumé, plutôt moins cordiales. Le monde des artistes, bien qu'il soit peut-être, somme toute, la partie de la société française que les étrangers connaissent le mieux, puisqu'ils pénètrent la France surtout par ses livres et par ses tableaux, est peut-être celui que ces mêmes étrangers comprennent le moins. En vérité, je ne suis nullement sûr d'être arrivé moi-même, malgré mes soins, à le comprendre. Cependant, je suis tout au moins assuré d'avoir des impressions à la fois inattendues et nettes.

Largement parlant, les artistes français, à quelque technique qu'ils appartiennent, — littérateurs, peintres ou sculpteurs, dramaturges ou musiciens — sont des individus d'origine bourgeoise qui, par nature, supportent avec impatience le frein respectable qui règle toute la vie du bourgeois. Dans leur existence d'artiste ils ne sont certes pas frivoles ou bien légers. La vigoureuse et permanente tradition académique de la France, dans toutes les branches des beaux-arts, les oblige à un degré d'excellence technique qui peut seulement être acquis par un labeur acharné, continu et passionné. Une critique aux aguets s'unit de tous côtés à une incessante concurrence pour les maintenir sans défaillance à la tâche. Qu'ils se plient d'ailleurs à la tradition académique ou bien qu'ils s'insurgent contre elle, la situation est la

même. En tant qu'artistes, ils sont aussi fortement, aussi sérieusement attachés à leurs devoirs que les professeurs d'universités le sont aux leurs : au reste, il vous est impossible d'observer les Français, dans quelque milieu que ce soit, sans admirer et reconnaître leur incomparable activité. Dès l'instant où vous vous trouvez parmi des artistes, de la meilleure espèce s'entend, vous êtes immanquablement frappé de voir le zèle ardent qu'ils apportent à leur œuvre. Comme tous les autres êtres humains, ils se constituent en petits groupes, écoles ou chapelles, chacun ayant ses vertus et ses vices, ses forces et ses faiblesses ; mais avant même de savoir le résultat de leurs efforts, ils se donnent corps et âme à leur art.

Et cependant, de quelque lieu que vous vous placiez pour contempler la société française dans son ensemble, les artistes, en tant que classe, semblent complètement séparés des autres. Ce ne sont pas des aristocrates ; ce ne sont pas des bourgeois. Ils sont aussi bons *gentlemen* que les uns et les autres et aussi honnêtes, mais ils constituent un groupe social autonome, si distinct des premiers — et souvent si éloigné de sympathiser avec eux — que vous échapperez difficilement au sentiment que leurs rapports sont plutôt faits de défiance que de cordialité.

Apparemment aussi bien, leur système social est au moins aussi défini en sa structure que celui de l'aristocratie ou de la bourgeoisie. Il se confond sur ses limites avec les leurs, et néan-

moins, il est nettement différent de l'un comme de l'autre. Les analogies en des matières aussi délicates sont souvent trompeuses et peut-être injustes. Et cependant je ne puis trouver de meilleur terme de comparaison, pour indiquer la position des artistes français, formant un groupe social, que d'évoquer celle qu'occupent, en Angleterre et en Amérique, les acteurs de profession, qui sont si souvent dans leur spécialité des artistes fort éminents. Il n'existe pas de raison qui empêche un artiste dramatique d'être un homme d'un caractère privé impeccable — et, en vérité, tel est bien souvent le cas. Il n'est pas de raison non plus interdisant à une personne, de mœurs plus ou moins irréprochables, d'être un excellent artiste dramatique. Ce lieu commun s'applique également à toute autre profession humaine. Et cependant, je ne saurais dire pourquoi nous avançons que la conduite privée des acteurs en général laisse, par quelque côté, à désirer. Que cette opinion soit répandue, de façon remarquable dans le milieu des Américains particulièrement austères, cela n'est pas contestable. C'est un fait que, en dépit de l'accueil cordial et sans arrière-pensée réservé aux acteurs, à l'heure actuelle, dans les sociétés anglaise et américaine, cette réception sous-entend habituellement que d'une certaine façon ils sont d'une classe à part — ayant ses mœurs, ses traditions et ses principes.

Quelque chose de tacitement analogue semble vrai de l'art en France, partout où il se manifeste.

La différence qui saute aux yeux immédiatement, c'est que les artistes français sont non seulement plus nombreux que les acteurs anglais et américains, mais encore qu'ils sont ordinairement plus intelligents, dans le domaine de leur profession, plus intensément laborieux, plus continûment passionnés. Leurs chefs-d'œuvre, qu'ils vous plaisent ou non, sont plus voisins de la perfection, plus sûrement originaux. Et le monde social qu'ils constituent est plus systématisé et plus pointilleux que la bohème joyeuse et falote des acteurs anglais.

Pour toutes ces raisons, le monde artistique français semble cependant faire partie de la bohème. Quelquefois, il peut imiter à la surface l'élégance aristocratique ou la respectabilité bourgeoise, être aussi correct que la bourgeoisie ou la noblesse ; au fond, cependant, il conserve une tendresse secrète pour la maxime rabelaisienne : *Fais ce que voudras.* A cause de cela, il paie délibérément sa rançon, en reconnaissant tacitement qu'il est distinct de l'une et l'autre des autres régions sociales qui l'avoisinent et de leurs habitants, qu'il fréquente quotidiennement.

Une telle vue du monde des artistes français contribue assez fortement à expliquer pourquoi, au fur et à mesure que l'on étudie la vie des Français dans d'autres régions que celles des arts, les récits qu'en donnent la littérature nationale et les images qu'on en voit sur la scène apparaissent si superficiels. Sans aucun doute les hommes de lettres français connaissent infiniment mieux leur

pay que ne saurait le faire aucun étranger. D'autre part, il est bien évident que leur ardeur et leur génie, stimulés par une critique intense et par la compétition, s'unissent pour donner de l'autorité aux efforts loyaux qu'ils font pour représenter des scènes vécues. Mais cependant, même en tenant compte de tous ces éléments, il n'en reste pas moins qu'un artiste, à quelque nation qu'il appartienne, essayant de décrire la vie quotidienne, est inévitablement aux prises avec un état social qui lui est tout à la fois peu sympathique et en quelque façon étranger.

Ceci semble exceptionnellement vrai quand il s'agit de la France moderne. La caractéristique générale des œuvres que les écrivains et les artistes français produisent, d'année en année, c'est que le malentendu entre leurs auteurs et la bourgeoisie s'accroît plutôt qu'il ne diminue. Il faut voir, à mon sens, dans ce fait, une des causes qui font que les étrangers, ayant appris à connaître la France surtout à travers sa littérature admirable, ont été si portés à méconnaître les sentiments dominants de la vie quotidienne des Français.

Les meilleurs éléments de ce peuple peuvent en général être classés dans l'un ou l'autre de ces trois groupes que nous venons d'étudier — noblesse, bourgeoisie, monde des arts — ou à la frontière des uns et des autres. Au fur et à mesure que vous connaissez davantage ces groupes, vous vous rendez mieux compte de la rigidité de leur cadre. De mêmes, plus vous pénétrez l'une de ces

trois classes, plus vous en venez à comprendre que non seulement leur constitution hiérarchique est à peu près semblable, mais encore qu'elle ressemble à celle des universités. Si bien, qu'en résumé, vous commencez à vous apercevoir, au cours de cet examen de la société française, que c'est là le caractère essentiel du tempérament français — celui que les étrangers discernent, en général, le moins. Car, en dépit des nombreuses révolutions qui ont troublé si profondément l'histoire de la France, au siècle dernier, l'amour des Français pour l'ordre et la systématisation, la tendance au conservatisme familial ont maintenu la structure générale de la vie privée bien plus forte, bien plus traditionnelle, bien moins lâche que vous ne seriez tenté de le croire.

On saisit tout de suite quelque chose de ceci dans la différence qui existe entre les cartes de visite françaises et celles ayant cours en Angleterre et en Amérique. Selon toutes apparences, le fait que ma carte personnelle ne portait rien d'autre que mon nom était de nature à provoquer quelque surprise, parmi mes amis français. Le caractère de ma mission temporaire en Sorbonne me donnait, comme nous l'avons vu, une situation définie et agréable dans les cadres universitaires français — un rang officiel d'une certaine importance. Tout Français à ma place eut relaté ce titre précis sur sa carte, aussi naturellement que son nom : ne pas le faire eût impliqué de sa part quelque originalité personnelle, aussi excentrique que celle

qui pousse certains Américains à porter les cheveux longs ou à avoir des cartes de visite reproduisant en fac-simile leur signature. Au regard des esprits français, peu familiers avec les habitudes étrangères, je m'aperçus que la simplicité de ma carte de visite donnait l'impression que j'étais un ardent apôtre de l'égalité sociale. Je fis cette découverte plutôt comique un après-midi, devant une tasse de thé. Avant d'avoir pu me rendre compte de la direction que prenait une charmante conversation je me trouvai acculé, autant que la courtoisie permet une question directe, à dire s'il entrait dans mes habitudes de refuser les distinctions honorifiques. Cette phrase avait évidemment pour but de me faire décliner les titres que mes cartes de visite ne mentionnaient pas. Ma réponse, qui fut évasive, sembla néanmoins satisfaire mes amis français : une interrogation ou une réponse trop directes sont encore très mal vues, au regard des traditions civilisées de ce pays. Après tout, c'était mon affaire et non la leur. Quiconque a droit de mettre un titre français sur sa carte peut vraisemblablement en inscrire un plus important encore dans son pays, où ses mérites sont mieux connus et, comme tels, sans doute, mieux récompensés. S'il ne le fait pas, c'est bien évidemment qu'il est disposé à protester contre toute hiérarchie sociale, officielle ou autre, avec un enthousiasme radical, comparable à celui qui incitait Monsieur de Lafayette à négliger, à la fois son marquisat et sa particule nobiliaire. Une telle excentricité est

digne d'éloges en face du principe individualiste qui en fait étalage. Mais, ceci dit, il n'en reste pas moins qu'un petit fait, d'aussi médiocre importance, n'atteint en rien la vertu d'un système qui veut l'ignorer.

Les titres et les distinctions mentionnés sur les cartes de visite et autres choses semblables — sur les lettres de faire-part de décès par exemple — sont de différentes sortes. Ce sont des titres de noblesse ou l'indication précise qu'un homme exerce une profession libérale ou s'adonne à quelque industrie notable. En général, ils désignent avec netteté sa position dans la classe sociale à laquelle il appartient vraisemblablement — que ce soit la noblesse, la bourgeoisie ou le monde des arts. Occasionnellement aussi, ils font connaître son rang dans quelque groupement social reconnu, situé en dehors de ces trois classes individuelles, ou alors les embrassant toutes les trois.

Ainsi, dans l'Église, l'Armée ou la Marine, qui sont les hiérarchies les plus distinctes, évidemment, de l'origine personnelle de ceux qui y ont rang. Mais j'eus trop peu l'occasion de fréquenter les unes et les autres pour avoir à leur propos une opinion bien nette. Il est clair, sans nul doute, que parmi les Catholiques sincères l'origine familiale d'un prêtre est sans importance en regard de son autorité spirituelle. Une fois dans les ordres sacrés, un paysan peut se trouver sur le pied d'égalité avec un noble, qui tiendrait le frère de son collègue en dédain. Et, au moins depuis

le Premier Empire, les officiers français de terre ou de mer sont des personnages notoirement considérés. Qui plus est, l'Église et l'Armée ont leurs traditions particulières, très rigoureuses, suscitant ou l'enthousiasme ou la discussion. Mais, après tout, ceci est vrai partout, de l'Église et de l'Armée. Étant donné notre sujet, il est préférable de parler des hiérarchies particulières à la France. Deux des plus en vue parmi celles-ci sont la Légion d'Honneur et l'Institut.

La Légion d'Honneur, on le sait, a si bien élargi ses cadres que l'on est venu souvent à railler le droit de porter un ruban rouge à la boutonnière : on a dit que ceux qui en jouissaient constituaient la majorité de la nation. Même si l'on parle sérieusement, il est encore vrai de dire que cet ordre, au moins à son grade le moins élevé, est accordé, avec une prodigalité excessive, au mérite en vue, dans toutes les catégories de la vie française — politique, militaire, navale, artistique, financière, scientifique etc. Il n'est pas rare que, vous trouvant en compagnie d'une douzaine de Français, vous puissiez compter deux ou trois rubans et une rosette. Dans ces conditions, vous pourriez supposer qu'une distinction aussi répandue doit médiocrement exciter les imaginations. En fait cependant, les Français ne jugent pas de cette façon. La Légion d'Honneur a été refusée, je crois, dans quelques circonstances où l'originalité du caractère ou l'hostilité envers le gouvernement en fonction la rendaient désagréable à l'homme

qui s'était rendu digne de cette distinction trop universellement répandue. Mais, en général, elle n'est pas seulement accueillie avec joie et ardemment recherchée ; il est honorable de la rechercher et de la recevoir. Quiconque, je pense, commence à connaître la société française moderne doit éprouver de la surprise à se rappeler les sentiments divers qu'il a successivement éprouvés envers ce morceau du ruban rouge, familier au regard de tous les voyageurs.

D'abord, il lui apparaît, de manière amusante, comme étant le privilège de tout le monde ; à ce moment, il lui semble mystérieusement répandu — porté de droit par une foule de gens étrangement divers : nobles et vilains, savants et ignorants, distingués et vulgaires. Finalement, sans prétendre qu'il ne s'est pas égaré, ici et là, sur des poitrines qui n'en étaient pas dignes, vous vous apercevez qu'il existe peu de signes extérieurs dans le monde pour mieux indiquer que l'homme qui a gagné cette décoration s'est réellement montré supérieur à ceux qui l'entourent. Celui-là peut être un boutiquier, un acteur, un poète, un soldat, un diplomate. Il peut même être un saint : la Légion d'Honneur est aussi catholique que l'Église, dans sa façon d'apprécier les circonstances de la vie humaine et les actes. Mais la dignité qu'elle confère est réelle. Les hommes qui sont parvenus à être décorés ont, de coutume, accompli quelque chose d'assez insigne pour mériter cette honorable consécration, et le véritable sens de la

décoration confirme cette profonde vérité humaine que, partout, une œuvre méritoire, dans quelque genre d'occupation ou de société, est en soi-même une chose respectable. Vous pouvez dire à ce propos des choses très amusantes, que c'est plutôt la pluie des rubans que leur règne<sup>1</sup>. Vous pouvez sourire, si vous voulez, de la vanité puérile d'une nation ayant l'art d'obtenir d'hommes sérieux qu'ils s'occupent de savoir si leurs costumes noirs sont agrémentés ou non d'une petite tache rouge. La Légion d'Honneur n'est pas mal nommée ; elle fournit deux profondes impulsions à la nature émotive des Français : l'une élevée, l'autre frivole : un amour instinctif de l'ordre, des cadres, et la ferme conviction que l'honneur sera décerné à qui l'honneur est dû.

Comme la Légion d'Honneur, la dignité plus spécifique de l'Institut est accessible à tous les Français qui peuvent équitablement y prétendre. Cette compagnie savante est composée de plusieurs académies distinctes — les Sciences Politiques, les Inscriptions et Belles-Lettres, d'autres encore. La plus illustre de toutes est la fameuse et « immortelle » académie littéraire de quarante membres, l'Académie française.

Certains faits, la concernant, jettent quelque lumière sur le caractère français. En principe, tout Français, à quelque condition sociale qu'il appar-

<sup>1</sup> Ici, l'auteur fait un calembour qui ne peut pas passer dans la traduction. M. Barrett Wendell joue sur les mots *rain* et *reign*. *Rain* veut dire pluie et *reign* le règne. (N. d. T.)

tienne, ayant atteint les plus grands succès dans les arts, l'érudition ou la littérature, est susceptible d'être élu. Je ne crois pas qu'il y ait eu une seule époque au cours de ces trois derniers siècles, où elle n'ait compté tout à la fois dans son sein des nobles, des bourgeois et des artistes. Mais on n'est pas élu sans faire des démarches : les Français sont trop vivement honnêtes pour témoigner avec humour, ainsi que nous-mêmes, qu'il convient de rester indifférent aux honneurs publics et pour affirmer que les gens honorables doivent se conduire dans la vie de chaque jour à la façon de Cincinnatus.

Lorsque la mort crée une vacance à l'Académie, quiconque croit personnellement mériter l'immortalité terrestre, ou parisienne, commence à s'interroger et à interroger ses amis sur les chances exactes qu'il peut avoir d'être élu. Si ces chances lui paraissent, à un point de vue quelconque, favorables, il pose crânement sa candidature. Ce que peuvent être les formalités préliminaires, je l'ignore, mais la partie torturante, c'est une série de quelque trente-neuf visites personnelles aux membres survivants de l'Académie : le candidat doit venir demander formellement à chacun son suffrage. Quelquefois on le lui promet amicalement ; quelquefois la réponse est courtoisement réservée. Les visites ne garantissent pas les votes, mais sans elles, je crois, aucun d'eux ne saurait être assuré.

Quels que soient les préjugés personnels d'un académicien, — et certes, ils doivent être large-

ment divers — la plupart s'accordent à respecter les traditions d'un catholicisme intégral, qui préserve la vitalité de l'Académie. Et cela est bien dans l'esprit de l'institution. Sans une vigoureuse conservation des principes constitués, qui contient les tendances vagabondes des artistes dans des principes rigides, elle ne saurait exister. Elle résiste ainsi à l'opposition d'un certain nombre d'hommes intelligents, rebelles à l'empreinte, qui considèrent comme très noble de se tenir à l'écart.

Mais ces principes ne confinent pas les membres de l'Académie dans une classe particulière de la société ni dans une attitude. Il y a toujours, je crois, au moins un ecclésiastique éminent au nombre de ses membres. Lors de mon séjour en France, c'était le vénérable cardinal-évêque d'Autun, qui fut depuis remplacé par le cardinal Mathieu. De même, elle compte toujours quelques membres de la noblesse s'étant fait connaître par des travaux d'érudition. Le duc d'Aumale, prince royal, considérait comme un de ses titres les plus précieux celui d'académicien. Elle comprend aussi des hommes de lettres, des savants, des dramaturges de toutes origines.

Aux deux séances publiques de l'Académie auxquelles j'eus le privilège d'assister, le président se trouvait être un auteur dramatique célèbre. Le secrétaire perpétuel était M. Gaston Boissier, ce savant si justement immortel, dont les œuvres, depuis cinquante ans, ont fait comprendre aux générations modernes, comme nul sans elles ne

l'eût jamais compris, ce qu'était la vie humaine dans la Rome antique, au temps où la République devint l'Empire et à l'heure de la décadence impériale.

La cérémonie de réception d'un nouvel académicien est intéressante et caractéristique. Dans la salle qui se trouve sous le dôme de l'Institut, — ce dôme si familier à Paris à quiconque regarde du quai du Louvre vers la Seine — une assistance privilégiée se trouve réunie sur invitation. Chaque place est occupé : car la salle n'est pas très grande et l'intérêt, en l'occurrence, est vif. Parmi l'assistance, si vous connaissez quelque peu votre Paris, vous reconnaîtrez des personnages de tout ordre et de tout rang, nobles, snobs, savants, artistes, diplomates, et même d'honorables inconnus. Vous verrez des prêtres et des actrices de la Comédie-Française ; des gens portant des noms historiques et les femmes de professeurs qui commencent leur carrière dans les lycées de Bretagne, des ambassadeurs et des sculpteurs, des journalistes et des généraux.

A un certain moment, les membres de l'Institut font leur entrée avec une solennité très consciente ; ils occupent l'hémicycle dont les bancs sont réservés aux seuls membres de toutes les académies : dans ces circonstances, il ne semble pas y avoir de différence entre l'Académie française et ses sœurs moins illustres. Aux fauteuils présidentiels, dans l'uniforme vert de la Compagnie, les principaux personnages de la journée prennent place —

celui qui pour lors préside, le secrétaire perpétuel et un troisième membre. Les autres académiciens s'asseoient n'importe où, parmi leurs collègues de l'Institut. Ceux seulement qui ont des charges officielles — les secrétaires des autres Académies moins importantes, par exemple — ont généralement endossé leur uniforme. L'aspect de la compagnie est celui d'un groupe d'hommes du monde, réunis sur le pied de l'égalité cordiale, séparés du public par une barrière idéale, impliquant momentanément une position inaccessible qui leur permet d'ignorer avec sérénité la présence de profanes au milieu d'eux.

Ce mélange de simplicité et d'apparat règle la cérémonie tout entière. En quelques mots rituels — approximativement ceux-là : « La parole est à M. X. » — celui qui préside annonce que l'heureux candidat à l'immortalité va parler. En conséquence, ce dernier se lève de son siège, situé quelque part sur les bancs, entre deux académiciens revêtus de l'uniforme, qui ont assumé l'agréable mission d'être ses parrains. Alors, courageusement, celui-ci prononce, en un français impeccable, l'éloge obligatoire, que l'on n'entend pas toujours très bien, de feu l'académicien, son prédécesseur. A la fin de ce chef-d'œuvre d'éloquence funèbre, le président en exercice, procède à l'exécution de la tâche qui lui est dévolue en l'occurrence. Et ce n'est pas la partie la moins étonnante de cette solennité.

En ma qualité d'étranger, peu familier avec la tradition académique, je m'attendais à quelque

cérémonie rituelle de la plus grande pompe. Au lieu de cela, le directeur ouvrit seulement un manuscrit, soigneusement écrit, qu'il commença à lire le plus simplement du monde. Avec une bonhomie cruelle, il montra comment, malgré les incontestables mérites du candidat, c'étaient précisément ses défauts saillants et ses travers qui lui avaient valu d'être distingué par la compagnie. En tenant compte, comme il sied, de l'élégante précision du style et de la merveilleuse habileté des ironies, cela me rappelait — autant que je pouvais apprécier ce discours, cette sorte de palabre que nous faisions, au temps où j'étais étudiant d'Harvard, à la réception des nouveaux dans nos associations de collèges. En généralisant encore, ce n'était ni plus ni moins qu'un procès d'initiation, sublimisé, auquel tout le monde — et la victime avant quiconque — était, de manière sous-entendue et à bon escient, convié à sourire. Si vous n'eussiez pas su pourquoi vous vous trouviez tous conviés, vous eussiez été disposés à croire que le malheureux homme placé sur la sellette était destiné à être condamné, pour le moins à l'oubli. Au lieu de cela, la cérémonie se termine sur ces mots prononcés avec quelque chose comme un soupir de résignation comique : « Vous êtes reçu. » La pièce est pour lors achevée et le bonheur de l'immortalité conféré à un honorable gentleman français de plus.

On dit qu'entre eux, les académiciens maintiennent très exactement la fiction de l'égalité absolue.

On les appelle, en plaisantant, immortels ; aussi longtemps que dure leur immortalité terrestre, ils peuvent croire qu'ils jouissent vraiment de ce privilège et, sans le moindre doute, l'immortalité libère de l'entrave non seulement des misères humaines, mais encore des hiérarchies. Partout ailleurs, un prince royal, comme le duc d'Aumale, serait salué « Altesse », un évêque « Monseigneur ». Dans ce lieu, on appelle chacun « monsieur », tout simplement. Nobles, bourgeois et artistes aussi bien — les princes, les dignitaires de l'Église et les auteurs de comédie — ne sont plus que des confrères, comme les esprits saints devant le trône céleste, comme les jeunes garçons des collèges américains finalement admis aux mystères de l'examen de Grec-Lettres.

L'analogie va plus loin encore. Ce groupe des immortels constitue une classe à part. C'est une confrérie, qui a ses affections et ses animosités particulières, semblables à celles qui animent la vie fraternelle dans ses incidents domestiques. Mais, même constitués en partis, aussi longtemps que cette fraternité est en jeu, les académiciens font front comme un seul homme contre qui n'est pas de la famille. Et l'ingénieuse simplicité avec laquelle cette institution, la plus haute de toutes les dignités intellectuelles françaises, consacre l'éternel enfantillage de la nature humaine, l'accueil qu'elle fait avec une générosité juvénile à tout candidat qui peut prouver ses mérites, se combinent avec le fait de sa prééminence sociale reconnue

sur trois classes — noblesse, bourgeoisie et monde des artistes — pour faire de l'Académie le fait social qui est peut-être le plus profondément caractéristique de la France.

Elle est au moins celui qui représente le plus profondément ces régions de la vie française auxquelles le nom de « société » peut admirablement être appliqué, avec toute la force particulière que l'on donne à ce mot. Elle reconnaît, elle assimile, elle harmonise en son sein l'aristocratie, la bourgeoisie et l'art. Elle englobe, plus que tout le reste, ce qu'ils représentent et ce qu'ils sont contraints d'aimer ensemble et en commun. Elle laisse hors la vue, comme toute organisation de ce genre est tenu de le faire, les masses populaires. Et, en notre temps, ces masses sont l'objet d'un intérêt si plein de sollicitude qu'il serait vraiment maladroït de tenir cette foule pour plus intéressante que ces quelques frères en humanité, ayant d'une façon ou de l'autre, trouvé le moyen d'émerger au-dessus du niveau commun.

J'ai très peu vu le peuple, en France. Sans doute, j'ai entendu dissenter à son propos bon nombre d'amis qui s'intéressaient directement à la politique, à l'économie sociale ou à la philanthropie. Mais au mieux, la science de chacun s'offrait à moi comme une sorte de ouï-dire, fort intéressant. De ces conversations, il m'est cependant resté deux ou trois impressions. A prendre les choses de haut, je suis disposé à penser que les ouvriers illétrés de France sont stupides à un point qui doit étonner

tous ceux ayant formé leur opinion favorable du caractère français d'après l'intelligence vive déployée par ces Français que nous avons étudiés jusqu'ici. Certainement, ce que j'eus l'occasion de voir, en voyageant, de la classe paysanne et des classes urbaines inférieures, confirmait les caricatures qui sont maintenant répandues à profusion dans les journaux comiques et sur la scène. D'un autre côté, d'après les événements récents, je me trouvais entraîné à reconnaître que le travailleur habile a développé en lui son intelligence si fort et de telle façon que l'on est tout à la fois impressionné et déconcerté. Les ouvriers instruits ont été intellectuellement amenés à une condition supérieure à tout ce que pouvait laisser prévoir leur situation passée. Ils ont été prodigieusement sollicités, à la fois dans leur pensée et dans leurs sentiments par les circonstances politiques et économiques si exceptionnelles qui ont, dans tous les pays, compliqué, ces temps derniers, l'histoire sociale ; et se rouvant sans traditions préventives, ils semblent aujourd'hui moins gênés par les préjugés héréditaires, plus franchement curieux et, selon toutes apparences, plus ouverts d'esprit que toute autre classe, dans leur pays ambitieux.

Cette évidente ouverture d'esprit de l'ouvrier instruit, en France, a profondément frappé beaucoup d'éducateurs de cette nation, dont les sympathies personnelles sont philanthropiques ou radicales. Cela contribue à justifier, au moins au cours d'un raisonnement honnête, la tendance marquée

vers le socialisme. Celle-ci est visible aujourd'hui dans le monde entier et elle occupe une place prépondérante parmi les Français, dont le caractère semblait devoir envisager avec défiance la révolution sociale. Ils ont l'air de croire, généreuse largeur d'esprit, que le moyen de revivifier le monde, c'est de le libérer de la tyrannie du préjugé. Parmi les classes possédantes — noblesse, bourgeoisie ou artistes — on regarde cela sans l'admettre. Dans les meetings d'ouvriers intelligents, assemblés pour discuter quelque point d'importance sociale, on y croit.

Un groupe de bourgeois dévots, me dit un socialiste de mes amis, n'écoute pas le discours d'un libre-penseur convaincu ; il le hue et le bouscule : « *Il le conspue* ». Un groupe de libres-penseurs syndicalistes écoute les opinions adverses d'un prêtre de bonne foi aussi respectueusement que s'il lui prêchait sur les doctrines qu'il préfère à la Loi ou à l'Esprit-Saint. Mieux encore, il lui répond avec de bons arguments, ou quelque chose d'aussi approchant que ses forces le lui permettent. Il pèse ce qui est dit d'un côté et de l'autre. En conséquence, conclut mon socialiste, c'est parmi les masses intelligentes qu'il faut chercher le salut.

Peut-être bien en sera-t-il ainsi. Seul l'avenir nous répondra. A mon sens, cette candeur mystique de la meilleure fraction des ouvriers est plutôt une étape normale de la croissance sociale. Auparavant, ils n'avaient aucun sujet de pensée. Excités à

réfléchir, ils commencent à voir, avec l'audace sans réplique de la jeunesse, combien il y a de manières de confronter les problèmes et quelle est la voie qui a chance d'être préférable aux autres. Encore ignorants de l'inexorable épreuve des responsabilités, ils montrent, à un degré curieux, les vertus enfantines des irresponsables. Laissez-leur la place, laissez-leur sentir le fardeau embarrassant de la responsabilité du pouvoir et qui sait si vous ne verrez pas votre généreuse confiance se résoudre en un cahot dernier, qui renversera la poêle à frire dans le feu.

En tous les cas, il est un fait admirablement certain. C'est que les classes inférieures, qu'elles soient stupides ou douées de l'impartialité des esprits larges, tendent instinctivement à détruire les classes dirigeantes. Mais cette tendance a, en quelque façon, pour résultat de diminuer la défiance mutuelle de ces dernières, entre elles. En face de cette situation, apparaissant inévitablement à chacun comme un danger commun, nobles, bourgeois et artistes semblent plus disposés qu'autrefois à reconnaître les intérêts et l'idéal que, chacun à leur façon, ils chérissent traditionnellement et en commun.

Néanmoins, cette tendance à l'union, parmi les classes françaises élevées, est encore imperceptible. Il se peut même quelle n'existe pas réellement. Mon cordial désir de constater son existence m'a peut-être seul conduit à imaginer sa possibilité. Mais ce qui n'est sûrement pas un leurre, c'est que

toutes ces classes ont à elles trois, plus de qualités, plus de forces, plus de vertus — dans le bon vieux sens de ce mot — que toutes celles que l'on est déjà disposé à leur accorder. Parmi la noblesse, la bourgeoisie, les artistes, vous pouvez reconnaître partout l'honnêteté du but, la dignité du caractère, l'abnégation absolue lorsqu'il s'agit du devoir, toutes ces qualités qui habitent le cœur d'un vrai *gentleman*. Si ceux dont l'idéal est vraiment le même peuvent un jour apprendre à parler un commun langage de cœur, l'avenir n'est pas à craindre.

D'autant moins à craindre, je crois, que plus on regarde la France, moins on s'arrête à une particularité sociale que les étrangers sont trop souvent portés à considérer comme la plus profondément caractéristique. Sans aucun doute, à certains égards, la société française est moralement corrompue. Nulle société civilisée n'a encore paru sur ce globe sans qu'une corruption très grande vint contrebancer ses mérites. Faire ce rêve est aussi peu raisonnable que de croire qu'un organisme humain peut s'épanouir sans germe de maladie ou de décadence. Cela ne veut pas dire que nous ne devions pas faire de notre mieux pour combattre, socialement et physiquement, les microbes. Mais aucun homme sensé ne prévoit la fin de ces parasites aussi longtemps qu'il leur reste quelque chose à dévorer ; ils sont une triste rançon de l'existence. La seule question est de savoir si cet organisme, social ou physique, possède

la force nécessaire à les combattre victorieusement.

Sans nul conteste, c'est une opinion répandue que la société française est malade moralement. Sur une question aussi délicate que celle-ci, il est difficile de formuler une opinion définitive, allant jusqu'à ruiner cette théorie, devenue lieu commun. Mais néanmoins, il faut le dire, une vérité s'impose. Plus vous voyez les Français chez eux, dans quelque condition que ce soit, moins votre attention se porte sur ce phénomène social morbide, si intéressant, dont les mauvaises langues étrangères vous ont amené à guetter les manifestations. Au contraire, vous êtes de plus en plus frappé, non seulement de la régularité générale de leur existence, mais encore de ce fait surprenant que cette régularité générale semble avoir un point d'appui très solide dans leurs affections. En vérité, il semble difficile qu'un temps bien long s'écoule avant que vous commenciez à juger ainsi, à propos de ce peuple. On ne peut approcher de son cœur sans remarquer, avec une admiration sympathique, l'intensité de son amour pour les êtres de la famille.

### III

#### LA FAMILLE

L'EXPÉRIENCE première et décisive qui m'amena peut-être à comprendre ce que signifie pour les Français l'existence familiale, fut que, lorsque des amis commençèrent à nous inviter sans cérémonie chez eux, particulièrement à midi, un de mes enfants qui voyageait avec nous, se trouvait généralement compris dans l'invitation. Naturellement, il n'en eut pas été ainsi à un dîner de cérémonie ou à une réception. La sorte de différence qui existe entre une telle occasion et une réception plus intime en famille, où vous pouvez alors voir les gens vivre leur vie habituelle, repose sur ce fait, que dans le dernier cas, un enfant semble être attendu aussi régulièrement et aussi normalement que ses parents. En résumé, aux yeux de nos amis français, qui nous témoignaient d'ailleurs à chacun individuellement une grande bonté, nous étions avant tout une famille, en visite pour quelque temps dans leur beau pays.

Lorsque les relations se fortifièrent et devinrent de l'amitié, j'eus peur que toute une série de banalités, qui paraîtrait inévitablement se présenter partout ailleurs, ne fut aussi en France la sanction des sentiments naturels. Quand, dans notre pays,

on nous demande poliment des nouvelles de nos proches ou lorsque la personne qui s'informe nous charge pour l'un d'eux, comme si elle le connaissait, d'un compliment aimable, ces sortes d'aménités nous apparaissent à la fois comme des expressions de politesse naturelle ou encore dictées par quelque curiosité vive. En France, vous acquérez bientôt la notion que l'intérêt que vos amis prennent à des enfants qu'ils n'ont jamais vus n'est pas seulement question de forme. Ce sentiment est fondé sur l'idée instinctive que ces enfants doivent occuper continuellement, anxieusement et tendrement votre pensée — et que, à coup sûr, ils sont le souci le plus cher de votre cœur. Ainsi, quand des Français en viennent à vous porter de l'intérêt, ils étendent leur sollicitude, par un sentiment sincère et vif, à toute la famille, dont vous êtes le chef ou l'un des membres. Le fait d'être amis implique non seulement une amitié d'homme à homme, mais de toute une famille pour une autre famille, même au cas où peu de temps auparavant on ne se connaissait pas.

On rencontre en France cette qualité d'amitié dans tous les milieux, aristocratiques ou modestes, à Paris aussi bien qu'en province. Et j'eus la preuve que ce souci était naturel, en m'apercevant que ces amis, qui prenaient ainsi un très grand intérêt à mes préoccupations familiales, considéraient qu'en retour je devais éprouver un même sentiment à l'égard des leurs. Deux ou trois

exemples feront mieux comprendre ce que je veux dire.

Je me souviens qu'une fois un ami, à qui nous étions venus apporter une lettre d'introduction, nous pria à dîner sans cérémonie. A table, nous trouvâmes son père, qui présidait le repas. Je ne sais comment, nous en vîmes à savoir presque aussitôt que la mère était morte quelques années auparavant et que le père était alors venu habiter chez son fils, qui lui avait rendu aussitôt le premier rang. J'appris de même que le robuste vieux gentleman avait d'autres enfants. Il était justement fier de présider une famille qui n'avait pas à craindre de s'éteindre. Et, après le dîner, chaque fils arriva pour nous voir, accompagné de sa femme, si bien qu'à un certain moment nous avions le plaisir émouvant de nous trouver six couples réunis, mêlés en un groupe familial, amicalement confiant.

Ce qui fit que cette réception m'est restée si vivante dans le souvenir, ce fut sa parfaite spontanéité. Il ne pouvait venir un moment à l'esprit de personne que l'admission dans une de ces familles entraînât l'admission — d'ailleurs également cordiale des deux côtés — dans les autres. Dans plus d'une occasion semblable et dans d'autres, approchantes, je me trouvais, quand j'étais accueilli à une table de famille, informé, — sans qu'on me le dit exactement, mais cela ressortait des conversations, — que le cercle de famille n'était plus complet. Des enfants morts, plusieurs années auparavant,

étaient encore si vivants dans le cœur de leurs parents que leur souvenir jetait quelque ombre de mélancolie, lors de la bienvenue de tout nouvel ami, montrant ce qu'elle eut pu être si tout le monde avait été là pour l'accueillir.

Un autre incident, encore plus touchant, me revient à l'esprit. Durant notre séjour à Paris mourut une très vieille dame, la mère d'un ami qui nous avait reçu d'une façon charmante. Bien que nous n'eussions pas l'honneur de la connaître — elle était, je crois, depuis longtemps infirme — nous reçumes une invitation aux obsèques. Et quand la cérémonie à l'église fut terminée, nous nous aperçûmes que la coutume française voulait que chacun des amis attristés passât devant le famille assemblée, afin de lui exprimer sa sympathie. La manière dont ces condoléances étaient reçues rendait cette triste solennité encore plus caractéristique. Nous connaissions un seul membre de cette famille et encore nous le connaissions très peu. Cependant l'expresse invitation portait en soi la certitude que nous n'accueillerions pas avec indifférence la nouvelle de ce deuil. Le mot dit au passage, la pression de main signifiaient que la part humaine prise par nous à ce malheur, destiné à nous atteindre tous avec le temps, avait changé notre connaissance fortuite en une relation qui, si rarement que nous eussions à la cultiver, dans ce monde passager, maintiendrait toujours dans notre souvenir le lien émouvant d'une communion momentanée de nos esprits.

L'unité de la famille, en France, est mise en évidence par un fait, qui est bien connu des voyageurs eux-mêmes. Dans le monde des petits boutiquiers, où que vous alliez, vous trouverez le commerce non seulement géré par le chef de la maison mais par sa femme et même par les enfants, lorsqu'ils sont devenus grands. Une petite aventure qui arriva à un touriste américain, il n'y a pas longtemps, fera bien comprendre ce que je veux montrer. Un matin qu'il allait quitter une ville où il avait passé la nuit, au cours d'une excursion, il eut le malheur de déchirer le seul pantalon convenable qu'il eut avec lui. Il était nécessaire de réparer immédiatement le désastre ; c'est ainsi qu'il échoua, comme il était tôt et qu'il avait peu de temps à dépenser, dans le logis d'un modeste tailleur, qui habitait deux pièces au rez-de-chaussée, donnant sur une délicieuse cour du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le tailleur se mit immédiatement à l'ouvrage. Sa femme, ronde et bruyante, ornée d'une perruque outrageusement noire, s'arrêta gaiement de soigner une cage pleine d'oiseaux gazouillants et commença à faire chauffer les fers qui achèveraient bientôt le ravaudage de son mari. Cependant, elle jacassait, toute rieuse : « D'où venait Monsieur ? D'Amérique. Alors, certainement, il parlait espagnol ? » Monsieur était forcé d'avouer, bien à regret, qu'il venait d'un coin obscur du continent américain où la langue espagnole n'était pas encore prédominante. « Ah ! répondait-elle, c'est bien dommage. » Elle-même pouvait parler

espagnol. Elle avait visité Gibraltar. Monsieur avait fait de même quelques années plus tôt. La brave femme le regardait avec curiosité. Est-ce que monsieur était descendu à l'hôtel de l'Univers ?

Ce fut cette innocente question qui gâta tout, par la suite. Le voyageur qui avait visité Gibraltar, au moins dix ans plus tôt, avait complètement oublié le nom de l'hôtel où il était descendu. Un nom ferait aussi bien qu'un autre. Évidemment, son aimable questionneuse attendait une réponse affirmative. Aussi acquiesça-t-il poliment : « Bien entendu. Comment eut-il pu descendre ailleurs ? » La grosse femme rayonna alors comme le soleil lui-même : « C'est mon oncle qui le tient » dit-elle. Monsieur était ravi. « Porte-t-il toujours des favoris noirs ? » demanda-t-elle vivement. Monsieur était maintenant entraîné, et il déclara avec confiance : « Énormes. » Sur ce mot, elle interrompit l'ouvrage de son mari, en criant que ce visiteur était un intime ami de leur cher oncle, et la conversation continua avec une cordiale vivacité dans l'interrogation, qui mit les facultés imaginatives de Monsieur à la torture jusqu'à ce que le pantalon fut enfin prêt.

Ce fut le bouquet. Combien devait-il au tailleur pour ses bons offices, à une heure aussi indue ? Ce que le tailleur eut pu répondre, il ne le sut jamais. La bruyante dame, au parler rapide, s'arrêta de lui faire admirer les perfections de ses oiseaux emprisonnés : « Ce qu'il devait ? Il ne devait rien. N'était-il pas l'ami intime de son oncle ? N'était-il

pas un «ami de la famille»? C'était un point d'honneur de ne pas laisser naître des questions d'argent entre les amis de la famille. Non, elle ne pourrait pas entendre parler de ces choses, ni son mari non plus. » Et le pauvre mari, qui avait travaillé sans répit pendant une demi-heure, ne dit rien qui la démentît.

Or, Monsieur avait un train à attraper ; et, d'autre part, il était tombé dans une très grande confusion d'esprit qui modifiait sérieusement ses vues sur les Français. Il ne vit aucun moyen d'expliquer son innocente tromperie. A sa profonde consternation, il fut forcé de payer la réparation de son pantalon avec des remerciements cordiaux, de vigoureuses poignées de main et en protestant chaudement du plaisir qu'il aurait, lors de son prochain séjour à Gibraltar, de dire à l'oncle aux favoris noirs quelle chance miraculeuse lui avait valu de connaître d'autres membres d'une famille aussi charmante et aussi honorable. Le fait n'avait pas tourné à son avantage, mais néanmoins, il était caractéristique. Auparavant et depuis, il a gardé les principes et la réputation d'un honnête homme. Il raconte l'histoire avec la louable intention d'enseigner : « Cela en vient à prouver, déclare-t-il chaque fois, avec quels scrupules nous devrions considérer la vérité, même dans les occasions qui nous peuvent sembler les plus comiques. »

A un autre point de vue, cet incident un peu invraisemblable était profondément caractéristique de ces braves gens qui si plaisamment se leurrèrent

et induisirent un Américain honnête à cet acte criminel, prévu par les codes, d'obtenir des services importants sur l'énoncé de fausses qualités. Il illustrait, de plus d'une façon, la vigueur des sentiments de famille qui prévalent dans toutes les classes de la société française. Si vif dans ce cas que, d'un seul coup, il détruisait les instincts d'économie et de prévoyance, qui sont un élément si important du caractère des petits commerçants de tous les pays, et en particulier de la France. Bien plus, il mettait en lumière la façon étroite dont une famille française, une fois constituée, est unie. L'imaginaire hôtelier aux gros favoris noirs était l'oncle non pas de l'actif petit tailleur qui avait si habilement joué de l'aiguille, mais de sa femme, qui avait uniquement fait chauffer un fer ou deux et soigné ses canaris. N'importe, l'oncle de l'un était l'oncle de tous les deux. C'était une affaire de famille, dans laquelle ce mari plutôt débonnaire semblait jouer sa partie à la perfection. En troisième lieu, comme cet incident s'était déroulé, non pas dans une boutique ou dans un endroit public, mais dans la petite pièce où l'heureux couple vivait actuellement, cela révélait — ce qui est souvent vrai dans les ménages français — que, passées les portes, c'est la femme qui commande en chef, si elle en a la force et la volonté.

Naturellement, il faut bien ajouter que si la question avait comporté le contrôle de la propriété ou quelque autre chose, dans laquelle les affaires de la famille se fussent présentées non plus au foyer

mais au dehors, le mari eut pris, au moins dans la forme, le premier rang.

Des parentés comme celle-ci, évoquée de manière aussi triviale, sont celles qui provoquent immédiatement le mieux l'instinct sentimental des Français. Cet instinct est si profondément, si spécifiquement national que vous le retrouvez à tous les degrés de la société. C'est sans doute au sein de la bourgeoisie qu'il est le plus fort, dans cette classe moyenne qui est le cœur de la nation. Mais il existe partout, et quand on s'arrête à considérer les circonstances, on voit qu'il est fondé sur un sentiment très juste des lois naturelles.

Quoique nous puissions devenir par ailleurs, une chose est vraie de tout être humain. Par une loi de nécessité, nous avons tous des parents. Sans eux, nous ne pourrions pas exister. Cette condition essentielle de notre existence implique la probabilité d'une parenté inévitable avec bon nombre de personnes qui sont venues au monde par des voies analogues à celles auxquelles nous devons nous-mêmes la naissance. La plupart d'entre nous, par nécessité et non par choix, se trouvent eux-mêmes gratifiés de frères, sœurs, neveux, nièces, oncles, tantes et cousins, aussi bien que leurs ancêtres et leurs descendants.

Bien qu'en tous lieux du monde, ce fait humain soit reconnu avec cordialité, il semble qu'il y ait une différence très nette entre la nuance de cette cordialité, chez les Français et celle qui existe chez la plupart des autres peuples. Partout ailleurs,

ce sentiment semble assez souvent conventionnel. En France, il apparaît comme le plus spontané de tous les instincts. Et si vous vous arrêtez un instant à le considérer, vous avez peine à ne pas admettre que cette façon d'être ne soit pas la plus sage. Les liens qu'il consacre sont évidemment ceux de la nature, distincts de ceux de notre choix. Nous ne pouvons nous empêcher d'être les enfants de nos parents ; il est impossible à nos enfants de ne pas être nos enfants ; un même sang ne peut être renié par aucun procédé de déshérence ou d'adoption.

D'autre part, quelques-unes des relations humaines les plus intimes, à l'heure présente, dans le monde, sont affaire non de parenté mais d'élection. Nul, si déshérité soit-il, n'est forcé, par une loi fatale de la nature, d'être le mari ou la femme de qui que ce soit. Cependant, si fortuit que soit le lien conjugal, par comparaison avec l'autre, sans nul doute c'est lui qui, dans l'idéal conventionnel des Américains, constitue le sujet de leur plus grande affection terrestre. Parmi les Français, au contraire, bien que les unions semblent généralement très tendres, le plus fort de leurs sentiments d'affection paraît être celui, plus instinctif, qui consacre l'indéfectible lien humain, unissant les parents à leurs enfants.

Il est assez malaisé d'expliquer comment cette forme particulière de l'amour est la cause et comment elle est l'effet de l'angle sous lequel les Français considèrent la structure, l'organisation de la famille. Une chose est certaine : leur état d'es-

prit ne pourrait subsister dans une société où la famille ne serait pas le fait social primitif, et, réciproquement, la famille ne pourrait pas se maintenir à l'état de fait social primitif dans une société qui ne serait pas toute entière profondément empreinte de cet état d'esprit. La famille, théoriquement et pratiquement, est, chez les Français plus que chez nous, sans cesse présente à l'esprit de tous. Évidemment, pour eux aussi, la famille consiste bien d'abord dans le mari et dans la femme, associés pour fonder, si c'est possible, un nouveau groupement humain. Mais elle n'est pas complète, tant que des enfants ne sont pas nés. Quand ces enfants à leur tour se marient, la famille s'accroît, virtuellement, en force et en dignité. Elle commence en quelque façon comme une aventure, comme une expérience ; elle s'affirme comme un organisme, comme une institution ; elle est capable de se renouveler elle-même indéfiniment ; chacune de ses branches peut à son tour devenir la racine d'une nouvelle famille. Mais, tant que les premiers fondateurs d'une famille existent, ils demeurent, aux yeux de ses membres, ce qu'ils sont dans l'ordre naturel : le fait initial sans lequel l'organisme n'eût jamais pu venir à la vie.

Le père est, en général, celui qui dirige à la fois les intérêts et les relations de sa famille avec les autres familles et avec le monde extérieur. La mère, bien que formellement placée dans une position de dépendance absolue envers son seigneur et maître, exerce virtuellement l'autorité souveraine à son

foyer. Leurs deux puissances s'unifient dans les mains de l'homme, lorsqu'il s'agit des affaires étrangères, tandis que le ministère de l'intérieur reste le propre de la femme. Et si, par hasard, l'un des parents de l'un ou de l'autre vit encore, ce vénérable personnage, souverain par la loi naturelle de ces deux autres souverains moindres, peut jouer le rôle d'un despote éclairé, en dirigeant de haut le petit gouvernement en question.

J'eus l'occasion de voir un aimable exemple de cet état de choses. La fille d'une vieille dame, issue elle-même de la noblesse provinciale — « la petite noblesse » — du centre de la France, s'était mariée, pas mal d'années auparavant, avec un très respectable commerçant. Leurs affaires n'avaient pas prospéré. Au moment où j'appris quelque chose d'eux-mêmes, ils avaient été réduits à un train de vie plutôt médiocre ; les filles, âgées de vingt-cinq ou trente ans, s'occupaient comme professeurs, et la grand-mère noble avait été forcée, par la précarité des circonstances, de devenir un des membres de ce foyer bourgeois, assez modeste. Là, sa suprématie était admise sans conteste, par tous ses descendants aussi bien que par cet accidentel mais inévitable incident de sa lignée : son gendre. Or, les traditions de sa jeunesse et du milieu où elle avait tenu rang avaient été sévères, en ce qui concernait la surveillance de la vie quotidienne des jeunes filles.

Deux points de cette discipline lui semblaient d'une importance particulière : une jeune femme se

respectant ne devait jamais sortir seule de chez elle et elle ne devait jamais écrire ou recevoir une lettre, même de ses frères ou sœurs, sans la mettre sous les yeux du chef de la famille. La bonne vieille dame, étant une personne intelligente, fut bien forcée néanmoins de s'incliner devant l'implacable logique des circonstances. Comme il était de toute évidence que l'on ne pouvait pourvoir ses petites-filles de femmes de chambre, elle consentait à contre-cœur à ce qu'on leur permit d'aller seules donner leurs leçons. Mais, en matière de correspondance, elle demeurait inflexible. Chaque lettre adressée à l'une d'elles, même entre elles, était ouverte et lue d'abord par leur mère. Chaque lettre, écrite par l'une d'elles, devait être lue depuis le commencement jusqu'à la fin, avant qu'elle eût permission de quitter la maison. Et qui plus est, les pieux subterfuges par lesquels ses ordres étaient quelquefois éludés, ne semblaient jamais attirer son attention. Elle croyait fermement qu'elle contrôlait ses petites-filles à trente ans, à la façon dont les jeunes filles de grande famille sont toujours surveillées. Elle ignorait l'attitude légèrement protestataire de son bourgeois de gendre. Et, autant que je pus le comprendre, ses petites-filles, bien que nullement disposées, en dépit de leur affection, à soumettre leurs correspondances à ce visa, se fussent cependant considérées comme terriblement révoltées si elles avaient eu la présomption de critiquer ses principes. Cet exemple de hiérarchie domestique qui est particulier à la

famille française me semble délicieux ; en tous les cas, il est unique.

Cette conception de la famille comme le fait social primitif qui doit le plus directement éveiller nos sentiments humains explique certains points de la loi française actuelle, que mésentendent souvent les étrangers. N'ayant assurément aucune connaissance technique de la loi, et n'ayant fait aucune étude sur ce sujet spécial, je ne puis prétendre à l'autorité ni à la compétence, en cette matière. Ce que je sais bien cependant, c'est que plusieurs entretiens avec des avocats français de ma connaissance ont profondément modifié mes opinions sur certaines coutumes françaises, qui souvent impressionnent défavorablement les Américains.

Le plus souvent, nous nous imaginons que quand un Français désire épouser quelqu'une de nos compatriotes l'intérêt le plus vif qu'il lui témoigne va non seulement à sa personne, mais encore à ses biens terrestres. Il faut bien le dire, fréquemment, il se contente, dans ces questions délicates, d'obtenir l'assurance formelle que sa fiancée aura une dot déterminée qui sera payée, à l'occasion du mariage, si l'on s'entend définitivement. Dans ces conditions, nous en sommes venus à penser qu'une dot payée ainsi, passait entièrement sous la coupe de l'heureux mari et que la femme, qui est la source même de la fortune, n'avait aucunement voix au chapitre, eu égard à son administration. En conséquence, nous nous

sommes imaginés que tout Français, à la recherche d'une femme, a l'habitude antiromanesque et basse de se mettre en vente lui-même à la plus offrante. C'est là une évidente charge de la réalité, mais qui n'est pas entièrement démentie par les faits, au moins tels qu'ils se présentent à l'ignorance de l'étranger.

Cette ignorance imagine que le Français qui, naïvement, demande que la dot soit placée entièrement sous son contrôle, le fait uniquement pour que, personnellement, il puisse s'en servir pour son usage particulier et son intérêt. En fait, il considère la chose de façon tout à fait différente. Par cet acte du mariage, il tente de fonder une famille. Si la famille est créée, le maintien et le développement de sa situation nécessiteront des moyens correspondants à ses devoirs sociaux, à ses prétentions, à ses desseins. Ces moyens peuvent ne pas être à sa disposition s'il n'est pas aidé. Cordialement, il est entièrement préparé à les rechercher le plus possible. Pour assurer les intérêts de sa famille à venir, il a besoin cependant d'avoir sa provision personnelle, — dont la plus grande partie viendra sans doute de ses parents — accrue d'une provision égale, proportionnée aux ressources reconnues de la famille de sa bien-aimée. Évidemment la dot doit être versée entre ses mains, car à son tour il va assumer la dignité de chef de famille et, l'un des principaux devoirs de cette fonction consiste justement à gérer le bien, à assurer de toutes façons sa prospérité et à régler ses relations

avec toute cette considérable partie du monde qui lui restera toujours étrangère.

Mais bien qu'ayant la haute main sur les biens familiaux, il ne doit pas les considérer comme sa propriété personnelle — pas plus qu'un souverain ne doit considérer les revenus totaux d'une monarchie constitutionnelle, comme l'apanage annuel de sa liste civile. Moralement, un bien familial fondé sur la partie apportée par le mari et sur la dot donnée par la famille de la femme, constitue virtuellement un trust pour le bénéfice des enfants qui peuvent naître de leur union.

Si je ne me suis pas mépris sur la pensée de mes amis juristes, cette vue morale de la situation n'est pas seulement admise par la législation actuelle, mais elle pèse sur elle. Le droit de disposer des biens par volonté, si peu restreint en Amérique, que chaque jour les Américains sont accoutumés à en avoir la disposition absolue, au moins virtuelle, en conformité avec la loi naturelle aussi bien que nationale, est rigoureusement limité en France. Si les parents ont des enfants, ces enfants ont le droit indéfectible d'hériter intégralement, moins une part définie — prenons par exemple la proportion hypothétique, si vous voulez, du tout moins un dixième — du bien que possèdent leurs parents. Si un célibataire meurt, ses parents, ses frères et sœurs, ses oncles, tantes et cousins, suivant le cas qui peut se présenter — en un mot ceux qui sont ses plus proches parents — n'ont pas de véritables droits à être ses légataires, mais un titre positif à

une part considérable de son bien, variant en proportion du degré de parenté qui peut exister entre le défunt et ses héritiers légaux. L'absolue liberté de tester n'est possible en France que dans ces cas très rares où un être humain, qui possède, se trouve sans alliés — dans ce cas où, suivant la loi anglaise, la propriété d'un intestat reviendrait à la Couronne. Cette étroite limitation du pouvoir de tester, que les Français admettent comme une chose naturelle, est évidemment fondée sur la conception que la propriété appartient comme telle, non pas à l'individu, qui doit inévitablement mourir, mais à la famille qui, par une heureuse destinée, peut indéfiniment se perpétuer.

Les droits, au sujet des dots, en conformité avec ce système, apparaissent du point de vue américain, curieusement inattendus. Si un mariage a pour conséquence des enfants, la dot de la mère devient fatalement une part de leur héritage à venir. Aussi longtemps que vit le père, sans aucun doute, tout se trouve en sa possession. Bien mieux même, il n'est pas considéré uniquement comme un dépositaire, condamné à fournir des comptes détaillés. Il est sous-entendu qu'il a l'intérêt de sa famille si profondément à cœur qu'il disposera en liberté de ses biens, au mieux de son pouvoir, pour l'avantage de tous. S'il agit ainsi, avec intelligence, il les augmentera dans une plus forte proportion que s'il avait été guindé par ces obligations légales, qui sont nécessaires dans le cas d'un dépôt. A sa mort, ses enfants en prendront pos-

session, sauf le cas où leur mère, devenue veuve, en aurait besoin pour vivre.

Dans l'espèce d'un mariage stérile cependant, le sort de la dot est tout à fait différent. Si une épouse meurt sans enfants, sa dot retourne naturellement à la propre famille de qui elle vint d'ailleurs tout d'abord. Son mari, qui a eu le contrôle direct sur ce bien, durant le temps du mariage, ne garde plus à partir de sa viduité, aucun droit à son propos. Sa femme ne peut même pas lui transmettre ses titres par testament, à moins que cette faculté n'ait été spécifiée dès le début, en termes juridiques, lorsque fut rédigé le contrat de mariage. La dot vint de ses parents, comme leur contribution à l'édification de la nouvelle famille, qu'ils espéraient voir se fonder ainsi. Leurs espérances ont été déçues : l'apport qu'ils avaient fait à cet effet a été inutile ; ce bien doit donc retourner à la famille à laquelle il appartenait auparavant. Ses droits se démontrent automatiquement.

Aux yeux d'un juriste, essayer un tel exposé juridique est sans nul doute présomptueux ; et je ne prétends pas que celui-ci fasse autorité. Je suis assuré d'une chose cependant ; c'est qu'il ne trahit pas l'esprit, grâce auquel la loi française et le sentiment français considèrent les intérêts d'une famille comme de beaucoup plus importants que tous autres sentiments, concernant un seul individu. Quand nous commençons à comprendre cette conception, et alors seulement, nous pouvons

parvenir à nous rendre compte comment la chasse à la dot si mal accueillie par le sentiment américain dès qu'il s'agit d'un mariage international, n'implique nullement un âpre et cynique égoïsme, de la part des Français, mais est bien plutôt une preuve de leur prudence sentimentale.

Il est hors de doute en effet que le Français considère la famille avec une sincère et profonde affection. Ce sentiment d'amour sans réserve, qui peut aller jusqu'au sacrifice, il le ressent pour les siens, et vous le trouvez florissant en France, à tous les degrés de l'échelle sociale. On en arrive à être tenté de dire que de toutes les affections familiales que l'on rencontre dans le monde, nulle n'est plus profonde, plus sincère, plus admirablement fidèle et plus tendre que l'amour qui règne jusqu'à la mort, en France, entre les parents et leurs enfants.

La preuve de ceci, n'importe qui pourra la trouver dans un mot qui fait, je crois un pressant appel à une forme merveilleusement profonde et durable de l'émotion française, partout consacrée par une persistante pureté du cœur. En Amérique tout au moins, nous avons une idée malicieusement fausse de la vie française et nous la traduisons par ce lieu commun, que la langue française ne possède pas l'équivalent d'un mot que nous aimons tendrement, le *Home*. Strictement, littéralement parlant, ce dit-on peut se défendre. Aucun mot français ne s'harmonise complètement à la fois avec notre formule « at home », et avec le refrain lyrique :

*There is no place like home<sup>1</sup>.*

qui a immortalisé sentimentalement le nom, par ailleurs insignifiant, de John Howard Payne.

La langue anglaise, d'autre part, n'a pas un seul mot pour exprimer les diverses nuances de pensée contenues dans le mot français « chez, » non plus que celles impliquées dans la locution idiomatique « à la maison, » qui signifie quelque chose de différent de notre « in the house. » Et notre langue a encore une autre lacune, généralement ignorée des peuples parlant anglais. Les générations qui ont décrit leur existence, du berceau à la tombe, en notre langue, ont traduit les sentiments nombreux et délicieux qui sont au fond de leurs affections dans le mot *home*. Mais elles n'ont jamais éprouvé le besoin d'une expression qui contiendrait toute l'affectueuse tendresse de sens incluse, à son tour, dans le mot français : *foyer*.

Par une aventure paradoxale, ce mot convie les voyageurs à une imagination entièrement fausse. Comme chacun sait, on l'emploie pour désigner ces brillants promenoirs des théâtres qui, en France, ne sont pas trop confortables. Pendant les entr'actes, vous allez là vous détendre les articulations et respirer un air relativement pur :

<sup>1</sup> « Il n'est pas de lieu comparable au *home*. » Ce mot, très complexe et plein de sens, comme le dit M. Barrett Wendell, veut exprimer à la fois le *chez soi* — et c'est là l'origine de tous les autres sens, — la maison familiale et la patrie. Il implique avant tout un sentiment individualiste. (N. d. T.)

c'est là que vous rencontrez une compagnie qui, quelles que soient ses autres qualités, semble fort peu animée de sentiments casaniers. Naturellement, dans l'esprit des étrangers, le mot *foyer* évoque probablement, d'abord et seulement, les nymphes peintes qui ornent les plafonds de l'Opéra ou le sourire énigmatique du Voltaire de Houdon; en même temps que des glaces, des élégances et des êtres humains qui prennent plaisir à porter ces toilettes pour se contempler dans ces miroirs. Ce, pendant qu'à peine dans l'ombre évoluent ces pensées et ces émotions que suggéreront éternellement les livrets des opéras, les ballets et tout le théâtre très remarquable de la France...

A des esprits français, le mot *foyer* ne suggère pas davantage des images puériles que le mot *home* ne représente à des Américains corrects l'idée d'une maison achalandée, devant être vendue ou louée, qui pourrait attirer des gens peu fortunés, en quête d'un logis. Le sens premier, originel du mot *foyer* demeure le sens vrai, à travers toute la France, ou au moins la véritable et permanente origine des sentiments qu'il enferme maintenant, de manière si abondante. C'est la cheminée, la pierre de l'âtre, — le centre de la vie domestique, autour duquel la famille se groupe, formant un tout, distinct de tout autre groupe, dans ce monde confus et bruyant, complet en chacun, vous libérant, lorsqu'on y réside, de tout le reste de l'humanité.

Le sens littéral du mot, sans aucun doute, est

depuis longtemps oublié de ceux pour qui les mots sont seulement des mots. Le terme *foyer* n'évoque plus l'image romanesque des feux de joie tremblants dans les huttes ou les châteaux, des chevrons et des cheminées enfumés, des personnages légendaires ou antiques, gracieux ou naïfs, chauffant leurs mains transparentes au-dessus des charbons ardents et redisant les contes de tout ce qui fut — les héros, les saints, les aventures, les farces, les aïeux et les ennemis, les conquêtes et les désastres, les amours et les morts, les famines, les moissons et les troupeaux. Et cependant tous les trésors d'émotion que le Français puise dans ce mot, aujourd'hui encore, pourraient difficilement avoir émergé d'une antiquité humaine moins immémoriale que celle d'où ont jailli toutes ces fantaisies, remontant aux temps les plus reculés.

Aussi bien, pour le Français, le foyer est-il l'endroit où la famille se trouve toute en chacun. En conséquence, il symbolise toute la vigoureuse, profonde, complexe puissance des émotions familiales, qui constituent pour ce peuple les plus fortes des émotions individuelles et nationales. Au sein de la bourgeoisie, je crois même que celles-ci sont plus vives, plus conscientes qu'ailleurs. Elles semblent moins enracinées dans ces milieux que nous avons appelé « le monde des artistes ». Parmi les traditions compliquées de la noblesse, elles revêtent parfois une forme étonnamment sceptique. Mais, partout, elles subsistent, douées d'une force éternelle. Et quand vous commencez sym-

pathiquement à vous rendre compte du sens de la vie de ces amis, qui vous accueillent si généreusement à leur foyer, votre esprit remonte en arrière, jusqu'au temps du collège. Et vous vous apercevez alors que vous ne rêvez plus des *homes* si chers au cœur de l'Anglais ou de l'Américain, mais bien plutôt de ces coins de cheminées, dont vous parlaient vos lectures juvéniles. Vous commencez à comprendre, de façon nouvelle et plus respectueusement, le sens que les mots *Lares* et *Pénates* avaient pour l'imagination religieuse de la Rome antique.

Nous avons pris l'habitude de croire que les Français ne peuvent pas comprendre les nombreux sens que nous enserrons dans le mot *home*. Illusion ! pourraient-ils répondre. Est-ce que ceux qui ne parlent que l'Anglais peuvent avoir une idée de la signification du mot *foyer*? Pour la délicatesse du sentiment, le pressant appel aux émotions durablement pures, un mot est aussi beau que l'autre. Pour le respect tendre du sens, on en vient quelquefois à penser que, par sa plénitude, le terme *foyer* est plus parfait qu'aucun mot de notre langue. Car plus vous réfléchissez sur ce thème, plus vous acquérez la certitude, qu'en dépit de toutes les analogies qu'il peut avoir avec notre mot *home*, il ne traduit pas absolument les mêmes pensées.

Quelle est la conception préférable, dans l'absolu, nous n'avons pas ici à la rechercher. La question nous ramènerait à des discussions abstraites et à

des préjugés, comme toutes celles qui ont lieu à propos de la beauté des fleurs ou des mélodies. Aussi agréable qu'elle puisse être, il n'est pas d'occupation plus inutile que celle qui consiste à discuter à perte de vue sur l'amour. Il y a des nuances de différenciation, et la sagesse consiste uniquement à les reconnaître en laissant le soin de décider, parmi ces perfections, à une intelligence plus haute que la nôtre, incapable, ici-bas, de résoudre tous les problèmes mentaux. Ces nuances qui distinguent le *foyer* français du *home* anglais prennent leur source dans les différentes façons qu'ont les tempéraments de France et d'Angleterre d'envisager l'importance comparée de la famille et de l'individu.

Nous avons vu, en effet, que pour l'esprit français la famille est le fait social primitif. Par tradition et par méthode — la tradition et la méthode sont d'instinct bien accueillies parmi les Français — la société leur apparaît comme un large regroupement de familles, et bien que chaque famille doive forcément comprendre les individus qui la composent, les rapports de la famille avec les autres familles et avec tout le monde extérieur semblent bien plus importantes que les relations intimes au sein de la famille, des individus qu'elle englobe. En un mot, l'unité sociale n'est pas l'individu, mais le groupe familial. Pour se maintenir, par suite, ce groupe doit avoir une discipline, reconnue par ses membres, à laquelle tous doivent se soumettre. Et, en fait, autant que j'ai pu m'en rendre

compte, ils le font de gaieté de cœur et naturellement. En agissant ainsi, cependant, ils sacrifient peut-être, sans penser à ce qu'ils font, un peu de cette chose qui est si profondément conforme à l'instinct domestique de l'Angleterre et de l'Amérique, la tranquille possession de l'intimité personnelle.

Le foyer lui-même n'est pas un lieu où vous pouvez vous permettre d'être tout à fait à votre aise, abandonné, vous conduire au gré de votre fantaisie. C'est un microcosme qui se suffit à lui-même. Si grand que soit le reste du monde, il en est absolument indépendant. Mais, dans ses limites, il a ses propres règles de conduite, son code particulier de conventions sociales agréables et de devoirs — quelque chose que faute d'un terme moins protocolaire, il me faut bien appeler l'étiquette, — et cela, on peut l'observer à quelque degré de l'échelle sociale que ce soit.

En général, à mon sens, la vie de famille française — l'existence quotidienne du foyer — est, dans le moindre détail, d'un charme véritable. Elle est naturellement, ardemment amicale dans l'expression des sentiments d'affection ; elle est agréablement animée par la bonne humeur soutenue de la conversation ; elle est pleine de bonté, de gaieté, de sociabilité, toutes choses qui semblent au premier abord difficilement conciliables avec les inévitables soucis de la vie domestique. Elle est délicieusement agréable, non seulement pour l'invité, qui ne fait que l'entrevoir, en passant,

mais aussi et surtout pour ses membres, qui trouvent son charme fortifié par toutes les aises ajoutées et par la force des habitudes anciennes d'existence. Jamais, cependant, elle ne permet l'oubli de ses propres cadres. Chaque membre d'une famille a, comme tel, ses droits et ses devoirs. En France, l'amour des parents pour leurs enfants et réciproquement, est au-dessus de toute discussion possible. Il est si fervent, en vérité, que seule la crainte de paraître odieux empêche de dire qu'il est plus fort, plus profond, plus spontané que partout ailleurs.

Mais, même dans ses manifestations les plus intimes, cet amour ne perd jamais de vue que les parents sont les parents et les enfants, les enfants. Le fait de l'autorité implique le droit au respect absolu aussi bien qu'à l'obéissance. Le fait que vous appartenez à un groupe social organisé vous dicte le devoir, quelle que soit la situation que vous y occupiez, de vous conduire vis-à-vis de ses autres membres avec une courtoisie déférente. Ni les parents ni les enfants ne consentent jamais à oublier ce principe. Le plaisir profond et délicat de la vie de famille en France est d'une qualité qui ne pourrait pas être réalisée, si les conventions étaient trop négligées.

L'intimité personnelle s'absorbe au sein de la vie familiale des Français et non pas seulement de façon superficielle. Il est si bien dans la nature du caractère national, et chaque membre d'une famille s'intéresse tellement aux affaires de sa

parenté immédiate, que dans toute autre situation cela pourrait paraître de l'indiscrétion. Le plus simple des exemples illustrera ce que je veux dire.

Il m'arriva de parler avec quelques amis français d'un jeune Américain, dont la famille était en Europe et qui n'avait pas vu se réaliser ses espérances, au sujet de la carrière qu'il voulait embrasser. Lorsqu'un heureux hasard lui fournit l'occasion d'un meilleur destin, dans une voie tout à fait différente, il ne manqua pas de la saisir et il annonça, par lettre, la nouvelle à ses parents, comme un sujet de compliments réciproques — point de vue que ceux-ci adoptèrent avec plaisir. Il avait à peu près vingt-cinq ans ; selon les conceptions américaines, il était tout à fait en âge de décider par lui-même de telles questions ; ses parents étaient heureux, sans plus, de ce qui lui arrivait.

Aux yeux de mes amis français, cet état d'esprit semblait extraordinaire. Leur premier mouvement avait été de condamner la conduite de ce jeune homme, doué d'un si étrange naturel, et de sympathiser profondément avec ses parents, dont la qualité avait été si peu respectée qu'ils n'avaient même pas été consultés sur une question intéressant tout l'avenir professionnel de leur enfant. Quand j'eus expliqué à mes amis que les parents, bien loin de se sentir négligés ou traités légèrement, ressentaient un vif plaisir, ils avaient peine à considérer ces derniers comme humains. Si semblable question s'était présentée pour un de leurs enfants, ils m'expliqueraient qu'il eût soumis

la chose à son père et à sa mère. Ceux-ci, à leur tour, eussent vraisemblablement consulté alors un certain nombre de leurs alliés. Ils l'eussent fait d'autant plus volontiers que la décision comportait l'adoption d'une carrière radicalement différente de celle antérieurement choisie et qu'en conséquence, ils se fussent sans doute fortement élevés contre ce changement. A moins que les arguments en faveur de cette décision, prise presque contre leurs volontés, n'aient paru convaincants à ces personnes d'âge, leur opposition eût été décisive. Et cette forte résistance de leur part eût empêché un jeune homme respectueux de poursuivre plus avant dans cette direction : plein de regrets, il eût tourné le dos à cette carrière, qu'il était disposé à adopter, même au cas où elle lui eût offert des chances de bonheur et de succès.

En un mot, aux yeux de mes amis français, la question de carrière pour un garçon semblait au premier chef une question familiale et non pas uniquement une question intéressant le jeune homme lui-même. Sans nul doute, après mûre réflexion, ils reconnaissaient que notre point de vue, une fois expliqué, était soutenable. Mais, même à ce moment, il ne leur semblait pas très raisonnable. Un tel concept, qui eut apparu à l'esprit d'un Américain comme le premier élément de succès, était, à leur sens, très aventureux.

Lorsque vous commencez à vous pénétrer de ces façons de voir, vous saisissez du même coup

quelle profonde différence distingue la conception du mariage selon qu'il est envisagé par les Français ou par les Américains. Sans nul doute nous le considérons bien, nous aussi, comme un resserrement des liens de la famille. Mais il semble, d'abord et surtout, intéresser le bonheur et l'avenir des individus qui désirent s'unir. Quoique les Français ne négligent nullement cette considération du bonheur, le mariage leur apparaît, bien plus évidemment encore, comme un resserrement des liens familiaux. Et néanmoins, même ainsi, les idées que nous nous faisons sur la manière dont s'effectuent les mariages français, sont erronées. Arranger le mariage d'une jeune fille sans consulter son inclination apparaîtrait comme aussi répugnant aux Français qu'à nous-mêmes. Mais, quand un projet de mariage se présente, chaque membre de la famille — depuis le très vieux grand-père jusqu'au plus jeune frère ou à la plus jeune sœur — considère la chose comme intéressant profondément, et pour toujours, l'intérêt commun.

Prenons pour exemple, la situation normale de n'importe quelle jeune fille française. Aussi longtemps qu'elle n'est pas mariée, sa position, dans la famille, est inévitablement secondaire. Elle a sa place agréable au foyer, cela est sûr, et ses exquis petits devoirs, et ses exquises petites joies quotidiennes. Elle est l'objet de l'affection familiale, à laquelle d'ailleurs elle répond. Mais, en même temps, elle est toujours le sujet d'une surveillance plutôt étroite. Tout ce qui ressemble

à l'indépendance personnelle ne peut lui venir que par l'intermédiaire du mariage. Dans ces conditions, naturellement, franchement, elle désire se marier en quelque sorte avec plus de hâte que la plupart des jeunes filles américaines. Les Françaises ont été amenées à regretter cette nécessité de leur existence — au moins je le crois, — et à témoigner une discrète envie de la liberté qui, en Amérique, régit la condition de leurs sœurs, mais je n'en ai jamais entendu une, en France, qui jugeât avec une complète égalité d'âme sa solitude heureuse.

Cependant cette conception dépend de beaucoup d'autres considérations que celles qui consistent à gêner une inclination personnelle. A cet égard, le caractère même de la famille française, dans sa charmante unité sociale, tient toujours les jeunes femmes sous le regard de leurs aînés. Sauf dans des cas très exceptionnels — par hasard ou à la dérobée — une jeune fille française fréquente rarement un jeune homme de son âge, ou même tout autre homme, sauf ses proches parents. C'est pourquoi il ne peut même pas être question des flirts naïfs et conventionnels de l'Amérique, ni de ces amitiés personnelles et confiantes entre jeunes gens et jeunes filles qui en résultent, le plus souvent. Ce que peut connaître une jeune Française des jeunes hommes, c'est seulement l'excellente tenue qu'ils gardent devant les yeux sévères. Elle n'a pas l'heureux privilège, à nos yeux si naturel, de considérer comme irréprochables leurs espérances

à son endroit. A un degré très important, ses chances de relations — je ne parle même pas d'amitié — sont réglées par les conditions de vie de sa famille. Cette dépendance étroite suffirait d'elle-même à l'empêcher d'envisager le mariage avec autant de liberté d'esprit que les jeunes filles américaines.

D'ailleurs, les conditions actuelles de la loi française font du mariage moins une chose individuelle que nous ne sommes habitués à le croire, en Amérique. Dans la plus grande partie des États-Unis, n'importe qui peut être valablement marié en quelques minutes. En France, sans même parler des cérémonies officielles requises par la loi et qui sont tant soit peu compliquées, il n'est pas possible de se marier légalement sans le consentement formel des parents, et cela, tant qu'ils vivent. L'homme ou la femme, devenu majeur, qui désire s'unir à quelqu'un, repoussé par ses parents, peut faire des sommations à ceux-ci par devant le tribunal et là, établir l'indépendance de sa volonté. Mais une telle procédure suscite toujours une manière de scandale, et s'il est une chose que redoute le Français, quel qu'il soit, en ce qui concerne ses relations de famille, c'est bien cela.

Il le craint d'autant plus qu'un tel procès, bien qu'autorisé par la lettre de la loi, n'est généralement pas gagné devant l'opinion publique. Les moyens destinés à faire céder les parents récalcitrants sont très connus ; on peut faire traîner les choses ou les brusquer. On peut même les com-

pliquer de tels expédients que les plus fameux d'entre ceux-ci ont fourni le sujet d'un grand nombre de comédies et de romans français. Mais si les parents ne donnent pas, de bonne grâce ou à peu près, leur consentement formel au mariage de leur enfant, ce mariage apparaît aux yeux des amis sérieux comme aussi fâcheux que s'il avait été contracté en s'en passant.

Je me rappelle l'histoire dramatique d'un homme qui, arrivé au milieu de la vie, devint éperdûment amoureux d'une femme fort honnête, pour qui sa mère avait conçu une aversion insurmontable. Il supplia vainement la vieille dame, pendant des années. A la fin, elle tomba malade. Sa fin devait faire disparaître l'unique obstacle à son bonheur. Mais, à son lit de mort, l'esprit de celle-ci demeurait toujours aussi passionné. Elle insista pour faire sentir à son fils que s'il réalisait son rêve, même après sa disparition, il ne pourrait le faire qu'avec la conscience de passer outre à ce qui avait toujours été sa volonté. Aussi s'inclina-t-il devant l'inévitable. Son sens du devoir familial, de l'obéissance due aux parents — au cas même où celle-ci était cruellement déraisonnable — demeurait plus puissante que toute la force d'une passion honorable et fidèle. Toute sa vie, il resta célibataire.

Dans ces conditions, le mariage en est venu à représenter naturellement, pour les enfants aussi bien que pour les parents, moins une chose individuelle que sociale. Il contient en puissance

le devenir d'un foyer, fondé avant tout sur l'affection ; s'il prospère, il suscitera la création d'un nouveau foyer, avec tous ses plaisirs et tous ses devoirs. C'est pour sa constitution, comme nous l'avons vu, que la dot, trop calomniée, est requise. Comparée avec la conception qui est familière à la plupart des meilleurs Américains, cette conception sacrée du foyer, en France, donne à l'un des termes dont nous usons pour le mariage un sens nouveau et plus profond. De temps immémorial, nous avons pris l'habitude de parler de cette institution comme d'une association. C'est bien ainsi qu'il apparaît au regard des Français.

Un mariage est une affaire trop grave pour être dominé par la conception romanesque d'une inclination irrésistible : il enferme trop de questions terre à terre — questions qui peuvent uniquement être résolues par la prudence et le bon sens collectifs. Il n'est rien qui empêche une association, — même lorsqu'on prend ce mot dans son sens littéral — de comporter des rapports intimement cordiaux et amicaux ; il n'y a pas de raison pour que vous en deveniez membre contre votre inclination. A plus forte raison, ces considérations revêtent-elles plus de force que jamais quand cette association se fonde pour la vie et qu'elle est aussi intime que le mariage. Telles qu'elles sont, elles fortifient bien plutôt qu'elles n'obscurcissent cette vérité, que l'idéal français, concernant le mariage, si tendrement admirable qu'il doive être, demeure avant tout un

idéal d'association domestique, à la fois cordial et affectueux.

Au temps où cette vue des choses se précisait dans mon esprit, un membre éminent de l'Académie française lança une opinion qui suscita, sur l'instant, des discussions nombreuses, quelquefois plutôt amusantes dans la forme. Je ne me souviens plus exactement des termes qu'il employait. Ce qui est resté gravé dans ma mémoire, c'est que, après avoir examiné les problèmes généraux de la vie, si souvent remis en discussion dans la littérature française, il prenait la liberté de conjecturer que les choses iraient mieux, si les gens qui se marient étaient davantage préparés à s'aimer.

Un Américain eut regardé cette proposition à la fois comme banale et comme paradoxale : les infortunes conjugales, lorsqu'elles arrivent chez nous, ont bien plus souvent pour origine l'aveugle intensité de l'amour au début, que son absence. Mais, en revanche, les lecteurs français trouvèrent que ces opinions contredisaient, de manière extravagante ou gaie, le principe établi. Pour eux, le mariage était surtout une matière grave, au sujet de laquelle l'on ne pouvait montrer trop de prudence. Il devait être contracté sérieusement, de sang-froid, et, le plus possible, dans la crainte de Dieu. L'amour est en effet une chose sublime et admirable, mais sous son aspect mondain, il ne saurait trop être discipliné par une crainte de Dieu, salutaire et apaisante. Dans ce cas naturellement, la sagesse académique semblait un guide

frivole, puisqu'elle conseillait de se confier sans prudence aux vents dans cette affaire, qui est la plus grave de l'existence.

En France en effet, quand un nouveau mariage a été célébré et que la vie de la famille nouvelle commence, apparaissent les nouveaux devoirs, impliqués dans la fondation de cette association. Partout ces devoirs sont de différentes sortes ; partout, vous pouvez généralement les classer en deux groupes : l'un comprend les devoirs purement conjugaux, contenus dans les relations individuelles du couple, heureux ou malheureux ; l'autre, les devoirs domestiques impliqués dans les rapports communs avec les parents, les enfants, les amis, les serviteurs — dans le gouvernement de la maison et dans les relations, quelles qu'elles soient, avec l'extérieur. Partout, dans le monde sans doute, ces deux sortes de devoirs sont franchement, bénévolement et loyalement reconnus. De même, aussi, on admet que partout où ces deux catégories de devoirs — qui ne s'opposent pas inévitablement — s'harmonisent, tout le monde s'en trouve bien. Mais, certainement, en Amérique, c'est la phase conjugale du devoir qui est considérée comme la plus importante, tandis qu'en France, l'essentielle semble bien être la domestique.

La différence va plus au fond : c'est une affaire de tradition immémoriale, accrue par toute la force d'un instinct d'affection. Pour nous, le plus précieux des liens humains est celui qui entraîne les êtres l'un vers l'autre. Les Français considèrent

que le nœud familial, qui fait la communauté du sang, est le plus durable. Et les deux conceptions sont admirables. Il serait futile de nous troubler, en nous demandant laquelle des deux, dans l'absolu, est la meilleure.

Il est un terme familier, pour quiconque a jamais lu les livres français : dans son plein sens, il synthétise merveilleusement ces deux points de vue. Dans aucune langue humaine, je crois, on n'a jamais enclos une signification plus admirable que celle que vous découvrirez, avec une respectueuse émotion, quand vous en viendrez à la comprendre parfaitement, dans ces mots français, « l'honnête femme ». Les Françaises qui sont dignes de ce nom sont innombrables dans la France entière. Elles n'incarnent pas seulement le plus beau type féminin de ce pays ; elles sont les plus puissantes, les plus nombreuses, les plus profondément représentatives. Si elles ne sont pas celles que distingue d'abord l'œil de l'indifférent, de l'étranger, de l'artiste, c'est, en partie, parce que, comme l'air et la lumière, elles se rencontrent partout ; c'est aussi parce que le soin silencieux qu'elles apportent à accomplir leurs devoirs les rend invisibles. Elles ne seraient pas elles-mêmes si elles ne gardaient pas la foi conjugale — et cette foi, non seulement par la fidélité de leur personne, ce qui est le sens le plus immédiat de ces mots, mais aussi la foi envers leur mari, à travers les soucis complexes et inquiétants d'une responsabilité incessante. L'amour conjugal ne serait pas

complet sans cette amitié conjugale qui dure, elle aussi, autant que la vie. Mais toute l'amitié et tout l'amour conjugaux imaginables ne suffiraient pas davantage sans cette observance fidèle des devoirs domestiques qui sont, eux aussi, de nature délicate.

En France, une honnête femme n'est pas seulement une bonne épouse ; elle reste ce qu'adolescente elle était, une fille modèle, profondément attachée à sa famille d'origine. Elle est une bonne sœur et une amie fidèle envers ceux à qui les liens du sang l'attachent, et aussi envers ceux que le mariage a introduits dans sa parenté et lui a rendus aussi chers que s'ils étaient, de par la nature, ses consanguins. Elle est une bonne mère plus absolument encore, chérissant de la plus pure des passions humaines les enfants qu'elle a mis au monde. Et ses obligations précises envers ces derniers, aussi bien qu'envers leur père, lui imposent d'être une bonne maîtresse de maison, ne négligeant jamais les détails monotones de son activité quotidienne.

Ce devoir infini, minutieux, prosaïque, est la condition de toute son existence, et elle l'accomplit de la jeunesse à la vieillesse, oublieuse d'elle-même, heureuse, souriante. Car ce n'est pas la moindre de ses croyances de penser qu'elle doit rendre la vie agréable à ceux qui, autour d'elle, la partagent. Manquer à quelqu'une de ces règles, serait manquer à ce que se doit une honnête femme, à l'occasion du devoir domestique ou du devoir conjugal.

De même qu'une vraie Française doit être fille, mère, sœur, aussi vraiment et aussi complètement qu'elle est femme et associée, de même un vrai Français doit être non seulement mari, mais fils aussi, et père, et frère. Ce peuple appartient à une société bien plus ancienne que la nôtre, qui n'est pas nécessairement plus compliquée peut-être, mais un peu plus systématisée que la nôtre. La France est plus accoutumée aux contingences qui, de toutes parts, environnent et touchent la nature humaine. Elle a des rêves plus nombreux, plus de certitude à l'égard de ce qu'il adviendra de nous. Elle est bien plus disposée à généraliser la condition des individus. Elle s'incline plus aisément devant la fatalité, encore qu'elle ne la trouve pas plus plaisante. Elle accepte les bonis, les pertes, les erreurs, non pas qu'elle n'en ressente toute la souffrance, mais parce qu'elle sait que cette souffrance, comme la mort, comme le coucher du soleil, est la condition universelle de toute existence humaine. Peut-être les Français se sont-ils écartés davantage que nous de l'Éden, mais cela ne veut pas dire que nous soyons plus avancés qu'eux-mêmes sur la route du Paradis.

Sans nul doute, parmi nous, l'idéal moral est la perfection. Il en est ainsi partout, et en France aussi bien qu'ailleurs. Les règles qui servent aux Français pour se juger entre eux sont au moins aussi sévères que celles que nous utilisons nous-mêmes. Mais, bien plus sûrement que nous, les Français sont avertis que l'humanité ne peut jamais attein-

dre à cette perfection. Et, quand en observant tous les cas de la vie humaine, ils sentent que nous devrions quelque peu fermer les yeux sur les fautes et vanter les vertus, leur sentiment, dans cet instant, n'est pas de même qualité que le nôtre. Chez nous, à moins que courageusement, nous n'ayons déposé nos préjugés, l'essentiel de nos devoirs humains est représenté par la correction conjugale. Aussi longtemps qu'un homme observe fidèlement les serments du mariage, l'opinion américaine, pleine d'indulgence, ne scrutera pas bien à fond la conduite qu'il tient envers ses parents et ses enfants, ses frères et ses sœurs. Mieux même, elle ne se donnera pas la peine de savoir s'il se comporte agréablement chez lui ou s'il s'y offre le luxe de l'indépendance complète, loin des contrôles gênants. En France, au contraire, où la famille est si profondément fondée sur des affections nationales, aucun homme ne saurait négliger ses devoirs domestiques sans braver l'opinion publique. Il y a d'ailleurs une contre-partie à cette sévérité : c'est que, aussi longtemps qu'il se conduit de son mieux envers les siens, ses frasques conjugales peuvent, à la rigueur, être considérées comme secondaires — exactement comme chez nous lorsqu'il s'agit des fautes contre la famille.

Ce n'est pas avec le propos de continuer à rechercher ce qu'il y a de meilleur et de pire dans ces deux conceptions que je m'efforce à tirer au clair la profonde différence morale qui les sépare

Je le fais uniquement afin de définir, autant que cela est en mon pouvoir, l'extraordinaire intensité de l'amour dont font preuve toutes les classes de la société française à l'égard de la famille. Ce sentiment est souvent raillé dans les œuvres de la littérature de ce pays, où l'absolue dévotion aux affections familiales — en partie parmi les classes inférieures — est souvent mise lumineusement en opposition avec la ligne de conduite à laquelle peut être amené tel ou tel membre de cette famille unie, par perversité ou par l'enchaînement des circonstances. On retrouve cela sans cesse, dans n'importe quelle partie de la vie française, et quelquefois de manière piquante.

Je me souviens que, peu de temps après mon arrivée à Paris, une affaire plutôt scabreuse occupa les feuilles publiques, quelques jours durant, jusqu'à ce qu'un plus nouvel objet vînt distraire l'attention populaire. Un malheureux Parisien avait été découvert dans une situation galante qui ne laissait aucun doute au sujet de sa correction conjugale. L'affaire vint devant les tribunaux, impliquant la publication de certaines lettres, écrites par lui dans le vain espoir d'éviter une catastrophe. Au cours de cette correspondance, il n'essayait pas de nier sa trahison, mais il suppliait, de manière piteuse, que l'on pardonnât, ou que l'on oublât, ou que l'on étouffât — autant que faire se pourrait — sous prétexte que si les choses étaient poussées à l'extrême, ce qu'il avait de plus sacré au monde — son foyer — se trou-

verait ruiné. Un événement aussi épouvantable, ajoutait-il, retirerait tout sens à sa vie ; cette perspective devait être de celles pouvant inciter une vengeance à disparaître.

A mes yeux d'étranger, ces lettres semblaient inconcevablement grotesques. Comment un homme, s'étant autant écarté de la correction que ce mari désemparé, pouvait-il prétendre chérir le sentiment familial, cela je ne pouvais le comprendre. Ce qui me semblait le plus évident de l'affaire, c'était la maladroite hypocrisie du monsieur.

Mais, lorsque je commençai à mieux connaître les Français, je m'aperçus de la lourdeur de mon erreur. Je peux encore me tromper, car je ne me souviens pas d'avoir vérifié mon impression finale sur cet incident, en la communiquant à quelqu'un de mes amis français. Évidemment, rien ne pouvait écarter, ni même modifier le contraste grotesque entre la conduite de ce malheureux homme et les arguments qu'il invoquait afin d'obtenir son pardon. Mais ces appels eux-mêmes cessèrent de m'apparaître hypocrites : j'en arrivai presque à leur trouver un accent de douloreuse sincérité. Quelque indigne que cet être se sentît, en tant qu'individu, né et nourri au sein de cette forte tradition familiale, devenu à peu près un instinct pour les Français, il ne pouvait faire autrement que de contempler, avec une douleur passionnée, la destruction de son foyer. Pour tout ce qui apparaissait au dehors, ses qualités vraiment sociales n'avaient-elles pas fait la vie heureuse à ses proches, sinon tout à fait

tranquille pour les êtres qui lui étaient les plus chers ? Aussi longtemps qu'il avait fait son devoir dans son intérieur, il pouvait encore être sincère envers lui-même, en se considérant comme la seule sauvegarde, et le naturel protecteur, le guide de ses malheureux enfants.

En résumé, au fur et à mesure que l'on connaît mieux les Français, on s'aperçoit, avec un étonnement de plus en plus grand, que toute leur conception de la famille, — avec cette sanction émouvante et sacrée du foyer, — les fait se considérer originellement non pas comme des individualités, mais comme étant chacun les membres d'une petite société. La famille est une association, ou si vous voulez, une corporation, un clan. C'est quelque chose de plus que la somme des individus qui la composent, avec leur complexité humaine et faillible ; elle a un droit primordial et suprême au dévouement de chacun des siens, pour sa sauvegarde. Les êtres qui participent à sa vie, comme ceux qui, à un moment donné, appartiennent à une nation, peuvent tomber dans l'oubli, mais la famille elle-même doit subsister dans sa pérennité. Ainsi, le premier des devoirs humains devient, non pas individuel, mais désintéressé et social. A cet idéal du devoir les Français sont profondément fidèles. Si, à travers les générations, ils n'y avaient pas été attachés avec une continuité passionnée, ininterrompue et persistante, leur société ne pourrait pas exister dans la forme que lui a légué le passé, et qu'elle est en voie de transmettre à l'avenir.

## IV

### LE CARACTÈRE FRANÇAIS

LES considérations sur lesquelles nous avons insisté peuvent avoir l'air de nous entraîner vers cette conclusion que les Français, lorsque l'on les connaît bien, manquent de personnalité. Rien n'est plus loin cependant de répondre à la réalité des faits. De même, nous aurions pu induire, d'après notre observation de leur vie universitaire, qu'ils sont dépourvus d'émotivité, ou tout au moins de tendresse sentimentale. En analysant ce qu'ils sont dans l'intérieur de la famille, nous avons déjà pu mesurer la gravité de cette erreur. Afin de discerner à quel point ils demeurent des individus, au sein de leur système de traditions volontairement constitué, nous allons nous efforcer de sympathiser avec un certain nombre de traits caractéristiques de leur tempérament national.

La chose n'est pas aussi facile qu'il peut sembler. Essayer de comprendre avec sympathie un peuple étranger quel soit-il, dans les meilleures dispositions du monde, doit toujours être entrepris avec précaution. Vous ne pouvez jamais être tout à fait certain en effet d'éviter les erreurs fortuites, ni d'échapper aux expressions malheureuses. Pire encore, il peut vous arriver, en essayant d'analyser

le caractère de certains amis, d'aboutir à de fâcheux malentendus.

Cet effort, qui est partout délicat, semble l'être tout particulièrement lorsqu'il s'agit des Français, et ceci pour plus d'une raison. Ainsi que tout le monde le sait, ils sont très sensibles, et comme tous les êtres doués d'une fine émotivité, ils sont toujours également prêts à tout accueillir avec sympathie et à ressentir les malentendus. Ce qui semble moins généralement compris, c'est que lorsqu'une nouvelle relation se transforme en amitié, ils se montrent souvent, comparés aux Américains, remarquables par la dernière qualité que vous eussiez pu attendre de la simplicité aisée de leurs manières et de l'extrême franchise de leurs habitudes intellectuelles. Cette qualité, c'est quelque chose comme une certaine retenue personnelle.

Aucun peuple ne sait être plus libre et plus cordial dans une conversation générale ; personne ne reçoit de façon plus naturelle et plus délicieusement amicale. Il n'est personne, lorsque vous êtes accueilli chez eux, pour mieux vous faire sentir que cette bienvenue est sans arrière-pensée, et que vous êtes tout à fait de la maison. Et cependant, après avoir passé bien des heures avec eux, heures souvent toutes nourries d'un vif intérêt spirituel, vous vous trouvez surpris à la réflexion de ne pas avoir avancé dans leur connaissance. Si cependant cela vous est arrivé, la cause n'en est pas ce qu'ils vous ont raconté de leur vie intime. C'est seulement

parce que la fiévreuse animation avec laquelle ils ont discuté, sur des questions extérieures à eux-mêmes, les a ramenés malgré eux et incidemment à leur propre personne.

Ce serait, je crois, une grave erreur de conclure d'après cela qu'ils ont eu l'intention de vous tenir, comme visiteur, à quelque distance, ou même que, sans avoir, en aucune manière, l'intention d'agir ainsi, cela s'est néanmoins produit. Mieux je les ai connus, moins j'ai incliné à croire qu'il y avait la moindre différence entre la façon dont ils me traitaient, moi, ami étranger, et celle dont ils accueillaient leurs amis français, qu'ils recevaient en même temps. Même entre eux, il me semblait — dans la pleine confiance d'une amitié de toujours — qu'ils étaient bien moins aptes que nous à discerner, dans le discours ou dans les pensées, ce qui, distinct de la confiance, pouvait être appelé confidentiel.

J'eus plus d'une fois, par exemple, le privilège de dîner dans une compagnie d'hommes, qui étaient amis depuis l'enfance. Rien ne pouvait être plus spontané que la joie qu'ils manifestaient à se rencontrer dans l'intimité et à resserrer, à chaque nouvelle rencontre, le lien qu'ils avaient préservé, malgré les occupations de l'âge mûr, qu'ils avaient en quelque manière couronné avec un merveilleux succès. Rien ne pouvait être plus délicieux que l'intérêt, vif et plein de chaleur, qu'ils témoignaient à tout ce qui concernait quelqu'un de leur groupe, leur sympathie à l'égard des

entreprises de l'un, leur enthousiasme absolu lorsqu'un autre avait atteint quelque objet de son effort ou avait reçu quelque récompense pour une belle œuvre. On se sentait comme on peut se sentir quand on est reçu dans l'entièr et confiante intimité de quelque club amical d'anciens élèves, ayant fait autrefois leurs études ensemble, dans un collège américain. Une telle expérience n'est pas seulement agréable : elle est attendrissante. Vous vous souvenez de ceux qui vous ont accueilli avec le meilleur d'eux-mêmes, avec un sentiment contagieux et personnel de bonne volonté réciproque. Et cependant, tout le temps, lorsque je me trouvais avec ces amis français — qui étaient de ceux, je l'espère, destinés à demeurer fidèles à cette amitié — j'étais étonné, alors même qu'ils parlaient le plus librement entre eux, de sentir une nuance de retenue plus accusée que celle qui eut normalement caractérisé une semblable réunion en Amérique.

La chose était malaisée à saisir. Ce n'était pas de la réserve et cependant, il y avait un rien de réserve. Il semblait que cela s'étayait sur un sentiment profond, irraisonné, instinctif, sur l'impossibilité d'exprimer décentement la vérité dernière de nos émotions intimes. Il semblait que cette vérité devait demeurer réservée pour les seules occasions qui pouvaient se présenter, d'une confession religieuse ou mondaine. Dévoiler cela, comme on pourrait le faire au foyer, leur eut semblé, ai-je parfois pensé, une sorte de cynique exhibition

de leur nudité intellectuelle. Pour fixer ce que j'essaie de définir, je ne saurais trouver de meilleure expression que celle-ci : une instinctive pudeur de leur esprit.

Si vague, si fugitive que puisse être cette particularité, elle forme un contraste frappant avec leur loquacité pleine de franchise sur toutes les autres matières que la spirituelle ; et, sans doute, c'est là un trait saillant du caractère français. Si imparfaitement que j'ai pu l'expliquer, je suis bien certain qu'il y a là quelque chose à tirer au clair. Je suis très assuré aussi, qu'il faut l'interpréter avec bienveillance, sans tenir compte de la difficulté que l'on rencontre à le préciser et ainsi, dès avant même que quelqu'un ait su comprendre parfaitement ces malentendus mutuels qui ont si longtemps obscurci les relations personnelles des Français avec leurs voisins, les Anglais, et avec nous, qui sommes d'Amérique.

Pour présenter la chose plus aimablement, il ne saurait être question que, pris dans l'ensemble, les Français apparaissent aux yeux des Anglais ou des Américains, et réciproquement, comme dépourvus de cette qualité également chère aux trois nations : la bonne foi. A l'heure présente, chacune de celles-ci comprend que cette opinion imputée à un autre peuple, est erronée. Aucune conviction française, si sincère soit-elle, n'amènera les Anglais ou les Américains à confesser sérieusement que la caractéristique de l'Angleterre — qui aussi loin que peut aller cette considération englobe aussi

l'Amérique — est la perfidie et l'hypocrisie. De même, toute la vertueuse indignation dépensée de l'autre côté de la Manche ou de l'Atlantique ne sauraient convaincre les braves Français que leur trait de caractère le plus saillant est, de propos délibéré, le manque de sincérité. Personne cependant ne saurait nier que ces préjugés ont longtemps porté, d'un côté comme de l'autre, l'estampille de la tradition. Notre affaire, naturellement, ne doit pas consister pour l'instant autant à déplorer cet état de choses qu'à chercher le moyen de l'expliquer.

On pourrait peut-être le découvrir en examinant les différents aspects sous lesquels les Anglo-Saxons et les Français, suivant leur tempérament, considèrent cette qualité : la bonne foi.

L'idéal de la bonne foi pour l'Anglais, et aussi bien, sans doute, pour nous autres Américains, est strictement individuel. Nous jugeons qu'un homme est sincère quand il nous révèle, à n'importe quel moment, l'exacte situation de sa vie intérieure, dans l'entièrerie et troublante complexité de ses pensées et de ses émotions. Aussi longtemps qu'il ne tient pas secrets ses états d'âme, nous sommes plus que miséricordieux quant à la façon dont il peut confondre la théorie et la pratique : nous ne voyons pas de raison décisive, par exemple, pour qu'il soit puni si son discours et ses actes — ou si ses paroles et les faits s'y rapportant — ne sont pas en harmonie. S'il se laisse connaître, de manière aussi abandonnée qu'il est possible, nous le tenons pour absolument de bonne foi.

Par ailleurs, l'idéal du Français, à cet égard, est plutôt intellectuel que moral. Il admet, bien mieux il requiert, un degré de discrétion personnelle qui, pour des caractères tels que les nôtres, pourrait bien être considéré comme dépassant les limites extrêmes de la prudence, mais quand il examine les problèmes de la vie ou de la philosophie, il apporte une rigueur de franchise intellectuelle que nos habitudes mentales, moins souples, nous ont permis, en toute tranquillité de conscience, de négliger.

La différence que nous nous efforçons de définir ne vise pas à établir une opposition : nous considérons que c'est bien plutôt affaire de force morale. Évidemment, les Français et les Américains voudraient également pratiquer la sincérité, à la fois sous sa forme intellectuelle et morale. Pour les Français cependant, c'est la forme intellectuelle qui leur semble capitale ; pour nous, c'est la morale. En tant que nation, les Français ne sont pas dénués de sincérité et nous-mêmes ne sommes pas hypocrites. Et cependant, le fait que chacun de nous est susceptible, au moins dans certains moments d'oubli, de suspecter l'autre de s'adonner ainsi au vice national est profondément enraciné dans les habitudes des deux nations. C'est pourquoi cette fâcheuse tendance à se méconnaître rend malaisée la tâche de celui qui veut essayer d'expliquer à chacun de ces peuples le caractère de l'autre.

Il y a plus encore. Lorsque quelqu'un s'efforce

de donner quelque idée du caractère national des Français, une autre difficulté se dresse devant lui, au moment précis où il commence à voyager sur l'admirable sol de ce pays. En Amérique, nous avons une façon ingénue de déplorer l'ignorance des étrangers qui considèrent les États-Unis comme habités par un peuple unique et homogène ; nous sourions de voir les Européens confondre naïvement le Nord et le Sud, l'Est avec l'Ouest. Nous nous étonnons que quelqu'un puisse prétendre nous comprendre sans reconnaître comme fondamentales des distinctions aussi essentielles que celles que nous sentons, nous autres, entre la New England et les États du Centre, la Virginie et l'Ohio, la Californie et le Nebraska.

De même, en Amérique, avec une égale ingénuité, nous prenons rarement la peine de nous rappeler que la France s'étend des Pays-Bas aux Pyrénées et de l'Atlantique aux Alpes, qu'elle a des frontières vers la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, la Méditerranée et l'Espagne ; que, même en dehors de ses frontières, il existe deux de ses vieilles provinces dont les noms et les traditions survivent au moins aussi vigoureusement que si elles avaient encore une existence politique, provinces qui ont une même communauté d'origine et d'histoire. Les petites différences de chez nous, dont nous parlons avec une telle importance, remontent au plus à deux ou trois siècles. Celles que rencontre inévitablement l'œil de tout voyageur en France sont quelquefois plus anciennes que la Gaule

romaine et ont une origine si lointaine qu'elle se perd dans l'antiquité préhistorique.

Il y a peu de pays dans le monde où l'on rencontre plus de diversité dans le paysage qu'en France et tous les voyageurs le savent bien qui, par la portière des wagons, ont regardé les jolies plaines entre Calais et Paris ou entre Paris et l'une ou l'autre des frontières continentales. Les Flandres, la Normandie, la Bretagne, l'Auvergne et les Cévennes, la Provence, la Gironde et le Périgord, la Bourgogne et la Champagne, toutes ces provinces ont chacune leur aspect particulier, aussi varié que si elles appartaient à des planètes ou à des continents divers. Chacune, de date immémoriale, a ses diverses formes d'expression humaine, par dessus tout son architecture personnelle, remarquable surtout par les églises provinciales, qui montrent partout le pouvoir toujours très grand de la religion catholique, souveraine jadis en France. Chacune a aussi son type humain, anciennement distinct des autres. Si jamais une nation ou un pays a été composite, c'est bien la France d'aujourd'hui.

Et cependant, lorsque vous commencez à connaître la France, pour ainsi dire de façon familière, vous éprouvez la sensation que cette variété composite extraordinaire d'humanité peut, en quelque façon, être synthétisée, quelle que soit l'abondance des détails divergents.

Reconnaissons-le toutefois, notre préjugé n'est pas aussi dépourvu de fondement que l'on

pourrait être tenté de le croire. En partie, principalement peut-être à cause de la prédominance de Paris — cette centralisation extrême de la vie nationale, qui attire, de tous les coins et recoins de la France, l'être fort et actif vers la capitale — vous en venez à percevoir qu'en beaucoup de façons les Français sont réellement depuis les temps les plus anciens, aussi unifiés que notre préjugé étranger le croit.

Cette impression était sans nul doute plus profonde autrefois, car elle se confirmait à Paris même par des particularités évidentes d'apparence personnelle. Quelque divers en effet que soient les Français, de l'un à l'autre, en tant que nation, ils apparaissent un tout. John Leech les caricatura avec un esprit aussi loin de la sympathie et de la raison que pouvaient le faire, à une certaine époque, les humoristes français, quand ils raillaient les dents et le goût des Anglaises. Même lorsque ses efforts n'étaient pas très heureux, vous étiez obligés d'admettre que ses hommes aux tailles de guêpe, aux pantalons en toupie, aux chapeaux fantastiques, coiffés selon des modes extravagantes, ressemblaient bien aux types que tout étranger pouvait contempler à Paris, et à Paris seulement.

Cet aspect spécifique des Français, plus répandu peut-être au temps des moustaches cirées de Napoléon III, commença à disparaître, je crois, lors de la chute de l'Empire. A l'heure actuelle, ce type représente quelque chose de tellement désuet que les premières impressions qui vous frappent à Paris,

que ce soit dans la rue, dans un lieu public ou dans l'agréable société des Français eux-mêmes, portent sur la similitude d'apparence et de costume qu'ils ont avec les autres peuples, bien plutôt que sur leur excentricité. Dans la physionomie, dans l'allure, dans le vêtement, il est bien rare qu'ils nous amusent grâce à quelqu'une de ces bizarries qui évoquaient jadis pour nous le Français-type : jusqu'à ce que vous l'entendiez parler, vous seriez souvent bien en peine de savoir s'il va vous adresser la parole en Français ou dans une autre langue. Le Français agité et falot de la tradition est aussi archaïque que cette espèce d'insulaire désagréable, cet Anglais qui justifia un jour le « Goddam » de Beaumarchais.

Cette métamorphose n'est pas, à mon sens, extérieure seulement. Elle va plus avant que le succès sans cesse croissant des modes londoniennes. Elle est un indice que les Français d'aujourd'hui sont moins portés que leurs aînés à considérer le reste de l'univers comme barbare. Mais cependant, cela ne signifie nullement qu'ils ne soient plus tels qu'ils étaient autrefois.

Si l'on examine leur caractère actuel, le trait qui saute immédiatement aux yeux, n'est pas celui que, conventionnellement, vous pourriez citer. Quelque différent qu'ils aient pu être, à d'autres points de vue, ils ont trouvé moyen, dans le passé, de laisser croire à l'étranger qu'ils étaient toujours disposés à accueillir les coutumes étrangères ; ils apparaissaient comme inconstants et gais, sinon

tout à fait frivoles, dans leur façon d'être générale et leurs goûts. Mais ils sont si éloignés d'être tels aujourd'hui que j'ai peine à croire qu'aucun peuple puisse sembler plus profondément, plus étonnamment, de manière plus impressionnante, sérieux qu'eux mêmes, soit dans une conversation mondaine, soit, plus encore, lorsque vous commencez à entrer dans leur intimité. Cette disposition de leur nature est peut-être plus remarquable encore parmi les jeunes hommes que parmi ceux-là qui ont assez vécu pour garder le souvenir d'autres jours que ceux-ci.

Une de mes conversations avec des Français dont j'ai gardé le meilleur souvenir eut pour interlocuteur un gentleman d'un certain âge, en qui la gravité de l'époque actuelle n'avait pas aboli tout à fait les traditions plus gaies de la conversation mondaine, prévalante au temps de sa jeunesse. Avec un sens aigu de l'originalité de la situation, il exprimait, en phrases joliment ironiques, l'amère appréhension de l'avenir que connaîtrait son pays quand il serait dans les mains d'une génération aussi austère et grave, que celle de ses fils qu'il avait très aimablement réunis, ce jour-là, à sa table, afin de me rencontrer. La manière respectueuse dont ils accueillaient sa mélancolique plaisanterie, semblait en quelque sorte s'aggraver de la conviction désolée que leur père manquait déplorablement de sérieux.

Mais, si profond que soit ce trait de caractère, très remarquable aujourd'hui parmi les jeunes

hommes français, il n'a rien de pédant. Il est aussi éloigné que possible de cette religiosité naturelle que nous associons dans notre esprit, en Angleterre et en Amérique, à l'idée de toute gravité juvénile. Il n'est, en aucune façon, incompatible avec un courage et une courtoisie, aussi profonds et aussi cérémonieux que ceux qui distinguaient jadis l'ancienne France traditionnelle. Mais, mieux encore, il ajoute à ces qualités une merveilleuse faculté de possession de soi-même. Une petite aventure de voyage fera comprendre ce que je veux dire. Mieux j'ai connu les Français, mieux je me suis rendu compte que cette nouvelle vertu n'avait rien d'exceptionnel, mais qu'elle réalisait parfaitement ce que l'on pouvait attendre des générations récentes.

Il arriva qu'un homme de la société, d'environ trente ans — un licencié, qui avait autrefois songé à entrer dans une carrière officielle — se trouva forcé par la maladie d'un chauffeur de conduire lui-même une automobile qui avait été louée à quelques Américains pour visiter le pays. Une panne se produisit à la machine et, pendant que les voyageurs luchaient dans une auberge, sur le bord de la route, il s'efforça, quoique peu expert dans les choses de la mécanique, de réaliser cette tâche assez compliquée : la remettre en état.

Pendant ce temps, ceux pour qui il se donnait ce mal, ne savaient pas ce qu'il était exactement devenu. Une explosion, au dehors, les ayant fait sortir de l'auberge, ils furent dans la pénible

nécessité de constater que, par suite d'une mise en mouvement imprévue de l'automobile, leur conducteur avait les os de l'avant-bras droit brisés.

Le malheureux garçon souffrait beaucoup. Il était pâle comme un mort, mais aussi tranquille que s'il ne lui était rien arrivé. Ses premiers mots furent pour s'excuser que sa maladresse eût causé un accident destiné à interrompre pour quelque temps, le plaisir de leur voyage. En toute simplicité, sa seule pensée semblait être non pas sa propre mésaventure, mais les inconvénients qui allaient en résulter pour les autres. Le médecin le plus voisin se trouvait à six ou huit milles de là. Le seul moyen de s'y rendre était une charrette de campagne aux cahots rudes. Pendant la demi-heure qu'il fallut pour la préparer, il refusa de s'arrêter, s'employant, en dépit de sa souffrance, à ce qu'il déclarait être son devoir le plus strict — veillant par exemple à ce que son automobile fut dûment remisée dans une grange jusqu'à ce qu'on l'envoyât chercher et lançant des télégrammes, afin que quelqu'un vint, aussitôt que possible, le remplacer. Après quoi, il finit par consentir à se rendre cahin-caha chez ce chirurgien éloigné. Jusque-là, il n'avait pas eu une plainte ; il n'avait pas donné le moindre signe de nervosité ; sa seule allusion à l'accident était le regret renouvelé d'avoir été l'occasion d'un ennui pour ses compagnons de route.

Ceux-ci, deux ou trois heures plus tard, le suivirent par chemin de fer. A leur arrivée à

l'hôtel où il était descendu, elles apprirent qu'il avait été emmené à l'hôpital, le médecin jugeant utile qu'on l'endormit pour remettre son bras. Très inquiètes, elles se rendirent dans ce lieu où d'ailleurs elles ne le trouvèrent plus. Quand il avait appris que les anesthésiques le cloueraient au lit pendant plusieurs heures, il avait insisté pour que les os fussent remis sans leur secours. Il avait des choses à faire, avait-il déclaré aux chirurgiens, qui ne lui permettraient pas le luxe de s'arrêter, même un jour.

L'opération eut lieu sans plainte ni défaillance. Puis, il se précipita au télégraphe le plus voisin. Avant qu'il rejoignît ses clients à l'hôtel, tard dans la soirée, il avait arrangé que l'automobile les rejoignît et avait reçu l'assurance qu'un homme, son remplaçant comme chauffeur, serait envoyé dès le jour suivant. Rien ne pouvait surpasser l'application désintéressée et tranquille qu'il apportait à son devoir, si ce n'est la simplicité avec laquelle il l'accomplissait.

Déjà, quelques jours auparavant, ces mêmes voyageurs américains avaient eu une curieuse occasion d'apprécier l'élévation de son caractère. Un Français, ayant perdu une paire de lunettes dans un hôtel où les deux sociétés passaient la nuit, s'était oublié au point de demander si l'objet n'aurait pas été dérobé par le chauffeur placé à la disposition des Américains. A vrai dire, son soupçon avait peut-être quelque apparence de vérité ; une légende, souvent fort injuste d'ailleurs,

incite à n'avoir qu'une confiance très minime dans la probité des chauffeurs professionnels français. Avant que l'on ne poussât l'enquête, les lunettes perdues furent cependant découvertes sous un oreiller de la propre chambre de leur propriétaire, et avant aussi que l'innocent jeune homme soupçonné de ce médiocre larcin, n'ait eu connaissance de ce soupçon, le monsieur était loin, emporté par sa propre auto. Il avait laissé cependant son nom et son adresse, et le jeune homme était en train de transcrire l'un et l'autre.

Il expliqua tranquillement qu'étant à ce moment chargé de cette société américaine, il n'était pas dans la situation qui eût exactement convenu pour demander réparation à un gentleman, mais que cette situation était accidentelle et éphémère — un acte de courtoisie de sa part envers ses patrons et leurs clients. Non seulement son frère, mais son beau-frère, étaient officiers. Aussitôt que sa mission actuelle serait terminée, il demanderait à ces derniers de s'aboucher avec ce gentleman qui s'était permis de douter de son honnêteté. Fort probablement, une fois la situation expliquée, celui-ci saisirait l'occasion d'exprimer ses regrets. Dans le cas contraire, un duel aurait lieu.

Je n'ai jamais su si cet incident avait eu des suites. Il démontrait, en tous les cas, de manière claire, que les Français sont capables de se dominer, quand le devoir est en question, et cela, en dépit de la légende prêtant à ce peuple quelque emportement. Au cas où les choses s'envenimeraient, le ré-

sultat devait être la rencontre prochaine de ces deux Français entraînés, quelque part, en présence d'amis et de médecins, pour croiser l'épée ou échanger des balles.

Il y avait fort à parier, qu'au pire, l'un et l'autre seraient égratignés. Le fait seul de la rencontre toutefois suffirait à résoudre un point d'honneur plutôt délicat, à l'égale satisfaction des deux parties. Même, après avoir fait ainsi connaissance, ils pourraient peut-être devenir bons amis. Mais, si nous nous en référons à l'opinion conventionnelle, maintenant acceptée par nous autres Américains, sur de tels sujets, toute l'affaire nous eût semblé ridicule.

Encore une fois, il n'y a aucune raison pour que nous nous fatiguions à chercher si notre sentiment vaut mieux que celui des Français. En dehors de toute discussion, les deux opinions sont profondément différentes, et jusqu'au moment où nous essayons de les faire nôtres, nous ne pouvons prétendre sympathiquement comprendre quelles sortes d'hommes elles représentent. Sur un point, les Français et les Anglais s'accordent : quiconque n'a pas le culte de l'honneur personnel ne saurait être complètement ce que nous appellons les uns et les autres un gentleman. Dans les temps passés, les gentilshommes qui se sentaient atteints dans leur honneur avaient recours au combat mortel. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, cette coutume a disparu à la fois en Angleterre et en Amérique ; en France, elle s'est modifiée à ce point qu'il est rare

aujourd’hui de voir quelqu’un périr, au cours d’un duel. Nous sommes donc amenés, en conséquence, à supposer que, pour les Français, le duel est devenu une simple démonstration, tout comme ils semblent disposés à penser que chez nous le sens de l’honneur est tombé en désuétude.

Assurément, ils se trompent, mais pas autant que nous sans doute. La différence se trouve au fond de nos tempéraments nationaux. Elle tourne autour de ce fait que les Français ont une intelligence plus spacieuse que nous, et d’autant plus disposée à croire à l’importance d’un système établi. La seule circonstance que nous prenons la peine de relater, dans les duels français contemporains, c’est que rarement ils sont dangereux. Le fait qui frappe surtout l’esprit des Français, c’est que, blessé ou non, un homme ne peut pas participer à un duel sans risquer sa vie, de propos délibéré. Son geste, qui sera probablement de pure forme, peut à la rigueur devenir mortel. Et bien que, heureusement, en général, il satisfasse à l’unique accomplissement d’une formalité, il implique de la part de ceux qui y prennent part la crâne reconnaissance que, quiconque prétend à l’honneur d’appartenir à la société civilisée, doit se considérer comme responsable de toute infraction au code de conduite que ses traditions ont établi et que son existence implique.

Aussi loin que l’on pousse les choses, il me semble qu’il est malaisé de choisir entre les deux théories. Notre dédain du point d’honneur, au

cours du siècle passé, n'a pas multiplié, de manière notoire, les incorrections. La susceptibilité française, à l'occasion de ce même point d'honneur, celle que nous avons vu paraître dans l'histoire des lunettes du voyageur, n'a pas davantage créé une société universellement parfaite. Et, ni eux ni nous ne sommes aussi disposés que nos ancêtres l'étaient à tuer les gens qui, par malheur, leur déplaissaient. Nous ne serions pas nous-mêmes, cependant, si nous ne comprenions pas immédiatement la forme qu'a revêtu leur entêtement à maintenir la forme de leur système, et ils ne seraient pas eux-mêmes s'ils trouvaient à redire à notre indifférence envers cette conception des choses. Ils sont bien plus sensibles que nous à tout ce que le formalisme comporte : et c'est là la raison principale pour laquelle ils en prennent soin si jalousement.

Cette passion des Français pour la systématisation est parmi leurs traits essentiels comme nation. Les considérations auxquelles nous venons de toucher nous ont remis en mémoire quelle vivacité garde leur caractère lorsque le hasard suscite quelque atteinte au respect dû à leur personne ou à leur honneur. Dans ces sortes d'affaires, chacun de nous peut aisément sympathiser avec l'instinctive réaction de leur sentiment, encore que nous approuvions peu la forme qu'elle adopte.

Une plus amusante expression de cette susceptibilité apparaît lorsque la cause qui la fait se

manifester nous semblerait à nous-mêmes secondaire. Tout le monde peut comprendre la vive colère d'un homme, lorsque sa dignité personnelle ou son intérêt sont en jeu. Il est plus difficile d'admettre que des personnes sérieuses déraisonnent et sortent de leur caractère, en discutant de sujets abstraits. Cependant, rien n'est plus fréquent parmi les Français, étant donné leur attachement persistant à la loyauté intellectuelle. La circonstance la plus favorable pour les mettre dans cette sorte d'état, c'est l'apparente menace ou simplement la mise en question de la validité ou de la solidité de tout système — pratique ou spéculatif — auquel ils ont adhéré.

Parmi les questions générales, fréquemment discutées dans la France contemporaine, se trouve le divorce. Il m'arriva une fois de me trouver chez une femme intelligente et séduisante qui antérieurement m'avait frappé par son admirable pondération intellectuelle. La nature de cette discussion me révéla une face nouvelle de son caractère. Elle devint dramatique dans l'expression de ses sentiments. Pour différentes raisons, — l'une d'elles, entre autres, était que nous n'avions pas tous les mêmes opinions religieuses — elle passa sous silence le côté confessionnel du mariage. L'aspect purement social du problème fut tout à fait suffisant pour la douer d'une éloquence que je n'aurai pas la prétention de reproduire. Cependant le fond de son discours était trop frappant pour que je l'aie oublié. Elle prit comme exemple

un cas concret, bien qu'apparemment imaginaire.

Supposez, dit-elle, un homme qui épouse une jeune fille de caractère irréprochable, l'honnête femme idéale. Leur existence a ses hauts et ses bas. La femme a non seulement la charge des devoirs domestiques, le soin de tenir la maison, le fardeau et le souci de ses enfants ; comme une honnête femme elle est toujours le conseil permanent de son mari, dans les questions qui l'embarrassent, au sujet de sa carrière ou de la conduite des intérêts familiaux. Les années passent. La rançon de son assiduité au devoir, c'est que cet effort doit s'inscrire de façon ineffaçable sur son visage. Elle n'est plus jeune et elle paraît son âge. Pendant ce temps, son mari n'a pas tellement vieilli qu'il reste insensible aux charmes de la jeunesse. Une jeune personne, à peine plus âgée que sa propre fille, devient membre de ce foyer comme gouvernante. L'honnête femme l'admet sans méfiance dans le cercle de la famille. Le mari ne peut faire autrement que de trouver la nouvelle venue plus séduisante que sa femme. La jeune fille se révèle comme une intrigante. Eh bien ! la chose est déjà assez douloureuse comme cela, et au temps où l'on respectait le caractère sacré du mariage, la gouvernante intrigante pouvait au moins être renvoyée. Même si le mari était assez insensé pour ne pas rompre, le foyer au moins était sauf. Bien mieux, cette expérience malheureuse avait mis en garde pour l'avenir l'épouse contre semblable aventure domestique.

Mais supposons pareille liberté de divorcer que les réformateurs nouveau-style semblent brûler d'instaurer. Ils ne laisseront plus aucun frein à la libre et entière union des affinités électives : cela ne souffre pas de discussion. L'astucieuse gouvernante sera tout sourire pour le galant mari et tout sourire pour l'épouse à la beauté fanée, dont les charmes s'évanouiront encore plus vite devant pareille injure. La pauvre femme pleurera en secret, ce qui sera désastreux. Elle pourra même avoir la maladresse de copier quelque joli détail du costume de la gouvernante — ce qui évidemment lui donnera l'air ridicule. Elle pourra aussi s'oublier à ce point de se plaindre ou même de discuter : ce qui rendra son mari encore plus sensible aux agréments discrets de la gouvernante et le disposera à l'aventure. Cependant, la pudique petite personne sera bien trop intelligente pour accorder ses faveurs à un prix moindre que leur exacte valeur — le mariage légitime. D'un coup d'œil, on peut saisir tout le pathétique de l'histoire. Il n'est même pas nécessaire d'insister sur les détails. Le galant mari demandera le divorce et naturellement il l'obtiendra. Le lui refuser semblerait aux juges un arbitraire désaveu du principe qui leur est cher : la liberté du mariage, le mariage, d'après eux, ne devant durer qu'autant qu'il plaît également aux conjoints. On enverra la femme dévouée, vieillie prématurément par la souffrance et par son inlassable attachement au devoir domestique, vivre et mourir où elle pourra,

avec ce qui lui sera resté par hasard de sa dot modeste. La victorieuse gouvernante, si habile, prendra sa place au foyer, comme souveraine, dûment épousée. Une nouvelle famille remplacera l'ancienne, dont les intérêts seront entièrement ruinés... Chacun peut se rendre compte que de tels incidents conduisent directement à l'anarchie sociale.

Il est possible que la vigueur de ce tableau, tracé par mon amie, m'ait amené à assombrir ce cas hypothétique. S'il en est ainsi, c'est un hommage rendu à l'art de son improvisation, car on ne pouvait opposer aucun argument à son développement. Elle ne prétendait pas à l'authenticité de son récit, mais on pouvait admettre sa vraisemblance, et l'éloquence du moindre détail imaginé le rendait plus frappant. Bien mieux, elle-même avait le sentiment qu'elle nous présentait une argumentation pathétique et solide en faveur des principes orthodoxes du mariage.

En soi, sans aucun doute, ce petit incident est sans importance. Très vraisemblablement, une heure après avoir eu lieu, il était oublié de tous ceux qui se trouvaient réunis autour de la table à thé. Il est demeuré dans ma mémoire non pas à titre exceptionnel, mais pour la raison contraire, comme étant très profondément dans la manière française. Partout ailleurs qu'en ce pays, une telle discussion, au moins dans ces circonstances, eut manqué, je crois, de quelques-uns de ses caractères essentiels. Dans l'exposé si vivant

qu'elle faisait de ce cas imaginaire, cette Française était si sérieuse que l'on se trouvait persuadé. Elle donnait l'impression à tous qu'un grand principe était réellement en cause, que l'occasion ne permettait pas la plaisanterie, que ce qu'elle disait devait avoir, lorsqu'elle aurait achevé de parler, une répercussion sur l'avenir des sociétés et de la morale. Cela produisait exactement l'effet d'une de ces tirades que Dumas fils nous a accoutumés à entendre au théâtre. Ses idées sur le sujet en discussion se définissaient avec la plus grande précision. Pas un trait ne s'empâtait ; pas un détail n'était négligé. Vous vous trouviez, comme si vous aviez été admis au privilège de regarder dans un microscope intellectuel, de la plus extraordinaire délicatesse de construction. En même temps, on sentait, au cours de son exposé, que la loyauté intellectuelle de cette femme ne pouvait être mise en doute. Elle reconnaissait franchement, sans rien dissimuler, toute une façon d'erreur humaine que la coutume et même l'instinct eussent conduit, en une semblable occurrence, une Anglaise ou une Américaine à ignorer ou à cacher. L'état d'esprit du Français, dans cette matière, n'a nullement conscience du cynisme, pas plus d'ailleurs que l'Anglais ou l'Américain ne se rend compte de l'hypocrisie.

Il y a une profonde différence entre nos peuples Anglo-Saxons, paisiblement disposés à penser que les choses vont comme elles doivent aller, jusqu'au jour où apparaît la preuve du contraire, et les

Français, qui reconnaissent franchement que les choses sont ce qu'elles sont ; cette vérité fait qu'ils ne trouvent pas de raison de prétendre que les choses, en leur état présent, sont ce qu'elles devraient être. Les conventions formelles de la vie sont, à beaucoup d'égards, identiques chez eux et chez nous. Mais, la différence réside dans ce fait que, nous autres, de tradition anglo-saxonne, n'attachons jamais à celles-ci une importance plus grande qu'elles n'en ont, sauf dans le cas où complaisamment nous nous apercevons qu'elles coïncident absolument avec la réalité. Les Français, en revanche, scrutent les conventions jusqu'en leur extrême fond et admettent loyalement ce qu'ils y discernent. Après quoi, ils les respectent le plus honnêtement possible, considérant qu'aussi bien il est trop dangereux de ne pas apporter toute l'insistance imaginable à conserver le système conventionnel. Pour eux, les conventions ne sont pas précisément des vérités, mais elles ne sont pas non plus des prétextes. Elles sont les remparts de la société que l'on ne peut négliger ni abandonner sans courir le risque d'un danger social. Ces considérations peuvent nous aider en quelque façon à expliquer l'ardeur passionnée qu'apportait mon amie à soutenir jusqu'au bout ses opinions sur le divorce.

Ce qu'elle concevait était très nettement défini ; la comparaison avec le microscope s'impose de nouveau à mon esprit. Vous vous sentiez étonné de l'exactitude de ses imaginations et de l'intensité

avec laquelle elle concentrat ses facultés sur son sujet. Mais, comme avec le microscope — ou avec un télescope aussi bien, si la première comparaison semble fâcheuse — le champ de son observation se trouvait rigoureusement circonscrit. Vous ne pouviez embrasser l'objet à moins de faire pour un instant au moins abstraction de tout ce qui lui était étranger. La délimitation précise de son esquisse lui permettait de la traiter avec maîtrise. En même temps, cette délimitation l'empêchait d'exagérer. Au moment où vous vous arrêtez à considérer ce cas imaginaire, vous vous rendiez compte que rien ne le généralisait, de même que si, désirant avoir une idée d'ensemble du ciel, vous eussiez fondé votre jugement sur un point particulier visible de la sorte, un point que ne troublerait pas le passage des planètes errantes. Et cependant mon amie n'eût pas été l'admirable Française qu'elle était, si elle n'eût pas cru que son hypothèse avait une valeur générale et si la conclusion qu'elle en tirait ne lui était pas apparue, pour lors, absolument, universellement, irréfutablement vraie.

Plus, en effet, vous pénétrez le caractère des Français, et plus vous vous rendez compte qu'ils n'ont pas de qualité plus profondément spécifique que leur dévotion passionnée à ce que, dans le sens le plus large du mot, nous pouvons appeler la philosophie. Ce trait, qui a son origine dans une activité intellectuelle dont nous n'avons généralement pas idée, implique une très grande diversité

d'opinions et de croyances. Comme chacun sait, il n'y a pas de peuple moins disposé que ces mêmes Français à se satisfaire d'idées universellement admises. Et leur amour intransigeant du rigoureux des termes a longtemps fait que le mot « philosophie » ne suggérait rien, au moins parmi eux, qui pût s'accorder avec la religion dogmatique.

La philosophie, comme je l'entends en ce moment, embrasse ces conceptions cosmiques et sociales en lesquelles on l'enferme généralement, mais cependant elle comprend aussi bien la définition scholastique de la philosophie, qui fait de cette dernière la servante de la théologie. La vraie distinction entre la façon dont ce peuple conçoit la philosophie et la coutumière insouciance que nous en avons, repose sur le fait qu'un Français est rarement satisfait avant d'avoir ramené à un système ses idées sur la vie, alors que nous-mêmes, aussi longtemps que, dans ce triste monde, nos affaires prospèrent normalement, nous ne voyons pas de raison particulière de nous troubler, en pensant à des choses pareilles. Le lieu commun, le bon sens nous satisfont. Les Français sont passionnément, fiévreusement désireux de comprendre, d'expliquer et de contrôler.

En conséquence, quelle que soit la nuance de pensée professée par vos amis français, vous en trouverez difficilement un qui n'ait pas gravé dans le cœur, deux opinions qui lui apparaissent comme des axiomes consacrés par la force du sentiment. La première, c'est que la vie, dans son embarras-

sante complexité, est matière à généralisation. Tout fait imaginable qui en émane peut être simplifié, si nous le voulons, jusqu'à ce que nous le percevions clairement, solidement, définitivement, dans toute la précision d'un système fixe et immuable. Pour juger à quelle profondeur cette conviction est enracinée dans le caractère français, il suffit de penser au substantiel conservatisme qui s'est abrité derrière le radicalisme fatal de leur parole, ces dernières années. Leur intense dévotion envers la systématisation reparaît de même, jusque dans ces questions particulières que nous avons examinées ensemble, — les cadres de leurs universités, leur adhésion à la centralisation nationale et l'ordonnance de leur structure sociale.

On la retrouve encore dans ce trait moins apparent de leur caractère, qui nous frappe lorsque nous faisons un premier effort pour pouvoir les comprendre, de manière plus intime. Leur discréction personnelle, formant un contraste très saillant avec leur expansion philosophique, nous apparaît, dès que nous venons à les apprécier avec sympathie, comme faisant partie de leur ferveur philosophique. Même dans les entretiens les plus amicaux, ils jugent que l'originalité intellectuelle de notre personnalité doit s'effacer derrière ces vérités plus importantes, les principes généraux, que nous devons reconnaître et soutenir comme les véritables guides de la vie. L'idée que tout peut être généralisé et réduit à un système, forme le centre de leur existence émotive.

A côté de ce principe s'en trouve un second, qui est tout aussi cher aux Français. Quand même un fait peut leur être désagréable à connaître, ils ont l'ardente conviction qu'il ne faut pas reculer devant sa connaissance. Dans cette croyance philosophique, il n'est rien qui exclue les manifestations polies de l'aménité sociale. Comme c'est le cas pour toute race, où la société dure depuis assez longtemps pour avoir habitué les siens aux petits malheurs de la destinée terrestre, leur appréciation de la brutalité, inséparable d'une loyauté personnelle excessive, dans les mots ou dans les actes, est sévère. Le fait même que les choses ne sont pas toujours, cependant, ce qu'elles paraissent, est un de ceux qu'on doit reconnaître. Voir les choses comme elles sont, avant de les réduire à un système, est évidemment le premier devoir de l'intelligence. A mon sens, c'est dans cette passion pour le fait, combinée avec leur amour de la systématisation, qu'il faut chercher l'explication de ce que nous avions été amené à pressentir, la complexité déconcertante de leur caractère national.

En effet, lorsque nous en venons à confronter ces deux inclinations philosophiques, également vives, nous sommes bientôt obligés de les reconnaître contradictoires. Ce qui est vrai, par rapport au fait et au système, d'un bout à l'autre de l'expérience humaine, s'applique en France, à tous les efforts tentés par les Français pour les réconcilier. Il n'a jamais existé de formule philosophique assez parfaite pour s'appliquer à tous les faits imagi-

nables. Partout, il se présente des cas imprévus. Le radium, par exemple, semble en ce moment ouvrir des régions inexplorées, au sein des lois incontestées de la science physique. Et vous ne pouvez à jamais protéger les principes, grâce à cette phrase proverbiale qu'une seule exception confirme la règle. Car l'essence d'une règle idéale est précisément de ne comporter aucune dérogation.

Cependant, lorsqu'il arrive que les faits s'accordent avec le système, vous pouvez prendre une des trois voies distinctes suivantes, sans parler de l'expédient qui consiste à dire que les faits importuns sont ceux-là seuls auxquels on doit s'attendre, et le caractère français, avec son instinctif amour de la précision, est même plus disposé que nous à choisir l'une de ces trois routes. Ou bien vous pouvez essayer de faire entrer par force le fait dans le système, ou bien vous pouvez virtuellement ignorer ce fait, l'avouant à la rigueur, mais le considérant comme négligeable, ou bien encore si le fait présente une trop grande résistance, vous avez une dernière ressource qui consiste à réformer votre système, afin de l'amener à correspondre avec le fait. Si votre conception philosophique résiste, vous devez presque sûrement choisir, en fin de compte, parmi ces trois chemins. Celui que vous prendrez dans telle ou telle condition, dépend de circonstances extrêmement compliquées, entre autres, des infinies particularités et des caprices de votre caractère individuel, et très difficilement, on peut prévoir la solution qu'adoptera le Français.

Mais il est une chose certaine, c'est que, une fois sa voie choisie, il la suivra si fervemment que quiconque en prendra une autre lui apparaîtra comme un adversaire.

Pour illustrer ce que je veux faire comprendre, je puis peut-être dire un mot d'une question qui, comme tout le monde le sait, troublait profondément les diverses régions de la société française, au temps où j'étais en France. Elle entraînait encore avec soi des sentiments si vifs que personne ne pouvait l'effleurer de sang-froid. Tout au plus sentait-on qu'à la surface l'émotion avait disparu, et aussi bien que des gens d'une égale et parfaite sincérité — je veux dire également bons *gentlemen*, dans le meilleur sens de ce mot — se rencontraient dans les deux camps. Du point de vue qui nous intéresse ici, c'est la phase la plus intéressante de l'affaire, car je veux parler naturellement de l'affaire Dreyfus. Au milieu de toute la confusion qu'elle avait suscitée, deux faits demeuraient clairs : l'un était que chacun, parvenu à une opinion personnelle, était honnêtement convaincu de l'erreur de quiconque aboutissait à une conclusion opposée ; l'autre qu'aucun visiteur étranger, quelle que fût sa sympathie personnelle, ne pouvait complètement comprendre une telle situation.

La querelle se déroulait, en vérité, je pense, non pas sur des questions de faits, mais bien de principes. Chacun admettait que le système légal établi, ayant régulièrement accepté certaine situation de fait, avait condamné un individu qui

protestait hautement de son innocence. Tout le monde reconnaissait que quelques faits nouveaux, et non officiels, avaient postérieurement remis en question la justice de la sentence. En d'autres termes, il était évident que le jeu régulier d'un système ne s'accordait pas avec l'état de faits prétendu. Et de plus, les efforts pour supprimer les faits allégués sortaient de la question. Il fallait choisir l'une des deux solutions. Ou bien les faits inconciliables devaient être niés par les défenseurs de la systématisation, — assez semblables aux scientistes chrétiens d'Amérique, qui nient aujourd'hui la maladie, sous le nom conventionnel *d'erreur* — ou bien la systématisation elle-même devait être exposée à une enquête hostile. La véritable question consistait à savoir si l'affaire devait être ouverte à nouveau, après que la sentence avait été régulièrement prononcée.

Tel était bien, je crois, le noeud de la question. Des complications suivirent qui furent suscitées par la controverse, à ce point que les sentiments des Français entre eux devinrent aussi haineux que ceux des Américains, au cours de notre guerre civile, voici quarante ans. Or, cette animosité me paraît avoir eu pour cause, de part et d'autre, l'amour passionné des Français pour la logique, et leur conception spéculative de l'affaire. Aux yeux de chacun d'eux, elle avait pour axe cette croyance indiscutée qu'une maxime juridique familière devait, quoiqu'il arrivât, être portée à ses conséquences dernières. La différence entre

les partis était que, tandis que les deux camps eussent probablement admis la vérité relative de ces deux maximes, l'un considérait que le principe fondamental du droit public est le *Fiat justitia, ruat cælum*, l'autre opinait pour le *De minimis non curat lex*.

Au fond, je pense que ces deux impulsions diverses n'étaient pas formulées de manière aussi précise et avaient pour origine non seulement la conviction politique et la préoccupation sociale, mais aussi les particularités du tempérament individuel. Certaine catégorie d'hommes considère comme une évidence que les droits de l'individu doivent être sauvegardés, quelque dommage que puisse en éprouver la société. Certaine autre juge les institutions si utiles au salut public que le dommage fortuit que peut subir un individu — même déplorable en soi — n'est daucune importance, si on le compare à l'utilité de maintenir loyalement le système qui malheureusement l'a frappé. Quand un conflit surgit entre de telles théories contradictoires quelque part dans le monde, on peut être assuré qu'il sera violent.

Plus que partout ailleurs en France. La querelle une fois déchaînée, chacun parut forcé de la considérer à peu près comme l'amie française, évoquée un peu plus haut, envisageait la question du divorce. La position fondamentale était supposée axiomatique, moralement au-dessus de toute discussion, sacrée. Les faits qui semblaient fortifier cette position — qu'elle fût réelle ou

imaginaire, fondée sur l'évidence, sur l'ouï-dire ou sur le scandale — étaient également fondus ensemble. La théorie et les faits étaient utilisés passionnément en vue d'aboutir à un raisonnement logique. Quelque conclusion que pût déterminer ce raisonnement, — impliquant le mépris de celui qui ne l'adoptait pas — elle devenait article de foi. Le point à résoudre, au moins tel que je le conçois aujourd'hui, était complètement perdu de vue. En dernière analyse, il fallait en effet toujours en revenir à la question de savoir si le procès devait être ouvert à nouveau.

Ceux qui avaient une confiance absolue dans les institutions ne le croyaient pas : recommencer l'affaire, c'était remettre les choses en discussion, affaiblir l'autorité de la Loi, de l'Armée, de l'Église. Évidemment dans un cas particulier l'Église, l'Armée ou la Loi peuvent se tromper : nul sur terre n'est préservé du danger de l'erreur. Mais, moins nous insistons sur cela et plus nous mettons en valeur les bienfaits que l'on retire de ces institutions. Fatalement, leur diminution atteint en même temps la civilisation qui est bonne à chacun. Confrontés avec la stabilité sociale, les intérêts de l'individu sont négligeables : *De minimis non curat lex*. En opposition avec cette conception, ceux qui étaient enclins à prendre davantage souci des individus que des institutions, soutenaient que la seule chose convenable était de soumettre à nouveau chaque fait, ancien ou nouveau, à l'enquête. Si les institutions avaient causé un pré-

judice à quelqu'un, tant pis pour les institutions !  
*Fiat justitia, ruat cælum.*

Naturellement, il y avait de nombreuses complications. L'attachement dogmatique à différents systèmes politiques ou religieux entraînait en combinaison. Catholiques et juifs, radicaux et réactionnaires se dressaient inévitablement les uns contre les autres et trouvaient, dans cette affaire même une nouvelle preuve de la vilenie de leurs adversaires. On en voulait surtout aux gens qui, étant d'accord avec vous sur les principes généraux, passaient, en dépit de leur raison, dans l'autre camp. En effet, comme nous l'avons vu, le choix d'un parti était souvent déterminé par des questions de caractère personnel. La neutralité était devenue impossible, à ce point même que lorsque, comme moi, on essayait de considérer impartiallement les choses, avec une certaine perspective, on pouvait probablement paraître encore à certains un partisan. En tous les cas, s'ils avaient davantage fixé leur attention sur cette façon de penser, elle leur eût sans doute paru extraordinairement incomplète — par le fait qu'ils négligeaient un nombre prestigieux de considérations, essentielles pour valider une opinion concernant cette affaire compliquée.

Si notre but était d'arriver à une conclusion, ou même d'étudier les faits plus à fond, nous devrions certainement creuser davantage le sujet. Cependant, je pense qu'étant donné notre dessein actuel, nous en avons dit assez. Il importait simple-

ment de mettre au point quelques traits profondément caractérisques du tempérament français.

A partir du moment précis où l'affaire vit le jour, les Français prirent nettement, logiquement position et avec une fougue extraordinaire. Rien, dans l'histoire récente ne saurait mieux illustrer leur attitude en face d'une situation où — quelque soit le sens de ces mots — la théorie et le fait, aux antipodes l'un de l'autre, nécessitent un raccord. Ils aiment avec ferveur la systématisation ; leur vivacité d'intelligence les rend passionnément épris de raisonnement ; ils désirent aussi philosopher de toute leur âme afin d'ordonner toutes choses et cependant, pendant tout ce temps, ils insistent avec une égale passion sur la reconnaissance du fait. Quand le fait et la théorie entrent en conflit, les Français sont excités à un tel degré que leurs facultés de raisonnement s'en trouvent d'un seul coup intensifiées et ramassées de façon extraordinaire. Ainsi se sont élevés, au cours de leur histoire, les tragiques antagonismes de jugement, au sujet des événements.

Un Français serait quelque chose de plus ou quelque chose de moins que le Français-type si, à un moment donné, ses idées sur un sujet en discussion ne prenaient pas une intensité, rare parmi les autres peuples. Quel que soit le thème, son premier mouvement est de définir ses vues. C'est pour lui une question de conscience que de s'efforcer d'y atteindre, et il n'aura pas de repos tant qu'il ne sera pas parvenu à une précision, aussi

lumineuse que limitée. S'il n'en était pas ainsi, il aurait de la peine à être sincère envers lui-même ; s'il n'était pas tout à fait sincère, si sa loyauté intellectuelle n'était pas inflexible, il ne croirait pas être un honnête homme. De manière absolument inconsciente, il se fait alors pour son usage un nouveau petit système logique. Honnêtement, il croit en ce système, au moins sur l'heure. Il le chérit jusqu'en ses conséquences dernières, non seulement avec une instinctive dévotion à ses principes, mais encore avec une jalousie ressemblant assez à celle que témoignent devant le monde les artistes ou les parents à leurs rejetons disgraciés. Il ne serait pas lui-même s'il n'était pas intransigeant. Admettre les croyances ou les opinions contraires aux siennes l'entraînerait, de manière méprisable, à une contradiction de droit ou de vérité, certainement regrettable et souvent inique.

Si j'ai été suffisamment clair, j'ai peut-être montré comment quelques-uns de ces travers des Français, souvent amusants pour l'étranger et certainement moins dangereux pour la puissance de leur nation que cet étranger ne se l'imaginera, prennent leur source dans l'excès même de leur grande vertu ethnique : la loyauté intellectuelle. Comme individus ou comme partisans, ils ne se rendent jamais tout à fait compte de leur étroitesse de vues. Ils la confondent avec la précision. Les résultats de cette erreur sont familiers à chacun. Ils se complaisent superficiellement à des démons-

*trations*, amusantes ou inquiétantes pour le spectateur.

Ainsi, durant l'hiver que je passai à Paris, le professeur d'histoire d'un établissement secondaire formula des opinions sur Jeanne d'Arc, qui choquèrent dans leurs idées traditionnelles ses élèves, jeunes gens de seize à dix-huit ans. En conséquence, ceux-ci le huèrent à ses cours, refusèrent d'assister à sa classe et, s'assemblant dans des lieux publics, se répandirent en discours, comiquement éloquents, de réparation envers la Pucelle d'Orléans. Cet incident particulier fut résolu, je crois, par le transfert du professeur détesté dans un autre lycée, où les élèves étaient plus disposés à admettre ses idées politiques ; mais lorsque les traits caractéristiques qui se montraient chez ces jeunes révoltés se manifestent de manière plus vive parmi leurs aînés, la crise ne peut pas être aussi facilement terminée. Au cours de toute l'histoire de France, ce sont eux qui ont amené ces terribles malentendus, entre des hommes également honnêtes et également admirables. A mon sens, ce sont eux, plus que toute autre cause, qui les ont conduits à ces dissensions fatalement intransigeantes qui, maintes et maintes fois, ont empêché leur coopération tolérante dans les moments de crise. La plus grande faiblesse des Français, en tant que peuple, semble être cette incapacité d'agir, unis dans la confiance. Ils se connaissent entre eux mieux qu'ils ne peuvent connaître aucun étranger. C'est

là une des raisons pour lesquelles leur histoire s'est développée de telle façon qu'un écrivain anglais, qui la possède à fond, déclarait récemment, en discutant leur doctrine républicaine de la fraternité, qu'aucun Français ne pouvait haïr aussi profondément un étranger qu'il hait les Français réfractaires à ses propres opinions.

Il m'arriva, au cours d'un dîner, d'entendre une phrase qui, dans cette occurrence, me semble très significative. C'était à l'époque de ces troubles où Jeanne d'Arc était défendue par les écoliers. Le professeur, disait-on, leur avait déclaré que, à étudier les témoignages, — dûment confirmés par le décret du tribunal ecclésiastique qui l'avait envoyée au bûcher — son caractère n'était pas absolument irréprochable. Ses élèves, quand vous commençiez à examiner leur éloquence, semblaient maintenir — en accord avec le décret du tribunal ecclésiastique, également régulier, qui réhabilita sa mémoire — qu'elle était sans tache et digne de la Béatitude.

Le débat s'éleva et devint une discussion amicalement animée entre les Français réunis autour de cette table. Tous étaient supérieurement intelligents ; tous prenaient un vif intérêt à cette controverse, en quelque façon académique, et la diversité des opinions allait de non coupable à coupable. Au milieu de la querelle, quelqu'un formula un principe que sembla ratifier chacun comme un axiome : « *Il n'y a qu'une vérité* », s'écria-t-il ; — un fait est un fait ou il ne l'est pas ; tout est là.

Tout le monde acquiesça et la discussion, autant que je me souviens, n'aboutit à aucune conclusion précise. Pour ma part, je ne me risquai pas à intervenir. A ce moment encore, je sentis, comme je l'ai toujours senti depuis lors, qu'aucun incident ne pouvait mieux éclairer l'intransigeance de la bonne foi intellectuelle des Français, et ses limites très spécieuses.

Prenons, par exemple, le cas alors en litige — celui de Jeanne d'Arc. Au sujet de la conduite véritable qu'elle tint en ce bas monde, il est bien évident que l'aphorisme était exact. Ou bien elle fut véritablement sans tache, ou bien elle ne le fut pas, et par une conscientieuse étude des témoignages, on doit très vraisemblablement pouvoir, en fin de compte, arriver à une opinion solidement étayée, dans un sens ou dans l'autre. Mais, supposons pour un instant que la plus grande partie des témoignages sont contre elle ; supposons que nous soyons forcés d'admettre ses faiblesses comme une vérité historique. Sans aucun doute, cela deviendra une vérité et, étant donnée l'époque où elle vécut, on comprendra très bien qu'elle ait été telle.

Aujourd'hui cependant, le cas est différent. Il y aura bientôt cinq cents ans qu'elle a rendu son âme, sur la Place du Marché, à Rouen. Au cours de ces cinq siècles, une tradition, sans cesse fortifiée — une légende, si vous voulez — a consacré sa mémoire. Même s'il était prouvé que sa conduite à été, en fait, plus mauvaise encore que ce propos

scandaleux ne l'affirmait, rien ne pourrait détruire ce fait, qui est également une vérité : des milliers de ses compatriotes ont vécu et sont morts dans la croyance de la vierge inspirée, libératrice de la France. En effet, suivant cette tradition, elle est toujours aussi blanche que la neige, et aujourd'hui encore, elle est commémorée surtout comme l'incarnation d'un soldat extraordinaire. Cette tradition, même si l'on arrivait à démontrer qu'elle n'est que le résidu d'une légende médiévale, est un fait avec lequel il faudrait encore compter. Il y a au moins deux vérités, en ce qui concerne Jeanne d'Arc, la vérité de l'histoire et celle de la tradition. Si elles coïncident, tant mieux ! Si elles se contredisent, aussi bien, irrémédiablement, il n'y a pas de raison pour que nous ne révérions pas sa mémoire traditionnelle, car cette vérité consacrée a moins trait à ce qu'elle fut qu'à ce que les générations, depuis lors, ont cru fervemment à son sujet.

Il en est de même chez nous. Sur le Boston-Common, on a érigé un monument à l'honneur des victimes du massacre de Boston, survenu peu d'années avant la Révolution d'Amérique. Quelques-uns de nos écrivains, parmi les plus dignes d'être écoutés, affirment que ces victimes n'étaient que de vulgaires voyous avinés. Or, chez nous aussi, la tradition a depuis longtemps institué la croyance qu'il s'agit là de patriotes, ayant délibérément sacrifié leur vie pour la cause de la liberté. Si nous considérons ce monument comme un

hommage rendu à ceux dont les noms sont inscrits sur la pierre, nous n'avons plus qu'à fermer nos tribunaux de simple police. Mais si nous envisageons la chose, eu égard à la tradition populaire, qui veut que ces hommes se soient dévoués à la plus belle des causes, nous devons toujours garder le respect. Il existe après tout plus d'un visage à la vérité, et le plus profondément caractéristique, le plus durable, le plus complet n'est pas toujours celui de la réalité. J'incline à croire que le plus souvent, c'est celui de l'Idéal, auquel une certaine vérité fugitive — quoique précaire — a donné une vie sublime et immortelle.

Cette distinction, n'importe quel Français réfléchi eût été capable de l'admettre. Les subtilités, même lorsqu'elles ne sont pas très heureuses, flattent des caractères aussi amoureux d'exactitude que les Français. Mais, d'autre part, cette sorte de nuance que nous avons actuellement en vue se serait difficilement présentée à eux de façon spontanée. Leur goût instinctif, naturel, pour la systématisation les eût empêchés de sentir sa force jusqu'au moment où ils l'eussent envisagée avec soin. Car, il y a quelque chose de séduisant dans cette phrase, à laquelle toute la compagnie en querelle souscrivit : « Il n'y a qu'une vérité. » La vérité est une ; elle doit toujours rester immuable, sans réserve. La théorie française des choses éternnelles est fondée sur cet axiome. La mettre en question serait absurde et équivaudrait à un arrêt de la pensée.

Et cependant que la vérité soit une, comme il vous plaît ; que chacun de nous, avec la plus grande loyauté du monde, s'applique à la discerner, cela n'empêchera pas des êtres humains d'arriver aux conclusions les plus opposées. Plus leur caractère essentiel se ressemblera, et plus ces dissensions seront aiguës, et plus ils se montreront intolérants entre eux. Qu'ils aiment à la fois la systématisation et le fait, comme les Français ; qu'ils soient entraînés, qu'ils soient tentés d'admettre seulement les faits compatibles avec leur système ; qu'ils les développent, chacun au sein de leurs puissantes traditions de classe et de caste ; qu'ils les laissent se former, aussi bien, chacun selon les conditions accidentnelles du tempérament, du caractère grâce auxquels ils sont apparus dans le monde, et le monde dans lequel on doit vivre sera rempli d'un bout à l'autre de discordes insolubles.

Malgré tout, vous ne comprendriez pas le caractère français si vous vous arrêtez sur cette vue. L'excès, le raffinement, les étroitesses de leurs vertus les plus puissantes, les entraînent sans doute à détester sans trêve, passionnément, leur propre image dans le reflet que leur en présentent leurs voisins. Mais, en même temps, il existe certains instincts vivaces qu'ils éprouvent unanimement. Vous avez déjà pu vous en rendre compte dans quelques-uns des traits de leur caractère que nous avons étudiés. Le seul fait des manifestations de leurs écoliers révèle l'ardente

réponse qu'ils font à l'appel d'un sentiment collectif. Eux-mêmes m'ont dit qu'en Asie, les missionnaires français et les plus radicaux d'entre les diplomates, leurs compatriotes, veulent ignorer tout ce qui ne les montrerait pas dans leurs rapports comme des Français loyaux. Et quand une émotion commune se manifeste comme étant largement, profondément, éternellement humaine, alors elle s'étend sur leur existence avec une force et une tendresse merveilleuses.

La charmante affection dont sont capables les Français saute aux yeux de tous ceux qui arrivent à les connaître, au sein de leur famille. Un trait permanent de cette sensibilité — cette sympathie instinctivement humaine, sous sa forme la plus pure et la plus sincère, en présence de l'événement poignant qui clot fatalement toute carrière — doit être familier à tout voyageur qui séjourne en France. Nulle part ailleurs, les gens, à quelque classe sociale qu'ils appartiennent, ne montrent une sympathie aussi pressante, aussi cordiale, aussi consolante, en présence de la mort. Parfois, nous sommes disposés à trouver ostentatoires les pompes conventionnelles d'un enterrement français. Nous devrions plutôt penser à la gravité charmante avec laquelle ils se découvrent et saluent, lorsque dans la rue passe une de ces tristes processions. L'impression peut être passagère, le geste de sympathie peut être oublié avant d'avoir été achevé, mais le fait n'en reste pas moins significatif. Quand, pour un peu de temps,

les Français ont la chance de se trouver unis en réponse à quelque profonde émotion humaine, on peut être certain qu'ils le sont avec une singulière intensité de sentiment. C'est là une des raisons pour lesquelles on arrive à tant les aimer.

## V

## LES RAPPORTS DE LA LITTÉRATURE ET DE LA VIE

DANS cet effort que j'ai tenté pour montrer les Français comme je les ai vus, j'ai suivi, d'aussi près qu'il est possible, l'ordre de mes expériences en France. Commençant par les Universités, dont mes relations officielles me facilitaient la connaissance, j'ai abordé ensuite le second sujet qu'il me fût donné d'observer : la structure de la société. Puis j'ai parlé du fait social le plus intime : la famille ; enfin, j'ai essayé d'analyser mon impression du caractère français, que les différentes phases de la vie me révélaient. Maintenant, nos observations vont être d'une espèce un peu différente. Nous allons nous occuper des manifestations du caractère national, en connexion avec quelques-uns des principaux intérêts de la vie française d'aujourd'hui : la littérature, la religion et la politique. Commençons par la littérature.

Une remarque peut immédiatement être faite.

La vie et le caractère français, comme nous avons eu ici l'occasion de les étudier, ne revêtent pas tout à fait l'aspect que les étrangers, et en particulier les Anglo-Saxons, imaginent le plus souvent. Au moins en Amérique, les Français sont tenus pour frivoles et dénués de principes. Au con-

traire, au cours de ces considérations, nous avons noté leur remarquable gravité et leur régularité, à ce point que l'on pourrait croire que, de propos délibéré, j'écris *virginibus puerisque*.

Si cela eût été, je n'eusse point écrit différemment. Et ici se présente la question la plus embarrassante peut-être qui puisse se poser devant quelqu'un qui, familier avec le préjugé étranger sur la France, se trouve tout à coup mêlé à la vie quotidienne des Français. La France que voient les voyageurs de passage et celle qu'ils apprennent à connaître dans cette sorte de littérature française qui parvient à l'étranger, est très différente de la France que l'on peut arriver à connaître par soi-même. L'aspect extérieur est identique sans doute, aussi bien que le langage. Dans ces deux Frances aussi, comme partout ailleurs sur la terre, il existe une société ordonnée, régulièrement constituée, côte à côte avec les diverses déformations de l'ordre social. La vraie différence consiste dans ce fait que ceux qui connaissent la France uniquement par ouï-dire sont tentés de supposer que la fantaisie est la règle de la vie française, tandis que ceux qui la connaissent par leur expérience personnelle concluront très probablement que le trait le plus saillant de cette société est surtout son attachement inflexible à ses devoirs réguliers. La question est donc de savoir comment des opinions aussi différentes peuvent provenir d'une source commune.

Pour commencer, nous pouvons écarter quelques raisons qui contribuent trop facilement à former la religion des étrangers. L'une d'elles, qui fait trop généralement autorité, a pour origine les racontars des touristes. Ils sont honnêtes, joyeux ou indignés, suivant le cas, et réductibles à un simple fait, qui est vrai de tous les voyages. Où que ce soit qu'un voyageur s'arrête, il verra d'abord les choses les plus irrégulières, les moins respectables, les plus étonnamment vulgaires ; il les trouvera aux alentours de l'hôtel où il a pris un abri momentané. Or, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, Paris a peut-être été la plus attirante des capitales européennes. Au moins, c'est elle qui a attiré le plus de visiteurs. En conséquence, plus que tout autre, elle semble avoir multiplié ces éternels attrape-nigauds, créés pour l'amusement des étrangers, qui font ressembler toutes les grandes cités, à certains égards, à de véritables villes d'eau. En fait, cependant, le Paris des voyageurs — les hôtels, les théâtres, la rue, les musées et les restaurants, comme tous ces innombrables endroits de plaisir — est le moins parisien et le moins français de tous les Paris. Une fois encore, c'est seulement un de ces grands endroits de plaisir — heureux ou néfastes — que l'on rencontre dans tout l'univers.

Il n'y a pas très longtemps, un de mes amis me racontait une petite expérience qui pourra, ici précisément, éclairer les choses. C'est un honorable habitant de New-York. Appelé, pour une raison

quelconque, au Brésil, il avait passé deux ou trois semaines à Rio de Janeiro, n'ayant aucune lettre d'introduction. Il rentra parmi nous avec la sincère conviction qu'il n'existaient pas un seul homme respectable dans cette ville. Tout ce qu'il avait vu lui avait plu, mais hommes et femmes avaient étalé une incomparable bassesse de caractère, auprès de laquelle la corruption de l'Europe et la brutalité de l'Amérique n'étaient plus qu'enfantillages. Aussi, le Brésil avait-il fait très fâcheuse impression sur ce notable Américain, qui croyait, en toute sincérité, avoir connu ce pays par lui-même.

L'insuffisance de son observation devait lui être révélée de manière éclatante, un ou deux ans plus tard. Il eut le plaisir de rencontrer, sur un bateau faisant route vers Europe, un compagnon de voyage, à peu près de son âge. Cet homme se présenta comme un Brésilien qui s'était arrêté, un mois ou deux, aux États-Unis, en se rendant à Paris. Il était arrivé chez nous, sans aucun moyen d'approcher la société, et avait passé quelques jours dans les plus grands hôtels de nos principales cités de l'Est. Or, la conclusion loyale, issue de son observation personnelle, avait été que rien au monde ne pouvait dépasser la corruption sociale de Boston et de New-York. Il était convaincu que la bonne tenue individuelle était chose inconnue dans l'une et dans l'autre de ces villes, exactement comme le pensait mon ami américain du Brésil. Au cours du voyage, ils en

arrivèrent à être grands amis et comme tous deux étaient doués de l'esprit de finesse, ils corrigèrent mutuellement leurs impressions au lieu de se quereller. Ils se séparèrent, plus heureux et plus sages, étant parvenus à comprendre que ce que chacun avait vu dans le pays de l'autre était seulement ce que les voyageurs d'occasion pourront toujours trouver partout. Le vice est bien moins varié, bien moins individuel que la vertu. De tous les lieux communs, il est le plus irrémédiablement monotone.

Une fois pour toutes, nous pouvons donc mettre de côté la mauvaise réputation de la France, telle qu'elle a été établie parmi nous par les racontars des voyageurs. Le vice n'est pas plus français que brésilien ou qu'américain. Malheureusement, il nous est plus difficile d'en user ainsi avec l'autre source où nous avons puisé l'impression fâcheuse que nous avons de cette société. Quiconque a regardé à la vitrine des magasins français, où l'on vend des livres et des gravures, quiconque a jeté un coup d'œil sur les journaux amusants, que l'on trouve dans les restaurants, chez les coiffeurs et à l'étranger, dans les salons de lecture des clubs, aura eu peine à ne pas se laisser aller à partager cette impression de frivolité, qui est notre croyance conventionnelle. Il peut avoir été amusé ; il peut avoir été choqué ; la seule chose susceptible d'être affirmée, c'est qu'il n'aura pas été instruit. Car, pour être instruit, il a besoin d'une expérience qu'il ne pourra acquérir que s'il en vient à connaître

les Français dans leur intimité. Alors, il finira par se rendre compte que l'opinion française regarde cette sorte de publications comme n'ayant pas plus d'importance pour elle que pour n'importe qui. Elles n'expriment en aucun sens la vie ; elles sont si éloignées de l'exprimer, telle qu'elle apparaît aux Français de la meilleure société, qu'elles ne s'adressent même pas à eux. Ils les ignorent, comme les Américains respectables ignorent les odieuses réclames de médicaments brevetés, si fréquentes dans les journaux à bon marché et sur les affiches lumineuses. La vérité, c'est que partout dans le monde, vous trouverez des objets de commerce douteux, qui sont juridiquement à l'abri des poursuites. Les plus connues de ces réclames sont, chez nous, celles qui conseillent aux membres des sociétés de tempérance de boire des alcools frelatés ; en France, ce sont plutôt celles qui incitent à la débauche, mais l'une comme l'autre, et toutes les autres de même espèce, peuvent réellement être cataloguées en bloc. Un Américain serait surpris et peiné s'il trouvait une bonne famille française se grisant avec un de ces alcools de propriété, qui démoralisent les paysans et tant de demoiselles de magasin anémiques, dans une grande partie des États-Unis. Les sentiments des Français, quand ils se trouvent en face de certaines publications parisiennes dans les salons de lecture des clubs américains sont connus comme étant encore plus navrants. On m'a dit que parfois ils se permettaient de s'étonner

que ceux qui les entouraient pussent concilier de telles lectures avec le respect d'eux-mêmes.

Il faut cependant dire, une fois pour toutes, ce que nous pensons de ces notions sur les Français, acquises grâce aux racontars des touristes et à ces objets de commerce louche. Elles sont simplement stupides. Très clairement cela suffit à tout résoudre. Mais ce qui nous reste à expliquer est encore considérable. Il s'agit des romans, écrits par des hommes qui ont atteint à la plus haute consécration à laquelle aient droit des maîtres véritables de la littérature : un fauteuil parmi les quarante immortels de l'Académie française. Il s'agit des pièces que tout le monde à Paris, les Français aussi bien que les étrangers, se précipite pour voir représenter, et discute ardemment. Il s'agit de cet ensemble de littérature — à bien des égards le plus admirable des temps modernes — que tout homme qui veut connaître le Français d'aujourd'hui doit étudier soigneusement et sérieusement. Quiconque a essayé d'enseigner le français dans les établissements d'instruction américains, où l'éducation mixte prévaut, s'est trouvé épouvanté. Innombrables sont les écrivains qu'on ne saurait négliger, et qui l'ont entraîné rapidement sur un terrain dangereux. En général, on ne saurait nier que les romanciers et les auteurs dramatiques de la France contemporaine décrivent un état social profondément différent de celui que peignent, à qualité égale, les écrivains anglais ou américains.

Un étranger, naturellement, en déduira que la société qui fournit la matière de telles œuvres doit être plus corrompue que la nôtre. En fait, cela peut être. Dans des questions aussi délicates que celle-ci, personne ne peut affirmer au delà de sa propre conviction. Ceci posé, cependant, aucun homme reçu avec cordialité par les Français d'aujourd'hui ne pourra retirer de ses relations avec eux une impression comparable à celle que nous pouvons nous faire d'après ce qu'ils écrivent sur eux-mêmes ; et quiconque est familier avec les sociétés actuelles de l'Angleterre et de l'Amérique pourrait les reconnaître à peu près telles que leurs littératures les dépeignent. Notre dessein très net, maintenant, est de chercher, en toute bonne foi, les raisons de cette profonde différence.

En nous efforçant d'atteindre ce but, nous devons tout de suite nous souvenir d'un fait mis en avant, chaque fois que ce problème se pose. Dans le monde anglo-saxon d'aujourd'hui, au moins aussi loin que la pensée puisse s'étendre, c'est une chose entendue que la littérature type s'adresse à qui-conque sait lire — hommes ou femmes, jeunes ou vieux, jeunes gens ou jeunes filles. Les exceptions à cette règle, très rares, de quelques écrivains anglais ou américains, servent à la confirmer. La plupart d'entre nous acceptent cette convention, exactement comme nous acceptons celle du langage, dans lequel nous sommes obligés de traduire le mieux possible notre pensée. Pour marquer cette

différence entre la littérature française d'aujourd'hui et la nôtre, je ne saurais mieux faire peut-être que de citer un exemple probant.

Après une de mes conférences à la Sorbonne, une dame française, accompagnée de sa fille, âgée de dix-huit ans environ, me fit l'honneur de se présenter d'elle-même à moi, afin de me demander un petit conseil d'expérience. Sa fille, on s'en rendait compte, avait appris à lire couramment l'anglais et elle désirait étendre ses lectures au delà des romans classiques de Cooper et de Walter Scott. Pouvais-je lui nommer quelques œuvres contemporaines, susceptibles de l'intéresser ? Ma réponse immédiate prit la forme d'une liste rapide, mentionnant les noms de quelques écrivains en vogue et de trois ou quatre magazines célèbres.

La bonne dame demeura perplexe. Elle pensait que peut-être je l'avais mal comprise. Elle ne m'avait pas demandé quels auteurs étaient éminents ; elle m'avait prié de lui dire quels livres pouvaient convenir à une jeune fille ; pour ce qui était des magazines, elle ne commettait pas une erreur, pensait-elle, en supposant que, s'adressant à tous les publics, ils n'étaient naturellement pas tels qu'elle pouvait le souhaiter. J'essayai de lui expliquer que toute jeune fille pouvait lire sans aucune crainte les œuvres de ces romanciers et que nos magazines les plus répandus n'effaroucheraient pas l'innocence d'un enfant au berceau. Mes efforts parurent infructueux. Je crois que

cette dame attribuait mes opinions à ma connaissance superficielle des Français. Le fait qu'une littérature de grande vente pût se trouver en un endroit du monde accessible à un public si large, qu'il englobât les jeunes filles, cela lui semblait une chose inimaginable. Et ce que devinrent les études d'anglais de sa fille, cela, je n'ai jamais eu l'honneur de le savoir.

Le public auquel s'adresse la littérature française, est, en résumé, toujours supposé d'âge mûr. A celui-là, vous pouvez raconter des choses auxquelles l'on ne doit même pas faire allusion devant les enfants. *Maxima reverentia debetur pueris* ; cela ne fait pas plus question en France que chez nous. La différence, c'est que nous sommes disposés à témoigner notre respect aux enfants par l'attention la plus scrupuleuse avec laquelle nous composons les rayons de nos bibliothèques, tandis que les Français trouvent plus simple d'en tenir les portes fermées.

De telles différences de points de vue entre nations ne se produisent jamais sans raison. En l'occurrence, elles peuvent être expliquées très rapidement par les différentes conceptions d'éducation, et particulièrement d'éducation familiale, admises par les Français et par nous-mêmes. Partout, l'objet fondamental de l'éducation est de préparer les enfants à la vie de l'âge mûr. Ce qui revient à dire que, dans la société anglo-saxonne, qui, comme nous l'avons vu, est bien moins systématisée que la française, nous devons

les entraîner à faire seuls leur chemin. Dans le système français, bien plus rigoureux d'autre part, on les prépare à prendre leur rang dans les cadres sociaux.

Aussi légère que puisse paraître la différence entre ces conceptions, elle tend à des conclusions théoriques très largement diverses. Chacun sait que dans l'univers les choses ne sont pas ce qu'elles semblent. Chacun sait que la théorie et la pratique ne coïncident jamais absolument. Chacun sait qu'autant que dure une civilisation, nous devons tenir compte à la fois de l'une et de l'autre, mettant entre elles, le mieux que nous le pouvons, un semblant d'harmonie. Nous tâchons de remplir ces conditions, en donnant à nos enfants le plus haut degré d'expérience, comme étant le plus sûr ; les Français préfèrent entourer les leurs de la plus grande protection, agissant ainsi par prudence. Chacun des deux peuples est porté à exagérer. Nos enfants sont quelquefois trop abandonnés à eux-mêmes ; les leurs semblent parfois souffrir d'une excessive surveillance. Vous sentirez mieux le contraste en comparant un lycée français à une école publique anglaise. Vous le saisierez mieux encore si vous comparez la pièce où joue un jeune Yankee avec la salle de jeu des enfants, dans tous les foyers français. Nous essayons de mettre nos enfants en face du fait, insistant davantage que nous ne le faisions autrefois sur le principe. Les Français s'appuient encore sur le principe, le détachant autant que possible du fait discordant

ou gênant. Nous désirons développer l'individu; chez eux, le premier sentiment est de maintenir le système social.

Lorsqu'on se trouve en présence d'un contraste aussi marqué que celui-ci, il est difficile de ne pas avoir l'air de préférer l'une des méthodes. J'ai essayé d'éviter cet écueil. La récompense de la nôtre se trouve peut-être de manière plus certaine, dans la loyauté personnelle très sûre de nos jeunes gens. Celle du Français réside plus sûrement dans la profonde intensité de leurs affections familiales. Dans chaque conception entre une part de défiance envers le peuple attaché à l'autre système. Mais, quand nous nous trouvons sur le point de conclure et que nous nous interrogeons, afin de savoir quelle méthode prépare le mieux les hommes et les femmes à la perfection, on ne peut répondre. Chacune, loyalement employée, conduit au même résultat. Ce qui peut à peu près certainement donner de mauvais résultats, c'est de vouloir éléver les enfants de chaque société selon les coutumes chères à l'autre.

Bien que nous ayons eu l'air de nous éloigner de la littérature, nous nous sommes seulement remis devant les yeux une des raisons qui expliquent les points de vue très divers qui ont été adoptés à son sujet, tant en France que chez nous. Toute notre conception de l'éducation implique l'idée que la littérature doit s'adresser à quiconque peut et doit la lire. La conception éducative des Français, au contraire, s'appuie sur cette

croyance que la littérature s'adresse uniquement à ceux qui ne sont plus sous la surveillance familiale. Notre coutume nous oblige à plus de retenue que la leur. L'habitude personnelle de chacun d'entre nous doit correspondre à la loi de la nature. S'ils considèrent nos romans comme hypocrites, nous considérons les leurs comme corrompus : nous avons tort les uns et les autres.

Quand' nous autres, étrangers, nous arrivons à admettre sans restrictions que la littérature française s'adresse uniquement aux grandes personnes, nous pouvons peut-être commencer à la mieux comprendre. Un de ses côtés les plus délicieux est dû, sans nul doute, à cette cause. Je veux parler de l'admirable précision et du souci du style français. Quelque sujet que choisisse un de ces écrivains, il ne doit jamais oublier que ses lecteurs seront d'âge et de culture tels qu'ils se montreront les critiques compétents et avertis de ses aptitudes littéraires. Lorsque, comme un écrivain anglais, vous vous adressez à un public si large que vous n'avez pas à faire fond sur son intelligence, vous pouvez vous permettre, même sans y sacrifier absolument, une grande négligence dans l'expression. Quand, en revanche, comme tous les écrivains français vous voulez atteindre uniquement un public d'âge et de culture, vous devez être bien plus respectueux des conventions dûment acceptées, même si vous ne le faites pas entièrement de plein gré. En conséquence, vous serez généralement bien plus agréable à lire.

L'observance des conventions est toujours plaisante ; les personnes à surprises ne sont jamais des compagnons de relation sûre, et, par contre, le beau style est un indice des belles manières. La certitude, que nous avons que les livres français seront bien écrits, nous affecte comme la certitude que nous avons de trouver dans les maisons de nos amis le respect des conventions, tandis que dans celles des autres nous ne pouvons pas nous réjouir à l'avance. De même, les livres américains et anglais ne sont pas toujours négligés, mais vous ne savez en les prenant ce qui vous attend. Quelques-uns intégralement, et certains autres, par endroits, sont délicieusement écrits. Un bon nombre le sont de manière neutre ; la plupart semblent écrits n'importe comment. Une sorte d'inquiétude en résulte chaque fois que nous en ouvrons un nouveau. Notre propre vie, notre propre style ont besoin de grâce civilisée et de politesse. Ces qualités caractéristiques du style des Français sont toujours les bienvenues pour notre goût étranger.

Mais, en même temps, il n'y a pas de doute que ces façons nous frappent souvent comme apprêtées. Au moins en ce qui concerne la forme, la littérature française nous semble avoir beaucoup moins de liberté que la nôtre. Et cette impression qu'elle fait ainsi sur nous, est fortifiée par quelques détails caractéristiques tirés de sa substance même. Un roman ou une pièce, par exemple, présentent presque toujours des tableaux précis

de la vie sociale. Prenez une scène de n'importe laquelle des comédies connues. Un homme entre en visite chez une dame. Il a ses gants et porte son chapeau — circonstances évidemment ménagées avec art pour lui donner l'aisance de ses mains sur la scène. Nous considérons de suite ces détails comme des conventions littéraires, au même titre que les phrases cérémonieuses de l'accueil. Ou bien, c'est une compagnie assemblée. Chacun est sur sa chaise et chacun prend part à la conversation générale, sans qu'on trouve de ces apartés de dialogue, comme on est presque toujours sûr d'en rencontrer chez nous. A nouveau, nous nous disons que ceci est de convention littéraire, comme ces personnages d'imagination convenue, qui parlent chez nous dans les romans anglais un langage plus fleuri que celui dont nous nous servons.

A la réflexion, on trouve aussi une raison évidemment artistique aux règles conventionnelles de la littérature et du théâtre français. Rien ne peut mettre plus vigoureusement en évidence, par l'effet du contraste, les irrégularités de conduite auxquelles ces personnages décoratifs sont amenés, automatiquement.

A mesure que vous connaissez mieux la France, votre notion de ces conventions se modifie du tout au tout. Sans doute, elles demeurent des conventions issues de ce système de civilisation, qui n'a rien à voir avec le premier mouvement. Mais vous vous rendez compte qu'elles sont de toute

autre sorte que vous ne l'aviez pensé. Elles vous étaient apparues comme celles du style, grâce auxquelles d'ailleurs vous les avez connues, des amérités de littérature, et à peine quelque chose d'autre. Mais elles refusent d'être uniquement cela. Les scènes mises au théâtre et décrites dans les romans sont photographiquement exactes par rapport aux habitudes sociales contemporaines. Sans doute aviez-vous raison en pensant que les gants et le chapeau entre les mains de l'acteur, étaient pour lui un moyen d'occuper ses mains, mais ce n'était pas là la raison profonde pour laquelle il venait ainsi sur la scène. Un homme entre dans un salon, partout en France, muni de ces objets ; ne pas les porter, constituerait une incorréction, presque un objet de scandale. Sans doute aviez-vous raison de supposer que la conversation générale est sur la scène inévitable et conventionnelle, mais ce n'est pas la raison dernière pour laquelle vous la retrouverez sans cesse dans la littérature française. Parler à votre voisin dans un salon, au lieu de vous adresser à la compagnie tout entière serait aussi étrange que si, en Amérique, vous plantiez votre menton dans son épaule et lui murmuriez à l'oreille. Ces conventions françaises, au premier abord si évidemment littéraires, ne sont pas seulement des conventions de la littérature, mais aussi de la vie.

Sans conteste, elles sont au nombre des choses qui rendent agréable la vie française. Vous les retrouvez à tous les degrés de la société. Mieux

même, vous les retrouvez à tous les degrés de l'amitié, jusque dans l'intimité du foyer. Il faut encore être plus familier que je n'ai pu l'être, si l'on veut rencontrer des gens insoucieux des bonnes manières, comme on en trouve chez nous, sans chercher. C'est pourquoi, vous pouvez sans scrupule conclure que la vie française, dans ses détails quotidiens, est plus douce à vivre que la nôtre et beaucoup plus profondément imprégnée des grâces de la civilisation. Vous trouver où que ce soit, dans une société restreinte — l'un de ces groupes charmants — est une expérience bien moins embarrassante que de vous trouver au milieu de couples formés par le hasard, essayant de découvrir quelque sujet de conversation.

Et c'est ici que vous commencez à vous rendre compte des suites de cet état de choses. Plus agréable, à certains égards, cette discipline des mœurs tend à introduire par ailleurs une certaine monotonie dans la vie. La comédie formaliste de l'existence quotidienne en France se répète aussi interminablement que les tableaux agréables sur la scène française. Bien qu'elle ne cesse jamais de plaire, son charme ne tarde pas à manquer d'imprévu. Un intérieur ressemble exactement à celui que vous venez de quitter et à celui que vous allez retrouver, si bien que lorsque vous avez fait six ou huit visites dans Paris, vous seriez bien en peine d'en différencier le décor. L'aise et la grâce de la vie française suscitent un état de convention peu favorable à la variété. A moins que vous ne

plongiez très à fond, par delà l'apparence de l'existence quotidienne, dans cette France charmante, vous avez l'impression qu'elle favorise beaucoup moins l'initiative individuelle que toute autre nation.

C'est seulement à ce moment que vous pouvez commencer à comprendre l'entièrsignification d'un mot, qui déconcerta, voici quelques années, une assemblée américaine qui s'était réunie pour recevoir un éminent écrivain français. Quand les formules de congratulation eurent été épuisées, l'éloquence de l'après-dîner se fit plus familière, et un de nos romanciers se risqua à demander à son confrère parisien pourquoi les héroïnes des romans français avaient en général si mauvaise conduite.. Il ne pouvait croire, ajoutait-il en manière de politesse, que l'état de choses fût tel parmi les femmes de France : en réalité, il était bien certain qu'elles étaient parmi les créatures les plus exquises que la bonté de Dieu eût jamais créé : pourquoi dans ces conditions n'apparaissaient-elles pas sous ce jour dans la littérature française ?

L'écrivain parisien répondit, avec cette délicieuse aisance de gestes et d'expressions qui fait souhaiter plutôt que redouter, en France, la conversation d'après table. Son interlocuteur, nous assura-t-il, n'eût pas mieux caractérisé la femme française, s'il avait eu le charmant privilège de se rendre compte depuis son enfance, combien absolument elle méritait le respect qu'éprouvent envers elle tous ceux qui la connaissent bien. Aussi,

pour expliquer l'absence presque absolue de ce personnage, au cours de la longue perspective historique de la littérature française, il ne pouvait pas trouver une phrase plus heureuse que celle prononcée, en semblable occurrence, par son malheureux ami, M. Guy de Maupassant. Comme on demandait un jour, en effet, dans l'intimité, à ce très remarquable écrivain, s'il ne pourrait pas, de temps à autre, nous gratifier d'une héroïne plus calme, sinon moins séduisante, que celles avec qui il nous avait rendu familiers, il répondit résolument : « *Non, car l'honnête femme n'a pas d'histoire.* »

L'idée que les honnêtes femmes ne sont pas intéressantes stupéfia cette compagnie d'Américains intelligents. Ils ne connaissaient que leur propre société, où les jeunes filles ont leur roman honnête, en préface régulière aux mariages heureux et fidèles ; où, une fois mariées, devenues bonnes épouses, — jeunes et vieilles — elles ont leurs amitiés et leurs intérêts, à côté de leur vie domestique, aussi irréprochables que le roman de leur jeunesse. C'est pourquoi ces Américains croyaient que Maupassant avait voulu dire qu'aucune femme ne pouvait être intéressante — de quelque façon que ce fût — jusqu'à ce qu'elle eût commis une faute. A mon sens, ceci est bien loin d'être la vraie traduction de cette boutade. Il voulait parler non pas du caractère humain en général, mais d'un état social extrêmement différent de celui auquel sont accoutumés les Américains. Nous savons

tous, combien les étrangers se méprennent sur nos mœurs ; peu d'entre nous songent à se dire que nous pouvons également commettre des erreurs, à propos de celles des autres.

Des conventions sociales, telles que les nôtres, ou si vous préférez leur absence — une telle indépendance à l'égard de tout système — font de la vie, dans ses aspects quotidiens, une chose agréablement variée. Même la plus naïve de nos jeunes filles a ses petits secrets, ses petites inquiétudes, et ceci, sans manquer aux coutumes dans lesquelles elle a été élevée. Les conventions sociales, d'un autre côté, si précises et si systématiques des Français, ont pour but de détourner les jeunes filles et les honnêtes femmes de telles expériences. Elles les assoupissent dans la monotonie. Notre idéal de conduite féminine demande un peu plus que la rectitude et la fidélité. L'idéal français assigne à l'honnête femme l'unique souci de se consacrer aux tâches de la vie coutumière.

Chacune des deux nations s'inclinerait sans doute respectueusement et avec admiration devant l'idéal de l'autre, car chacune est assez disposée à croire que son idéal contient celui du voisin. Mais la conception n'en resterait pas moins différente, exactement comme nous avons vu, sur d'autres points la conception américaine différer de la française. Et si férus que les Américains soient de la leur, ils ne peuvent nier que celle des Français impliquant l'observance du système conventionnel, doit avoir pour résultat d'empêcher, au cours de

la vie quotidienne, cette sorte d'individualisme parmi les honnêtes femmes qui, chez nous, rend celles-ci si propices à peupler la littérature. Dès le moment où nous pouvons adopter ce point de vue, nous comprenons — que nous nous souvenions d'ailleurs ou non de la boutade — ce que veut exprimer un romancier français, quand il déclare que les honnêtes femmes ne sont daucun secours pour un auteur de romans.

En résumé, l'honnête femme française est une femme dévouée, qui a plus de choses à faire que les heures de veille ne le lui permettent. Ces choses, elle les accomplit joyeusement, avec foi, en beauté. Elle prend soin de son intérieur ; elle est passionnément occupée de ses enfants ; aussi longtemps que ses propres parents vivent, elle leur est aussi bien attachée ; les intérêts de ses frères et de ses sœurs sont les siens ; plus encore, ses intérêts, de toutes façons, sont ceux de son mari. Elle est le fait central de la vie nationale de son pays. Mais, pour un romancier, sa carrière n'offre rien de curieux.

L'essence de tout problème littéraire intéressant, peut, en réalité être ramenée à ceci : elle comporte un conflit, plus ou moins caractérisé par une passion personnelle, entre l'instinct individuel et la société. La question, réduite à ses termes les plus simples et les plus clairs, consiste dans l'adaptation d'un organisme à son milieu. Plus ce milieu est rigide, plus rigoureusement il réprime et contrôle les tendances individuelles au caprice. Ce qui serait normal dans une société, chérissant

par dessus tout l'idéal individualiste, devient exceptionnel dans une société qui vénère, avec la ferveur la plus ardente, un idéal de systématisation. Quand, en France, se produit une divergence individuelle avec un type admis, cette divergence se manifeste de manière beaucoup plus brutale qu'il n'est nécessaire, ou même que cela n'aurait généralement lieu parmi nous.

Pour diverses raisons aussi ces infractions à la discipline sociale, curieuses dans tous les pays, offrent, en France, un intérêt exceptionnel. Une des conditions de toute règle systématique d'existence est que, quiconque la reconnaît doit, par la seule force de l'accoutumance, arriver à la considérer à la fois comme l'expression d'une loi naturelle, et comme toutes les autres conditions de l'existence, comme une insupportable entrave. Nous autres humains, forcés de vivre à la surface de la terre, désirerions de temps à autre planer dans les airs, en partie parce que nous savons que si nous pouvions le faire à notre gré, nous serions considérés comme des faiseurs de miracles. Et, de même, les gens pour qui, depuis des générations, la contrainte sociale a été la règle continue d'existence ressentent à l'endroit de l'indépendance une sorte de miraculeuse fascination. Quand la nouvelle Angleterre était soumise aux rigorismes de la religion, de jeunes gens pensaient que c'était une chose très admirable de dire *damn*; aujourd'hui, dans une société plus libre, ce juron a perdu son charme et passé de mode.

Mieux encore, et de façon bien plus caractéristique, quand des règles de conduite aussi définies que celles qui prévalent en France, deviennent les règles habituelles de l'existence, elles apparaissent nécessairement, aux yeux de ceux qui les observent, comme des généralisations. Tout système tend à se résoudre lui-même en une série de propositions, et quand des propositions ont une fois été établies et reçues pour vraies, ce n'est pas seulement en mathématique que nous sommes disposés à leur reconnaître une valeur universelle. Aujourd'hui les propositions qui gouvernent la vie sociale des Français, jusque dans l'intimité la plus secrète de leur foyer, ont dépassé tout ce que pourraient exprimer les formules de langage. Elles se sont incorporées dans les formes, les mœurs, les détails de toutes leurs coutumes nationales. Prenez par exemple n'importe quelle famille française que vous pouvez avoir eu le privilège de connaître. Chacun de ses membres aura quelque occupation définie pour chaque heure du jour, depuis le matin jusqu'au soir. La vieille dame de la comédie de Pailleron qui fait régulièrement son entrée au salon, à quatre heures de l'après-midi, pourrait servir, à cet égard, de symbole à la France. Et, même parmi les gens qui vivent le plus simplement, il y a très peu d'intimité individuelle, en dehors de l'intimité familiale. La maison du Français, plus encore que celle de l'Anglais, est une forteresse imprenable ; elle est son bien, inaccessible, sauf à ceux qui doivent à la faveur de posséder le mot de

passe du jour. Et, dans ce lieu, il se trouve si peu isolé que, s'il a besoin de retraite, la seule ressource est quelque saint des saints, où il peut s'enfermer. Au cœur de sa propre famille, il a son rôle extérieur et régulier à tenir, aussi sûrement et aussi socialement que le dernier de ceux qui la composent. Il le joue gaiement, en toute bonne volonté, heureusement, comme les siens jouent le leur. La nature humaine et sa vie d'homme se généralisent sans se heurter. La passion de la systématisation a rendu le système plus fort que tout au monde et sa force envahissante accroît l'amour que l'on ressent à son égard, à cause de l'absolue sécurité d'habitudes qu'il procure.

Au sein de cette force que crée un milieu aussi cher, la tendance persistante de la nature humaine à la variété offre quelque chose de plus qu'un problème spécifique : elle donne lieu à beaucoup de considérations générales, que ceux qui ne sont pas accoutumés à pareilles situations imaginerait difficilement. Une des raisons pour lesquelles elles n'apparaissent pas tout de suite, c'est que, soit dans la littérature, soit dans la vie, toute variation individuelle d'un type — toute manifestation d'indépendance personnelle à l'égard de la discipline de la coutume acceptée — est forcée de paraître particulière à l'individualité désignée. Autrement, les êtres humains ne seraient pas plus des facteurs déterminants que les formules algébriques ou que les soldats d'étain. La précision de l'esprit français, aussi bien, demande

que, quand un de ces cas d'originalité est présenté littérairement, il le soit de manière concrète. Vous pouvez lire bien des pièces de théâtre, bien des romans français avant de découvrir un caractère qui n'apparaisse pas par quelque côté original, différent de ceux de la collectivité. Et cependant, à tout prendre, cette individualité, c'est une forme de cette même coutume intellectuelle, de cette même tradition immémoriale d'expression, qui fait que le style français est si brillamment, si admirablement précis. En fait, vous vous rendez compte que ces caractères — si individuellement vivants qu'ils puissent apparaître — sont acceptés par le public, pour qui ils ont été créés de manière imaginaire, non pas tout à fait comme des êtres vivants ou comme des objets de contemplation sympathique, mais bien plutôt comme des types, comme des abstractions, comme des termes permettant de raisonner socialement.

Ce que je voudrais traduire ici est évidemment familier à quiconque a entendu des Français discuter entre eux de la littérature contemporaine. Vous faites par exemple une visite à Paris, et vous trouvez six ou huit personnes, réunies par le hasard, dans un salon agréable à fréquenter. Elles sont en train de parler d'une pièce qui vient précisément d'être montée sur un des meilleurs théâtres. Il vous est arrivé d'assister à cette œuvre, d'y prendre un vif intérêt et, en même temps, de ressentir une émotion différente de celle que les caricatures françaises ont l'habitude d'attribuer

aux Anglais par le mot définitif : *shocking*. A votre grand effroi, quelques-unes des dames réunies dans ce salon paraissent avoir partagé l'intérêt que vous avez éprouvé, mais sans ressentir la plus légère émotion. Elles disent des choses fines au sujet des détails de l'interprétation, auxquelles il ne vous serait jamais arrivé de penser. Vous commencez à comprendre le degré d'art qu'impose l'intelligence critique de ce public à ses acteurs. En réfléchissant à cet aspect de la question, vous oubliez pour un instant le malaise que vous, Américain, vous avez ressenti en présence des actes des personnages que ces admirables artistes dramatiques ont si merveilleusement interprétés devant vous. Vous perdez le fil de la conversation. Lorsque vous essayez de le ressaisir, vous vous apercevez qu'il est question d'un des autres points de vue que suggère ce drame. Ces femmes charmantes — il n'y a pas de jeunes filles dans la compagnie — ne discutent déjà plus le jeu des acteurs. Elles expriment avec vivacité leur opinion sur les caractères de la pièce. Et, à ce moment, vous commencez à voir clair. L'intrigue de la pièce vous était apparue individuelle : Armand était Armand, Germaine était Germaine. Devant eux, en dépit de toute la précision de termes qui mettait en valeur les amours d'Armand et de Germaine, la situation avait pris un caractère nettement collectif. Vous aviez pensé qu'il s'agissait, en l'espèce, d'une démonstration mathématique : le problème leur apparaissait bien plutôt comme

algébrique. Il y a dix contre un à parier que là où dans la discussion, vous eussiez dit *Armand*, ils eussent dit *un homme*; que là où vous eussiez dit *Germaine*, ils eussent dit *une femme, une épouse, une honnête femme*.

Mais, avant que vous ayez pu complètement saisir cette nuance, la conversation se poursuivra. Elle se sera généralisée sans qu'il vous ait été loisible de percevoir quand et comment la chose s'est faite, et ces personnes à l'esprit vif discuteront gravement, avec animation et même de manière passionnée, un problème abstrait de psychologie, de conduite ou de morale. Que par ci, par là, elles en reviennent à un homme ou à une femme, à Armand ou à Germaine, ne change rien au cas. Ce qui les a réellement intéressé, ce qu'elles discuteront jusqu'à ce que quelque thème d'une actualité plus pressante les distraie, pourrait tout aussi bien leur avoir été suggéré par un sermon, par une conférence publique en Sorbonne ou par une pièce de théâtre, vous ayant semblé à vous-même abominable à certains égards.

La plupart du temps cependant, au moins aujourd'hui, des discussions aussi générales que celles qui ont lieu à propos d'un roman ou d'une pièce, rouent sur un de ces points fondamentaux que nous avons essayé de mettre en évidence. Il existe un système déterminé — social, religieux, moral, à votre gré. Les conventions acceptées qu'il impose devraient sans relâche réprimer les instincts de certains individus, et probablement elles devraient

par la même occasion aller jusqu'à dominer ou enrayer quelques instincts communs à l'humanité toute entière. Pour rendre cette situation plus claire, un auteur l'a concrétisée dans les personnages d'Armand et de Germaine. Cependant Armand et Germaine ne sont pas, avec le point en discussion, en relation plus étroite que lorsqu'il s'agit d'une proposition géométrique et de la figure qui sert à illustrer le raisonnement qu'elle contient. Ils sont nécessaires au développement, mais une fois qu'ils ont été employés ainsi, ils ne gardent d'importance que pour préciser la ligne. La véritable question est de savoir qui, dans le cas où la rigueur du système et l'instinct de l'individu sont en conflit, doit triompher, du système ou de l'individu.

De manière évidente, et partout, les manifestations de l'individualisme peuvent revêtir des formes licencieuses. Vous pouvez illustrer cette vérité, si vous préférez, en vous référant à ce cas moins grave des licences poétiques, adoptées par les hommes de lettres, impatients de la contrainte traditionnelle. Quiconque se souvient des efforts que tentèrent les dévots du dogme classique, quand parut *Hernani*, pour faire supprimer la métaphore hétérodoxe :

« Vous êtes *mon lion*, superbe et généreux. » peut se rendre compte qu'en France les discussions purement littéraires elles-mêmes sont bien loin d'être indifférentes. Mais, sans même apprécier de tels épisodes, vous ne pouvez jamais comprendre

le point de vue français, quand les systèmes et les individus entrent en lutte. Toute votre attention concentrée sur ces licences dramatiques ne saurait écarter cette vérité que les questions de licence contenues dans de tels couplets représentent surtout des licences de conduite personnelle, semblables à celles que notre tradition anglo-saxonne préfère, la plupart du temps, passer sous silence.

Une fois encore, à ce propos, nous voyons s'opposer très nettement la loyauté intellectuelle des Français et la loyauté morale des Anglo-Saxons. A certains égards, on conjecture quelquefois que les Français sont moins scrupuleux, en ce qui concerne l'exposé des faits concrets, que ne le souhaiterait notre propre sentiment. Quand, d'un autre côté, la question en litige est une proposition générale, ou qu'il s'agit de ses conséquences, ils deviennent inflexibles. Chez nous, le cas est précisément l'opposé. Lorsque nous discutons un fait concret, sans merci, nous exigeons la vérité de nous-mêmes et des autres, quels qu'ils soient : mais lorsque nous en venons à examiner des propositions générales, nous nous accordons le loisir d'une nonchalance intellectuelle, qui apparaît comme très regrettable aux yeux de nos voisins, d'intelligence si alerte. Bien mieux même, lorsqu'il s'agit de tirer les déductions dernières de ces propositions générales, nous inclinons non seulement à nous en désintéresser, mais même nous témoignons de la mauvaise humeur, si l'on insiste. Dans

un cas d'espèce, un Français de la meilleure sorte serait plus disposé que nous autres à répondre de la pureté d'une femme, malheureusement surprise dans une situation équivoque ; en revanche, il serait plus facilement prêt que nous à admettre cette fâcheuse vérité que partout où des hommes et des femmes vivent ensemble, des situations équivoques se présentent fréquemment. Ainsi, en fin de compte, les Français nous tiendraient-ils pour hypocrites, tandis que nous, commettant une erreur semblable à la leur, les regarderions comme menteurs.

C'est en grande partie, cette loyauté intellectuelle qui permet aux Français de se servir, dans leur littérature, de ces sujets, qui, en général, nous sont interdits à nous-mêmes. Cela les amène, entre autres résultats, à considérer comme chose évidente ceci, qui est d'ailleurs vrai partout, que les sujets qui sont les plus favorables à la littérature ne sont pas les banalités de la vie quotidienne. Autrement, le grand livre d'un boutiquier pourrait servir de thème à un roman. En général, la littérature doit être alimentée par les cas d'exception intéressants. Parmi ceux-là, les plus piquants, dans l'ensemble, ont pour origine les tendances indépendantes de la passion entre hommes et femmes. Si ces incidents n'étaient point exceptionnels, ils ne seraient pas intéressants : vous pouvez imaginer un état social où la monogamie pourrait avoir tout l'attrait du romanesque, mais il n'est pas celui de l'Europe civilisée. Nier ces vérités générales

paraîtrait à un Français le fait d'un détraqué : mieux même, d'un sot.

Cependant, sans nul doute, il existe une autre raison grâce à laquelle la littérature française donne une notion inexacte de la vie française : elle réside dans l'attachement des Français envers la tradition. La loyauté intellectuelle de ce peuple, l'entêtement qu'il apporte à généraliser, n'est pas pour lui un trait nouveau : il existe depuis qu'il est constitué en nation. Et quoique, sous sa forme actuelle, qui est d'apparence extrêmement sérieuse, il puisse sembler différent de ce qu'il avait coutume d'être, son fond reste identique. Les vieux contes populaires de la France, et ceux qui en dérivent, sont tous remplis d'un esprit grivois — de *gaieté gauloise*, comme ils l'appellent parfois aujourd'hui. La France a toujours eu ses systèmes et a toujours admis le retour régulier des exceptions. De cela, elle riait autrefois : aujourd'hui, elle semble plutôt disposée à en philosopher. Mais rire ou raisonner est une question de mode. Ce sur quoi les Français dissident maintenant est l'ancien sujet de leur raillerie et, très vraisemblablement, il le sera encore quelque jour. En tous les cas, ce n'est point seulement un sujet que leur loyauté intellectuelle doit considérer comme d'un intérêt éternellement humain ; c'est encore le thème qu'une convention immémoriale de leur race a sacré comme le thème naturel de la littérature. La fragilité de la femme est vieille comme Ève, et le rôle qu'elle joue dans la littérature française est aussi important

que celui d'Arlequin, dans nos pantomimes de Noël.

Ces considérations diverses doivent nous amener à ce but que nous cherchons maintenant : à comprendre pourquoi la vie de la France moderne, lorsque nous arrivons à la bien connaître, apparaît tellement différente de celle qui est généralement décrite dans les littératures les plus florissantes de l'Europe moderne. Nous avons vu quelle place tenaient les conventions dans ce paradoxe. Nous avons vu aussi le rôle qu'y jouait la tenace loyauté intellectuelle des Français. Nous avons vu que cette loyauté, ou tout ce qui lui ressemble, implique la reconnaissance de ce fait, que la matière littéraire par excellence est bien plutôt l'exception à la règle que la règle elle-même. Et nous nous trouvons ainsi amenés à une conclusion, ou tout au moins à une assertion curieusement éloignée de notre point de départ originel. Il existe des raisons, en résumé, de croire que la si grande et si générale audace de la littérature en France, bien loin de prouver que l'immoralité soit la règle de la vie française, tend bien plutôt à démontrer qu'elle n'est que l'exception.

Une autre considération dont nous n'avons pas encore parlé, renforce cette conclusion. Comme chacun sait, les Français ne sont pas un peuple paresseux. Ils sont probablement le peuple qui possède l'intelligence la plus vive du monde moderne tout entier, et cela tient à la fois à un instinct naturel et à un entraînement, créé par les circonstances

de leur vie, où la concurrence joue un si grand rôle. L'intensité de ce phénomène, si évident lorsqu'on étudie en détail leur organisation universitaire, suppose un travail intellectuel incessant et soutenu. Ainsi s'explique leur attachement à leur système social. Un bon Français doit non seulement faire tout son possible pour maintenir et pour accroître sa propre position dans le monde, il doit encore s'occuper, aussi bien, des intérêts de sa famille. Il doit veiller aux carrières de ses fils ; il doit pourvoir aux dots de ses filles ; il doit se rendre compte si son intérieur, important ou modeste, est dirigé avec prudence ; il doit terminer chaque année dans une sécurité un peu plus grande que celle qui l'avait réjoui à son commencement. Il ne saurait jamais négliger aucun détail. C'est bel et bien. Cela signifie que quand son labeur quotidien est achevé, il ne serait pas un homme s'il ne se sentait pas heureusement fatigué. Il a besoin alors d'amusement, de diversion, de distraction, de récréation. Pour reconstituer ses facultés d'attention, il lui faut quelque chose de différent de ce qui les occupait hier et avant-hier, et de ce qui les occupera demain. Il ne serait pas lui-même, d'autre part, s'il ne demandait pas à ce divertissement stimulant de revêtir une forme rigoureusement précise. Il est plus friand, j'ose dire, de généralisations que nous ne le sommes, mais il aime les fonder sur des réalités concrètes, et ces réalisations ont besoin d'être d'une espèce telle qu'elles s'emparent immédiatement de son attention fatiguée.

Ce qui est vrai du Français est exactement aussi vrai — peut-être davantage encore — de sa femme, honnête et dévouée. Elle ne serait pas Française, elle non plus, pas plus que lui, si elle n'avait pas cette forte habitude d'une loyauté intellectuelle, qui d'une part admet l'existence de choses que nous, Anglais ou Américains, inclinons à ignorer, et de l'autre maintient cette vérité, déplorable peut-être, mais indéniable à coup sûr, que certaines choses ont un pouvoir durable d'exciter l'intérêt, de maintenir l'attention, de nous faire oublier pour un moment la monotonie de la journée passée et de celle à venir, de toutes celles qui se succèderont l'une après l'autre, jusqu'à la mélancolique et dernière, celle qui nous introduira dans la mort. Comme un sujet véritable de distraction, les Français demandent à leur littérature quelque chose de différent de ce qu'ils trouvent dans la vie, exactement comme les ouvrières américaines aiment à lire des romans évoquant des duchesses. Ils se tournent instinctivement vers la série de faits qui est la moins familière à leur existence quotidienne et, comme telle, qui est la plus apte à retenir leur attention. En conséquence, cette série de faits est fatalement immorale.

Un exemple frappant de ce que j'ai à cœur de montrer me fut récemment conté par un ami français, qui avait vécu quelques années en Amérique. Pendant un séjour à Paris, il flânaît dans un petit théâtre populaire, fréquenté par de modestes boutiquiers et consorts. A côté de lui,

se trouvait une grosse et maternelle personne, dont les devoirs quotidiens étaient évidemment absorbants, car il ne pouvait s'empêcher de l'entendre discourir avec volubilité sur son intérieur, sa boutique, ses enfants, sur l'endroit où vous pouviez acheter à meilleur compte votre épicerie, sur ce qu'elle comptait vendre à bon ou à mauvais compte, sur la nécessité plus ou moins grande d'acheter à Louis une paire de chaussures plus résistante, afin de le guérir de ses maux de tête. Le rideau se leva. Le premier acte de la pièce était d'une légèreté qui épouvanta mon ami, après son séjour prolongé en Amérique. La grosse matrone, à son côté, n'éprouvait pas de tels scrupules. Sans conteste, l'œuvre était très amusante et on ne pouvait faire autrement que d'écouter. Elle riait avec une joie qui faisait plaisir à voir. Et quand le rideau tomba, pour se relever, en temps voulu, sur une farce aussi libre que la première, elle emplit l'entr'acte d'un bavardage, tout entier consacré, comme le premier, à son foyer. Bonne âme, fatiguée de l'assiduité qu'elle apportait à l'accomplissement de son devoir, elle trouvait un plaisir innocent — et rien de plus — à s'abandonner à ce paisible délassement. La considérer comme dépravée vous eut été aussi impossible que de juger telle une jolie jeune fille se complaisant à valser.

Le phénomène n'est d'ailleurs pas particulier aux Français. Un sénateur américain, réputé pour son austérité, célèbre par ses travaux remar-

quables au Congrès, était dernièrement signalé par un bibliothécaire comme ayant l'habitude de se distraire, en lisant des livres qui eussent fait rougir ses électeurs et sa famille. Il ne convient pas de déduire de ce fait que sa conduite s'était jamais relâchée, fut-ce pour un instant, soit en public, soit secrètement : bien au contraire. De même, à mon sens, les perpétuels dérèglements de conduite que l'on trouve décrits dans la littérature française doivent bien plutôt être considérés comme la contre-partie intellectuelle d'existences se déroulant dans une habituelle régularité.

Une des formes que revêt cette régularité peut souvent surprendre un étranger qui se trouve en compagnie de Français, causant familièrement entre eux. Je m'expliquerai mieux en citant l'anecdote que me conta un Américain, séjournant à Paris. Il aimait à lire les romans français et ne se croyait, en aucunes façons, bégueule. Cependant, certains épisodes, dans les œuvres d'un auteur français illustre l'avaient déconcerté. Cela n'empêchait pas que l'on lui assurât la parfaite honnêteté de l'homme, ce qui lui semblait douteux. Comme tel, il l'inscrivit sur l'*index expurgatorius* de sa mémoire. Or, un jour, il lui arriva de se trouver dans un dîner, placé à côté de ce déplorable personnage. L'aspect du romancier était irréprochable, sa personnalité et ses manières séduisantes. La conversation était générale et animée. Elle commença avec le potage et se termina assez avant dans la soirée. La compagnie tout entière,

à l'exception de mon ami, était composée de Français. Ce dernier prit à peine part à l'entretien, étant trop peu familiarisé avec la langue pour la manier couramment. Il remarqua que tous ces gens parlaient avec une liberté parfaite, disant tout ce qui leur venait à l'esprit. Plus que les autres convives, le romancier prit la parole. Mon ami m'affirma qu'il n'avait jamais passé une plus délicieuse soirée. Et ce fut seulement, rentré chez lui, qu'il se rendit entièrement compte d'un fait curieux. Au cours des heures pendant lesquelles tous ces Français avaient conversé, pas un mot n'avait été prononcé qui n'eût pu l'être devant une jeune fille. Et autant qu'il pouvait se fier à sa mémoire, mon ami me déclara qu'il n'eût pas été capable d'en dire autant de n'importe quelle société anglaise d'hommes. Il me rappela, avec un soupir, une phrase tirée du pastiche d'une comédie de l'époque d'Élisabeth, auquel je m'étais complu quelques années auparavant : « Quand connûtes-vous une société d'hommes livrés à eux-mêmes qui évitaient l'écueil de dire des polissonneries ? »

Et cependant ce n'était pas seulement le romancier, chorège de cette conversation animée sur la politique, les beaux-arts, la philosophie, les voyages, qui avait écrit des pages que nul Américain digne de ce nom n'eût signées ; les autres membres de la compagnie avaient aussi bien péché, quoique autrement et de manière moins grave. C'est pourquoi je me sens assez disposé

à tenir pour vraie la conclusion à laquelle était arrivé mon ami. Les Français ont la liberté d'écrire des phrases qu'ils ne prononceraient pas. Les Anglo-Saxons peuvent dire des choses qu'ils n'écriraient pas. Et les commentaires sur une vérité comme celle-ci peuvent être variés. Vous pouvez en imaginer six pour l'une et une demi-douzaine pour l'autre : en fait, ils se résument tous en celui-ci : que les personnages de vie honorable considèrent les choses de points de vue différents, suivant qu'ils sont les familiers des mœurs françaises ou des nôtres. Une honnête femme d'Amérique, devant qui je me risquais à faire cette remarque, déclarait, en termes voilés, qu'en résumé, tous ces hommes, quels qu'ils fussent, devraient au fond avoir honte d'eux-mêmes. Je me retins de lui répliquer que si j'avais considéré ainsi les choses, je me serais exposé — au moins au jugement de la loyauté intellectuelle qui domine en France — à être taxé par ces Français d'hypocrisie anglo-saxonne.

Une autre observation peut encore jeter quelque lumière sur le choix conventionnel des sujets, dans la littérature française. Comme nous l'avions présent à l'esprit, au moment où nous analysions la constitution de la société française, les artistes de ce pays — en employant ce terme d'artiste dans son sens le plus large — forment une classe à part. Chez nous, le mot artiste évoque l'idée d'un homme, qui a dédié sa vie à l'art pictural. Parmi les Français, il est difficile, je crois, de

s'arrêter à pareille délimitation. Ils appellent artiste tout homme qui consacre son existence à la contemplation et à l'expression, par opposition à celui qui se livre à cette sorte de travail que les manuels d'économie politique appelaient, dans mon enfance, productifs. L'effort d'un artiste ne vise pas à accroître le bien-être de la société, mais à élargir son intelligence et, par-dessus tout, à augmenter la somme des plaisirs esthétiques. Peintre, sculpteur, architecte, musicien, acteur, homme de lettres, c'est tout un. Il y a sans doute des grades dans la hiérarchie de l'art, exactement comme il en existe dans les autres professions libérales ou dans l'armée. Par instants, l'un de ces arts peut être au pinacle de la mode ; à d'autres moments, il peut être le moins favorisé. Ces nuances de différenciation ne sauraient supprimer la plus grande de toutes : le monde des beaux-arts en France est un monde à part, qui a son existence très personnelle et digne d'admiration.

Les artistes peuvent être d'origine aristocratique. Le plus souvent, ils sont de souche bourgeoise. Quelquefois, ils sortent du peuple. Une fois devenus artistes, ils appartiennent avant tout à leur propre classe : j'ai déjà dit par ailleurs, ce qu'était cette caste particulière. Dans leur art, ils sont profondément sérieux, de robustes travailleurs. A première vue, leurs existences sont aussi ordonnées, aussi régulières, aussi ponctuelles que l'existence de quiconque. Lorsqu'on les connaît mieux cependant, la question de la régu-

larité est, à beaucoup d'égards, pour eux, une chose beaucoup plus indifférente que cela n'a lieu, chez nous, dans le même monde. Je me suis permis de comparer cet état de choses avec ce que nous avons l'habitude d'avoir sous les yeux, en Amérique, dans le monde des gens de théâtre. Aussi longtemps qu'un acteur joue bien et se conduit agréablement, nous lui demandons beaucoup moins qu'à toute autre personne. Et parce que notre goût nous écarte d'un milieu où peuvent se présenter des situations embarrassantes, nous ne sommes pas tout à fait disposés à le pénétrer plus intimement. Les nombreuses qualités de cœur de ses membres ne sont pas d'ailleurs ici en question. Il s'agit seulement de reconnaître loyalement que leurs principes de conduite journaliers diffèrent probablement — que ce soit en bien ou en mal — de ceux que nous avons l'habitude de considérer comme plus conformes à notre nature.

Le cas d'un père et de son fils, tous deux également illustres dans la littérature française du XIX<sup>e</sup> siècle, expliquera mieux ce que je veux dire. Au nombre des livres assurés de l'immortalité se trouvent des romans d'Alexandre Dumas. Si vous avez tendance en bonne santé à trouver ces œuvres vulgaires, lorsque vous vous sentez soucieux, feuilletez *Monte Cristo* ou *Les Trois Mousquetaires*, et vous n'aurez pas besoin d'une autre diversion. Cependant, aussi bien qu'on la connaisse généralement, la vie de Dumas, quoique très amusante, ne fut pas particulièrement austère,

et c'est là un fait qui n'a pas plus d'influence lorsqu'il s'agit de l'agrément de sa narration que la morale personnelle d'un chanteur d'opéra n'en peut avoir sur la qualité des notes émises par son organe vocal. Sans doute, vous ne l'auriez pas choisi comme précepteur de vos fils, mais cela a cessé d'avoir de l'importance, avec sa vie. En revanche, le monde entier pourra toujours prendre plaisir à la lecture de ses romans pleins de verve.

D'autre part, vous ressentirez toujours une ombre d'embarras si l'on vous interroge sur son fils, le plus jeune des Dumas. Sa naissance, régulière au point de vue de la loi naturelle, ne fut pas accompagnée de ces formalités légales, conventionnellement reconnues parmi nous, comme étant les préliminaires de tels événements. Les conditions dans lesquelles il fut élevé furent telles qu'à l'âge où la plupart de nos fils sont encore au collège, elles trouvèrent leur symbole dans *La Dame aux Camélias*.

Quelle que soit la morale dernière de cette œuvre classique, nul ne peut nier son extraordinaire pouvoir, ni que ce pouvoir ne tire son origine de deux qualités profondément caractéristiques de cet auteur. Elle surprend sur le moment votre sympathie ; sans vous laisser le temps d'examiner si vous approuvez les actes de ces héros ou si vous êtes d'accord avec eux, si vous les comprenez et si vous compatissez à leurs peines. Plus éminemment encore, l'œuvre est d'apparence sérieuse ; elle discute les questions

avec une profonde gravité. A ce point de vue, n'importe quel sermon aurait bien du mal à la surpasser.

L'un et l'autre de ces traits ont duré autant que l'admirable carrière artistique de Dumas fils. Ce qui plus est, comme il avançait en âge, il devint le sérieux interprète d'un code moral aussi simple et aussi solide que celui que vous pouvez entendre formuler dans une école orthodoxe du dimanche. Il le prêcha, naturellement, en termes de son crû, avec cette ardeur instinctive que l'on retrouve dans toutes les œuvres françaises récentes. Il le prêcha aussi, avec un peu de cette ferveur qui anime les esprits des convertis ou des fondateurs de morale. Les lieux communs de nos nourrices brillaient pour lui de toute la splendeur du nouveau, de la vérité se révélant elle-même. Sa carrière comme artiste, fut honorable, conscientieuse et remarquable. Il était célèbre pour sa popularité, sa force et sa silhouette. Parmi les membres de l'Académie française, nul, en son temps, ne fut plus universellement illustre et plus assuré de l'estime publique. Comme homme de lettres, il commandait non seulement l'admiration, mais encore le respect, et l'on m'a donné à comprendre qu'il inspirait ces mêmes sentiments à ceux qui avaient le privilège de l'approcher, dans la vie privée.

Et cependant, de *La Dame aux Camélias* à *Denise* et à *Francillon*, il exposa ses principes, en employant la phraséologie de son milieu social,

et il les traduisit en des intrigues d'une immoralité remarquable. Il s'éleva d'un monde de cynique désordre, à travers cette société équivoque à laquelle il donna le nom de *Demi-monde*, jusqu'à ce système socialement établi de la classe moyenne et des hautes classes françaises. Du haut en bas, partout, il nous montra le mal que crée la mauvaise conduite et il put accomplir cette œuvre, grâce à sa perspicacité et à son analyse impitoyables. Sans aucun doute, c'était là en partie une matière de son art, imposée par ces conditions dont nous avons déjà été obligé de tenir compte. Mais en partie aussi, son théâtre fut le résultat de son expérience personnelle. Ayant vu le jour, en effet, dans le monde des artistes, il y vécut, y travailla et y atteignit à une situation respectée, non seulement à Paris et en France, mais encore dans l'univers tout entier. Cependant, ces résultats, fils de cette expérience personnelle, eussent, après tout, suffi à composer les sujets de son art, ainsi que nous le rappelions, voici un moment. La plus grande partie de son existence s'était, en effet, écoulée dans des milieux où les écarts de conduite sont plus nombreux que dans le monde où la plupart d'entre nous fréquentent. Ceci eût été vrai, chez nous, de n'importe quel acteur et n'a rien à faire, je ne saurais trop le répéter, avec le caractère et les principes personnels. C'est vrai, en général, de tous les artistes en France, de l'Académie aux cafés des Champs-Élysées. N'importe qui, qu'il soit artiste ou non, doit, la plupart

du temps, considérer comme normale l'apparence de la vie qu'il connaît le mieux. Ainsi, nous avons trouvé une autre raison différente pour expliquer le choix des sujets qui dominent la littérature française.

Et pourtant, il est possible après tout que nous soyons allé trop loin. Nous avons essayé de marquer les différences profondes qui séparent la vie française telle qu'on peut la voir, de la vie française, telle que la représente la littérature, qui fonde l'opinion de l'étranger à l'égard de la France. Nous avons découvert différentes raisons à ces contrastes, des raisons traditionnelles, des raisons psychologiques et des raisons sociales. Très vraisemblablement, nous eussions mieux fait comprendre cet état d'esprit, en mettant en évidence une différence analogue, également frappante pour tout étranger qui visiterait d'abord l'Amérique, sans pénétrer dans l'intimité des Américains. Si je puis me fier à ma propre expérience, après plus d'un voyage à l'étranger, le fait qui étonne le plus en Amérique, quand on la voit pour la première fois, c'est la profusion des journaux. Vous en trouvez partout, dans les mains de tous ; et la mode, qui s'est établie récemment, de remplir les blancs avec des sommaires en gros caractères est telle que vous ne pouvez faire autrement que de remarquer les principaux événements qu'ils racontent. Quand je revins dernièrement à Boston, après une année d'absence, on s'occupait d'identifier le corps d'une mal-

heureuse jeune fille. Il avait été découvert en deux ou trois morceaux, flottants dans le port. Jour par jour les détails de ce fait-divers étaient copieusement illustrés dans les journaux qui vous assaillaient dans tous les endroits publics. Ce fait peut être considéré comme typique. Meurtres, cambriolages, enlèvements, accidents, mauvais coups, vous sautent aux yeux, en caractères monstrueux, le matin, le midi, le soir. Les trains sont pleins de gens qui ont le nez enfoncé dans ces feuilles savoureuses.

Dans ces conditions, tout étranger pourrait aussi bien conclure que notre Amérique d'aujourd'hui est une terre où le voisin le plus respectable, que l'on a chance de rencontrer, est pour le moins un voleur. Le bien-être, chez nous, apparaît comme le fruit naturel d'un vol accompli de propos délibéré. La prééminence politique semble être au mieux le lot de l'arrogance démocratique, s'employant à opprimer le pauvre et à le dépouiller. La principale occupation de ceux qui pourvoient à la nourriture est montrée comme un effort de balance entre la rapacité et l'empoisonnement. Et ainsi de suite. Je n'exagère pas intentionnellement l'impression probable, produite sur le voyageur, par les journaux remueurs de fange et jaunes, qui maintenant sont si populaires aux État-Unis.

Sous le rapport du goût, cette forme de dépravation se passe évidemment de commentaires. Mais, par ailleurs, psychologiquement, elle est à la fois

intéressante et instructive. Elle constitue un exemple banal de la même impulsion humaine, qui, égale, sauf au point de vue de la vulgarité, peut être relevée dans le choix des sujets les plus fréquemment adoptés par la meilleure littérature française. La conclusion à tirer de ce fait, ce n'est pas que vous vous trouvez en présence d'une société si corrompue qu'elle est en voie de se dissoudre. C'est bien plutôt que des êtres humains fatigués, las à force de remplir avec conscience leur vie régulière, trouvent une diversion à contempler quelque chose qui diffère de la monotonie de leur routine quotidienne. La littérature leur fournit ce délassement. En France, cette distraction offre un grand mérite intrinsèque ; en Amérique, elle a seulement la valeur éphémère du journalisme populaire. Dans les deux cas, sa relation avec la vie de chaque jour est la même. Elle met en évidence les désordres, afin de contrebalancer l'enlisante torpeur de la vie régulière. Si vous vous arrêtez à une autre conception, vous tomberez fatalement dans l'erreur ; vous considérerez l'exception comme la règle.

J'espère au moins que la façon dont j'ai essayé de présenter cette analogie aura servi à définir mon propos. Je ne l'ai pas fait avec une intention d'apologie. Je n'avais pas le dessein de recommander ou de condamner les sujets les plus ordinaires de la littérature française, pas plus que je ne songeais à louer ou à blâmer l'attitude actuelle des quotidiens d'Amérique. J'ai seulement essayé

de mettre en évidence la ressemblance qui existe entre un paradoxe que nous saisissons tous, et un autre qui nous échappe généralement. La vie américaine n'est pas telle que serait tenté de l'admettre un étranger, lisant nos journaux. La vie française non plus, n'est pas telle que pourraient le penser les étrangers qui la connaissent uniquement par les romans de ce pays. Dans chacun des deux cas, les faits présentés sont substantiellement vrais ; dans chaque cas, ils sont comparativement exceptionnels ; dans chaque cas la force puissante de l'ordre social est sur l'instant ignorée. Dans chaque cas, comme on s'en aperçoit quand on connaît mieux chacune de ces nations, cette force se montre si vivace, si continue que, en généralisant la vie qu'elle anime, on a peine à se tromper.

Car partout la vie humaine est une lutte entre des forces qui sont bonnes ou mauvaises — les forces créatrices ou destructrices. Il en est de même dans l'ordre physique, moral ou social. Sans le mal, la vie ne pourrait exister ; sans le bien, nulle part, elle ne saurait durer.

## VI

### LA QUESTION RELIGIEUSE

JUSQU'A maintenant, nous nous sommes peu occupé de questions soumises à la controverse. J'ai tâché d'apporter quelques clartés sur la manière dont j'avais pris contact avec le caractère français, par le moyen des universités, de la société et de la vie familiale. J'ai essayé d'analyser ce caractère — si ce terme d'analyse n'est pas trop prétentieux, eu égard à ma tentative — et de mettre en évidence comment le profond amour de la systématisation, qui prévaut en France, se combine avec cette loyauté intellectuelle de ses fils, pour provoquer chez ce peuple des malentendus perpétuels, sincères et passionnés. Et j'ai fait de mon mieux pour expliquer pourquoi l'impression que l'étranger peut se faire de la France moderne, d'après la littérature de ce pays, est différente de celle qu'il aurait, s'il se trouvait en contact direct avec l'existence qui s'y vit.

Il serait invraisemblable que mes commentaires obtinssent l'unanime approbation. Ils sont trop un mélange de mes opinions avec les faits pour ne pas comporter des fautes d'inattention, et peut-être même des erreurs importantes. Mais ils ne nous ont pas entraîné sur un terrain dangereux.

Au pis, ils représentent les efforts d'un homme pour comprendre, avec le plus de sympathie possible, la nature d'un peuple étranger, passionnément intéressant, étranger bien qu'ami, séduisant dès l'abord et même après coup. Dans un cas semblable, les erreurs d'observation ou les bêtues personnelles, même si elles ne sont pas tout à fait insignifiantes, ne sauraient avoir d'autre résultat que de susciter la correction, grâce à une critique amicale.

Avec les sujets que nous abordons maintenant, il ne saurait en être de même. Les questions religieuses et politiques, même lorsqu'elles ont la bonne fortune de ne pas être brûlantes, ne vont jamais sans un feu qui couve et d'où, à tout moment, peut jaillir la flamme. Ceci est particulièrement vrai chez un peuple aussi ardemment attaché que le peuple français à la systématisation. Et il y a rarement eu dans son histoire une période où les discussions politiques et religieuses aient été plus ardentes qu'à l'heure actuelle. Ce sont de vastes problèmes qui sont en discussion, et de sérieux principes qui sont en jeu. Aux hommes les plus habiles, engagés dans une pareille controverse, les positions semblent nettement dessinées, comme chez nous, voici quarante ans, lors de la terrible épreuve nationale de notre guerre civile. Quiconque considère que ses conclusions sont justes doit inévitablement croire qu'il a moralement raison, et être prêt à tout sacrifier à quelque idéal plus parfait. Quiconque pense ainsi, doit avoir besoin

de plus de sang-froid que la plupart d'entre nous ne pourraient en montrer, s'ils considéraient les adversaires uniquement comme des êtres néfastes, agissant ainsi peut-être avec perversité, plus probablement avec un aveuglement volontaire, ce qui rehausse la nécessité de l'indignation. Il est difficile en conséquence d'aborder de telles questions sans paraître prendre parti. Plus on s'efforce d'être impartial, plus grand est le danger. Car lorsque vous demeurez isolé, dans toute controverse passionnée, chaque camp considère généralement que vous appartenez à l'ennemi.

Rien ne saurait être cependant plus éloigné de mon propos, de mon dessein légitime. Ce fut avec les sentiments d'un visiteur ami que je connus les Français, durant l'année que je passai au milieu d'eux. Pendant toute cette année, les questions politiques et religieuses suscitaient de vives discussions. Des amis, qui me témoignaient une égale cordialité, et qui méritaient également ma considération, se trouvaient appartenir à des partis opposés. Croire que l'un d'eux avait complètement raison, c'eût été perdre l'amitié de l'autre. Et puis, cela eût demandé une connaissance plus parfaite des choses, une plus grande expérience que la mienne. Or, il était une seule chose dont je savais la valeur irréfutable, toujours vraie, stimulante : je m'étais rendu compte que le caractère français était vraiment impressionné par les questions qui le remuaient, jusqu'au fond de l'être. Certaines considérations, largement générales, en vinrent ainsi à prendre

forme dans mon esprit, et depuis elles ont tendu à mieux se définir. Ce sont elles, et rien de plus, que je vais essayer de mettre en valeur.

Il est bien difficile de se familiariser avec les Français sans s'apercevoir qu'ils sont un peuple instinctivement et profondément religieux. Mais une telle formule risque de créer un malentendu. Elle est susceptible de s'associer si étroitement avec les mots d'un credo défini quelconque, que pour la plupart d'entre nous, elle peut, à moitié inconsciemment, commencer à les présupposer. Pour un Américain de vieille race, par exemple, fidèle au passé, le mot « religieux » a peine à ne pas évoquer l'accoutumance plus ou moins conventionnelle d'assister chaque dimanche à deux longs sermons et à ne pas impliquer la récitation, avant le sommeil, des prières. De telles associations d'idées, si respectables et si salutaires soient-elles, nous éloignent le plus souvent sensiblement du fait fondamental que ce mot, en son sens le plus large, représente dans le monde entier.

Nous autres humains, nous passons les quelques années de notre existence mortelle dans un monde ensoleillé ou plein d'ombres, dont nous né connaissons ni l'origine ni la destinée. Nous nous efforçons, à mesure que nous croissons, à connaître les faits qui nous entourent, nos compagnons et les conditions dans lesquelles nous vivons tous. Nous arrivons peut-être à comprendre quelque chose de plus que ce que pourrait nous enseigner notre expérience. L'histoire, par exemple, et la science

nous mettent face à face avec les hommes et les phénomènes, avec les aspects étranges de la vie, de la matière, de la force, d'une manière telle que les sens ne nous les eussent jamais révélés. Mais, aussi loin que puissent s'étendre ces clartés de nos perceptions, elles ne sauraient jamais dépasser une certaine limite : elles nous donnent une conscience de plus en plus grande de notre faiblesse enfantine.

Un enfant se trouve dans un monde où il peut paraître diriger une parcelle de l'immensité, qui s'étend partout autour de lui : ses jouets peut-être et son petit frère. Une plus grande partie de cette immensité le dirige à son tour : ses parents, leurs ressources, le cheval qu'il peut monter une fois harnaché, mais qui se révèle trop grand à lui pour qu'il le mène. Par delà les circonstances de sa vie quotidienne, il existe pour lui un infini. De même, cet infini s'étend, au-dessus de nous tous, de toutes parts, bien plus formidable encore que ne peut l'imaginer quiconque d'entre nous, qu'il ait d'ailleurs tenté de s'en rapprocher, dans une direction ou dans une autre. Et la mort nous domine de tous côtés, mystérieuse, inexorable ; on nous dit qu'elle guette la planète ainsi qu'elle guette la mouche, dont le bourdonnement nous importune. La terre elle-même, pour un peu de temps seulement, possède une existence distincte et consciente, comparable à l'existence que perçoit chacun de nous. Mais la mort ne doit pas tout atteindre. Dans les espaces qui finiront, il y a des étoiles par

delà les étoiles qui se meuvent harmonieusement, dans le rythme de quelque force immense. Par delà les étoiles, comme au-dessus de l'enfant, se dresse quelque chose d'autre, à jamais inaccessible à la vue de l'homme. Qu'est ce quelque chose, nous ne pourrons jamais le savoir, mais nous pouvons toujours y croire. Les croyances de l'humanité, telles qu'elles se sont formulées, en credos et en systèmes, ont été innombrables. Elles se sont nuancées depuis l'adoration de la bête brute jusqu'aux concepts les plus éthérés de la philosophie mystique. La vérité qui les inspire toutes se révèle dans la plus simple, la plus inévitable des perceptions humaines. Au-dessus de tout existe une influence plus vaste, plus puissante que celle à laquelle nous atteindrons jamais. Si l'on reconnaît ces principes, on comprendra le sens du mot religion.

Les formules qui vous serviront à exprimer cette croyance peuvent très bien paraître lourdement erronées aux autres hommes, exactement comme les leurs pourront paraître telles à votre entendement. Au cours des siècles, les adeptes d'une croyance ont toujours renversé les idoles d'une religion antérieure. Ce que la phraséologie favorite de notre temps appelle le cours de l'évolution religieuse est marqué à chaque pas par les ruines des idoles détrônées, qu'elles aient été de pierre ou de bois, ou simplement des formules de langage, mortnelles et mourantes. Mais les religions, alors même qu'elles sont en désuétude et honnies,

sont encore des religions. Elles laissent aussi leurs traces qui vous conduiront, où que ce soit, jusqu'aux portes de l'éternité, si vous avez de telles pensées, et que vous oubliez tout le reste ; vous vous trouvez sur le même seuil divin, en pénétrant dans les salles immenses de quelque temple désert sur le Nil, en guettant le coucher du soleil sur les ruines du Parthénon, en lisant la Bible ou en vous extasiant devant la vivante floraison de quelque aérienne cathédrale française.

Une intense et profonde vitalité rend l'architecture religieuse de l'ancienne France plus mémorable que toute autre, en Europe. Vous pouvez très bien oublier les détails de la structure et de l'ornementation, chers aux amateurs des monuments historiques. Les images mêmes de ces chefs-d'œuvre peuvent se confondre peu à peu dans votre esprit, jusqu'à devenir floues et fantastiques. Elles ne se faneront jamais jusqu'à cesser d'être vivantes. Bien plutôt, vous irez toujours en ressentant un plus grand étonnement, si vous pensez à cet idéal qui défiait les proportions, dans la France médiévale. Les lourdes voûtes elles-mêmes de l'âge le plus ancien ne flétrissent pas sous le poids qu'elles ont dû supporter. Au contraire, elles s'élancent, s'épanouissent en une floraison luxuriante de forte et splendide sculpture. Elles poussent haut vers le ciel leurs lignes, laissant la lumière céleste entrer à flots par les ogives et les rosaces ouvertes, comme des fleurs, à même l'épaisseur des murs. Les étendues se remplissent avec des gloires de couleur,

enrichissant le pur rayon solaire des austères images des patriarches, des saints, des anges, de la Sainte Vierge, de Notre-Seigneur lui même. L'aspiration s'élève de plus en plus, sans fatigue, surhumaine. Les arêtes et les voûtes, les meneaux et les fleurs sculptées se tordent comme des vrilles jusqu'au moment où elles commencent à perdre la sève qu'elles puisèrent tout d'abord dans des racines profondément enfoncées au cœur de la terre solide. Vous les sentez à la fin qui tremblent, frémissent, s'évanouissent. Et cependant, toute la vigueur de cette croissance a encore été plus avant. On croirait avoir sous les yeux la vie de quelque arbre d'une forêt, miraculeusement ramassée dans le champ de l'œil humain, avec les années et les âges de son développement, depuis l'arbuste jusqu'au géant, et cela de façon sensible, jusqu'à l'extrémité de chaque feuille frissonnante. Sans doute, la limite de cette croissance doit arriver, mais lorsque votre regard l'a rencontrée, les yeux demeurent tournés, plus que jamais, vers les cieux et vers les éternités. La splendeur de cette exubérance, qui vous a distrait un millier de fois, vous rappelle uniquement après coup quelle force vitale inépuisable était nécessaire pour inspirer une floraison aussi incessante, immortelle jusque dans les ruines même.

Tout ceci, en soi, est assez fantastique, et cependant, rien n'est plus vrai. Vous pouvez, si vous voulez, sourire de la fantaisie, mais vous ne pouvez la nier. Vous pouvez vous plaindre de trouver

ceci à la fois très banal et très éloigné du définitif. La vie elle-même est ainsi : à travers toute la nature elle se répète ; elle a ses ambitions ; elle est sans fin. Une seule chose est nécessaire pour qu'elle soit : une étincelle de la force qui irradie et anime l'univers visible. Elle peut se manifester dans une mouche ou un brin d'herbe, dans un être humain, une nation ou une race. Partout, sur la terre, elle est environnée d'ennemis, sûrs d'éteindre à la fin la puissance de son feu. Pas le moindre vestige n'en subsistera, mais quand ces traces demeurent dans des formes telles que celles qui nous ont entraînés à cette rêverie, nous ne pouvons nous empêcher, de reconnaître, même si nous ne pouvons pas comprendre, leur qualité étonnante. Il existe des ruines aussi vivantes que ces coquillages qui, depuis bien longtemps, ont perdu leurs habitants et qui cependant demeurent un souvenir durable de beauté. D'autres ruines ressemblent plus encore aux morceaux brisés de ces sculptures, qui s'efforcent à travers le temps d'imiter la maîtrise première de la nature. Dans les deux cas, il existe de la vie ; dans l'un et l'autre elle se manifeste à sa façon, mais la vie la plus vraie, la vie la plus voisine du cœur même de cette vie qui nous anime tous, se trouve seulement dans des serveurs comme celle qui soulevait la France entière, au temps où elle bâtissait ses cathédrales. Aucun peuple, aucune race, aucun mélange de races ne pouvaient nous laisser des œuvres comme celles-là, à moins que — au sein du terre à terre étouffant et troublant du

milieu — il ne fût dominé par la puissance de la religion.

Mais le temps où l'on construisait les cathédrales est depuis des siècles révolu, pouvez-vous dire, et cela à jamais. Sans nul doute, cette forme d'expression ne revivra plus. Nous sommes venus en d'autres jours, et, cela était déjà arrivé à nos pères avant nous, depuis des générations. Ils étaient dans cette situation ; et quelques-uns d'entre eux avaient vécu à cette époque où le protestant français Calvin — hérétique ou non, à votre gré — formula loyalement le système théologique le plus cohérent, le plus vivace qui ait encore été opposé à la Rome ancestrale. Vous pouvez déplorer ses erreurs, les dénoncer en même temps que sa sainteté. Vous ne pouvez nier la vigueur dont il fit preuve, au point de vue religieux, à une époque où la force de la vie s'était retirée des corporations qui avaient bâti les cathédrales. Le calvinisme demeure à la base même de notre vie, à nous, dans notre Amérique lointaine. De même, il restait une religion, méconnaissable bien que son apparence fut demeurée intacte, dans cette religion glacée, dans cette décadence d'un dogme appauvri, qui subsistait en France, à la veille de la Révolution et qui la précipita. C'est pourquoi, mieux vous apprenez à connaître les Français, aujourd'hui encore, plus sûrement vous vous rendez compte qu'au fond de leur cœur ils demeurent profondément religieux.

J'ai conservé le souvenir très vivace d'un épisode

de mon enfance. Pendant les dernières années du second Empire, on m'amena pour la première fois à Paris. L'éclat de cette période évanouie peut avoir été factice, mais certainement il brillait de manière éblouissante, de ce même éclat qui illumine toute société, à la fois prospère et perverse. Un enfant de dix ou douze ans même pouvait se rendre compte de la séduction du Paris impérial et s'apercevoir, au cours de ses promenades en voiture, le long des boulevards, que les airs d'Offenbach, bien loin d'être religieux, remplissaient très à propos de leur fantaisie l'atmosphère, en ce lieu. Et tout à l'extrémité de ces boulevards se trouvait la Madeleine, exactement à l'endroit qu'elle occupe aujourd'hui.

Un matin, j'y fus conduit, pour entendre de la musique religieuse. Au cours de la cérémonie se déroula une procession du clergé. Il venait de la sacristie où s'y rendait. La seule impression, merveilleuse, que j'ai gardée, est celle de la figure d'un prêtre, qui semblait le principal personnage. Tout le reste m'avait semblé démonstration païenne : cette prestance grave et belle était celle d'un saint, d'un être venu de quelque monde plus beau que celui que j'avais jamais pu rêver. Naturellement l'église était remplie. Une dame auprès de nous surprit quelques-unes des paroles que je prononçai, lorsque cette inoubliable figure nous eut dépassé. Elle se tourna ; elle parlait admirablement l'anglais. Elle était heureuse, nous dit-elle, que nous ayons pu voir ce prêtre qu'elle connaissait : son âme était

aussi belle que son apparence. Plus encore, cette beauté spirituelle était plus vraiment française que toutes ces vanités sur lesquelles des voyageurs frivoles jugeaient la France entière. Chacun peut constater notre légèreté, ajoute-t-elle, mais nul ne nous connaît entièrement s'il ignore notre piété.

J'ai mis un certain nombre d'années à vérifier toute la profonde vérité de ces mots. A certains égards, je ne puis encore parler de ces questions que par ouï-dire. Les circonstances de mon séjour officiel en France, étaient peu favorables à des entretiens avec le clergé. Durant les mois que je remplissais ma fonction universitaire, l'action du gouvernement était si activement hostile à l'Église que tout ce qui avait une apparence radicale était particulièrement tenu en suspicion par le clergé ; et mes conférences, faites en anglais, sur l'Amérique, semblaient elles-mêmes une rupture radicale avec la tradition universitaire. Parmi mes auditeurs, ici et là, j'eus peu de prêtres et je n'eus le plaisir d'en connaître que quelques-uns. En général, ils furent la catégorie de Français que j'eus le moins l'occasion de fréquenter, celle qui affectait le plus d'ignorer ma présence, à moins toutefois que la courtoisie ne l'obligeât à la connaître.

Et cependant, au fur et à mesure que les mois coulaient, de plus en plus, je me rendais compte que, autant que tout autre clergé, celui de la France moderne méritait le titre de révérend. Le type véritable de cet ordre n'est pas tel que nous l'imaginons, d'après de vieux mémoires, ou d'après

les traditions protestantes. Sans doute, il a compté dans son sein des Richelieus et des Mazarins, des Rohans et des Talleyrands et aussi des abbés parfumés. Mais, de plus en plus, au fur et à mesure que je m'efforçais de concrétiser ma conception du prêtre français, je trouvais une image largement différente de celle-ci. Elle prenait plutôt la forme du ministre dévoué qui se tenait sous un déguisement, dans les rues, quand les parentes de Lafayette faisaient route vers l'échafaud. Il était là et leur faisait, du sein de la foule révolutionnaire, le signe mystique des derniers sacrements de l'Église. Elle prenait la forme du modeste curé des Saintes-Maries qui nous conduisait de sa vieille église farouchement fortifiée, bâtie sur les sables méditerranéens, à son modeste cabinet de travail : une fois là, vêtu de sa robe noire usagée, il nous montrait des documents, certifiant que les reliques de sa paroisse étaient authentiques et dataient véritablement de l'époque du roi René. Évidemment, durant la sombre période révolutionnaire, un laps de quelques années s'était écoulé au cours desquelles un homme pieux avait dû les tenir cachées avec vénération. Mais, sauf pendant cette période, elles étaient, cela n'était pas douteux, demeurées dans leur reliquaire depuis les cinq cents ans que le roi provençal les trouva, quelque jour, enfouies. Et si elles n'avaient pas été les vraies reliques des saints qu'un ange transporta dans une nuit, de Terre sainte jusqu'au delta du Rhône, pourquoi eussent-elles toujours été cachées dans ce lieu sûr où le

bon roi René les découvrit, ainsi que les témoignages scellés l'attestent? Et ainsi de suite : des bohémiennes s'assemblent encore, pour prier devant la châsse de la noire sainte Sarah qui était la servante des saintes Maries. Sur cette châsse se trouve une peinture offerte, montrant comment, vers 1590, un enfant tomba du toit de l'église. Dans sa chute, il songea à se confier aux Maries et il atteignit le sol, indemne et debout. Le prêtre ajoutait que sans un miracle, il n'eût pu être sauvé. Une évidence si répandue, aussi incomplète qu'elle soit, concluait-il, faisait qu'il était plus raisonnable d'accepter la légende pieuse que de la nier. Évidemment chacun pouvait comprendre ce qu'il disait, pouvait au moins avoir confiance dans la sincérité de ce cœur simple, pouvait respecter la fidélité de son ministère, pouvait se demander si, après tout, sa sagesse enfantine n'était pas plus profonde que la sagesse de ce que nous regardons comme nos hautes conceptions. Grâce au souvenir que je gardai de lui, l'abbé Constantin d'Halévy ne me sembla pas une créature de fantaisie. Tous deux aussi bien, dans leur simple bonté, leur acceptation sans discussion de leur ministère, se groupent comme des frères plus modestes de la sainte figure que j'avais entrevue à la Madeleine, lorsque Napoléon III gouvernait encore son empire paisible, du fond de son palais des Tuileries, qui n'avait pas encore été ruiné...

Exactement qui était ce prêtre, quelle cause a fixé à jamais sa silhouette dans ma mémoire, pour

toute ma vie, je ne le sais pas exactement. Je crois cependant qu'il était ce même curé de la Madeleine qui, quelques années plus tard, fut fusillé à Paris, par ordre de la Commune, après un semblant de procès, comme les régénérateurs idéalistes de ce pays en avaient inventés, pour rendre plus digne leur procédure sommaire. On se souvient qu'il ne fut pas seul à souffrir ce martyre. L'archevêque de Paris subit le même sort, à la même époque ; et ce ne fut pas le seul prélat mis à mort par les révolutionnaires, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Un autre tomba devant les barricades vers lesquelles il avait été, en se rendant parfaitement compte du danger, mais en poursuivant cette mission de paix, qui lui était apostoliquement suggérée depuis le premier instant où l'Esprit-Saint inspira les premiers ministres de Notre-Seigneur. Vous verrez ses reliques, et d'autres aussi bien, conservées comme un trésor, à la sacristie de Notre-Dame. Les merveilles que vous contemplerez en même temps — les robes et les joyaux, même les vases sacrés, admirables comme œuvres d'art — semblent, au premier abord, des choses prétentieuses et triviales, mais ces souvenirs authentiques, qui rappellent comment les grands dignitaires de l'Église sacrifient leur existence, vous causeront bientôt une profonde émotion. Et vous éprouverez l'horreur de ces sinistres illuminés qui assassinèrent ces personnages pour satisfaire leur conscience.

Mais alors, si vous appartenez à notre vieille

tradition américaine et que vous en veniez à songer aux gloires du martyre, vous serez assailli par quelque bouffée venue des bûchers allumés à Smithfield. Vous penserez à Foxe et au bon John Rogers, brûlé en présence de sa femme et de ses onze petits enfants, dont l'un était encore à la mamelle. La mémoire de Rowland Taylor se présentera à votre souvenir, ainsi que celle de Hooper. Vous évoquerez aussi Latimer, et puis aussi Ridley, et Cranmer, tous ceux dont les voix sublimes résonnent encore dans les rythmes immortels des litanies anglaises. Si jamais il y eût des martyrs, ceux-là furent du nombre, et leur supplice fut ordonné par le fervents de cette foi pour laquelle ces héros français, à une autre époque, donnèrent à leur tour leur existence. Cette religion aussi fut cause que le corps de Coligny fut traîné à travers les rues du Paris de Charles IX, tout mouillé du sang huguenot. Ce fut là une chose cruelle aussi que leur foi : c'est du moins ainsi que de génération en génération nos pères nous ont appris à juger ces actes. Après cela, les Communards étaient-ils si foncièrement coupables, en prenant le plus court chemin pour supprimer la propagation de ces misérables erreurs ?

Ainsi, ayant peine à savoir où vous conduit votre humeur, vous vous trouvez perdu dans le labyrinthe des vieilles guerres de religion. Vous avez une conception peu précise de ce qu'elles étaient en détail, à moins que vous connaissiez mieux l'histoire que la plupart d'entre nous. Tout

ce dont vous pouvez être assuré, à leur propos, c'est qu'elles étaient des guerres infiniment complexes, où entraient en combinaison des haines politiques, religieuses et temporelles, si mêlées de basses passions humaines, et de faiblesse, et de fragilité que, maintes fois, ceux qui prétendent que ces guerres n'avaient de religieux que le nom, semblent avoir raison. La tradition en fait une lutte entre la lumière céleste et la nuit diabolique — exactement comme un lever de soleil. L'histoire nous les révèle mystérieuses ; l'obscurité aux prises avec l'obscurité, dans une obscurité plus obscure encore. Évidemment, ici et là des rayons lumineux illuminent bien cette ombre, et même parfois, un instant durant, ceux-ci semblent tout éclairer. La guerre est partout infernale, et cela non seulement parce que la plus noble des guerres permet aux chiens de la passion, de travailler à dévorer l'esprit, même où l'esprit, se montrait, pendant ce temps, le plus puissant. Mais cependant les nobles formes que revêt la pensée demeurent à jamais immortelles, grandissant avec les années et les siècles, purifiant leurs gloires spiritualisées. Une telle immortalité est la couronne du martyre.

Elle est tout à la fois la couronne de ceux qui, en toute bonne foi, envoient au bûcher les martyrs, et de ceux qui les fusillèrent avec de la poudre et des balles, dans le Paris du XIX<sup>e</sup> siècle. Les guerres de religion étaient religieuses des deux côtés. C'est leur croyance — en dépit de toute leur humaine faiblesse — qui perpétue héroïque-

ment la mémoire des huguenots et des protestants anglais. C'est leur religion différente qui nous fait vénérer les reliques des prêtres-martyrs de la France catholique. C'est une manière de foi aussi, nous pouvons enfin commencer à le comprendre, qui poussait la Commune à ces actes qui nous parurent l'expression d'une folie furieuse. La négation de la croyance est aussi une croyance. Les guerres de religion planent encore au-dessus de nous, avec toutes leurs horreurs de chair, et toutes leurs gloires d'esprit. Le vrai conflit est un conflit entre des idéaux religieux. Ils semblent irréconciliables. Les partisans de chacun considèrent cet idéal comme vrai absolument; s'il en est ainsi, leurs adversaires doivent être non moins absolument dans l'erreur. Mais cela ne signifie pas qu'ils doivent savoir eux-mêmes qu'ils se trouvent dans cette position. Une erreur sincère est au moins aussi respectable que la vérité elle-même. Toutes deux ont la grâce spirituelle d'une dévotion entière.

Sous une forme ou sous une autre, cette dévotion est répandue dans toute la France, beaucoup plus largement et de manière bien plus profonde qu'on ne pourrait le penser au premier abord. La loyauté intellectuelle des Français leur permet de reconnaître avec franchise les erreurs humaines. Ils ne prétendent pas que les hommes, à quelque condition qu'ils appartiennent, se conduisent vraisemblablement comme des saints. Mais le fait que des hommes se trompent n'implique pas non

plus qu'ils soient impies. Composés d'un mélange de bon et de mauvais, ils sont forcés de reconnaître les limites qui cernent l'humanité, et de reconnaître, en conséquence, la force qui nous dirige tous. Bon gré, mal gré, la foi se forme ainsi. La précision avec laquelle les esprits des Français travaillent, les dispose à formuler leur croyance en termes parfaitement définis, et aussi à cherir les formules. Ainsi, peut-être avec une inclination excessive pour la formule, les Français en viennent à classer de manière très claire leurs idées religieuses, et c'est de là que viennent leurs discussions, si ardentees, sur le propos.

Pour comprendre la question religieuse, telle qu'elle existe à l'heure actuelle, en France, nous ne saurions mieux faire, à mon sens, que de la concevoir comme une querelle entre les catholiques et les dissidents du catholicisme. Aux yeux des catholiques français, le christianisme possède une triple vertu : il est universel ; il représente la plus ancienne des traditions nationales ; il a pour lui ce fait que les plus honnêtes gens n'ont jamais cessé de le pratiquer. Sans doute, depuis des siècles, il a existé en France des dissidents, et deux de ces groupes ont une longue et honorable histoire : les protestants et les juifs. Bien plus, si l'on considère le nombre, ces deux sectes sont remarquables par la qualité. Des membres de chacune d'elles m'ont assuré qu'elles comprenaient « l'élite de l'intelligence ».

Dans les deux cas, la phrase peut se soutenir,

L'intelligence juive se trouve à la base de ce préjugé, très répandu aujourd'hui, qu'on appelle l'antisémitisme : votre juif peut généralement rouler votre chrétien : c'est pourquoi votre chrétien, étant moins fin, mais plus vigoureux, a été disposé à maintenir par la force le juif sous sa domination. Et les protestants français — comme tous les protestants — commencent par réclamer la liberté de penser pour eux-mêmes, se défiant de l'autorité ; et ils se sont maintenus, à travers leur histoire accidentée, par une belle et vigoureuse habitude de logique, qui a fait d'eux une classe extraordinairement apte à raisonner fortement. Aucune de ces sectes cependant n'est numériquement considérable : les deux réunies formeraient un groupe d'élus à peine plus nombreux que tous les calvinistes du globe, en comparaison avec les myriades perdues du genre humain. Selon notre dessein, à mon sens, rien n'empêche de les classer avec les autres adversaires du catholicisme, qui peuvent être, à proprement parler, nommés libre-penseurs. Tous sont d'accord pour dénier à l'autorité de l'Église catholique le droit de contrôle sur leur foi religieuse et leur conduite.

Tous aussi bien, comme nous l'avons nous-même rappelé, désirent exercer les différentes formes de libre-pensée dans un pays où la conception du christianisme, identifiée avec le catholicisme, n'a encore jamais été sérieusement battue en brèche. C'est là, à mon sens, une des principales

raisons pour lesquelles les Américains se sentent encore peu de sympathies pour cette religion. La tradition originelle de l'Amérique demeure toujours protestante, au moins de manière suffisante pour qu'elle ne saisisse pas immédiatement la conception de ceux qui acceptent comme évidentes les formules de l'autorité ecclésiastique. Ces formules aussi ne sont pas aisées à définir, à moins que vous ne vous trouviez au nombre de ceux qui, de manière autorisée, ont le devoir de le faire. Mais, aux yeux d'un profane qui veut tenter cette œuvre, simplement, elles apparaissent à peu près de la façon suivante.

La base de l'Église catholique, telle que je l'entrevois, fait reposer, par délégation divine, l'entièrerie autorité spirituelle, nécessaire au salut, sur elle-même. Sur les côtes de Césarée de Philippe, le Christ dit à Pierre les mots prophétiques : « *Tu es Petrus et in hanc petram ædificabo ecclesiam meam* ». Et quand le Christ fut remonté au ciel, l'Esprit-Saint descendit. Et Pierre devint le premier évêque de Rome. Et il ordonna des prêtres, et il consacra d'autres évêques, leur transmettant l'Ordre, et ils furent divinement sanctifiés. Et cette consécration, concernant la transmission des saints ordres à travers les siècles, a transmis encore l'autorité sacrée, instituée par la parole même de Jésus. Pour traduire en termes moins solennels cette question, l'Église croit que, depuis son origine, elle a possédé, dans les matières du spirituel, des pouvoirs que nous ne saurions mieux comparer

qu'à ces pouvoirs temporels reconnus aux gouvernements dûment établis.

Ceux-ci sont tout à fait indépendants des personnes qui, d'époque en époque, peuvent être appelées à les exercer. Sans nul doute, il est à présumer — et certainement, il faut souhaiter que dans tous les temps il en soit ainsi — que les souverains, les juges et les policiers sont des hommes respectables, dévoués à leurs devoirs. Mais, qu'ils le soient ou non, l'autorité du gouvernement et la loi demeurent intactes. Si l'on peut démontrer que ces chefs sont indignes, ils peuvent généralement être déposés à la suite de quelque procès régulier. Jusqu'à ce qu'il en ait été ainsi, ils jouissent, en matière temporelle, d'autant de puissance que si leurs vertus étaient inestimables. Le fait qu'un agent de police est pris de boisson ne lui retire pas le droit de vous arrêter ; un douanier bigame peut encore vous empêcher de faire de la contrebande. Vous pouvez regretter qu'un gouvernement ne soit pas mieux servi ; mais, aussi longtemps qu'il dure, vous êtes forcé d'admettre son autorité.

Le cas de l'Église, en matière spirituelle, est à peu près identique. Le caractère protestant a été plutôt disposé à insister, de manière excessive, sur le fait que, du moins, au point de vue protestant, le caractère personnel des prêtres catholiques a souvent laissé, par quelque côté à désirer. Historiquement, si nous pouvons en croire nos souvenirs, tel a bien été le cas. Ce que la mentalité

protestante ou libre-penseuse ne peut arriver à comprendre, c'est que ceci ait pu se présenter dix fois au moins, sans que la validité de l'Église se soit trouvée le moins du monde infirmée. Comme hommes, ces prêtres seront jugés au jugement dernier aussi sévèrement que n'importe qui. Des papes aux diacres, ils ne sont pas plus immunisés que vous ou moi. Il n'y eut jamais une image du Jugement Dernier sans représenter parmi les damnés des tonsurés. Dieu punira ses ministres infidèles impitoyablement, comme tout souverain le fit toujours, en ce bas monde. Mais cependant, aussi longtemps que ceux-là gardent leur charge, ils continuent à représenter l'autorité divine.

Si malvenue que puisse être une doctrine aussi absolue, au regard du protestant ou du libre-penseur, on peut la comprendre, et, plus encore, la trouver raisonnable. L'Église professe qu'elle détient corporativement les pouvoirs spirituels qui résoudront les problèmes spirituels pour ceux qui reconnaîtront sa doctrine, et aucun hérétique de bonne foi ne saurait nier qu'à travers les siècles de son existence, elle a prouvé qu'elle possédait une étonnante efficacité spirituelle. Il y a quelque chose de plus qu'un badinage dans le vieux conte familier du Juif converti. Dans sa patrie, il n'avait pas été troublé par les arguments des prêtres les plus pieux. Mais il vint à Rome, au temps où les choses étaient très éloignées de la piété, et il se convertit au christianisme. Il donnait en concluant, pour raison de sa conversion, qu'une reli-

gion qui pouvait subsister, en dépit de telles débauches, devait être véritablement d'institution divine. Bien entendu, conventionnellement, cette histoire est reçue comme on voulait qu'elle le fût : elle est considérée comme une plaisanterie de mauvais goût. Du point de vue des hérétiques, elle devient cependant profondément instructive. Les adversaires du christianisme, au cours de son histoire, ont dénoncé les faiblesses humaines de ses ministres ; au moindre indice de mauvaise conduite, ils ont exagéré la chose et l'ont clamée à tous vents. Ces mêmes adversaires se sont rarement arrêtés à considérer les grands bienfaits spirituels répandus par l'Église en dépit de toutes ses faiblesses. Cette société inspirée professe qu'elle possède, de manière inaliénable, le pouvoir divin, non seulement de guider les âmes immortelles vers l'éternité, mais encore de leur dispenser, durant les années passagères de leur captivité charnelle, un autre bienfait : la paix spirituelle sur la terre. Elle n'a jamais nié un seul instant, ni dissimulé que les êtres humains pouvaient se tromper ; elle a seulement affirmé que nul ne pouvait s'égarter si loin qu'il lui fallût désespérer d'obtenir l'indulgence et le pardon. Et si l'efficacité spirituelle, qui ne se mesure pas, est un argument en faveur d'une doctrine spirituelle, l'Église peut se reposer avec joie, pour la paix offerte par elle, depuis des siècles, à l'humanité européenne. Elle n'a pas été l'unique source de réconfort spirituel, mais elle a été, de manière incalculable, la plus grande, la plus sûre, la plus

compréhensible, la plus générale de ces sources. Le véritable bon sens aurait bien de la peine à nier sa puissance, dans toutes les matières du spirituel.

L'espèce humaine toutefois n'est pas uniquement spirituelle : elle l'est, plus ou moins. Nous avons, l'Église l'affirme, des âmes immortelles. Sans discussion possible, nous avons nos corps mortels, aussi bien, follement empêtrés dans les mailles de ce monde. L'Église elle-même a son côté humain, que les erreurs personnelles de son clergé suffiraient à prouver. Ce fait peut même être considéré comme la rendant plus complètement symbolique, en montrant par cet exemple, comment, à travers les âges, la vérité divine peut subsister dans tout son éclat, par delà tous les brouillards de la perversité humaine. Son organisation actuelle, sa hiérarchie visible sont aussi terrestres que celles de l'empire romain. Et, bien que la véritable affaire de cette hiérarchie soit les choses de l'âme, l'Église n'a jamais pu se tenir bien longtemps à l'écart des questions du temporel. Souveraine en religion, elle a été amenée peu à peu à se considérer aussi comme souveraine en politique, et dans l'ensemble, elle n'a pas conduit les affaires publiques si heureusement qu'elle imposât l'admiration à ses adversaires, ou même à beaucoup de ses partisans, qui désapprouvent de telles tactiques. L'hérésie, honnie par le pouvoir spirituel de l'Église, peut revenir à la charge, rajeunie, quand elle borne son attaque à raconter ce qui arriva

dans l'ensemble, au temps où les prêtres avaient entrepris de diriger sans contrôle les choses du séculier. Il n'est même pas besoin, pour commenter cet état de choses, d'évoquer les hérétiques. Il n'y a pas très longtemps, un catholique français imprima que chacun devait admettre l'inaffabilité de l'Église pour tout ce qui concernait l'âme immortelle. En même temps, il émettait cette théorie que les principes qui devraient diriger l'existence infinie d'un organisme immortel, correspondaient, en fait, difficilement avec ceux qui devraient gouverner la courte vie de l'être mortel. Ce raisonnement, ajoutait-il, contribuait beaucoup à expliquer pourquoi les gens d'Église étaient en réalité des politiciens et des gouvernants très peu satisfaisants.

Cependant, il ne saurait y avoir de doute qu'un pouvoir spirituel suprême éprouve la tentation, humainement irrésistible, d'étendre sa suprématie sur d'autres royaumes que ceux du dogme ou de la morale. Il est sujet à ces faiblesses que connaîtrait un individu, doué du prodigieux développement d'une de ses facultés, et qui ne saurait pas les limites exactes de sa puissance, ignorant du moment où cesse l'inspiration, si nous pouvons dire, où commence son imperfection humaine. Pour ce gouvernement, chacun de nous, malgré sa complexité, est un simple individu. S'il est capable de pensées et de paroles justes, par exemple, il sait qu'il est capable en conséquence d'actes aussi sages. Évidemment les choses se passeraient

ainsi, sans la diabolique contradiction du monde. De même, chacun de nous est assez humain pour s'étonner de ce que les économistes aux théories impeccables n'assument pas la tâche de régler la législation des chemins de fer ou de la diriger, ce qui provoquerait, grâce à leur administration naïvement maladroite, mille et mille catastrophes, sur les lignes.

Pour des esprits qui ne sont pas profondément épris de systématisation — à qui nous demandons sans ménagement le bon sens pratique — une telle mésaventure semble naturelle. Pour ceux qui sont doués d'une intelligence plus vive, et, en conséquence enclins à tout ordonner, elle apparaît plutôt comme un paradoxe, et le paradoxe déplaît à l'intelligence. Bien qu'il ne puisse pas toujours être écarté, celle-ci s'en sert le moins possible. Cependant les Français, comme nous l'avons déjà noté maintes fois, sont disposés à se complaire jusqu'à l'abus dans les délices et les dangers du raisonnement systématique. La compréhension de cette distinction établie par un catholique français, entre les principes qui devraient régir les organismes immortels et ceux qui devraient réglementer les autres, essentiellement périssables, est bien française. Le paradoxe de cette théorie diminue, si vous la considérez comme une véritable ironie. Il diminue alors parce qu'il dresse tout de suite en face l'un de l'autre deux systèmes opposés, moyen de contrôler une situation où, sur des principes généraux, vous pouvez croire

que l'un a ses préférences. Croire que la souveraineté spirituelle de l'Église s'étend aux questions séculières — peut-être faut-il dire, son inclination à s'y mêler — est certainement défendable en soi. Un homme honnête est plus digne de foi qu'un malhonnête : mieux encore, une hiérarchie inspirée doit mieux gouverner en politique ou dans les questions d'éducation, que les hommes ou les femmes quelconques qui y prétendent. Que les choses se passent ainsi ou non, ce n'est pas la question : nous voguons à l'heure actuelle dans cette pleine abstraction où les systèmes tendent à se dégager de la nuageuse confusion des perceptions irraisonnées. De telles régions sont celles où les Français se plaisent particulièrement. Pour un Français, clérical ou révolutionnaire, qui établira loyalement une séparation entre l'action spirituelle et temporelle de l'Église, vous en trouverez cent qui inclinent à admettre que ses prétentions sur le domaine terrestre sont raisonnables. Votre bon catholique est naturellement disposé à les reconnaître, au moins en principe ; votre révolutionnaire, d'autre part, dénier à l'Église le droit de s'immiscer dans les choses de ce monde, refuse de couper un cheveu en quatre et préfère dénoncer l'infamie absolue de ce gouvernement. Chez les Français, l'unité d'autorité de l'Église ne fait de doute ni pour ses fidèles, ni pour ses adversaires.

Ces groupes apparaissent entre eux la plupart du temps, comme au temps jadis, lorsque les guerres de religion troublaient l'Europe entière. Comme

c'était alors le cas, chaque dispute actuelle se complique d'autres questions et d'autres passions que la religieuse, de telle sorte que, à n'importe quel moment elle peut apparaître comme une nouvelle manifestation de cette ignoble lutte humaine. Au cœur de tout conflit religieux cependant, vous pouvez toujours trouver une ardeur de conviction qui ennoblit ses phases. De chaque côté, en effet, vous rencontrerez toujours des chefs — et des partisans aussi bien — dévoués sans réticence à leur idéal du vrai.

Dans le cas des dissensions religieuses qui ont déchiré la France au siècle dernier, cela est très évident, qu'il s'agisse d'un parti ou de l'autre ; tous deux ont été héroïquement sincères et loyaux envers leurs doctrines. Et, écartant pour l'instant toute prétention ecclésiastique, nous pouvons reconnaître une différence fondamentale entre la philosophie de l'Église et celle de la Révolution. Les deux écoles partent précisément de points de vue opposés, au sujet de la nature de l'homme.

Toutes deux admettent que, si vous étudiez l'homme tel qu'il apparaît sur la terre, vous trouvez partout en lui un mélange de bon et de mauvais. Étant donnée cette vérité reconnue, le raisonnement du christianisme historique a énergiquement maintenu que, dans ce composé, les forces mauvaises l'emportaient très nettement sur les bonnes. Les hommes sont naturellement mauvais. Où que vous regardiez, autour de vous et dans l'histoire, vous les trouverez tels. On ne connaît pas de cas

où la sainteté humaine ait pu se produire sans lutte avec le diable. Si, parfois, vous vous figurez que l'on ne saurait mettre en question votre vertu, descendez dans votre cœur et dites franchement ce que vous y trouvez. Nous sommes tous pécheurs, à moins que quelque puissance, supérieure à nous-mêmes, n'intervienne pour nous purifier. Comme les méchants enfants ou les brebis égarées, nous ne pouvons être ramenés dans le droit chemin que par une puissance nous dépassant. Pour enrayer le mal, il faut une autorité. Au cours de l'histoire, cette théorie de la nature de l'homme et de ses mérites s'est imposée à des myriades d'êtres, honnêtes et de bonne foi.

L'opinion que soutient à ce même propos, la philosophie, qui a trouvé son expression politique dans la Révolution Française, quoique aussi absolue, est moins pessimiste. Pourquoi affirmer que c'est l'élément mauvais qui domine fatidiquement dans l'homme ? Il se combine toujours avec la bonté. Il n'y a jamais eu un état social si corrompu que vous ne trouviez, en l'observant, des traces de vertu ; il n'y a jamais eu un homme tombé si bas qu'en interrogeant son cœur il ne puisse découvrir quelque source d'espoir, et même quelque chose qui le pousse à se relever. Au milieu des systèmes exagérés qui, sans aucun doute, ont troublé et détourné l'humanité de sa route la nature humaine est apparue mauvaise, aux seuls yeux de ceux qui n'étaient pas assez perspicaces pour la connaître jusque dans ses replis intimes. Qu'au

sein de cette tragédie, l'instinct du bien soit demeuré intact suffit à prouver que l'étincelle qui est en nous est vraiment divine. Tous nous avons besoin de perfection, ou au moins nous avons en nous quelque chose qui nous pousse à nous approcher de plus en plus de celle-ci : cela suffit à démontrer que l'instinct du mal n'est pas foncièrement nôtre, mais qu'il a pour origine les entraves que l'on a mises au libre développement de l'être humain. Cherchez la vérité, et la vérité vous libérera. Une fois libre, vous ne cesserez jamais de devenir meilleurs et plus bienfaisants. Une telle philosophie ne peut manquer d'apparaître comme diaboliquement hérétique à l'orthodoxie cléricale chrétienne. Cette dernière est incapable de se rendre compte que des myriades d'êtres honnêtes et de bonne foi la tiennent pour évidente, comme elle-même considère la sienne.

Cette profonde divergence des deux théories a été exceptionnellement mise en lumière parmi les Français, pour la simple raison qu'ils sont à la fois très religieux et instinctivement disposés à réduire à un système philosophique tout ce qui fait partie de leurs connaissances. S'appuyant sur ce qu'elle considère comme la véritable notion de la nature humaine, une fraction des Français accepte la doctrine de l'Église. Elle en vient à construire un système, dont la conclusion vraiment logique, irréalisable dans l'absolu, serait l'obéissance de tout le genre humain à l'autorité ecclésiastique — acceptation librement consentie d'une tyrannie

bienfaisante qui ne serait pas nécessairement anti-progressiste, mais toujours minutieusement prudente. Partant d'un point de vue opposé, aussi exclusif, sur la nature humaine, l'autre fraction des Français rejette la doctrine orthodoxe. Elle procède avec une logique pareille à l'édification d'un système, aussi utopique. Elle a pour idéal une sorte d'anarchie mystique : une liberté sans contrôle, rendue possible par les harmonies puissantes et naturelles de l'individu libéré, tendant vers une perfection toujours plus haute. Chacun de ces systèmes repose sur la négation dogmatique du système adverse : il nie que l'autre puisse contenir à sa base la moindre parcelle de vérité. Toute tolérance, toute ombre de compromis semblerait aux uns et aux autres un crime spirituel. Ils ont le caractère construit tout d'une pièce, passionnément ; d'où leur loyal désaccord.

A l'époque de la Révolution, ce conflit fut plus brutalement évident qu'à n'importe quelle autre époque. Pendant des siècles, la puissance de l'Église en France avait été grande, et, par suite, cette situation lui avait valu d'immenses richesses, particulièrement en terres. Elles se composaient non seulement de ces bâtiments d'église et de ces maisons religieuses, qui existaient partout, aussi bien, avec une profusion qui peut sembler inutile, mais encore d'un grand nombre de biens séculiers que les laïques convoitaient. Le clergé, en outre, jouissait de nombreux priviléges féodaux. Tout à fait à part, en raison de son caractère religieux, il

constituait une des classes privilégiées les plus nocives, aux yeux des réformateurs sociaux, qui croyaient passionnément que les hommes pouvaient uniquement s'améliorer par la liberté. Le sentiment révolutionnaire n'établissait pas une différence très nette entre le caractère spirituel du clergé et le civil. Évidemment, si le principe révolutionnaire devait prévaloir, il fallait abolir les priviléges temporels de l'Église. Le moyen le plus simple de réaliser cette conquête était de supprimer radicalement l'Église et de confisquer sa propriété au bénéfice de la nation et du genre humain. Sans entrer dans aucun des détails de cette histoire troublée, nous pouvons admettre, me semble-t-il, que c'est bien quelque chose comme une telle suppression et une telle confiscation qui arriva.

Au point de vue traditionnel, le fait apparut comme une impitoyable persécution. Il en reste encore des traces visibles dans la France contemporaine. Quiconque voudrait retrouver des vestiges de ce qu'étaient les grandes propriétés appartenant au clergé, aurait peine à les retrouver, mais des églises désaffectées et des bâtiments religieux, vous pouvez encore en rencontrer partout — quelques-uns abandonnés et tombant en ruines. D'autres sont, aujourd'hui, faute de mieux, employés à des usages séculiers.

J'ai conservé le souvenir d'une vieille église singulièrement pittoresque, sise dans une ville normande. Elle demeurait, épave glorieuse des

jours passés ; elle est, je le crois, détruite aujourd'hui. De même, je me rappelle d'un marché important voisin de Paris, qui se tenait dans une nef blanchie à la chaux : la volaille caquetait sous les arceaux gothiques ; le marchandage des paysans faisait écho sous ces voûtes, élevées pour répercuter les paroles mystiques de la messe. Je me souviens encore de la solitude poussiéreuse d'un grand monastère provençal : je le vis sous un soleil d'après-midi, qui ruisselait à travers les fenêtres ajourées d'un cloître roman ; il éclairait le fond de tombes saccagées, mises au pillage par quelque tourbe révolutionnaire, dans ces vieux temps de férocité, où l'on ne voulait plus de la religion du Christ et où on avait instauré à sa place le culte de la Raison.

Le monument qui communique peut-être l'impression la plus forte de cette dévastation est probablement aussi celui que l'on connaît le plus généralement. Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, quand l'architecture française était d'inspiration médiocrement religieuse, on entreprit de construire une nouvelle église en l'honneur de sainte Geneviève, la patronne de Paris. Chacune des ses lignes, chacun de ses détails reflète bien l'époque où elle fut édifiée. Aucune construction, pourrait-on penser, n'aurait du moins souffrir techniquement de cette désaffection, puisqu'aucune de ses parties, depuis le dôme jusqu'aux pierres des fondations, ne saurait vous inciter à méditer sur les âges chrétiens. Mais, mieux encore, elle ne fut pas

brutalement désaffectée. Son aspect général flattait le goût révolutionnaire et, à l'intérieur se trouvait la châsse qui avait été la plus populaire de Paris. Pourquoi ne lui conserva-t-on pas son caractère ? On préféra consacrer l'édifice à des dieux plus vrais, et léguer sa beauté aux siècles à venir, pour montrer à l'humanité affranchie la manière dont la Raison concevait ses temples. Aujourd'hui, après beaucoup de discussions, je crois, les Français ont consacré ce monument « *Aux Grands Hommes de la Patrie* », et ils l'ont appelé le Panthéon, afin de montrer que les génies représentaient la plus haute incarnation de leur sentiment du divin. Et, divers hommes que nous pouvons sans débat reconnaître comme supérieurs, ont été enterrés dans sa crypte ; ces dernières années, les murs du Panthéon ont été couverts de peintures aussi belles que les plus admirables artistes du monde peuvent en faire. Et quiconque fait un voyage à Paris se rend en ce lieu, à la fois pour voir ces peintures et pour apprécier la grandeur de la France.

Si les Français avaient construit le Panthéon pour sa destination actuelle, ils ne l'eussent sans doute pas imaginé très différent de ce qu'il est. Ce qui est plus, lorsque vous vous trouvez sous sa voûte colossale, vous ne pouvez vous empêcher de reconnaître qu'il a été dédié à l'usage qui lui convenait véritablement. Sans nul doute, de tous les édifices qui peuvent lui être comparés, dans le monde entier, il est celui qui vous incite le moins

à cette qualité d'émotion, à laquelle l'expérience vous donnait droit. Vous évoquez à son propos la profonde gravité de Westminster Abbey, l'immense recueillement de Santa-Croce, où reposent les grands hommes des autres nations. Vous vous rappelez les splendeurs, également païennes, de Saint-Pierre de Rome, ou celles de Saint-Paul, dont le dôme noir ci plane au-dessus de la cité de Londres. Dans chacun de ces monuments, et dans tous, vous avez trouvé quelque chose que vous ne retrouvez pas ici. Chacun, par ses propres moyens, vous a ému, comme vous eussiez pu l'être, plus sentimentalement, par le pathétique humain de quelque église de la campagne anglaise, sise au calme, derrière ses ifs sombres. Là, vous pouvez trouver quelque croisé de bronze, émacié, les jambes unies, ou des visages portraicturés du temps d'Élisabeth, gainés dans leurs fraises de marbre ou encore de ces épitaphes pompeuses, datant de l'époque du roi Georges II, qui semblent résonner encore, à même la pierre, au-dessus des bancs. Chacune de ces tombes peut ouvrir pour vous de larges fenêtres sur le passé, jusqu'au moment où vous vous trouvez ressaisi par l'inévitale identité, par la fraternité à laquelle n'échappe aucun être humain. Très différents, malgré leur similitude apparente, tous ces édifices sont cependant animés d'une vie persistante. Ici, dans le Panthéon de Paris, vous cherchez vainement ces impressions. Les Français l'ont enrichi de merveilles d'art, témoignant de plus d'intelligence

peut-être que ne le font celles qui se trouvent réunies dans tous ces autres édifices. Mais, d'une certaine manière indéfinissable, ce temple apparaît étrangement, épouvantablement privé de vie, comme les souverains momifiés de l'ancienne Égypte, dans leurs sarcophages ouverts à nouveau. Vous êtes dans un sanctuaire d'où l'âme s'est enfuie. Vous êtes au centre du vide.

Bien que de telles impressions puissent apparaître comme purement individuelles, on les retrouve non seulement en visitant à nouveau cet endroit tristement désolé, mais maintes fois, en interrogeant ses amis, sur le sentiment qu'ils éprouvent à son propos. Il montre d'un seul coup l'effort que tentèrent les révolutionnaires pour déraciner une religion vieille d'un millier d'années, et la désespérante futilité dont leur conception religieuse témoignait à ce moment. La transformation que fit subir la Réforme aux églises restées debout, en Angleterre ou en Hollande, fut beaucoup moins radicale que celle apportée par la Révolution à l'état des françaises ; à la lumière sans défaillance de l'histoire, l'action protestante semble à peine plus brutale que celle des schismatiques. Bien des siècles passeront avant que vous puissiez voir s'acclimater définitivement la tradition protestante dans les lieux sacrés de l'ancienne croyance de nos ancêtres. Vous pouvez persécuter une religion aussi impitoyablement que vous le voudrez. A moins que, en dehors de votre persécution, elle ne soit déjà moribonde, vous ne pouvez supprimer

l'esprit de vérité qui l'embrase. Vous pouvez l'arracher des sanctuaires, mais si, d'elle-même, elle n'agonise pas, vous ne ferez jamais que ces endroits paraissent vivre, sans elle.

Au milieu de ces complications interminables, j'en suis venu à mieux comprendre quel témoignage de cette vérité nous offrait le rétablissement de l'Église, en France. Le christianisme ne pouvait pas plus être supprimé par un édit ou par une législation qu'il n'eût pu être imposé. C'eût été la même chose pour toute autre religion, vivalement définie. Les groupements religieux demandent cette même liberté que la philosophie de la Révolution prétendait accorder à toutes les créatures humaines. Par la force des choses, ils ont abandonné la plupart de leurs vieux priviléges temporels, mais ils ont insisté pour leurs droits humains, et, tant bien que mal, ils les ont obtenus.

La constitution religieuse de la France, sous le système inauguré par Napoléon, qui dura jusqu'à ces derniers temps, semble, dans ses lignes générales, un compromis simplement ingénieux. Trois formes de religion étaient officiellement reconnues comme assez importantes pour demander un appui : l'Église catholique, le christianisme protestant et le judaïsme. Quelles qu'aient été les propriétés possédées par l'une ou l'autre avant la Révolution, elles avaient été confisquées à cette époque, par le gouvernement. Celui-ci était en pleine possession, non seulement des églises et des biens, mais des revenus des congrégations religieuses, qui avaient

prospéré avant 1789. Pour beaucoup de raisons, il eût été aussi impossible qu'impossible qu'impolitique de faire une restitution, mais il était à la fois possible et politique d'offrir aux anciens possesseurs quelque compensation, ou au moins de mettre fin aux embarras que leur avait créé cette perte. L'arrangement définitif fut à peu près conçu de la façon suivante : le gouvernement assumait la charge de payer les appointements des trois clergés. Il rendait aux congrégations le droit d'acquérir et de gérer leurs biens privés. Il leur garantissait le libre usage d'autant d'églises qu'il en est besoin pour le culte. Mais, au moins dans le cas des évêques, il se réservait un droit de nomination, analogue à celui dont jouissent en Angleterre ceux qui détiennent des bénéfices. Dans ses lignes principales, cette convention était simple et systématique : elle impliquait cependant le paradoxe que les plus hautes charges du pouvoir spirituel de l'Église catholique pouvaient seulement être obtenues par l'intermédiaire d'un gouvernement qu'un écart de politique pouvait à tout moment — et cela arriva fréquemment — placer entre les mains des libre-penseurs.

La religion vécut en France sous ce régime, pendant plus d'un siècle. Comme nous l'avons vu, les protestants et les juifs sont numériquement sans importance. Et, naturellement, étant donné notre propos, ces religions peuvent être écartées. Ce qu'il est important de considérer, c'est ce qu'il advint de l'Église catholique, dans ses rapports nouveaux avec l'État. Dans l'ensemble, elle pros-

péra. Comme ce fut le cas, partout, dans le monde, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, il est certain que la décadence des priviléges ecclésiastiques rendit la carrière cléricale moins attrayante qu'elle ne l'avait été autrefois, quand elle comptait parmi les classes privilégiées. D'autre part, le développement de la science qui, pendant un temps, promit de résoudre l'énigme de l'univers, écarta de la vocation religieuse un nombre considérable d'intelligences qu'elle eût naturellement séduites, aux époques antérieures. Comme un bon catholique, récemment revenu de Rome, me le faisait remarquer en soupirant : « *Les cardinaux grands seigneurs sont tous morts* », et l'excellent homme, qui occupe aujourd'hui la chaire de Saint-Pierre, est d'origine paysanne — ce qui ne s'était jamais vu, je crois bien, depuis la Réforme. Le fait que le clergé français du XIX<sup>e</sup> siècle a généralement été d'origine populaire, prouve en outre qu'il fut en général composé d'hommes de caractère simple, honnêtement dévoués à leurs devoirs spirituels, et comme ils sont avant tout des Français, ils ont été, pour la plupart, des hommes d'une intelligence plus haute que ne l'ont cru parfois leurs propres compatriotes.

Ces qualités leur ont valu parmi les catholiques un plus haut degré de respect qu'à des époques plus prospères n'avaient acquis à leurs prédecesseurs leur mondanité. En même temps, ils jouissent d'un avantage temporel qu'aucune opposition législative ne saurait atteindre. Partout, en France, leur position a été fortifiée par la puissance subtile

du grand monde. En Amérique, encore aujourd'hui, l'Église catholique se présente le plus habituellement comme une étrangère, et, à part quelques exemples connus de personnages appartenant à la société de nos grandes villes, elle apparaît aux yeux des Américains de vieille roche comme la religion des masses, bien plutôt que comme celle des hautes classes.

A peu près partout, au reste, dans l'Amérique du Nord, une forme quelconque particulière du protestantisme est consacrée par le bon ton de l'endroit. Quand les hommes, fils de leurs œuvres, ont réussi dans le monde, rien n'est plus fréquent que de voir leurs enfants s'agréger par snobisme à quelque secte religieuse différente de celle qui leur a enseigné le catéchisme. Le seul fait que cette tendance offre prise à des critiques spirituelles montre sa force. Mais, même lorsque vous n'êtes pas très attaché aux doctrines de votre pasteur, vous ne jugeriez pas convenable, par un sentiment de décence, d'être marié ou enterré en dehors de son ministère, et vous préférez en général celui qui religieusement vous paraît le plus qualifié.

Ce qui est familier, chez nous, bien entendu en tenant compte des nombreuses sectes protestantes, se retrouve dans l'Église catholique de France. Ne pas se conformer à ces traditions met un Français dans la situation où se trouvent en Angleterre les dissidents. Leur dédain loyal de tout ce qui n'est pas la foi est hautement respec-

table, mais au regard de la coutume, ce n'est pas tout à fait ce qui convient.

En France cependant, l'Église catholique est véritablement catholique, en ce sens qu'elle embrasse toutes les classes de la société. J'eus le sentiment très net de ceci, au cours d'une de mes visites à une université provinciale. La ville où celle-ci se trouve située, on me l'avait laissé entendre, est plutôt favorable, en matière religieuse, à la libre-pensée. On ne s'en rendait pas compte au premier abord et j'eusse pu croire que je me trouvais dans une citadelle de l'orthodoxie. Durant les dix jours que j'y demeurai, un grand nombre d'enfants firent leur première communion. Dans quelque rue que vous passiez, vous étiez sûr de croiser de petites filles, gentilles et simples, tout habillées de blanc et drapées dans des voiles ressemblant à ceux d'une mariée. Vous les voyiez, se rendant à l'église ou en revenant, ou bien encore en train de faire visite, pour se montrer dans leurs jolis atours, chez les principaux amis de leur famille. Les garçons, en pareil cas, portaient leurs plus beaux habits, des rubans blancs à leurs chapeaux et de larges nœuds blancs sur le devant de la veste. Ne pas prendre part à ces cérémonies eût évidemment rendu un enfant désagréablement suspect, comme un costume étrange le ferait dans une école d'Amérique ou bien encore, en public, l'usage affecté du langage des quakers. Aussi, n'étais-je pas surpris de m'apercevoir que dans un grand nombre de cas, les parents de ces dévots

petits personnages n'avaient nullement de sympathies cléricales. Un de mes collègues de cette université, bon catholique, me cita l'exemple amusant d'un de nos amis, libre-penseur, récemment ému jusqu'à répandre sentimentalement des larmes paternelles, devant le délicieux spectacle qu'offrait sa fille aînée, vêtue de son voile de communiante, et il citait avec une estime non dissimulée le seul professeur de cette université qui, étant lui-même libre-penseur, avait résolument refusé que ses enfants fussent baptisés.

Avec ce dernier, loyal radical, j'eus d'ailleurs bon nombre de conversations. Il n'y eut jamais un plus honnête homme, ni, dans le sens large du mot, un homme plus profondément religieux. Il reculait, par loyauté intellectuelle, à la pensée d'accomplir un acte formel quelconque qui eût paru reconnaître l'autorité d'une religion qu'il croyait fausse. Un tel acte lui semblait trop solennel pour qu'il se laissât influencer par une considération mondaine, quelle fût-elle, la mode ou les mœurs. Jugeant en toute sincérité que le catholicisme était une erreur, il ne faisait pas un secret de l'hostilité qu'il professait à son endroit.

Il fondait ce sentiment, non seulement sur ces raisons dont nous avons déjà parlé, décisives en elles-mêmes, mais encore il était grandement alarmé par deux autres formes de l'action cléricale. L'une était le progrès du catholicisme, au sein de la bourgeoisie. Autrefois, pensait-il, l'Église avait pris appui sur les masses et avait évidemment été

le soutien traditionnel des classes privilégiées. A cette époque, la grande bourgeoisie avait été le plus ferme appui de la saine libre-pensée. Maintenant, par snobisme, la bourgeoisie était devenue orthodoxe. Elle envoyait ses enfants recevoir l'instruction dans les couvents ou chez les jésuites. Si on en était là, s'écriait-il, qu'allait-il advenir de la Révolution ? Une bourgeoisie réactionnaire qui, hélas ! affichait de tels sentiments, aurait pour conséquence un retour de la nation à l'obscurantisme du Moyen âge.

Et puis, ce qui l'impressionnait encore davantage, c'était la croissante richesse de l'Église. La Révolution avait pris la moitié de la France, pouvait-on répondre, à la mainmorte. Mais les dons des fidèles la lui avaient bientôt rendue. Les prêtres peuvent être d'honnêtes gens, selon leur foi — il eût été le dernier à ne pas leur rendre cette justice. Mais chacun connaissait les conséquences de cette foi : on savait bien à quoi elle les avait conduit, au cours des siècles, à la pratique de suggérer aux pénitents et aux mourants que les dons à l'Église avaient toujours été considérés comme une mesure de prudence. Aussi saints que fussent certains prêtres, existait-il quelqu'un pour ignorer que la plupart d'entre eux n'étaient nullement respectables ? En mettant les choses au mieux, c'étaient des intrigants sans bonne foi, qui se faufilaient partout ; si on ne leur faisait pas obstacle, ils envahiraient toute la société, ou au moins la République. La triste nécessité était évidente. Comme

une mesure de la plus élémentaire prudence, pour le salut de la nation, ils devaient être pourchassés, comme une vermine spirituelle — ce qu'ils étaient, en fait.

Ce résumé, je l'espère, n'exagère nullement l'opinion de cet honnête homme. Mais il y a plus. Très nombreux sont les catholiques éclairés qui, en termes plus mesurés, reconnaissent que ces objections ne sont pas tout à fait fausses. J'ai déjà parlé de ce professeur, très nettement catholique, qui trouvait à défendre cette théorie, par l'histoire religieuse de l'Espagne. J'ai fait mention, de même, de cet écrivain sincèrement catholique qui affirmait que les prêtres dont la mission est spirituelle, feraient mieux de laisser les choses du monde à l'expérience des séculiers. Ces bons catholiques, cependant, et des milliers d'autres, aussi bien, vous diraient sans nul doute que, quelques empiètements que l'Église ait pu tenter de commettre, elle n'avait rien à envier aux adversaires qu'elle rencontrait à chaque pas, sur sa route.

Prenons, par exemple, les intrigues reprochées aux Jésuites ; chacun a assez entendu parler d'eux pour savoir ce que les libre-penseurs leur reprochent. Supposez, si vous voulez, sans vous laisser troubler par l'examen des détails, que les charges relevées contre cet ordre religieux éminent reposent sur une assise solide. Les pires méfaits qu'ils ont commis ne sont pas beaucoup plus terribles que ce que les libre-penseurs eux-mêmes ont fait, comme on en a eu la preuve, il n'y a pas très longtemps. A

cette époque, le gouvernement était foncièrement anticlérical. Un nombre considérable d'officiers, dans l'armée, étaient suspects d'avoir des sympathies religieuses. Le gouvernement, en conséquence, était disposé à les considérer eux-mêmes avec défiance et même, secrètement, à douter de leur loyalisme.

Le salut de la République peut, à tout moment, exiger que l'armée soit dans les mains d'hommes de confiance. Il était donc de la plus haute importance de savoir ceux qui n'étaient pas sûrs. Quelqu'un songea que le meilleur moyen de s'en rendre compte était d'obtenir, par toutes les façons possibles, les renseignements qui prouveraient qu'un militaire entretenait des rapports amicaux avec les catholiques pratiquants. Pour mener cette enquête, les autorités firent appel à la fraternité maçonnique. Les francs-maçons sont regardés comme très fortement anticatholiques, et l'on dit qu'ils s'occupent de politique avec une passion que les francs-maçons des autres pays déplorent. Dans tous les cas, certains frères-maçons envoyèrent des rapports secrets à Paris, sur le fait que le général A avait été à la messe, que le major B assistait à la première communion de sa nièce, que le capitaine C avait parlé avec une vénération particulière de Sa Sainteté le Pape, que le lieutenant D avait fait une promenade avec un curé de campagne. Ces renseignements étaient vraisemblablement destinés aux *dossiers* des militaires en question, et leur résultat devait être de les tenir

à une distance respectable de Paris, à moins que le gouvernement ne redevînt clérical.

Par accident, ces fiches tombèrent entre les mains des partisans du cléricalisme et furent alors insérées dans les journaux. Et je suis forcé de dire que mon ami le libre-penseur ne trouvait pas de meilleur moyen de les défendre que de dire que ces faits révélaient le danger de l'Église, et démontraient la peine que les plus honnêtes adversaires du catholicisme avaient à échapper à la contagion des méthodes cléricales. Pour son compte personnel, il condamnait, au nom des principes, ces méthodes, autant que les meilleurs catholiques eux-mêmes.

La question religieuse, alors précisément en discussion était de savoir si le Concordat — ce compromis grâce auquel les désordres ecclésiastiques de la Révolution avaient été réglés avec Rome — devait être dénoncé. Comme on le sait, telle fut l'issue du débat : et, par la suite, les sentiments religieux et politiques de la France ont été troublés.

Je ne me sens pas compétent pour entrer dans le détail de la situation actuelle. Une chose cependant paraît certaine. La conduite des librepenseurs, maintenant au pouvoir, a ramené ces temps que la tradition historique appelle la persécution. Bien entendu, ils n'ont pas repris les méthodes surannées d'autrefois : ils n'ont tué personne. Mais ils ont confisqué un grand nombre de propriétés ; ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher l'acquisition de nouvelles,

et, bien que demandant pour eux-mêmes l'absolue liberté de conscience, ils ont inauguré, dans le fait, une législation qui blesse la liberté de conscience de ceux qui pratiquent. Aucune intolérance cléricale n'a jamais été plus sincère et plus impitoyable que l'intolérance anticléricale de ces derniers temps.

Je reçus très fortement l'impression de cet état de choses, au cours d'un entretien prolongé et intime avec un protestant libéral français, qui, dans la Nouvelle Angleterre, eût été un sincère unitarien, ayant toute la pureté de caractère et la généreuse sympathie humaine qu'implique ce nom. Il condamnait, avec autant d'indignation que n'importe quel catholique, les incessantes intrigues des francs-maçons, acharnés à entraver la carrière des officiers catholiques. Et il me racontait une histoire piquante, montrant l'aveugle préjugé des vieux protestants de France. Pour sa part, il ne voyait pas de raison pour ne pas prendre un plaisir innocent, ou pour ne pas chercher un sujet d'éducation spirituelle dans tous les endroits possibles.

C'est ainsi que, souvent, il était allé assister à des cérémonies catholiques, profondément sensible à leur puissance émotive et à leur beauté. Un jour qu'un programme musical exceptionnel était annoncé, il avait persuadé une bonne vieille dame protestante de l'accompagner. Il s'attendait à ce que ce spectacle la ravît. Au lieu de cela, l'église la remplit d'horreur. L'encens l'impressions comme s'il eût été la fumée de l'enfer. La

consécration de l'hostie lui parut l'incarnation du diable. Elle éprouva les sentiments qu'aurait pu ressentir un catholique, assistant à quelque légendaire messe noire. Elle chancelait en se retrouvant à l'air du ciel, après avoir quitté ce lieu qui lui semblait maudit.

L'état d'esprit de cette dame impressionna mon ami, exactement comme il eût pu impressionner n'importe qui parmi nous : il lui parut dramatique, pathétique et aussi comme nuancé d'un rien de ridicule qui éclairait tout cela. Sa conduite était aussi déraisonnablement intolérante qu'eût pu l'être le jugement d'un catholique fervent, qui eût reconnu dans l'expérience de cette brave femme la preuve visible de la façon dont le diable doit se tenir en présence de la vérité immortelle. Pour son compte personnel, mon ami le protestant semblait éprouver plus que de la satisfaction à ce que l'on laissât subsister les cérémonies catholiques aussi longtemps que quelqu'un pouvait le désirer. Indiscutablement, elles étaient d'admirables spectacles, que l'expérience de mille années avait adapté de façon merveilleuse aux sensibilités esthétiques de l'être humain. Elles avaient même l'efficacité spirituelle, comme une musique absorbante. Il était plus sage de remercier Dieu pour toutes ces choses que de les critiquer. Si le catholicisme s'en fût tenu là, il n'y eût eu qu'à souhaiter qu'il demeurât. Mais — et ici l'œil de mon ami commença à briller — il existe quelque côté plus diabolique dans le monde catholique. Per-

sonne ne saurait concevoir quels méfaits il commettrait, si on le laissait faire.

Que voulait-il dire exactement ? Je le lui demandai. Il me répondit par un exemple supposé. Était-il réel ? Était-il imaginaire ? Je ne sais. Imaginons un libre-penseur dont la femme est catholique. Le mari a naturellement consenti à ce que ses enfants reçussent l'éducation religieuse orthodoxe. Sa fille aînée est une enfant charmante qui l'adore. Vient le temps pour elle de penser à la première communion. Au lieu de s'y préparer, comme son père et sa mère s'y étaient attendus, avec une ferveur exaltée, elle paraît mal à l'aise : ceux-ci s'inquiètent. Son conseiller spirituel lui a appris que l'Église est l'unique moyen de salut et que les incroyants seront damnés. Elle sait que son père est un incroyant. Est-il possible, a-t-elle demandé, qu'un homme si bon et si honnête soit spirituellement en danger ? Et au lieu de détourner la question, le prêtre a répondu qu'hélas ! telle était la vérité. L'opportunité du salut ne peut être niée sans le plus grave danger ; il n'y a qu'une ignorance invincible, par exemple, qui puisse être une excuse, mais encore est-il prudent de ne pas se confier à une chance aussi mince. Il faut espérer que son cher père pourra être amené à voir la vérité ; dans le cas contraire, elle ne saurait être assurée de le retrouver dans un monde meilleur que celui-ci. Ainsi, s'écriait mon ami, ces catholiques sèment la discorde et le malheur dans toute famille où vous souffrez qu'ils pénètrent.

Mais, lui demandai-je, comment un prêtre honnête pourrait-il répondre autrement ? S'il croit que telle est la vérité, il serait traître à son Dieu en déguisant celle-ci, ne fût-ce qu'un instant. Telle n'était pas la question, mon ami me le fit sentir. Semer la discorde dans des foyers heureux est la chose la plus diabolique que la perversité humaine puisse imaginer, et c'est là l'œuvre de tous les prêtres.

En d'autres termes, cet homme, le plus conscientieux de tous les chrétiens libéraux, se révélait incapable de tolérer chez son semblable toute conception de l'orthodoxie qui ne comportait pas une théorie du salut aussi universelle que la sienne. Par ailleurs, je ne suis pas certain qu'il admît la nécessité du salut pour tous. Comme les bons unitariens yankees, il semblait être d'avis que chacun de nous, s'il le veut, peut se sauver, que personne ne sait ce que nous deviendrons, mais que si nous faisons de notre mieux, suivant nos lumières, nous pouvons aller dormir sans terreur. Qu'un protestant, convaincu que le protestantisme mène en enfer — un français de mes amis me cita cette phrase d'un sermon entendu dans un village français — reste protestant malgré tout, il tenait cela pour une proposition monstrueuse. Ceci, lui paraissait aussi intolérable que si l'on disait qu'un catholique reconnaît la vérité du protestantisme et demeure cependant fidèle à sa première religion.

Autant que je pouvais m'en rendre compte,

son état d'esprit était précisément la contre-partie de celui qu'il condamnait. Il se croyait tolérant ; et la vision qu'il avait des choses, était celle de beaucoup de catholiques français sincères de ma connaissance. Ni les uns ni les autres cependant, ne semblaient connaître le véritable secret de la tolérance fondée sur la conviction efficace que, si chacun est libre d'affirmer et de pratiquer ce qu'il croit être la vérité spirituelle, la vérité doit finir par triompher.

On peut percevoir, avec une profonde sympathie, la raison du sentiment français. Ils forment une race qui aime la systématisation, qui croit à la logique, qui respecte l'autorité. Il sont entraînés par cette vertu même, qui leur appartient le plus certainement. L'orthodoxe exalte la puissance de l'autorité, et les hérétiques voient avant tout ses dangers. La tolérance — la vraie liberté — ne fait partie de l'honnête conviction ni des uns ni des autres.

Pour corriger cette erreur, si erreur il y a, il n'est pas de meilleur moyen que d'étudier les faits de l'histoire religieuse. Nul ne peut être certain de les lire comme il le faudrait. Mais il semble y avoir plus d'une raison pour y trouver une leçon susceptible de réduire à l'humilité nos certitudes religieuses et philosophiques. En résumé, aussi indiscutables que puissent nous paraître nos conclusions systématiques, aussi sûrement qu'elles semblent nous imposer le devoir de corriger, de notre mieux, les erreurs de nos semblables, un fait reste, vrai d'une manière permanente, au regard

de l'expérience humaine. Chaque fois que l'autorité religieuse a essayé de s'exercer sur des matières autres que la spirituelle, elle a créé de la souffrance. Chaque fois que la puissance temporelle, dépassant les bornes de la politique terrestre a voulu s'immiscer dans les questions religieuses, elle aussi a créé de la souffrance. L'autorité spirituelle, pour s'exercer, a eu la parfaite justification de la logique et de la systématisation, mais la temporelle aussi bien. Chacune, nous pouvons l'admettre librement, a été scrupuleusement honnête. Chacune s'est trompée. Nous ne savons pas ce que peut être la conception des choses dans le ciel. La leçon de l'expérience humaine, en retour, nous apprend que malgré toutes les affirmations de la raison pure, ce qu'il y a de plus sage ici-bas, c'est d'être tolérant et de se supporter mutuellement.

Et cependant, il y a encore peu d'apparence que les Français acceptent jamais cette version. Jusqu'à ce qu'ils le fassent, la question religieuse, en France, connaîtra des périodes d'action et de réaction, des recrudescences d'intolérance, avec des chances, d'un côté aussi bien que de l'autre, de récupérer, pendant un temps, le pouvoir officiel. Les deux camps demeureront longtemps tels que nous pouvons les observer aujourd'hui, avec de nobles instincts, une assiduité admirable dans l'accomplissement du devoir et une incompréhension mutuelle passionnée.

Si les libre-penseurs avaient la voie libre, aujourd'hui, ils feraient subir aux catholiques une

persécution semblable à celle que ceux-ci infligèrent aux protestants, lors de la révocation de l'Édit de Nantes. Que les Catholiques reviennent au pouvoir, comme ils le souhaitent, et l'aventure pourra être répétée avec les mots anciens. Et ainsi de suite, à moins que, bientôt, l'intelligence merveilleuse de la France ne s'éveille à la véritable sagesse, à une tolérance qui, par delà toutes ces luttes, semble déjà apparaître. Les Français croient qu'ils croient en la liberté. Ils ne paraissent pas pouvoir comprendre que la liberté, dans les choses de l'âme, signifie que nous devons rendre à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui est à Dieu.

## VII

### LA RÉVOLUTION ET SES EFFETS

NOTRE étude de la religion en France nous a fait rencontrer en chemin, comme il est fatal, le fait le plus saillant de l'histoire moderne de la France : la Révolution. Les résultats sociaux et politiques immédiats de cette catastrophe ont sans doute été bien moins radicaux qu'on ne le pense généralement, mais sa mémoire et sa tradition se retrouvent partout.

Partout aussi ce souvenir et ces traditions restent doués d'une telle vitalité que peu de gens sont capables de les contempler sans passion. Ils excitent encore à la fois l'enthousiasme et le ressentiment ; ils sont encore considérés avec un esprit de parti, loyal et ardent. Mieux vous arrivez à comprendre la France, plus nettement vous vous rendez compte qu'aujourd'hui encore, aucune étude de la Révolution ne paraît impartiale à un Français, à moins que, par avance, ses conclusions sur le sujet, n'aient prévu celles de l'historien.

J'eus le sentiment concret de cela, au cours d'un séjour rapide que je fis en France, voici quelques années. Les admirateurs de Taine avaient formé le dessein d'ériger un monument à sa

mémoire. A mes yeux, la chose semblait évidemment raisonnable, car je n'étais pas éloigné, pour ma part, de considérer Taine comme un des plus admirables écrivains français du XIX<sup>e</sup> siècle, tant à cause de sa conscience que de son influence. Le fait que je n'avais pas toujours été convaincu par ses conclusions, — particulièrement en ce qui concerne la littérature anglaise — n'avait nullement diminué mon respect pour lui. Il m'apparaissait toujours précis, toujours intelligent, et, par dessus tout, incessamment suggestif. La vigueur de sa pensée et le mouvement de son style vous forçaient à penser plus alertement que vous ne l'eussiez fait, sans son secours. Au cas même où son raisonnement aboutit à des conclusions très éloignées de celles que vous avez obtenues, vous lui gardez de la reconnaissance. Il reste un des maîtres dont le pouvoir d'excitation intellectuelle vous a le plus vraiment aidé. Je pensais donc qu'aucun projet de monument n'avait jamais été plus assuré de l'assentiment universel. Quelle ne fut pas ma surprise lorsque je vis cette idée ardemment combattue.

A cette époque, j'avais déjà le plaisir de connaître ce sincère libre-penseur français dont j'ai relaté quelques opinions sur la religion. Quand je me risquai à lui exprimer mon étonnement qu'il se rencontrât quelqu'un en France pour refuser d'honorer la mémoire de Taine, je m'aperçus que j'avais eu le tort de parler en étranger. Les disciples récents de ce maître ont coutume de croire que la partie

historique de son œuvre a crevé la nuée de la légende révolutionnaire. Aux yeux de mon ami le radical, Taine était bien plutôt l'homme qui a blasphémé l'esprit de la Révolution. Honorer publiquement sa mémoire correspondrait, en conséquence, à un reniement des Droits de l'Homme. Adopter ce point de vue équivaudrait à remettre en question l'œuvre de tout un siècle d'effort humanitaire — à ravalier, si l'on peut dire, la France. J'obtenais un succès égal à celui que j'eusse rencontré, en assurant à un vieil abolitioniste de Boston qu'un Walhalla national, à Washington, ne saurait être complet sans la figure du général Lee.

Ni dans cette occasion, ni dans aucune autre, je ne pourrai entrer minutieusement dans les détails confus de l'histoire révolutionnaire. Il faudrait pour cela travailler des années : encore serait-on condamné à des résultats qui vous feraient considérer par beaucoup comme un partisan. D'un autre côté, convaincu à la fois de la sincérité de Taine et de celle de mon ami, et convaincu que tous deux étaient de loyaux serviteurs de cette France qui les avait nourris l'un et l'autre, je trouvai cette courte conversation pleine d'enseignements sur la façon dont la Révolution réagit sur le caractère français. Ces aspects psychologiques de la question et du développement ultérieur de l'histoire de la France seront les seuls objets de mon étude. Ceux-ci au moins — en écartant le fait historique — ont leur place dans l'effort que nous tentons, pour comprendre les Français d'aujourd'hui.

Nous avons déjà examiné les principaux éléments de leur caractère national. Intellectuellement, leur tempérament est remarquable par deux manifestations contradictoires. Celles-ci sont très violemment opposées, en raison même de l'exquise précision que l'intelligence française apporte dans le détail de ses travaux. Les Français sont profondément épris de systématisation et de logique — c'est là un fait qui reparaît à chaque instant dans leur existence — et, en même temps, la passion qu'ils ressentent pour la loyauté intellectuelle, les oblige à accueillir le fait qui va à l'encontre même de leur théorie, beaucoup plus facilement que nous ne le faisons nous-mêmes. Et cependant, ainsi que nous l'avons clairement remis en lumière, aucun système, formulé par des hommes, ne peut embrasser tous les faits. Toute règle politique et sociale doit avoir ses exceptions.

Quand elles se présentent, la question se pose pour les esprits logiques de savoir comment les résoudre. Trois hypothèses s'offrent : ou bien le fait malencontreux doit être délibérément supprimé, ou bien il faut l'ignorer — le traiter en quantité négligeable, ou bien il faut que vous modifiez votre système. Et, dire par avance, dans un cas donné, quelle solution adoptera un Français, ce serait une chose que lui-même serait bien en peine de formuler. La seule chose qui soit certaine, c'est qu'il aura bien du mal à ne pas s'arrêter à l'une des trois.

Av point de vue émotif cependant, le caractère

national de la France n'est pas seulement instinctivement généreux ; il est, le plus souvent, extrêmement enclin à généraliser les appels à la sympathie humaine, comme distincts de l'individu.

Dans toutes les circonstances de la vie, la conscience sociale, la sensibilité sociale, l'enthousiasme social des Français sont plus nettement développés que cela n'arrive habituellement chez nous autres, Américains ou Anglais. Même dans ses relations personnelles, le Français laisse moins de place au geste individuel qu'à l'accomplissement du devoir collectif. Un paradoxe en découle. Il repose sur ce fait que, tandis que cet homme peut parfois paraître indifférent jusqu'à la nonchalance, à l'égard de la situation difficile d'une individualité — celle des femmes divorcées, par exemple — il est capable d'un tel sacrifice à l'idéal social — comme celui du foyer — qu'il serait nécessaire pour que nous autres, nous atteignions pareille exaltation, que nous fussions incités par une passion romanesquement personnelle. Pour comprendre avec quelque véritable sympathie l'histoire psychologique de la Révolution, il est utile de conserver ce trait présent à l'esprit.

Aussi troublée, et surtout troublante, que demeure cette convulsion politique, certains faits généraux, la concernant, ont pu être éclaircis.

Le développement de l'histoire tendit longtemps à rendre infrangibles les cadres du gouvernement et de la société. Le résultat de cette situation fut un développement évidemment remarquable de faits,

— politiques, religieux, moraux et sociaux, — incompatibles, très certainement, avec ces cadres mêmes. Le caractère du XVIII<sup>e</sup> siècle — qui, sous son aspect le plus haut, fut purement rationnel et philanthropique — obligea sa loyauté intellectuelle à admettre ces faits sans réserve. La question précise se posa alors : Que devait-on en faire ? Dans l'ensemble, il ne fallait pas un grand effort pour les supprimer, mais c'était là un procédé, ne pouvant convenir au goût d'une époque, qui goûtait surtout le charme des raisonnements spéculatifs. La tendance était plutôt, d'autre part, de les ignorer, en s'acquittant envers eux par de l'ironie, ou encore, si vous preniez davantage la question à cœur, de voir en quoi il faudrait modifier votre théorie pour les accueillir. Ainsi qu'on le conçoit, ces points de vue étaient irréconciliables. Comme il leur arrivait de créer des conflits, ils suscitaient, de part et d'autre, une sorte d'émotion idéologique, que nous comprendrons mieux, si nous voulons bien imaginer le système traditionnel en vigueur, constraint d'ignorer le fait inconsistant, et, par ailleurs, les hommes qui croyaient que l'intérêt de l'humanité demandait, étant donnés ces faits, une reconstruction du système traditionnel.

Des généralisations comme celles-ci demandent des exemples spécifiques. Je n'en connais pas de plus frappant que celui, toujours intact, qu'offre, aujourd'hui encore, un pittoresque château de Bourgogne échappé au pillage révolutionnaire. Il est situé au cœur de la province, si bien que, pour

l'atteindre, il vous faut faire un bon bout [de chemin sur des routes peu fréquentées. Il se trouve placé sur une éminence, surveillant le petit village qui appartenait jadis à son propriétaire. Il est encore entouré de ses jardins et de son parc et, tant à l'intérieur qu'au dehors, peu de ses parties ont été modifiées, depuis le jour où Louis XIV envoya son possesseur, Bussy-Rabutin, passer là bon nombre d'années, après l'avoir exilé de la cour pour cause d'inconduite. Expliquer de façon précise comment ce personnage était tombé en disgrâce nous entraînerait plus loin que je n'ai jamais eu la patience d'aller, dans l'histoire des scandales et des intrigues de l'époque. Entre autres méfaits, il avait écrit des histoires, dont l'obscénité voilée méritait expiation, car sous des pseudonymes transparents, il avait dépeint les faiblesses de ses amis et de ses ennemis, avec une fidélité qui négligeait toute discrétion. L'amusement auquel il employait les loisirs de son exil paraît donc bien caractéristique.

Le principal consistait à décorer les panneaux des murs, dans les différentes pièces de son château, des portraits de tous ceux qu'il jugeait dignes de cet honneur. Ces portraits forment une galerie des rois de France, depuis Hugues Capet jusqu'à Louis le Grand ; il en existe une autre, consacrée aux grands soldats de l'histoire et de la France, Hector, Alexandre, César, Duguesclin et Bayard, composée selon son goût et sa complaisance, et l'on peut encore voir d'autres mani-

festations de cet innocent passe-temps. Le côté le plus piquant de cette collection cependant, c'est qu'il inscrivait, au-dessous des portraits de ses contemporains, ses opinions sur leur conduite et leur caractère. L'une de ces légendes comporte une phrase à peu près dans ce goût : « *Isabelle d'X, marquise de \*\*\* à laquelle personne ne pouvait refuser ni son cœur ni sa bourse et qui faisait peu de chose de la bagatelle.* » Et toute une pièce est consacrée à des dessins symboliques, conçus et même exécutés, dit-on, par sa propre ingénuité, sans nul secours, pour raconter l'infortune que lui infligea une dame, la femme de quelqu'un d'autre, qui n'avait pas jugé bon de pousser son dévouement envers lui jusqu'à partager son exil campagnard.

Maintenant toutefois, ces récits sont aussi vrais que ceux au cours desquels il raconte l'histoire d'une beauté, maîtresse d'un roi : quels étaient ces personnages, je ne me donnerai pas la peine de le chercher. Le fait indéniable est que ces contes furent écrits, pour consoler sa captivité virtuelle, par un illustre gentilhomme dont les fenêtres, les jardins, le parc et les chasses, dominaient son petit village vassal qui est toujours groupé autour de son église vénérable.

Ici, des générations de paysans laborieux se succéderent, sans chance de partager les priviléges innombrables de leur maître, courbés sous le poids des impôts, sans cesse accrus, de telle sorte qu'ils devaient les croire consacrés à l'entretien de vertus,

semblables à celles dont ils pouvaient à peine déchiffrer l'histoire écrite sur les murs de toutes ces chambres. La systématisation et le fait sont rarement apparus en plus saillante contradiction. La meilleure défense, en faveur de cet état social, dont Bussy-Rabutin et ses amis partageaient les profits, c'est qu'eux étaient véritablement, dans cette société, les meilleurs. Et ici vivait l'un d'eux, qui consacra des années laborieuses à prouver que cependant ils étaient aussi peu dignes qu'il est possible de tous ces avantages. Il se peut qu'il l'ait fait à dessein. Je n'ai jamais pris la peine de rechercher si c'était volontairement qu'il avait semé ces fermentes de trouble, germés dans une âme de réformateur dépité. Le fait, c'est que l'œuvre qu'il réalisa nous suffit ; quelle que fût son intention, il démontre que l'état social et les faits étaient, de façon menaçante, aux antipodes l'un de l'autre.

Ceci se passait exactement un siècle avant la Révolution. Durant les derniers jours de l'ancien régime, le même état de choses apparut encore plus évident. Les deux plus grands personnages de l'Église de France, dont les noms sont aujourd'hui encore très célèbres, étaient probablement le cardinal de Rohan et Talleyrand, évêque d'Autun ; le premier, fameux comme héros d'une intrigue tapageuse dans laquelle il avait été entraîné par des imposteurs. Ceux-ci lui avaient fait accroire que ses charmes étaient irrésistibles aux yeux de la reine. L'autre, défroqué avec souplesse lors-

qu'éclata la Révolution, fut généralement regardé comme l'homme public le plus fourbe de son époque, cependant dépourvue de candeur. L'un comme l'autre avaient leurs mérites, mais ces mérites n'étaient vraiment pas de ceux qu'un clergé privilégié, soucieux des intérêts spirituels de la nation, pouvait mettre en évidence à une heure où le fait et le système étaient si brutalement en conflit.

A cette époque, la reine, que n'avait pas encore auréolé le martyre, était considérée comme une tête légère, même par ses amis, et, d'autre part, on exploitait contre elle le scandale cynique que soulevaient, à son propos, un grand nombre de courtisans qui la détestaient. M. de Nolhac nous raconte que pas une des monstrueuses accusations portées contre elle par le tribunal révolutionnaire ne fut inventée par l'accusateur public ou par la populace. Vous pouvez les retrouver toutes dans les pasquinades et les chansons de la cour, qui couraient Versailles, alors que ceux qui les lançaient avaient encore l'illusion de croire que l'état social était assez fort pour résister toujours au fait, et que jamais ils ne seraient troublés par ce qu'ils pouvaient prétendre à être des faits, aussi longtemps que cela les amuserait. Le malheur, c'est que ces chansons et ces pasquinades existaient, même si aucun grain de vérité n'était en elles. Un prince royal de ces temps interprétait le rôle de Figaro sur les théâtres de la cour, et toute la société y prenait le plus grand plaisir.

Le seul nom de Figaro nous amène à envisager l'autre aspect de la question. Sans aller plus loin, la popularité de Beaumarchais comme dramaturge, est en soi un fait extraordinaire. Nul autre, auparavant, n'avait mis en évidence, avec autant d'esprit et de précision, la faiblesse de ceux qui, pour jouir des priviléges de l'état social en vigueur, avaient eu seulement à se donner la peine de naître. Que ses comédies n'aient pas été interdites, implique une liberté de pensées et de paroles à peine égalée par les périodes suivantes de l'histoire de la France. Et cette liberté de pensées et de paroles pour satisfaire à la fois l'actualité et les consciences, s'employait à rajeunir les discussions concernant les Droits de l'Homme.

Ces Droits, nous l'avons vu, sont fondés sur une conception de la nature humaine, incompatible avec des priviléges d'autorité. Le vieux système pouvait être raisonnablement défendu. Mais il fallait continuer à soutenir que les hommes sont naturellement si dépravés que, si mauvais qu'ils soient, même dirigés, ils le seraient encore davantage au sein de la liberté. Si, d'un autre côté, les hommes ne sont pas nés dans le péché, il peut paraître raisonnable de croire qu'ils seraient meilleurs, livrés à eux-mêmes. Ainsi le conflit psychologique se définissait lentement, de lui-même. Chacun reconnaissait que le régime et les faits étaient incompatibles.

Certains prétendaient que nous devions ignorer ces derniers, à partir du moment où ils ne trou-

vaient pas toute satisfaction dans l'ironie. D'autres affirmaient, avec un enthousiasme croissant, que le temps était venu de rajeunir le système. Cet esprit plus moderne ne demandait pas, de propos délibéré, l'anarchie, mais il réclamait, avec passion, un état social nouveau, destiné à remplacer l'ancien. Il reconnaissait les vérités, nouvellement démontrées, que la nature humaine n'est pas foncièrement mauvaise, et que la société n'a pas à la réprimer. Tout cela était exprimé avec une logique parfaite.

Il ne saurait y avoir d'hésitation, je pense, à reconnaître que les hautes espérances des révolutionnaires français étaient à la fois encouragées et justifiées par le développement de l'histoire américaine, après 1775. L'aventure de Lafayette est l'exemple classique de cette influence. Issu lui-même des classes privilégiées, mais partisan passionné et désintéressé des Droits de l'Homme, il fut, dans sa prime jeunesse, attaché, en qualité d'officier, à quelque garnison de la France de l'est. Dans ce poste, il rencontra un jour, à table, un prince anglais, mal instruit des troubles révolutionnaires des colonies américaines. Celui-ci le convainquit que ces provinces éloignées avaient pris les armes pour affirmer leur droit d'établir la société sur un plan nouveau. L'imagination du jeune et ardent Français fut embrasée. Il ne connut plus de repos jusqu'au moment où, après un voyage au cours duquel, suivant ses propres termes, l'Atlantique et lui ressentaient mutuellement des

sentiments mélancoliques, il eut offert ses services à l'Amérique. Il combattit bravement et en beauté, pour notre cause, se taillant une place parmi nos héros nationaux, se plaçant le second dans la mémoire du peuple, immédiatement après Washington, et, à la fin de sa vie, quelque cinquante ans plus tard, il était encore le Français qui nous connaissait et nous aimait le mieux.

Et cependant, à aucun moment de sa vie, il ne semble avoir compris — ni même soupçonné — la nature essentielle de la révolution américaine, et du gouvernement durable qui en fut la conséquence. Nos aïeux américains se servaient des mots de la philosophie philanthropique française, exactement comme nous nous en servons aujourd'hui, et comme nos enfants continueront probablement à s'en servir, aussi longtemps que durera notre république. Nul d'entre nous ne s'est jamais arrêté à les définir, même pour son propre compte : en toute vraisemblance, nous ne le ferons jamais.

A Lafayette, et à l'Amérique aussi bien, il parut toujours que nous parlions un langage commun d'esprit et de cœur. Et cela se passa bien ainsi, dans beaucoup de conjonctures émouvantes. Mais, d'un autre côté, la liberté pour laquelle la révolution américaine fut faite, avait un caractère différent de cette liberté que proclamaient les esprits révolutionnaires de France. Somme toute, à leurs yeux, le mot liberté signifiait un nouveau système philosophique de gouvernement, reposant, en dernière analyse, sur la négation dogmatique du

vieil adage chrétien, que l'essence de l'homme est le mal. C'était donc, en conséquence, un profond bouleversement à la fois des croyances traditionnelles et de l'antique constitution du royaume, qu'ils désiraient réaliser. Pour nous, la liberté signifiait la sauvegarde de notre propre société lointaine, et un gouvernement délivré de toute ingérence étrangère.

Au cours des cent cinquante ans qui s'étaient écoulés depuis la fondation des colonies de Virginie et de la Nouvelle-Angleterre, l'Amérique avait, sans s'en douter, élaboré quelque chose qui ressemblait à une loi commune, — une constitution politique et sociale non écrite — tirée d'elle-même, et cette loi avait été confirmée par l'expérience ancestrale, qui se perdait virtuellement dans la nuit des temps. Quand, dans un pays quelconque, un système politique a survécu à une génération disparue, il a la même autorité que pourraient avoir des institutions vieilles d'un millier d'années. Quiconque a observé la vie des collèges américains peut se rendre compte de cette vérité, réalisée fantaisistiquement, en miniature, mais d'autant plus probante qu'elle est plus comique.

Un étudiant reste au plus quatre ans dans un collège : donc, tous les quatre ans, la population studieuse de ce lieu se renouvelle complètement. Qu'une innovation légale ou que quelque tradition nouvelle soient implantées ; sur le moment, il y aura un grand trouble, mais avec chaque nouvelle année arrivera au collège un lot d'étudiants

n'ayant jamais rien connu d'autre; en quatre années, tout ce petit peuple aura changé; la cinquième, tout le monde vous assurera sans broncher que cet état de choses, qui ne remonte pas encore à six ans, — date d'aussi loin que l'on peut se souvenir, et que le modifier serait une audacieuse et radicale rupture avec la tradition sacrée. C'est pourquoi les directeurs habiles des collèges américains brisent dans l'œuf toutes les fâcheuses tentatives de nouveauté, et n'accueillent que celles qui ont chance d'apparaître avant longtemps, nimbées du mystérieux prestige des traditions immémoriales.

L'indépendance personnelle, une loi particulière et commune, libre de toute ingérence, même de celle de l'Angleterre souveraine, telles furent les revendications véritables pour lesquelles combattirent les révolutionnaires américains. Ce qu'ils apportaient de nouveau n'était ni exaspérant ni tyranniquement insolite : c'était une innovation réactionnaire : la remise en vigueur d'un pouvoir depuis si longtemps désuet qu'il avait perdu l'appui de la tradition. Sauf en ce qui regardait la suppression de sa dépendance envers la couronne, la constitution de chaque État demeurait virtuellement intacte.

Bien plus, la substitution du gouvernement républicain à la forme politique antérieure, nominalement monarchique, n'était presque pas un changement. Elle tendait à un peu plus qu'à étendre au chef du pouvoir exécutif le même principe populairement électif qui était déjà, de

tradition immémoriale, en vigueur pour les autres fonctions ; et même, dans plusieurs de ces colonies, le gouverneur était élu par le peuple. Aussi radicaux qu'aient pu être les procédés que nous avons employés pour faire notre révolution, aussi radicale qu'ait pu être l'apparence des formes nouvelles, adoptées par le gouvernement américain, en réalité notre action fut conservatrice. Ce que nos aînés voulaient n'était ni la mise en pratique d'un nouveau système de gouvernement, ni les Droits de l'Homme : c'était le régime qui s'était développé parmi nous, au gré du mouvement régulier de la nature. De là, notre force véritable.

Il semble qu'aux yeux de Lafayette cependant, dont toute la vie fut si généreusement enthousiaste, la liberté soit toujours apparue sous les couleurs d'une doctrine philosophique et humanitaire. Le fait qu'il avait vu celle-ci triompher en Amérique et fournir les bases d'un gouvernement durable, lui suggéra qu'il pourrait en être de même, n'importe où. Qu'elle dût se développer autrement, dans d'autres conditions, au lieu de maintenir des traditions et des institutions établies, qu'il fallût commencer et continuer par détruire et innover, ne paraît pas lui être venu à l'esprit. Autant que l'on peut s'en rendre compte aujourd'hui, il ne fut jamais capable de comprendre pourquoi ce qui réussissait si bien en Amérique devait être une cause de douleurs dans sa France bien-aimée.

Il semble bien qu'il y ait quelque chose de pareillement vrai dans la si remarquable impres-

sion que produisirent en France le personnage et le caractère de Franklin. Au cours de la célébration du deuxième centenaire de sa naissance, j'eus l'occasion d'entendre cette suggestive remarque, qu'il était un exemple frappant de la façon dont le milieu américain, pendant les années paisibles de sa jeunesse et de sa maturité, pouvait réagir sur un homme de génie, dont les caractéristiques naturelles n'étaient pas exactement celles de la tradition américaine, mais bien plutôt celles si pratiques des vieux fermiers anglais. Il n'était pas, si vous vous souvenez, issu des tout premiers émigrants de la Nouvelle-Angleterre.

A l'heure de sa vieillesse, d'autre part, Franklin apparut non pas comme un Anglais, non pas comme un homme qui était venu à maturité au sein de conditions économiques et sociales, impossibles dans toute partie du monde de tradition ancienne et très peuplée; il apparut bien plutôt comme la démonstration vivante de ce que la nature humaine en général pouvait aspirer à devenir, dans une société et avec un gouvernement où avaient été, une bonne fois, établis les principes de la Révolution.

Bien que la sympathie des Français, à l'égard de l'Amérique révolutionnaire, fût sans nul doute fortifiée de l'animosité politique qu'ils ressentaient à l'endroit de l'Angleterre, nous pouvons aisément négliger cet aspect de la question. Il ne saurait raisonnablement y avoir de doute que leurs sentiments étaient sincèrement généreux, ardemment

philanthropiques, et chauffés par un de ces enthousiasmes, comme il est de tradition d'en voir naître en France dès qu'une émotion soulève ce pays. On ne saurait non plus douter que le mouvement révolutionnaire des Français ne reçût un grand encouragement du résultat heureux de la révolution américaine. Les conclusions spéculatives de la philosophie humanitaire semblaient justifiées par ce succès. Personne n'a signalé la différence qui existe entre une révolution conservatrice et une autre destructrice, entre une révolution fondée sur des droits déjà anciens, et une autre, demandant des droits, non consacrés par la tradition.

Lorsque nous considérons de la sorte la révolution française, elle nous apparaît simplifiée. Au milieu des détails qui distraient l'esprit, nous pouvons être loyalement certains, quelles que soient nos sympathies, qu'une grande part de sa force vitale eut pour origine l'enthousiasme sincère de son instinct humanitaire. L'humanité souffrait sans aucune nécessité. Elle était jouée par ce régime, qui, tout à la fois, l'opprimait et condamnait l'oppression, par la reconnaissance de la dépravation de la nature humaine. Franklin et la destinée nouvelle de l'Amérique montraient le mensonge de ce reste d'une illusion médiévale. Laissés à eux-mêmes, les hommes devaient devenir bons ; laissés à leur propre sagesse collective, les hommes devaient se gouverner beaucoup mieux que les prêtres et les rois ne les avaient jamais

gouvernés. Régimes désuets, traditions ossifiées, tout cela devait être rejeté. La superstition devait céder la place à la raison. Un nouvel état social, dédaignant la tradition, fondé sur les bases lumineuses de l'intelligence, allait reconnaître les faits philosophiques, sociaux et politiques, que les âges révolus avaient stupidement ou cyniquement ignorés. Une fois établi, ce nouvel ordre logique, résistant, complet, compréhensif, philanthropique, l'humanité cessant d'être abusée finirait de souffrir. Pendant sa période la plus noble tout au moins, — et ceux-là même qui déplorent le plus la Révolution doivent reconnaître qu'elle traversa une phase psychologiquement noble — ses chefs crurent qu'ils allaient inaugurer, pour la race humaine tout entière, une ère nouvelle et meilleure. Avec une loyauté semblable, ceux-là même qui le chérissent le plus, doivent admettre, qu'à un siècle de distance, on aperçoit certains de ses épisodes susceptibles de donner quelque consistance à l'opinion contraire, discernant en elle le premier symptôme du naufrage de la civilisation, sombrant dans un abîme de barbarie, béant depuis lors.

Il n'existe aucun morceau de littérature où la psychologie des origines et du développement de cette crise soit rappelée, de manière plus vivante, que dans *le Prélude* de Wordsworth. Les passages où il décrit son premier voyage en France sont illuminés par l'inspiration de ces jours, si pleins d'espérance. On eût dit que la nation entière

s'était éveillée de quelque cauchemar, un beau matin, dans la fraîcheur du soleil levant; et le poète lui-même, plein de rêves sur l'avenir de l'humanité, accueillait cet événement universellement heureux, avec les écrits d'un prophète humanitaire. Ce qu'il dit à ce propos est vague, décousu, sans suite, mais l'esprit de son poème demeure fortement dans le souvenir, comme un parfum de fleurs respiré dans l'air de quelque matin printanier. Les passages où il exprime la douleur qu'il ressentit plus tard, à voir le développement de la Révolution, sont plus longs et plus poignants. Ce réveil de l'humanité s'était doucement montré à lui, seulement comme un nouveau rêve, plus fugtif que les cauchemars du passé. L'humanitarisme s'était inévitablement trouvé en opposition avec l'état social et les croyances qui duraient depuis un millier d'années : il fut entraîné à une fureur consciemment destructive. Ce qu'il ne voulait pas supporter et ce que, d'autre part, il ne voulait pas ignorer, devait être supprimé. Le vieux système devait faire place au nouveau, qui, peu à peu, se révéla le plus tyrannique des deux.

Pendant ce temps, l'ancien prouvait tristement son obstination. L'élagage de ses branches ne le déracina nullement ; mais bien plutôt l'opération eut pour résultat, comme tout émondage, de fortifier le reste de l'arbre. Ceux qui avaient le caractère en accord avec l'ancien régime, les émigrés, la noblesse en général, et quiconque

aimait la tradition établie, s'entêtèrent à essayer d'ignorer, en dépit de tout, la Révolution. En vérité, aujourd'hui même, ils ont à peine renoncé à leur effort désespéré. La philanthropie, l'enthousiasme, les Droits de l'Homme, par contre, entraînèrent leurs partisans aux excès sanguinaires. Les mots d'ordre de la Révolution : « Liberté, Égalité et Fraternité » sonnaient encore, généreux et pleins d'un sens philosophique, d'inspiration pure, mais les sentiments qu'ils représentaient se changèrent vite en une férocité haineuse, à l'égard de quiconque discutait ou s'opposait à leur arbitraire. C'est au moins l'impression qui nous envahit, lorsque nous lisons les vers désenchantés des derniers livres du *Prélude* de Wordsworth.

Si incomplète que soit cette vue de la situation, elle a l'avantage d'être à la fois simple et de concorder avec les vestiges qui demeurent de cette période. Quiconque voyage dans la France contemporaine peut trouver, en tous lieux, un amas étonnant de témoignages tragiques qui, de façon terrible, révèlent combien cette période de la Révolution fut épouvantable. La philanthropie et la philosophie s'efforcèrent d'ignorer la tradition historique, avec autant d'aveuglement que la tradition historique en avait apporté à ignorer tout ce qui n'était pas elle. Elles s'efforcèrent de clore une période de la vie historique de ce pays et d'en inaugurer une nouvelle, complète en soi et systématique.

Cette tentative fut faite avec un enthousiasme

sectaire, au sein d'un peuple qui, aujourd'hui encore, demeure, dans le privé, le plus strictement prudent, le plus instinctivement conservateur de tous les peuples modernes. On ne s'en prit pas seulement aux institutions politiques et aux priviléges officiels, avec la volonté d'écartier ces obstacles du chemin. Comme nous l'avons déjà vu, les révolutionnaires supprimèrent la religion du pays, imputant à crime, par décret législatif, ce qui auparavant était considéré comme obligatoire. Si, de nos jours, des réformateurs passionnés envoyoyaient en prison, sans avis préalable, tout couple qui prouverait qu'il est légalement uni, ils causeraient à peine un plus grand désordre social.

Nous avons déjà parlé, en passant, du vide immense du Panthéon, ce sanctuaire duquel Dieu avait été chassé. Vous trouverez partout des exemples encore plus frappants de la dévastation révolutionnaire : dans les églises désaffectées, dans les hôtels ruinés des nobles de province, et dans les noms nouveaux que portent les possesseurs actuels des châteaux et des parcs, échappés par le plus grand hasard à la destruction. Ou bien encore, allez au musée municipal de Paris, maintenant installé dans l'hôtel Carnavalet, qui servait jadis de résidence citadine à madame de Sévigné. Il est resté remarquablement conservé. Les collections y sont rangées dans l'ordre chronologique, depuis les temps préhistoriques jusqu'à nos jours. Il y a là des reliques du Paris romain, de la Cité moyenâgeuse, du Paris de la Renaissance et du

Paris de l'ancien régime, qui se développa longuement entre les règnes de Henri IV et de Louis XVI.

Iris, brusquement, une solution de continuité. Les pièces réservées à la période de la Révolution semblent remplies d'objets ayant appartenu à une autre race, à une civilisation différente. Les choses les plus anciennes, si triviales soient-elles en fin de compte, gardent cet exquis je ne sais quoi, qui révèle instinctivement le style. Elles paraissent une manifestation de la nature, faites comme elles le sont, parce que, à ce moment, chacun sent que les choses doivent être faites de la sorte. En comparaison, les œuvres plus récentes paraissent délibérément, consciemment vulgaires, impuissantes. Elles ont une vigueur brutale ; elles sont pleines d'une force mal employée. Elles témoignent, si vous le voulez, d'une énergie incalculable. Mais elles ont une certaine futilité éclatante ; elles semblent le fruit d'une jeunesse prétendant à la sagesse de la maturité, ou encore elles rappellent ces gens brutaux qui voudraient faire croire qu'ils ont les meilleures manières du monde, uniquement parce que, dans un combat libre, ils connaissent les coups qui mettent hors de combat. Il faut le reconnaître, ils ont une force qui persistera, qui durera. Mais, en elles-mêmes, les premières manifestations de cette vigueur apparaissent comme moins solides que les choses qu'elles prétendent détruire.

Un remarquable monument, qui se trouve à Lyon,

illustrera ma pensée. Cette ville, plus qu'aucune autre des provinces, eut à souffrir de la Révolution. Si j'ai bonne mémoire, à un moment même, on songea à la raser, et l'on fut si près d'y réussir que vous pouvez chercher longtemps avant que de découvrir un vestige, rappelant que cette ancienne capitale des Césars fut habitée, avant le XIX<sup>e</sup> siècle, par des êtres humains. C'est pour cette raison que vous éprouvez une agréable surprise en reconnaissant dans le héros, dont la statue équestre se dresse sur la place Bellecour — la plus importante de la ville, — la royale figure de Louis XIV. Ceci enfin, vous en avez le sentiment, est une relique authentique du temps passé, demeurée, Dieu sait comment ! pour nous faire souvenir que la modernité ne réalise pas tout le cycle de l'histoire. Mais vous approchez, tout à ces réflexions, jusqu'à ce que vous soyiez assez près pour lire l'inscription gravée sur le piédestal. Alors, vous découvrez la raison pour laquelle le grand monarque se trouve encore en place : sur ce socle, sont tracés ces mots, qui expliquent la survivance : « *Chef-d'œuvre de Lemot, sculpteur lyonnais.* » Pas une syllabe pour indiquer le personnage statufié. L'œuvre a été laissée là, uniquement afin de montrer de quelle perfection un citoyen était capable lorsqu'il s'agissait de couler le bronze, pour en faire des monuments. C'est là le témoignage qui perpétue sa gloire, et qui devra durer longtemps après que l'on aura oublié les tyrans et la tyrannie. Nul ne semble

avoir prévu qu'un voyageur, venu d'outre-mer, en flâneur, pourrait toujours se rappeler à ses pieds la magnificence de Louis le Grand, ni qu'il serait forcé, en revanche, même après une longue contemplation du chef-d'œuvre, de fouiller dans son guide pour retrouver, une fois de retour chez lui, le nom du sculpteur.

S'il existe un trait plus saillant qu'un autre dans la manière dont les révolutionnaires se sont ainsi efforcés de nier le passé et de dicter son devoir à l'avenir, ce trait est la puérilité. Au fur et à mesure que vous considérez l'esprit de la Révolution, vous vous rendez compte qu'en elle se retrouvent à peu près toutes les qualités, qui font à la fois que l'on aime les enfants et que l'on les trouve exaspérants. Elle avait une précision absolument miraculeuse de perception superficielle ; elle voyait exactement le fait, et elle croyait voir avec la même exactitude ce qu'il fallait faire. Elle était d'esprit absolument angélique, ou, tout au moins, elle pensait l'être. Elle était diaboliquement, impitoyablement cruelle à l'égard de tout obstacle qui barrait la route à ses justes desseins. Suivant toutes les apparences, elle n'avait nullement le sens que l'expérience avait toujours montré l'utopie des rêves, et qu'elle avait toujours mélancoliquement prouvé que la seule base solide d'un édifice social, c'est l'assise du passé. Elle semblait croire, en vérité, que les structures de la Loi et du gouvernement, de la morale et des mœurs, n'avaient aucun besoin de fondement.

Pourquoi ne pas bâtir tout de suite sur les sables mouvants et dans les marais que nous rencontrons, en pleine nature, sous nos pas ?

Je crois que l'on serait bien embarrassé de dire si des traits comme ceux-ci sont plus accusés chez l'enfant, à l'heure de la triomphante jeunesse, avec ses candeur et ses méchancetés, ou dans les efforts désintéressés que fit la révolution française pour dériver le cours de l'histoire nationale et universelle.

La tentative était sûre d'échouer, mais l'aventure ne se borna pas à cela. Les idéaux, même non réalisés, ont une vitalité qui leur est propre, et qui acquiert parfois son maximum de puissance, lorsque l'inexorable témoignage de la durée n'est pas là pour démontrer leur puérilité. Les actes accomplis par la Révolution causèrent beaucoup de ruines, particulièrement à la surface du globe. Elle s'essaya cependant à construire. Elle avait la folie de croire que des décrets suffiraient à balayer l'ancien régime. Elle s'imaginait qu'elle avait trouvé et proclamé les vérités sur lesquelles l'ordre nouveau pourrait être fondé. Elle pensait qu'il suffisait, pour l'organiser, de prendre le contre-pied de ce qu'avait voulu l'ancien. Mais le pouvoir, dans les mains du peuple, la souveraineté actuelle mise entre les mains de la populace, signifie pour lors anarchie. Heureusement et de manière évidente, la Révolution n'atteignit pas à cette extrémité. Au nom du peuple, les partis se succédèrent, homme après homme.

Chacun promulgua ses décrets, aussi autocratiquement que les souverains de l'ère abolie l'avaient fait de leur propre chef. On dit que plus d'une petite réforme humanitaire fut accomplie. Peut-être bien. Mais il n'y avait pas possibilité d'établir ce régime nouveau, uniquement sur le dogmatisme philosophique.

Aujourd'hui, le spectacle nous semble fantasмагorique, avec ce personnel perpétuellement renouvelé, surgissant à l'improviste au sein du vaste bouillonnement des âmes nationales et universelles, qui se perdent, semble-t-il, en lui. Volcaniques, tel est le mot qui convient à leur apparition : on croirait des geysers. Ils ne pouvaient demeurer, et cependant ils ne sauraient être oubliés. Leur puissance destructive fut un fait, et cet effort enthousiaste peut faire oublier ce qui sembla des chaînes adamantines. La puérilité de la Révolution fut un fait, et seul le temps peut refroidir ces chaînes nouvelles. Sa générosité fut un fait, et l'humanitarisme peut toujours allumer l'enthousiasme divin. Son existence, quoique brève, fut ; n'avoir pas réalisé son rêve n'abolit pas la réalité de l'effort.

Fatalement, une réaction devait suivre. Un peuple comme le peuple français, qui a l'amour de la systématisation dans les moelles, ne peut longtemps s'aventurer sur la route de l'anarchie. Cependant, quand un régime réactionnaire reparut, il ne retrouva plus l'ancienne France, mais une France nouvelle. Autrefois, ce pays n'avait eu

qu'une tradition, consacrée par l'histoire, une tradition rendue vénérable par des siècles d'autorité, dans l'Église et dans l'État. Avec la France nouvelle, une seconde tradition avait été inaugurée, fondée sur l'aspiration révolutionnaire de l'humanitarisme. Désormais, ni l'une ni l'autre de ces deux France ne pouvait prétendre à être toute la France, comme cela existait auparavant. Et, d'autre part, si la décrépitude du vieux régime et l'inexpérience du nouveau avaient également prouvé leur impuissance à diriger le pays, il n'en restait pas moins que tout régime nouveau devait tenir compte de leur œuvre. Car chacun représentait une réalité hors de discussion, au même titre que la Révolution qui avait violemment détrôné la monarchie traditionnelle et que le despotisme, qui venait à son tour, avec une vigueur renouvelée, pour ainsi dire plein de force physique, réprimer l'anarchie révolutionnaire.

Ainsi, le problème exact qui se posait devant la France impériale était de trouver et de faire durer un système comprenant et réconciliant les traditions opposées du passé, l'antique et la récente, la royaliste et la révolutionnaire. Toutes deux comportaient une part de déchet, désuète ou nocive. Il fallait la rejeter et l'ignorer. Toutes deux avaient en elles des éléments de force durable, encore doués de toute leur vitalité. Il fallait les réunir, et les combiner en une force telle, que l'une ne pourrait rien sans le secours de l'autre. Il existait certains points qu'il ne convenait pas

de contredire dans la théorie de ceux qui voulaient fonder tout régime sur le droit divin, et, de même, certains points étaient à conserver de la théorie des adversaires de l'intervention divine, qui organisaient l'État sur les droits de l'homme. Le système réactionnaire de l'Empire était moins métaphysique que les deux autres, et aussi, il était plus puissant, fondé sur un immense bon sens. Car il avait pour base ce principe, évidemment réaliste, que le meilleur moyen pour la société de se défendre et de progresser sagement était de fonder un régime ouvrant toutes les carrières au talent.

Comme la Révolution, la destinée et la psychologie de Napoléon sont des thèmes trop vastes et trop complexes pour être résumés décemment. Cependant, si l'on a pu synthétiser la Révolution, il est possible de simplifier, aussi bien, l'aspect du plus puissant des hommes qui pétrirent la France moderne. Sa ressemblance avec César est juste, impressionnante, émouvante. Seuls, dans l'histoire de l'Europe, ces deux héros abordèrent un chaos politique et civil avec la tranquillité du génie, confiant en soi. Le génie de ces deux héros n'était pas seulement militaire, mais administratif : tous les deux incarnaient, en donnant à ce terme son sens le plus large, le génie de la souveraineté. Sans doute l'imagination de la postérité a surtout conservé le souvenir des capitaines victorieux qu'ils furent, et il est bien vrai que ni l'un ni l'autre n'aurait pu accomplir son

œuvre, s'il n'eût eu dans la main une organisation militaire aussi parfaite.

Mais, ce qui est vraiment durable dans leur entreprise, c'est l'œuvre civile que cette organisation servit à fonder. Le génie de César légua au monde la signification définitive du mot « empire ». Lorsque lui-même avait connu le mot *imperium*, ce terme désignait le pouvoir d'exercer un commandement à l'armée. Quand il mourut, le mot avait pris le sens qu'il a conservé à travers les siècles, d'un pouvoir souverainement absolu, personnel ou national, imposant les arts de la paix au genre humain, doux aux vaincus, impitoyable envers les révoltés. Et ces vers immortels, dans lesquels Anchise prédit la grandeur de Rome, pourraient aussi bien avoir été écrits des desseins impériaux de Napoléon.

Son œuvre civile a duré. Pour une part, établie sur ce qui demeurerait sain de la conception de l'ancien régime, pour une autre constituée par l'œuvre utilement destructrice de la Révolution, pour une autre enfin, imaginée par la prodigieuse perspicacité de son génie pratique, non seulement elle dota la France d'un ordre nouveau, non seulement elle pénétra jusqu'au plus profond de la coutume nationale, mais elle transforma l'apparence politique et matérielle de l'Europe entière. Du Code Napoléon aux larges routes des montagnes alpines, partout vous retrouverez des traces durables de son passage, survivant au marbre ou au bronze, comme elles ont survécu

au tonnerre de ses canons. Mais, d'un autre côté, toute la puissance de son génie, sans rival pour gouverner les hommes, n'est pas parvenue à faire disparaître les dissensions entre les deux traditions ennemis de la France. Ce qui lui arriva, ce fut bien plutôt d'en créer une troisième, en opposition avec les deux autres, ne s'identifiant avec aucune d'elles, qu'il avait cependant essayé de réconcilier, d'unir, de fusionner.

L'effort impérial peut être comparé à celui que tentent aujourd'hui les psycho-physiologues pour ranimer, dans une harmonie nouvelle, les fragments d'une personnalité humaine dissociée. Ces efforts ne tablent pas sur une espèce quelconque d'espérance, mais il doit toujours flotter au-dessus des tentatives de ces savants un élément confus de chance imprévue, divin s'il est favorable, diabolique s'il déçoit. Dans le cas de la nation française, on peut commencer à voir — de manière confuse, et sans être plus assuré pour cela de son jugement — les raisons qui condamnèrent le colossal effort de Napoléon à la faillite. Cette nation, batailleuse et querelleuse chez elle, comme on peut s'en rendre compte en évoquant toute son histoire passée, est divisée en deux partis distincts. Ces partis, également mûs par un dévouement idéal et passionné à un système, diffèrent autant qu'il est possible l'un de l'autre.

En commun, ils ont tous deux l'art de faire appel aux sentiments les plus intimes et les plus admirables de la nature humaine. L'un et l'autre

se sont trouvés circonvenus par toutes sortes de perversités morales, cyniques et ignobles, si bien que vous ne pouvez jamais être assuré de les trouver purs, libres de ces misères. Mais, lorsque l'un ou l'autre brille de cette pureté éclatante, vous avez sous les yeux un des plus émouvants exemples de ce que peut inspirer l'idéalisme, et cela vous donne à réfléchir, au moment où vous seriez disposé à devenir le contemplateur de l'espèce humaine. Le noble esprit de la France désunie fut brisé en deux : d'un côté se trouvent ceux qui sont dévoués au système, sanctionné par le droit divin, au système royaliste et traditionnel ; de l'autre, ceux que la philosophie a conduits au système de l'humanitarisme révolutionnaire. S'il était quelque note au monde qui pût ramener ces chœurs discordants à l'harmonie, il n'y aurait pas une note spirituellement aussi pure que celle des uns et des autres. Et justement, cette note dominante de suprématie morale semble n'avoir pas été précisément celle que faisait naître l'Empire.

La puissance, l'intelligence de Napoléon, son sentiment de ce qui pouvait être accompli et de ce qui devait l'être, semblent surhumains. Pour réaliser tranquillement son œuvre, il avait besoin non seulement de l'appui de ses grognards et des cœurs enthousiastes, mais aussi de l'appui de ceux qui raisonnent leur enthousiasme, afin d'avoir ainsi cette sanction que donne la force ineffable de l'esprit. Il lui fallait se concilier, de façon à ce

qu'ils travaillaient passionnément à sa gloire, ces idéalistes, noblement différents de lui-même, qui se trouvaient mis en échec par le colossal progrès matériel dû à son action. Mais il fut forcé de compter surtout sur le concours des complaisants, cependant que les serviteurs des choses éternelles se tenaient résolument à l'écart de lui, comme ils se fussent tenus éloignés de quiconque.

L'Empereur avait fondé sa tradition nouvelle sur un système réaliste. Il incitait tout homme à gagner pour son compte personnel tout ce qui se trouvait à portée de sa main. Mais bientôt, il se montra incapable de résister à toutes les forces combinées qui se dressaient contre lui. La vigueur qu'il avait communiquée au corps politique, et qui y demeura pendant une douzaine d'années environ, changeant la face et l'histoire de l'Europe, s'épuisa enfin, anéantie par une autre force, exactement comme la Révolution avait succombé devant elle, exactement comme la vieille monarchie avait succombé devant la force révolutionnaire. Un régime traditionnel n'a pas le droit d'ignorer les réalités, mais aucun système non plus, conçu par l'ingéniosité humaine, ne peut ignorer le pouvoir de la tradition ancestrale, chérie avec dévotion.

Ainsi se fit la Restauration, dans une France bien différente de celle sur laquelle Louis XVI avait régné, vingt-cinq années auparavant. Elle n'était pas seulement telle, parce que la Révolution et l'Empire avaient modifié la physionomie de la

nation, et le système administratif, et le détail de ses lois. Plus profondément encore, chacun de ces régimes avait laissé la double trace de son existence. Chacun avait établi, pendant son règne éphémère, une tradition morale, différente de celle d'autrefois. Il l'avait transportée du domaine utopique et spéculatif dans la réalité mémorable de l'histoire, et cela, grâce au fait de sa domination politique temporaire. Chacune de ces traditions avait ses héros : cette partie d'elle-même aurait suffi à changer la situation tout entière. Mais, au-dessus et au delà de ceci, planait ce fait que la Révolution et l'Empire tout ensemble n'avaient réussi que par la force, et qu'aussi bien, à leur tour, ils avaient été renversés par la force. En cette année 1815, il n'existant pas un seul Français dans le monde, parvenu à la maturité, qui ne se souvînt, de manière très vive, que deux au moins de ces bouleversements violents, survenus dans la forme du gouvernement, avaient tour à tour réclamé sa fidélité. Et voici qu'un troisième arrivait déjà. Quelle que fût l'autorité abstraite du nouveau pouvoir, une génération au moins devait passer, avant que ce régime reconstitué pût trouver sa sécurité dans la sanction de la durée.

Il n'est jamais prudent de mettre trop de vérité dans un mot d'esprit. Une épigramme célèbre, qui fut faite sur la Restauration, est néanmoins assez vraie pour mériter d'être citée. Lorsque les hommes qui avaient été exilés sous la République et

l'Empire, revinrent en France et au pouvoir, et lorsque les renégats et les profiteurs — les complaisants et les honnêtes chercheurs d'avantages pratiques — renouvelèrent leur profession de loyalisme à la monarchie héréditaire, quelqu'un dit, à propos des détenteurs du pouvoir réintégrés, que, durant leur vingt années de malheur, « *ils n'avaient rien appris, ni rien oublié* ». Jusqu'à un certain point, cette plaisanterie paraît juste. Dans l'espèce, le but de la royauté restaurée était de faire revivre, autant qu'elle le pouvait, l'état de choses existant avant la chute de la monarchie.

Comme nous l'avons déjà vu, la faute décisive de l'ancien régime, psychologiquement tout au moins, avait été cette aveugle confiance l'incitant à croire que son système était assez fort pour admettre et pour ignorer tout à la fois la puissance accumulée des faits hostiles ou indifférents. L'expérience n'avait pas détruit les préjugés des monarchistes ; bien plutôt, la sauvegarde de leurs préjugés, au sein de l'infortune, avait été pour eux un point d'honneur. Ils restaient, disposés à ignorer les faits désagréables.

Parmi ceux-ci, qu'ils tâchaient d'ignorer ou de supprimer, se trouvaient les trois nouvelles traditions historiques de la nation, sur laquelle ils étaient de nouveaux appelés à régner : la tradition de la République, la tradition de l'Empire et la tradition grâce à laquelle leur gouvernement était une nouveauté, par comparaison avec l'ancien. Celui-ci reposait, en dernière analyse, sur l'exer-

cice, sanctionné par le succès, de la force brutale. En dépit de leur conservatisme réactionnaire, les légitimistes gardèrent, pendant quinze années, le pouvoir, et, au cours de cette période, l'héritier légitime de Henri IV et de Louis XIV prit possession du trône aussi régulièrement que n'importe lequel de ses prédécesseurs, ayant été couronné à Reims dans des temps sans orage. Mais les forces historiques unies, qui s'étaient conjurées contre ces rois, se montrèrent finalement irrésistibles. La Révolution de 1830 clôt, en France, l'histoire de la monarchie légitime.

Elle fut remplacée par un nouvel essai, cherchant à constituer sur les bases historiques, un système incontesté. Pendant dix-huit années, il y eut, s'appuyant sur la volonté du peuple, une monarchie constitutionnelle, fameuse comme la période où la bourgeoisie fut appelée à jouer le rôle de la noblesse. Ce rôle, elle le remplit de son mieux, consciencieusement, ardemment, mais avec une grâce quelque peu imparfaite.

Pendant ce temps, la tradition de la Révolution, supprimée depuis l'établissement de l'Empire, avait pris des forces nouvelles. A la fin des dix-huit années, elle devint une fois encore irrésistible, exactement comme la Restauration l'avait été avant elle, et l'Empire, et la République, et l'ancien régime — le tout en moins de soixante ans.

Ainsi donc, l'histoire se récapitule d'elle-même, avec suffisamment de variété pour ne pas porter

le fardeau de la monotonie et de la similitude. Vinrent alors quatre années de gouvernement républicain, et celui-ci eut bientôt pour président Louis-Napoléon, exactement comme sous la première République le premier et le plus grand des Bonaparte était arrivé au Consulat. Le coup d'État et 1852 ranimèrent le nom, les traditions et les desseins de l'Empire. Pendant dix-huit ans, Napoléon resta sur le trône, essayant, en accord avec sa propre pensée et avec son temps, d'accomplir ce que son oncle avait failli réaliser un demi-siècle auparavant. Il est pathétiquement caractéristique de constater que tous ceux qui connurent personnellement ce souverain, tout en reconnaissant, sans les excuser, ses erreurs et sa faiblesse, sont unanimes à porter ce témoignage qu'il avait le cœur d'un honnête idéaliste humanitaire, s'efforçant de régénérer et de sauver la société. Les hommes qui n'ont pas dépassé de beaucoup le milieu de la vie ont vu l'insuccès de sa tentative. La tradition royaliste et la républicaine refusaient de se confier aux serres de l'aigle impériale; et la tradition, beaucoup moins vénérable des orléanistes, fidèles à leur monarchie constitutionnelle, leur inspira la même attitude. Bien plus même que le premier empereur des Français, le second prouva qu'il manquait de l'autorité morale qui eût effacé les querelles pendantes et créé une harmonie nouvelle, plus grande que celles ayant existé avant son avènement. Quoi qu'il en soit, l'histoire poursuivit sa

course jusqu'à la fatale année 1870. Le Second Empire succomba sous une force identique à celle qui l'avait créé. Mais sa chute s'accomplit dans des conditions beaucoup plus terribles qu'aucunes de celles dont les Français vivants gardent la mémoire. Lorsqu'il croula, le pays en effet, se trouvait accablé sous l'invasion d'une armée étrangère, telle que la tradition impériale avait habitué la France à croire que seule elle était capable d'en porter sur le territoire de ses voisins.

Une nouvelle République fut fondée, à peu près comme un pis-aller, comme tous les gouvernements, depuis la chute de Louis XVI, à la faveur d'une révolution armée. Elle fut obligée de reconquérir sa propre capitale, la ville de Paris, par la force brutale d'une guerre civile. Peu après, la paix fut faite avec la Prusse envahisseur, promue, grâce à sa randonnée victorieuse, à la dignité nouvelle d'impératrice de l'Allemagne. Et le dernier monarque des Français fut contraint de passer ses dernières et courtes années en Angleterre, où Charles X et Louis-Philippe s'étaient réfugiés avant lui.

On raconte au British Museum qu'aussi long-temps que ses forces le lui permirent, il avait accoutumé de venir seul, sans être reconnu du public, s'asseoir à une table qui lui était réservée, dans le vieux salon de lecture. Là il feuilletait, page à page, les journaux, racontant l'histoire de sa chute, et l'on se souvient qu'il portait un chapeau usé. Ainsi le gouvernement en France, reve-

nait une fois encore dans les mains du peuple. La troisième République a échappé aux révolutions.

Maintenant, pour nous rendre compte de ce que ces expériences historiques ont inévitablement dû représenter aux yeux des Français, nous ne saurions mieux faire que de prendre un exemple concret. Par hasard, la carrière d'un éminent homme de lettres américain nous fournit ce que nous cherchons. Le 1<sup>er</sup> août 1791 naquit à Boston, sous la présidence de George Washington, l'historien distingué de la littérature espagnole, M. George Ticknor. Sa naissance arriva, à moins d'un mois de distance du jour où l'Assemblée révolutionnaire de France, après avoir élaboré une constitution, votait une loi-suicide, qui était son abdication. Cette loi interdisait à tout citoyen ayant travaillé à cette œuvre de participer, en quelque façon que ce fut, à son application, dès qu'elle entrerait en vigueur. M. Ticknor resta, toute sa vie, citoyen de Boston et mourut dans cette ville, le 26 janvier 1871, deux jours avant que ne fût signé, sous les murs de Paris, l'armistice entre la France et l'Allemagne.

Pendant ces quatre-vingts années, il avait vécu citoyen de notre république américaine, fondée, comme nous l'avons vu, par une révolution, non pas destructrice mais conservatrice. Il avait vu la tradition de l'Union nationale se fortifier, comme elle le prouva suffisamment, en survivant à la plus terrible des guerres civiles de l'histoire mo-

derne. Durant son existence, dix-sept présidents avaient régulièrement pris possession à Washington de leur magistrature : il mourut pendant la première présidence du général Grant. Et il n'y eut pas un moment dans toute sa vie, si troubles que pussent paraître les conditions de la politique américaine, où il vécut sous un autre régime que celui qui existait lorsqu'il entra dans le monde.

D'un autre côté, eût-il été Français, il eût vécu sous six modes différents de gouvernement : la République, l'Empire, la Restauration, la monarchie de Louis Philippe, la seconde République et le second Empire, chacun étant fondé sur une révolution destructrice, et chacun étant disposé à imposer au pays un nouveau régime, réduisant forcément le fait gênant à son ordre pratique. De même, chacun, à son tour, succomba à une force révolutionnaire armée. Et aucun des six n'avait suffisamment subsisté pour que, entre son commencement et le régime suivant, un homme de vingt-cinq ans ait pu réunir tous ses souvenirs personnels, à l'abri de sa durée.

Psychologiquement cependant, chacun de ces gouvernements doit avoir eu une signification profonde dans l'histoire de cette nation, et sa répercussion, aussi bien. Les Français, comme nous l'avons vu, ne sauraient être bien compris à moins que, sympathiquement, nous ne reconnaissions leur amour simultané pour l'ordre, la systématisation, et la loyauté intellectuelle avec laquelle ils admettent les faits qui les gênent.

Chacun de ces six régimes constitua très vraisemblablement un effort pour inventer un nouveau système, capable de se mouler aussi complètement que possible sur le fait. Chacun d'eux, grâce à ce moyen, pensa s'imposer à la vie et à l'intelligence de la nation. Chacun d'eux répondait si bien aux convictions honnêtes d'un nombre considérable de Français qu'ils lui sont demeurés fidèles jusque dans la défaite et la désespérance. Chacun d'eux, en conséquence, suscita des traditions personnelles, dévotement aimées, qui — comme toutes les croyances ferventes — imposent le respect. Ainsi que ce fut le cas, pour les disputes religieuses de la France, l'ardeur véritable et la sincérité de ces convictions politiques fit paraître celles-ci aux yeux de leurs partisans, complètement, divinement vraies ; et, à parler net, transiger, en matière de vérité et de conscience, est indigne d'honnêtes gens. Le résultat inévitable de la Révolution, sa conséquence forcée fut donc qu'en politique comme en religion, les Français du XIX<sup>e</sup> siècle se montrèrent plus qu'intolérants à l'égard les uns des autres. Selon même toutes apparences, ils sont aujourd'hui encore incapables de se rendre la justice d'une mutuelle compréhension. Quelque opinion qu'ils professent, ils se ressemblent tellement, en effet, que jusqu'ici cette ressemblance même a été cause qu'ils se sont tenus éloignés, jusqu'à la discorde.

Parmi les traditions politiques qui survivent en France, les trois sur lesquelles nous avons princip-

palement insisté, émergent distinctement. La première est celle des royalistes : ils croient sincèrement au droit divin des anciens rois, dont l'autorité vient de Dieu lui-même. Suivant ce principe, les fautes personnelles du souverain ne peuvent pas plus diminuer ses droits héréditaires et ses prérogatives que les indignités d'un prêtre ne peuvent abolir la vertu de sa fonction sacrée. Ceci est affaire pour eux à régler, non pas avec les hommes mais avec Dieu. Nous n'avons pas, pour notre part, à discuter la sagesse ou la vérité historique de cet idéalisme extrême. Notre seul devoir est de le saluer avec une respectueuse sympathie.

La seconde tradition essentielle de la politique française est la croyance humanitaire de ceux qui se réclament de la Révolution. Ils proclament les Droits de l'Homme et insistent sur les idées utopiques et *a priori* de Liberté, d'Égalité et de Fraternité. A moins que nous considérons ces idéaux comme le plus noble esprit révolutionnaire les concevait, et non pas comme la populace entendit les mettre en pratique, nous ne pouvons comprendre le secret de leur indéniable vitalité.

La troisième de ces traditions politiques qui coexistent à l'heure actuelle, en France, est celle de l'Empire, mieux conçue comme un effort colossal pour établir un régime autoritaire qui maintiendrait les carrières généreusement accessibles aux talents. La conception, qui inspire la tradition royaliste, est celle-ci : la nature humaine est si

mauvaise qu'elle nécessite une direction. L'idée qui guide la tradition révolutionnaire est que la nature humaine est si bonne qu'elle mérite la liberté. Pour la tradition impériale, la nature humaine, bonne ou mauvaise, a ses mérites.

Il est à peine excessif, je pense, de synthétiser ces conceptions aussi simplement. Ce serait cependant le comble de la folie que de prétendre qu'un résumé de ce genre est complet. Mais, en nous y tenant, nous sentons déjà que les hommes les plus sincèrement épris de l'une ou l'autre de ces théories, ne peuvent guère être disposés à ratifier la conception du voisin. Et rien n'est plus clair, rien n'est plus certain que ce fait : non seulement les royalistes, les révolutionnaires et les bonapartistes se sont toujours faits une opposition mortelle, mais même, étant donnée l'ardeur passionnée du caractère français, ils ont toujours eu les uns pour les autres une profonde horreur intellectuelle. Les hommes qui croient posséder la vérité ne peuvent s'empêcher d'affirmer que ceux qui ne pensent pas comme eux sont les suppôts de l'erreur.

Quiconque a le désir de comprendre l'effet de la Révolution sur le caractère français, doit confronter les vérités que ces trois philosophies adverses ont inspiré, et jusqu'à un certain point inspirent encore à leurs partisans enthousiastes et fidèles. Et cette complexité d'idéaux n'est pas le seul résultat historique de la Révolution. Il en est un autre, également profond, qui résulte du fait que chaque gouvernement dont les Français vivants

— ou pour mieux dire tout Français qui vint au monde après 1790 — peuvent se souvenir, a été un gouvernement fondé sur la force armée. La forme de gouvernement, à n'importe quelle époque, s'est d'elle-même présentée aux esprits loyaux de la France, non pas tant avec le caractère d'une fondation nationale qu'avec celui d'une tyrannie de parti. L'effort vigoureux de la Révolution, pour remplacer un vieux système par un autre, plus jeune et plus convenable, a entraîné d'incessantes imitations, après sa chute. C'est à ce point que tout système adopté par l'État en est venu à paraître expérimental, doctrinaire, transitoire, incertain au regard de l'avenir.

Et cependant, tout bien considéré, les moments où ceux qui ont le mieux connu la France ont pu craindre que l'anarchie ne la paralysât, ont été peu nombreux, et très éloignés les uns des autres. Au moins depuis la renaissance de l'ordre systématisé, sous la suprême direction du premier Napoléon, le système légal et social du pays — la vie véritable d'une nation — a été bien moins troublé que les gens, hypnotisés par l'instabilité apparente du gouvernement, eussent pu être amenés à le croire. Sous le règne même de la Terreur, dit-on, les théâtres et les musées étaient régulièrement ouverts. Vous pouviez trouver d'aussi bonnes choses à boire et à manger, dans les endroits réputés, qu'en tout autre temps, et l'on vous y servait mieux que nulle part ailleurs dans le monde. Il n'y avait qu'un changement. Les vieilles figures

qui avaient coutume d'égayer jadis ces lieux n'étaient plus là pour les animer, et quelquesunes d'entre elles ne devaient plus même se réjouir de contempler le soleil, où que ce fût. Mais il en a toujours été de même, dans tous les pays du monde.

Voici seulement quelques années, un personnage d'un roman ou d'une pièce, je ne me souviens plus, se lamentait du désarroi, créé dans la société française par la Révolution. Son interlocuteur lui répondait par un mot qui est resté gravé dans ma mémoire : « *La Révolution n'existe que pour les sots.* » Ce trait d'esprit facile est bien loin en fait de correspondre à la vérité absolue. Les cicatrices de la Révolution sont encore visibles sur tout le visage de la France, et son souvenir ou celui de ses conséquences, partagent en deux, aujourd'hui même, ce pays. Il n'en est pas moins vrai que pendant tout ce temps, les hommes et les femmes ont vécu et sont morts, ont aimé, et souffert, et triomphé, comme ils vivaient, comme ils mourraient, comme ils aimait avant la tourmente ; et cela continuera tant que durera l'humanité. Aucun système imaginé, quel soit-il, n'a jamais fait que les hommes fussent autre chose que des hommes, et aucun ne pourra jamais faire que leurs aspirations, si nobles soient-elles, s'accordent absolument.

Un exemple frappant de ce que l'existence quotidienne est demeurée en France, vint à ma connaissance, voici quelque temps. Au cours de

l'été de 1906, les journaux annoncèrent la mort, à Paris, d'un homme âgé de plus de cent ans. Le fait en soi eût pu être passé sous silence : il n'en était pas de même d'une particularité de sa carrière. Quelque temps, paraît-il, avant 1830, ce brave homme avait occupé un poste modeste dans le domestique du roi Charles X, et il avait été gratifié par ce souverain d'une très modeste pension, en rapport avec sa situation. La Révolution de 1830 survint, puis celle de 1848 ; puis ce fut le Coup d'État, et la chute du Second Empire. En dépit de tous ces changements, le pensionné du dernier roi légitime s'était régulièrement présenté pour toucher sa pension, aux jours d'échéance, et elle lui avait été régulièrement payée — ceci durant plus de soixantequinze ans. Le gouvernement nominal de la France avait changé et changé encore, non pas ses procédés de direction des affaires ou ses habitudes d'acquitter les obligations les plus minimes. En ce qui concerne cette anecdote, naturellement, je n'ai pas de meilleure source que les journaux. Ils peuvent s'être trompés, ou même avoir inventé la chose. Mais, dans l'absolu, quoi qu'il en soit, elle demeure profondément vraie. Nuls changements de régimes, aucun idéal déclaré, aucunes inspirations n'ont affecté la continuité nationale ininterrompue de la France.

Si cela fût arrivé, ce pays ne pourrait pas être, à l'heure présente, telle que tout observateur, même de passage, peut le reconnaître. Le désastre de 1870 avait bien été considéré comme un écrase-

ment. En quelques années cependant, il n'était plus qu'un souvenir historique, comme la révolution de Juillet, ou le règne de la Terreur, ou le calendrier républicain. Les faits de la vie française, comme nous les avons observés ensemble — montrant partout un dévouement aussi continu, aussi sérieux et aussi joyeux à la discipline, dans les affaires privées — témoignent d'un état de choses aussi peu anarchique qu'en quelque lieu du monde que ce soit. Et cependant, cette France d'aujourd'hui, cette France de la troisième République est, malgré tout, une France que n'inspire pas une seule grande tradition nationale, mais trois traditions opposées, qui ont chacune leurs héros et leurs fidèles. Elle a pris, de ce siècle de révolutions périodiques, la fâcheuse leçon qu'aucune forme de gouvernement ne peut prudemment se considérer comme définitive. Il nous reste maintenant à savoir comment la France contemporaine confronte ces problèmes et ces devoirs.

## VIII

### LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE

LORSQUE nous comparons le système gouvernemental de la France, actuellement en vigueur, avec les autres, ceux qui ont vu le jour et sont tombés depuis que la Révolution remplaça la monarchie traditionnelle, deux faits au moins le distinguent de ses prédecesseurs. Le premier, c'est qu'il ne fut pas, à l'origine, choisi intentionnellement. L'invasion étrangère avait eu pour résultat la chute de l'Empire; un gouvernement provisoire était une nécessité et, de ce gouvernement provisoire, sortit le système républicain aujourd'hui en vigueur. Il fut bien plutôt créé par la discussion que par la violence. Sans doute, et nul ne songe à le contester, la République avait des partisans zélés, mais leurs convictions seules eussent eu de la peine à établir ce régime. Or, on vit ce fait curieux : aucun autre plan de gouvernement, royaliste ou impérial, ne fut proposé, et celui-là seul se révéla praticable. Il fallait faire quelque chose : c'était là, semblait-il alors, la seule chose importante.

Si exceptionnelles que fussent les conditions tragiques de ses débuts, il y a bien des arguments

en faveur de l'opinion d'apparence paradoxale, qui considère la République actuelle comme la forme de gouvernement la plus normale que la France ait connu depuis l'ancien régime. Car elle est le seul pouvoir qui ait été imposé au pays par la rude logique de la nécessité. Tous les autres étaient fondés sur le précédent révolutionnaire. La Révolution, en effet, avait supplanté les autorités régulièrement constituées, grâce à la force armée, et ce procédé avait naturellement eu pour résultat de supprimer à leur tour les partis révolutionnaires, dûment avertis. La République, sans nul doute, a sa doctrine particulière aussi bien que l'Empire ou la Royauté, que celle-ci soit d'ailleurs orléaniste ou légitimiste. Mais cette doctrine explique plutôt son maintien au pouvoir que sa constitution.

Au cas même où ce fait serait le seul qui distinguât ce régime de ceux auxquels il a succédé, il apparaîtrait déjà comme digne d'attention. Mais il en est un second pour accroître son originalité. Que la régularité non reconnue de son origine ait eu ou non un rapport quelconque avec sa durée, — on pourrait facilement discuter ce point — le fait de sa durée est maintenant acquis.

Entre le commencement de la Révolution et la fin du second Empire, aucun gouvernement français n'a duré plus de dix-huit années. Si l'on tient compte de ce fait, il n'y a jamais eu de période, au cours du siècle dernier, où un Français, âgé de vingt-cinq ans, ait pu échapper au souvenir

d'avoir connu un régime diamétralement opposé à celui en vigueur, et aussi bien, les troubles révolutionnaires grâce auxquels ce nouveau venu a remplacé le premier. Durant les premières années de son existence, la troisième République était elle-même un régime politiquement aussi nouveau que tous ceux auxquels les contemporains pouvaient le comparer. En 1888, toutefois, elle avait déjà duré aussi longtemps que le règne de Louis Philippe ou que le second Empire, ses deux prédecesseurs les plus stables, et en 1906, le laps de temps qui s'était écoulé depuis 1888, était encore une fois aussi long que celui compris entre 1888 et 1870.

Depuis trente-six ans, en effet, la forme actuelle du gouvernement de la France a échappé aux révolutions. Il n'existe pas un Français, approchant de la quarantaine, qui puisse, quelles que soient ses convictions personnelles, se souvenir d'avoir connu par lui-même un autre régime que celui sous lequel vivent, à l'heure actuelle, contents ou mécontents, ses compatriotes. De manière insensible, la troisième République est parvenue à acquérir cette consécration que le temps dépose sur toutes les institutions, ayant duré davantage que les plus anciens souvenirs de la plupart des hommes.

Ce fait en soi pourrait déjà fournir une chance de durée à la troisième République, chance inconnue à tous les autres gouvernements français du XIX<sup>e</sup> siècle. Lorsque les régimes, comme les enfants,

survivent aux périls de la crise infantile, leurs espérances d'atteindre à un âge avancé se trouvent considérablement accrues. La question importante est, à ce moment, de savoir s'ils sont organiquement bien constitués. Dans le cas d'un gouvernement, ces diagnostics sont extrêmement délicats. Ils supposent d'une part toutes sortes de statistiques, et de l'autre ils prêtent toujours à l'erreur, à cause des méthodes qui sont en usage à la fois parmi les docteurs politiques et les charlatans. Les politiciens, particulièrement, quand ils ont composé quelque panacée de leur façon, sont, dans tous les pays du monde, désireux de prouver que l'État a besoin de leur médecine. Leur éloquence accoutumée ressemble en conséquence à celle de ce colporteur de pilules qui déclarait que le grand art de sa profession n'était pas de vendre ses remèdes, mais de savoir convaincre une foule, par la parole, qu'elle est malade. Dans une telle conjoncture, un babaud vraiment mal à l'aise n'a de ressource que de regarder l'assistance autour de lui. Car si celle-ci résiste à cette persuasion, quel que soit son état personnel, il y a toutes chances pour qu'il se trouve lui-même bien portant.

Si celui qui voyage en France considère de ce point de vue l'aspect de cette nation, dans la trente-septième année de la troisième République, il échappera difficilement à l'impression que ce pays est prospère entre tous. Évidemment, d'autres peuples peuvent sembler plus agressivement entreprenants. Vous pourrez peut-être rencontrer ailleurs

un esprit d'initiative plus développé chez les commerçants et les industriels. Vous pourrez peut-être remarquer plus de mouvement, mais nulle part vous n'éprouverez une impression plus évidente de bien-être solide et substantiel. Depuis les Flandres et la Normandie jusqu'à la Provence, où que vous alliez, de l'Atlantique jusqu'aux Alpes aussi bien, vous verrez moins de pauvreté, moins de paresse, moins de misère que vous n'en constaterez, n'importe où, dans le monde entier.

Insister trop fortement sur une impression de cette sorte serait une imprudence. Et cependant, on ne peut raisonnablement la négliger. Les récits des voyageurs ont leur importance et leurs limites. Une prospérité nationale éclatante, une vertu ethnique certaine sont des faits aussi indiscutables que n'importe quelle théorie statistique ou philosophique. Bien plus, il y a des cas où vous êtes disposé à considérer ces témoignages comme plus significatifs que les meilleures des théories. Assurément, aucun gouvernement ne saurait produire une prospérité égale à celle qui frappe tous ceux qui voyagent en France, si le peuple vivant à l'ombre du régime n'était robuste, intelligent et économique. Mais nulle vigueur, nulle intelligence, nulle parcimonie chez un peuple ne pourraient avoir tout leur rendement si ce pouvoir, dans l'ensemble, ne lui était salutaire. En dépit des statistiques et des philosophies, la situation générale de la France contemporaine montre nettement au voyageur que, les hommes ayant moins de quarante

ans considèrent le gouvernement non seulement comme stable, mais comme efficient, et qu'il a réellement contribué au bien public.

Que la République ait mieux travaillé en ce sens qu'un autre système politique, ou même aussi bien, c'est là une autre question. Dans d'autres pays, ou à d'autres époques, ceci eût pu être vraiment le sujet d'un débat académique. En France, au cours de l'existence de ce régime, il a souvent été le thème oratoire de la politique militante. Comme nous l'avons déjà rappelé, la constitution actuelle de la France, bien qu'elle ait eu la bonne fortune de dépasser la limite moyenne de la mémoire des hommes, fut, surtout au début, un pis-aller. Elle naquit d'un désastre national sans précédent, alors que grondait la révolution anarchiste. A ce moment, la plupart des Français étaient disposés à l'accepter provisoirement. Pour beaucoup d'entre eux cependant, elle était, au mieux, uniquement une mesure prudente et temporaire, prise dans l'attente de quelque autre forme de gouvernement, à leur sens supérieur. Pour l'instant, l'Empire était à terre, mais l'ardeur des bonapartistes n'était pas épuisée. Et, comme chacun sait, toute la force de l'Empire, même lorsqu'il paraissait le plus puissant, n'avait en aucunes façons diminué l'espoir des royalistes intransigeants — légitimistes ou orléanistes — pas plus qu'il n'avait épuisé l'enthousiasme des républicains. Bien plus, tout le monde dans l'univers entier pouvait se rappeler nettement le règne de Napoléon III ; les hommes encore

dans toute la force de l'âge gardaient le souvenir de celui de Louis-Philippe, et il y avait seulement quarante ans que ce roi avait détrôné Charles X — à peine plus de temps qu'il ne s'en est écoulé depuis la reddition de Napoléon III à Sedan.

Comme on le voit, la République débutait sous de bien fâcheux auspices. Il y avait partout en France des Français, d'une honnêteté admirable, pour croire fermement que le pays ne saurait atteindre à sa plus grande prospérité, sans un retour à l'un ou à l'autre des trois régimes rénovés.

Chacun d'eux avait d'ailleurs un prétendant au trône, personnellement respectable. Au cas où l'un de ces candidats à la souveraineté héréditaire eût été doué d'une personnalité s'imposant, le cours de l'histoire eût pris vraisemblablement une direction différente de celle que nous examinons en ce moment ensemble. A cet égard, la fortune favorisa la République. Sans nous aventurer à critiquer le caractère d'aucun de ces trois personnages, il nous est difficile de ne pas reconnaître qu'aucun d'eux n'avait été doté par le destin de ces qualités qui suscitent l'enthousiasme populaire.

En conséquence, même à l'heure de ses débuts, la République fut moins en danger que cela n'eût pu arriver si quelque nouveauté révolutionnaire eût été présentée par la tradition royaliste ou bonapartiste, à cette fin de la renverser. Et la suite des événements, au cours des trente-six années qui viennent de s'écouler, a été bien loin d'accroître le danger qui pouvait exister lors de sa fondation.

La descendance directe de Napoléon est éteinte ; il en est de même de celle de Charles X. Le prince de la famille d'Orléans qui a succédé au prétendant légitime ne descend même pas par les mâles de Louis XIV, et l'héritier actuel des Bonapartes doit remonter aux jurisconsultes corses du XVIII<sup>e</sup> siècle pour prouver sa consanguinité avec les deux empereurs français. Aucun de ces personnages n'est mieux qualifié au surplus que son prédécesseur et ses qualités personnelles ne sont pas de celles qui frappent irrésistiblement l'imagination populaire.

Encore une fois, rien n'est plus loin de mon propos que de juger leur caractère privé. Je suis disposé à les tenir pour dignes de l'estime universelle. Mais, on peut le dire, aucun d'eux, malgré ses vertus individuelles, n'a reçu le don d'être un personnage si éminent que la foule sache bien exactement sa vie. Un prétendant dont on est obligé de chercher le *curriculum* dans *l'Almanach de Gotha* ne saurait plus constituer un péril sérieux, à moins que dans l'avenir il ne se dégage de ces pages imprimées pour saillir en pleine lumière. A l'heure présente, les prétendants des dynasties, se disputant la couronne de France, semblent moins dangereux pour l'ordre établi qu'à aucune autre époque, depuis 1815.

Malgré tout cependant, les traditions rivales se maintiennent, aujourd'hui encore, et elles ont quelquefois été un véritable danger pour la République. Bien qu'elles n'occupent plus, à l'heure présente, le premier plan, on peut encore con-

stater, dans la France entière, leur action. Pendant des années, elles tinrent une place importante dans la vie politique. Aussi longtemps qu'elles la gardèrent, elles s'efforcèrent de montrer que le gouvernement de la République ne représentait qu'un aspect de la tradition française, la tradition révolutionnaire, qui est si passionnément opposée aux traditions royalistes et bonapartistes. A bien des égards, la République n'a d'ailleurs rien fait pour masquer cette évidence : le plus fréquemment, elle s'en est glorifiée, comme d'une tradition personnelle. Si elle eût agi autrement, peut-être cela eût-il été plus prudent, mais certainement c'eût été moins français.

Le sujet, dessiné au revers des monnaies d'or de ce peuple, est à la fois charmant et symbolique. Au lieu de l'aigle impériale, il représente le coq gaulois. Selon toutes les apparences, cet oiseau courageux est en train de chanter, afin, dit-on, de nous faire souvenir qu'il a atteint le sommet — ce qui est très agréable pour le coq, mais ce qui est désobligeant pour les volatiles moins heureux. Le même esprit se révèle, de façon moins belliqueuse toutefois, dans les inscriptions républicaines qui décorent abondamment aujourd'hui les édifices publics de la France. Où que vous alliez, les mots « Liberté, Égalité, Fraternité » vous sautent aux yeux. Ils ne vous permettent jamais d'oublier que ces mots de ralliement de la Révolution sont, une fois encore, ceux du régime qui détient à l'heure actuelle le pouvoir.

Un autre exemple frappant de cet état d'esprit se présente avec insistance à ma mémoire. Au nombre des chefs-d'œuvre architecturaux de la renaissance française, se trouve le château de Saint-Germain. Ce monument fut construit, en très grande partie, sous François I<sup>er</sup>. Il est naturellement décoré, comme un nombre considérable d'autres bâtiments de cette époque, de ses armes personnelles, la salamandre, et de l'initiale royale « F ». Au cours des siècles, il lui arriva d'être réparé. Bien mieux, il fut défiguré par diverses adjonctions, et entouré de bâtiments, sans beauté ni intérêt.

Il y a quelques années, le gouvernement entreprit de restaurer ce château, à titre de monument historique. Ce travail fut conçu de façon intelligente. Il est maintenant si fort avancé qu'en certains endroits on commence à signoler, à travailler aux détails d'ornementation. Ici, la salamandre se tord aussi merveilleusement que jadis, et là, comme autrefois, les initiales admirablement dessinées, alternent avec elle. Mais les nouvelles initiales du palais restauré ne sont plus celles du roi François. Au lieu de « F », vous remarquez partout « R. F. » La République ne se sent pas encore assez sûre d'elle-même pour admettre le passé. De son propre aveu, elle révèle ainsi ce qui est vrai, aujourd'hui encore. Même à l'heure actuelle, elle se présente à ses partisans, et à ses adversaires aussi bien, non pas tant comme un gouvernement national établi, que comme un

parti politique, occupant temporairement le pouvoir.

En dépit de ceci, nous commettrions une erreur si nous considérions sa carrière uniquement comme celle d'un parti politique quelconque, ayant prouvé qu'il est capable de se maintenir indéfiniment au pouvoir, dans les limites d'un système gouvernemental comme le nôtre. Au cours de son existence, la République a passé, à plusieurs reprises, entre les mains de différentes sortes de gens. Il y a eu des époques où elle a été dirigée par des hommes favorables à la tradition royaliste et qui croyaient que l'on finirait par conclure à une restauration. Si radicale que fût sa devise révolutionnaire, elle s'est parfois trouvée livrée à des hommes, dont l'instinct était certainement conservateur, sinon réactionnaire. En d'autres termes, si nous sommes disposés à comparer ce régime à un parti dominant, se distinguant d'un système de gouvernement fondé sur l'universel consentement des gouvernés, nous ne devons jamais nous permettre d'oublier qu'il ressemble à un parti composé de factions en désaccord, bien plutôt qu'à un régime vigoureusement unifié par le dévouement de tous à un but commun.

Si l'on examine la question, à la clarté de ces indications, on pourrait aisément supposer que tout parti, porté au pouvoir, doit se comporter, par mesure de prudence élémentaire, de façon conciliante. Mais, précisément, il semble que cette forme d'aménité soit une des rares que les Fran-

çais ne puissent instinctivement pratiquer. Où que vous alliez en France, vous trouvez des témoignages de cet état d'esprit agressif, donnés par la fraction de tout parti qui a occupé le pouvoir, ne serait-ce qu'un instant. Le coq gaulois de la République se pavane en chantant, sur ces pièces de monnaie qui sont encore appelées par le peuple des *napoléons* : la couvée que la France lui doit se révèle comme étant bien de sa race.

Un exemple frappant de cette inclination attire immédiatement l'attention du voyageur qui visite Paris aujourd'hui. La grande capitale de la République est, dans l'ensemble, assez semblable à la capitale du second Empire. De quelque distance ou de quelque hauteur que vous la regardez cependant, vous la verrez aussitôt dominée par deux constructions élevées. Celles-ci ont été édifiées sous le présent régime. Elles sont si visibles, au-dessus de Paris tout entier, que, inévitablement, elles attirent le regard. Elles restent dans la mémoire, comme les deux points saillants du panorama.

L'un de ces édifices est la Tour Eiffel. Il constitue un prodigieux tour de force dans l'art de construire, étant formé de pièces d'acier rivées. Sa hauteur et la précision de ses lignes le parent de quelque grandeur, et même d'une beauté qui peut, à distance, sembler invraisemblable. Mais, en même temps, ce réseau de métal, dressé sur le ciel, n'a pas l'aspect des choses qui durent. Il apparaît uniquement comme l'œuvre colossale d'une

excentrique ingéniosité, imaginée afin d'amuser les populations qui vinrent jadis en foule, de tous les coins de l'univers, visiter une exposition internationale.

Cette tour a survécu à l'occasion pour laquelle elle avait été édifiée. Et, comme elle attire et amuse toujours chaque année bon nombre de voyageurs, elle demeure, formidable et monstrueux joujou. Mais il ne semble pas qu'elle doive subsister bien longtemps encore. Lorsque les gens seront fatigués de s'en distraire, elle sera, ainsi que vous pouvez le penser, jetée bas et vendue au poids du vieux métal. Et tout le monde sera content, y compris ces êtres sensibles dont les susceptibilités esthétiques sont blessées, lorsqu'ils aperçoivent le monstre. Elle n'a jamais fait autrement de mal à personne : on dit même qu'elle a constitué un placement lucratif.

L'autre masse, qui domine aujourd'hui Paris, est, à tous égards, très différente, sauf en ceci, qu'elle pourrait fournir un parallèle à ceux qui ne la trouvent pas plus admirable que la première. La plus haute colline enfermée dans l'enceinte de la ville — Montmartre — n'est plus aujourd'hui couournée des maisons ni des moulins à vent qui la rendaient jadis si pittoresque. A leur place se dresse un immense édifice à coupoles, dont on reconnaît tout de suite le caractère religieux. Il est si franchement moderne dans son dessin, que, instantanément, il vous fournit, tout battant neuf, le témoignage de la prospérité et de la puissance

que possédait l'Église, il n'y a pas encore bien longtemps. Ce sanctuaire somptueux, vous le découvrez aussitôt, est la nouvelle église du Sacré-Cœur, spécialement consacrée par les Français à une dévotion mystique, d'un caractère bien particulier. Elle symbolise cet aspect de la religion qui est plus spécialement enthousiaste et qui a le moins à voir avec les affaires de ce monde. C'est un culte fondé, non pas sur l'inépuisable charité du christianisme, apportant inlassablement aide et consolation au pauvre et au désespéré, ardemment dévouée à panser les maux de cette vie. Son but est plutôt de développer ces extases sacrées, qui apparaissent à ceux qui doutent ou qui haïssent l'Église, comme un abêtissement de l'intelligence.

Cette basilique a été prodigieusement dispendieuse à édifier. Des millions et des millions de francs, dévotement offerts, ont été consacrés par les fidèles à sa construction. Le moindre centime de cet argent s'en est allé en maçonneries et en ornements. Il y demeurera incorporé à jamais, car ses fondations et ses murs sont aussi solides que l'habileté humaine peut le faire. L'Église a été bâtie sur Montmartre, pour dominer Paris, aussi longtemps que Paris demeurera sur cette terre, susceptible d'être dominé. Et, par crainte que parfois elle ne passe inaperçue des Parisiens, les paysans de Savoie ont donné leurs économies afin d'acheter la plus grosse cloche qui pouvait être acquise avec de l'argent. On assure, si je me souviens bien, que lorsque « La Savoyarde » est en branle, il

n'est pas un coin, dans la capitale de la République Française, d'où l'on n'entende sa voix.

Tout ceci est admirable en son genre. On ne peut trop profondément respecter la dévote abnégation grâce à laquelle les catholiques de France ont témoigné ainsi de la vie persistante de leur foi. S'il est des splendeurs et des magnificences qui peuvent réellement servir « *ad majorem Dei gloriam* », il n'est pas d'homme, sympathisant avec les espérances de l'âme humaine, qui consente à dénigrer cette église. Mais vous ne pouvez pas être depuis longtemps à Paris sans apprendre que ce lieu d'adoration colossal et nouveau a un autre but que de montrer la profondeur et la persistance du sentiment religieux parmi les Français. Un grand nombre de républicains honnêtes, cela est bien connu, ont pensé, au cours du xix<sup>e</sup> siècle, que la religion chrétienne, précisément sous sa forme la plus pure, était un infranchissable obstacle au progrès humain. Pour des hommes raisonnant ainsi, le plus détestable de tous les cultes français est l'adoration du Sacré-Cœur. Ils lui reprochent d'éloigner le peuple de l'amour des choses humaines, de diriger son attention plutôt vers l'extase mystique, dans des régions prétendues célestes. Bref, aux yeux des incrédules, ce culte apparaît le comble de la superstition. Par là même, il est la forme de dévotion la plus assurée d'exciter leur hostilité.

Lorsque la République était pour un temps aux mains des réactionnaires et que les détenteurs du

pouvoir se montraient plutôt favorables à l'endroit de l'Église, on eût pu croire qu'en hommes d'État avisés ceux-ci tiendraient compte de cette forme d'opposition. Il semblait vraisemblable que l'Église elle-même découragerait un état d'esprit semblable : le christianisme catholique possède assez d'autres points de vue, grâce auxquels il apparaît comme éminemment bienfaisant, pour qu'étant données les circonstances, le clergé et les laïques les préférassent à celui-là. La dernière chose dont vous eussiez cru capables ces hommes habiles, c'était qu'ils missent en évidence les points les plus violemment désagréables à leurs concitoyens mal disposés. Et cependant, libres de choisir leur attitude, ils adoptèrent celle qui accusait le plus fortement les divergences entre eux et leurs adversaires. Avec ferveur, les prêtres proposèrent ce colossal monument du Sacré-Cœur : le gouvernement d'alors permit son érection.

Dans le lieu, où il se dresse aujourd'hui, ce monument évoque encore beaucoup d'autres pensées. Il rappelle à chacun que, pendant un certain laps de temps, l'esprit clérical domina la troisième République. Il rappelle à chacun qu'à l'époque où les choses étaient telles, cet esprit clérical saisit cette occasion pour célébrer son pouvoir de la façon la plus importune, la plus orgueilleuse, et aussi la plus difficile à effacer, quand le vent politique aurait sauté. Il rappelle à chacun que cette heure est venue. Il rappelle, d'autre part, à ceux qui sont passionnés des doctrines qu'il symbolise,

leur chute du pouvoir. Il rappelle à chacun de ceux qui dédaignent ou haïssent ces doctrines que si, une fois encore, leurs ennemis récupéraient ce pouvoir, ils n'auraient, eux, incrédules, à attendre aucune pitié... Au mieux, quels qu'aient été les mobiles contemporains de ses constructeurs, il rappelle à tout le monde qu'à l'heure où les catholiques avaient la faculté de le faire, ils édifièrent de propos délibéré un monument qui devait être une provocation constante et agressive à l'égard des Français ne partageant pas leurs idées, si somptueusement représentées par cet édifice.

Jusqu'ici cependant, l'église du Sacré-Cœur n'est, en aucune façon, sur le point d'être achevée. Par ailleurs, nous l'avons déjà rappelé, le gouvernement de la République est tombé entre les mains d'hommes qui sont fort peu cléricaux. Ces politiciens, d'un républicanisme plus accentué, n'ont pas encore mis sur pied un temple de la Raison, ou quelque chose d'autre, pour rapetisser le Sacré-Cœur ; mais, d'un autre côté, ils ont perdu peu d'occasions d'affirmer leurs propres opinions, de manière aussi agressive que le faisaient, il y a quelques années, les partisans du clergé. Dans toute la France, vous trouverez des monuments édifiés à la gloire des célébrités républicaines et des héros de la Révolution. Au Louvre même, deux monuments rivalisent avec l'Arc du Carrousel. L'un ne contribue guère à l'apaisement : c'est celui dressé en l'honneur de Gambetta. L'autre, la maquette d'une statue équestre, non encore

fondue, est élevé au héros de deux républiques, Lafayette. De même, l'une des avenues qui partent de l'Arc de Triomphe a été privée de son nom de victoire impériale : on lui a donné à la place celui de Victor Hugo. L'opération n'a pas été faite en l'honneur du grand poète, mais en l'honneur du républicain farouche qui lutta contre l'Empire. De même, il n'existe guère de ville française de quelque importance, qui ne possède sa rue Victor Hugo. De tels changements dans la nomenclature, bien que brutaux et nettement agressifs, sont pratiqués un peu partout.

Aujourd'hui, l'usage d'un nom, employé pour désigner un individu ou une localité, a évidemment pour but de servir à l'identification du sujet ou de l'objet. Toute modification apportée à ce nom est en conséquence un inconvénient et une source de confusion. Cette considération raisonnable semble se présenter rarement à l'esprit des enthousiastes républicains français. Ils sont, à l'heure présente, bien plutôt disposés à considérer les noms des lieux publics comme des instruments de propagande doctrinale. A Dijon, par exemple, saint Bernard constitue l'une des plus illustres célébrités locales. Il naquit dans un petit village, dominant la vieille capitale bourguignonne. Une statue de bronze fut très justement élevée en son honneur, voici quelques années, et la place qui l'entourait dans un quartier neuf de la ville avait été naturellement dénommée la place Saint-Bernard. Je ne sais pendant combien de temps elle porta ce

nom. Aujourd'hui, elle a été baptisée à nouveau : elle s'appelle place Étienne Dolet.

Autant que je sache, Étienne Dolet n'a pas grand chose de commun avec Dijon, mais par delà cette question, la conduite de cet imprimeur habile, qui vivait à l'époque de la Réforme, fut telle qu'il se jeta dans le désordre et que finalement il fut brûlé sur le bûcher. La raison pour laquelle son nom a remplacé celui de saint Bernard n'est pas qu'il était un personnage plus illustre ou qu'il avait quelque titre lui conférant le droit d'être honoré spécialement en ce lieu. S'il a triomphé, c'est uniquement parce que saint Bernard était un héros canonisé par les catholiques et lui-même un hérétique, dont la mémoire doit demeurer profondément odieuse à ces mêmes catholiques. On a laissé le saint sur son piédestal, mais aucun de ceux qui confessent la foi du grand prédicateur ne peut voir ce monument sans se rappeler aussitôt que cette foi n'a plus aujourd'hui le pouvoir.

De même, dans la ville de Lyon, il existait, voici quelques années, trois rues distinctes qui portaient comme il convient, trois noms différents. Je ne me souviens pas quels ils étaient. Le fait qui a frappé mon esprit à jamais, c'est qu'aujourd'hui toutes trois portent le même nom, celui d'Émile Zola. Elles se distinguent, je crois, en rue, avenue et boulevard, ou peut-être l'une d'elles est-elle une place et non pas une rue. Ce dont je suis très certain, c'est de la confusion causée : elle gêne les

voyageurs et les cochers. Le fait est même plus que gênant — il est exaspérant de façon permanente — pour les personnes habitant l'un de trois endroits, sans avoir la chance d'admirer totalement l'œuvre du célèbre romancier.

Ses admirateurs les plus ardents eux-mêmes ont peine à nier son inclination à l'excès pornographique, et cet excès est assez grand pour contrebalancer l'impression de sa puissance indiscutable. Peu de personnes soutiendraient que, comme homme de lettres, il soit un modèle à offrir aux jeunes gens. Mais la question n'est pas là. Au cours de l'affaire Dreyfus, il se consacra avec un grand enthousiasme, à la cause qu'il considérait comme juste. En agissant ainsi, il était probablement poussé par le fait qu'il trouvait dressé contre lui l'opinion générale de l'Église, une institution dont il avait été pendant toute sa carrière littéraire l'adversaire acharné.

Le fait certain est que, comme un des avocats les plus en vue de la cause de Dreyfus, il se rendit particulièrement odieux aux conservateurs et aux cléricaux, qui pensaient, au nom de principes généraux, qu'une affaire, une fois jugée, ne devait pas être reprise. En attendant, cette même ligne de conduite avait fait de lui un héros, aux yeux des anticléricaux. Ces derniers arrivèrent au pouvoir à Lyon. Parmi les premiers actes de leur gestion, dans le feu de la victoire, ils décidèrent de donner le nom de Zola, non pas à une voie publique mais à trois. La sagesse conciliante du

procédé semble ne pouvoir être égalée que par son bon sens pratique.

Dans quelques villes, cette tactique a encore été poussée plus loin. Je me souviens d'une d'entre elles, où un certain nombre de petites rues portaient des noms tout à fait locaux. Je n'ai pas pris la précaution de les copier, mais elles avaient des vocables, à peu près de ce genre : « Rue Jean Duval (maire ; 1882) ». Sans la parenthèse, le plus vieil habitant lui-même eut été maintenant bien en peine de savoir qui était ce Jean Duval. Son nom cependant avait remplacé le saint, en l'honneur de qui la rue avait été baptisée dès le Moyen âge. Or, si vous vous donnez la peine de jeter un coup d'œil sur l'histoire municipale, très vraisemblablement, vous découvrirez que ce maire s'était brouillé avec le prêtre qui exerçait, à l'église voisine de cette rue. Aujourd'hui, quels qu'aient été les mérites ou les fautes personnelles de Jean Duval, il serait difficile de prétendre que, ainsi que nous l'avons dit, son nom est aussi aisément à retenir que celui de saint Pierre, et, en conséquence, il est moins désigné pour baptiser une rue.

Je me risquai à communiquer cette observation à un républicain habitant la ville en question. Il admit la justesse de mon point de vue, sauf en ceci, me dit-il, qu'il montrait mon ignorance d'étranger à l'égard de la situation locale. Mon argument, paraît-il, avait été présenté aux autorités municipales. Les propriétaires, à qui appartenaient les maisons de cette rue, avaient préféré l'ancien nom,

comme étant évidemment plus facile à retenir. Les édiles s'étaient montrés disposés à prendre en considération leur requête ; l'examen de la question avait été remis à la séance suivante du conseil municipal. Mais alors, qu'arriva-t-il ? M. le curé fit aussitôt un sermon belliqueux, montrant que l'attentat impie, ayant pour but de déloger saint Pierre, avait été déjoué par les fidèles. Les journaux cléricaux de la ville battirent des ailes et chantèrent, comme le coq de saint Pierre lui-même. Et, à la réunion suivante du conseil municipal, les édiles déboutèrent saint Pierre et maintinrent Jean Duval. Le malheureux saint, la preuve en était faite, avait cessé d'être un fait topographique pour appartenir à la politique.

Une manifestation plus familière de cet état d'esprit reçut, il y a quelques années, une large publicité. Les palais de justice de la République, continuant la tradition de l'Empire et, de tous les gouvernements, je crois, qui s'étaient succédés depuis le Concordat, étaient ornés de crucifix. Ceux-ci remplissaient, en fait, le même usage que les Bibles, pour la formalité du serment, dans les cours de justice anglaises ou américaines. Les autorités républicaines considérèrent qu'il était préférable de les retirer. En cela, elles faisaient preuve de bon sens. Il n'existeait, en effet, actuellement, aucun rapport entre l'administration de la loi française et les doctrines du christianisme catholique. Il n'y avait aucune raison pour prétendre qu'il en existât. Le crucifix exaspérait

évidemment les préjugés cléricaux. Leur absence, étant donné l'état d'esprit actuel de la masse, ne pouvait en aucune façon froisser d'autres préjugés.

Si les crucifix avaient été silencieusement décrochés des chambres de justice, la chose eut pu être utile, comme dérobant aux commentaires publics un objet qui fournissait un élément de polémique. Au lieu de saisir cette occasion, les autorités républicaines préférèrent faire parade de leurs sentiments anticléricaux, et cela de la façon la plus désagréable que l'on puisse imaginer. Par exemple, entre tous les jours de l'année, elles choisirent le vendredi saint pour enlever publiquement des tribunaux l'image traditionnelle du Christ. Cet acte évoque, par contraste, la vieille histoire de ce ministre de la « high church » qui convertit sa table de communion en autel : il la reculait d'un pouce chaque semaine et finit — sa congrégation évangélique ne s'apercevant de rien — par l'adosser au mur même.

En fait, comme nous avons eu l'occasion de le rappeler, à plusieurs reprises, chaque fois que les partis extrêmes de la République, en France, ont tenu le gouvernement entre leurs mains, ils se sont conduits sans plus de discrétion. Ils n'ont pas essayé davantage de se concilier les sympathies douteuses ou les partis hostiles, que ne le faisaient les réactionnaires lorsque, pendant un temps, ils avaient le dessus dans la lutte politique. Bien plutôt, ils ont toujours été disposés à exagérer de

façon triomphale, les points qui les séparaient de leurs adversaires loyaux. Ils ont insisté sur l'intangibilité de leurs doctrines radicales. Ils ont souvent agi, en pratique, comme s'ils étaient les avocats d'une tyrannie de parti, différant seulement des tyrannies connues de l'histoire par ce fait que cette tyrannie n'est plus celle d'une individualité, mais celle d'une collectivité particulière se dénommant elle-même : le peuple.

Si cependant la République eût réellement été aussi radicale et aussi tyrannique que les discours et les mesquineries de ses représentants peuvent nous le laisser supposer, l'état de la France contemporaine serait difficilement aussi prospère et aussi sain qu'il apparaît. La République semble française jusque dans ses racines, par ce fait qu'elle a construit un système politique aussi logique qu'il est possible de le concevoir. Ce système a l'avantage d'être comparativement jeune ; il s'est montré en conséquence plus rarement en contradiction avec ces faits incompatibles que heurtaient à chaque pas l'ancien régime et l'Église.

Néanmoins, étant d'essence humaine, il ne peut échapper à cette confrontation avec un certain nombre de faits, — parmi d'autres, il faut noter les préjugés lui demeurant hostiles — qui ne peuvent pas être conciliés avec ses doctrines. Naturellement, il essaie de les ignorer ou de les supprimer, selon la bonne vieille méthode humaine. Il ne s'efforce pas de s'entendre avec l'opposition.

Bien plutôt, il fait son possible pour imposer ses propres principes, par la force de la persuasion ou, s'il est besoin, par la force civile. Il semble encore influencé par ce rêve de jeunesse, attribuant aux hommes, sur la terre, le pouvoir de se diriger tant bien que mal, selon leur propre inspiration.

Les principes que met en avant ce système et qu'il codifie, apparaissent dans l'ensemble, comme étant le fruit d'une théorie extrêmement démocratique. Il n'y a pas de raison pour douter, en cette occasion, de sa sincérité. En même temps, autant qu'un étranger peut en juger, le sens de ces principes, au regard de l'esprit français, n'est nullement identique à celui des principes démocratiques, que chérissent les Américains, ayant toujours vécu sous un tel régime. A nos yeux, comme à ceux des autres peuples, les lieux communs de cette doctrine ont été exposés populairement et sans réserve, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

En pratique cependant, la démocratie américaine s'est jusqu'ici bornée à insister sur ce principe, que le gouvernement doit tenir ses justes pouvoirs du consentement de ceux qu'il gouverne. Elle a plutôt maintenu qu'affaibli les traditions de son système constitutionnel. Elle n'a pas essayé de la tyrannie de classe. Nous avons parlé très crânement du peuple et de ses droits. Nous n'avons jamais défini clairement, à dire le vrai, ce que signifiait cette expression « le peuple ».

En fait cependant, nous avons agi d'après cet axiome, tacitement reconnu, qu'un peuple entier

ne comporte pas uniquement une classe ou une catégorie d'hommes — hauts ou bas placés, instruits ou non, nombreux ou restreints—mais bien plutôt toutes les classes. Nous avons tenu compte de l'inévitable variété des êtres humains, qui doivent exister, chacun à leur place, dans une société bien portante. La démocratie, chez nous, est un gouvernement fondé sur le consentement universel, pour le bien de tous.

Pratiquement, autant que faire se peut, la démocratie a prospéré en France, et elle a pris le sens d'un régime, évidemment organisé pour le bien de tous, mais elle laisse franchement de côté le consentement universel. En théorie cependant, et dans l'affirmation de cette théorie, exprimée avec une chaleur remarquable, la démocratie a le sens, parmi les Français, d'un gouvernement conduit selon les intérêts des masses, comme étant distincts de ceux de l'élite, dont elle condamna jadis avec insistance les priviléges. A leur place, on semble vouloir faire l'impossible pour créer de nouveaux priviléges, dont jouiraient seules, cette fois, les masses.

Mais ce but est loin d'être atteint. On s'en rend compte, en voyant par toute la France, la pérennité de l'élite. On s'en rend compte en constatant la fixité des cadres sociaux. On s'en rend compte en constatant la beauté de la vie familiale française. On s'en rend compte en voyant comment, au sein de toutes les classes, le respect de la hiérarchie se conserve, et comment toutes transmettent

à leurs enfants les traditions ancestrales. La conséquence dernière de la doctrine démocratique — la suprématie arbitraire des classes inférieures — si généreuse que soit son origine, si agréable qu'elle soit aux convictions ardentes, est une chose qui ne semble pas encore près d'être acclimatée en France. Car ses résultats pratiques, ayant pour base un idéal égalitaire au lieu du vieil idéal du mérite, seraient utopiques ou barbares, ou les deux à la fois. Et il n'est personne, connaissant la France contemporaine, qui puisse la croire capable d'erreur, au point de devenir le pays de l'Utopie et de la Barbarie.

J'ai entendu récemment un professeur d'un lycée de province me conter une anecdote qui prouve, d'autre part, l'ardeur avec laquelle les avocats de l'égalitarisme, libérés de la loi divine de l'observation scientifique et de l'expérience humaine, s'efforcent à l'occasion de faire triompher leurs principes. Cet ami fut un jour chargé d'examiner des candidats de l'enseignement public, désireux de prendre leurs diplômes universitaires. Sa partie était l'histoire de France. Les candidats étaient des enfants de douze à quinze ans, qui avaient convenablement parcouru le cycle de leur instruction, dans les écoles primaires de la région. En général, si j'ai bonne mémoire, ils appartenaient à l'honorable classe moyenne — la petite bourgeoisie ou la classe paysanne la plus aisée. Leur examinateur commença à les interroger sur l'histoire ancienne de la France. La confusion de

ces esprits était effrayante. Ils mêlaient de façon désespérante les rois et les reines, les cardinaux et les poètes, les guerres et les révoltes ; la seule idée précise qu'ils semblaient avoir, était que la France avait été autrefois un État déplorablement troublé. Cela évoquait cet enseignement que l'on donne, m'a-t-on raconté, dans les écoles communales de Russie, sur l'Ancienne Rome : « Le dernier des rois fut Tarquin le Superbe ; il fut détrôné par un démagogue sans principe, nommé Brutus. Une période de troubles épouvantables s'ensuivit. Elle ne prit fin qu'à la faveur du génie impérial de Jules César. »

Stupéfait par l'extraordinaire ignorance dont faisaient preuve ces jeunes candidats français, au sujet de l'histoire de leur pays, l'examinateur se prit à penser qu'il ne leur avait encore posé aucune question sur la Révolution. Dès le moment où il eut abordé cette période, les nuages se dissipèrent. Il n'y avait pas un détail de cette histoire, si trivial fût-il, qu'ils ignorassent. Ils connaissaient ses circonstances et sa date exacte. Quelques-uns même étaient capables de transposer, en rien de temps, le calendrier républicain dans les termes usités par tous les peuples civilisés. Ils savaient par cœur, non seulement l'histoire des grands hommes de la Révolution, mais celle, aussi bien, de ses plus infimes comparses. Bref, on leur avait enseigné et ils avaient appris l'histoire de France — et la France, nous devons nous en souvenir, était leur propre patrie, si chère — comme si jusqu'à 1789, le pays

tout entier avait été plongé dans les abîmes de l'obscurantisme médiéval, trop profonds pour mériter la peine d'une exploration intelligente.

Ce cas est isolé, et peut-être unique. Mais, malgré tout, même s'il montre comment les apôtres de la démocratie, de temps à autre, insistent pour que l'on n'apprenne aux enfants ignorants que la doctrine, les légendes et les contes dévots des Droits de l'Homme, nous n'avons pas de raison pour blâmer leur propos. Dans sa sincérité humanitaire, il est aussi digne de respect que le propos contraire des nombreux professeurs religieux qui suppriment ou travestissent partout l'histoire des hérésies. Que cette doctrine-légende, ou ce conte dévot soient cléricaux ou humanitaires, ils sont loyalement conçus. Ils représentent un effort consciencieux pour diriger l'éducation des enfants vers le bien.

D'un autre côté, il ne saurait être question qu'aucun enseignement de l'histoire des Français, négligeant ce qui arriva en France, au cours des mille années de son existence, antérieures à la Révolution, distraie de propos délibéré un trésor inappréiable de la tradition nationale. L'inspiration qui dicterait une telle tactique -- si ambitieuse et si dévote fut-elle en principe -- serait une trop grande injure au patrimoine collectif de la nation. Elle exclurait évidemment des responsabilités publiques quiconque considérerait ce premier trésor de la tradition nationale comme comparable au nouveau, celui de la tra-

dition d'humanitarisme révolutionnaire. Ainsi, on prive la forme de gouvernement pour laquelle on plaide de ce qui, dans un cas moins heureux, pourrait être son espoir le plus certain de durer.

Car il n'est pas possible à ceux qui connaissent bien la France contemporaine de nier le sérieux propos, l'intelligence vive, la dignité morale des hommes qui détiennent actuellement le pouvoir, même lorsqu'ils apparaissent des sectaires et que l'on juge tyranniques certains de leurs actes. Mais, de même, il n'est pas possible au visiteur de douter que les mêmes qualités ne se rencontrent chez la plupart de leurs adversaires. Si la République, en tant que régime, se trouvait aujourd'hui ouvertement en danger, on comprendrait que la lutte contre tout ce qui n'est pas nettement républicain, fût une nécessité douloureuse de la politique de ce parti. Dans l'état actuel des choses, cependant, on ne discerne pas la raison pour laquelle une politique de plus cordiale confiance mutuelle, de sympathie plus magnanime ne se montrerait pas compatible aussi bien avec l'habileté qu'avec la générosité. La France, quoi qu'il en soit, apparaît encore, à l'heure présente, comme le pays des antagonismes irréconciliables. Toutefois, il me semble qu'elle est arrivée à l'instant où l'entente ne semble plus chimérique.

La République, nous l'avons vu, est née de la nécessité. Elle a eu cette fortune unique de durer plus longtemps que le plus lointain souvenir de la plupart des hommes. Elle a eu la chance de prouver

qu'elle favorisait le bien-être matériel, et cette chance a singulièrement affaibli la légende que propageaient les partisans des régimes déchus — royalistes ou bonapartistes — pendant les premières années de son existence, et grâce à laquelle ils entretenaient leurs partisans dans cette revendication du pouvoir et dans le loyalisme. Et, à ce propos, une autre remarque s'impose.

Un grand nombre des Français d'aujourd'hui ont vécu sans connaître, quelles que fussent leurs préférences personnelles, un autre gouvernement que celui-ci. Les traditions des temps révolus leur ont légué l'habitude de l'intolérance mutuelle et de la défiance. Chaque parti vous dira gravement que les avocats de la cause adverse sont affligés d'une épaisse stupidité ou consciemment malhonnêtes. Et cependant, lorsque vous rencontrez ces derniers, qui vous disent exactement les mêmes choses de leurs détracteurs, vous ne pouvez faire autrement que de reconnaître, en toute bonne foi, qu'ils ne sont ni stupides ni malhonnêtes. Partout, évidemment, dans tous les partis il existe des hommes indignes. Mais ce qui frappe le plus le voyageur, évoluant parmi les catégories adverses de Français, ce n'est pas qu'il y ait certains de ces personnages ne méritant pas toute estime. C'est bien plutôt, dans quelques milieux que vous alliez, soit chez les radicaux ou les réactionnaires, soit chez les catholiques ou les humanitaires, de rencontrer partout d'admirables *gentlemen*, en accordant à ce mot toute sa valeur. Le dissensément en France

est moins vital que les Français ne semblent le croire.

Il y a des symptômes cependant, qu'un moment va peut-être venir, prochainement, où les Français eux-mêmes se montreront plus justes à l'égard les uns des autres qu'il ne leur a été possible de l'être, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, si troublé. J'eus un pressentiment heureux de cette espèce, lors d'une excursion que je fis dans une des vieilles villes intéressantes du centre de la France. Un mois ou deux auparavant, j'avais écrit pour une revue française un article sur la politique contemporaine de l'Amérique. Au cours de cette étude, j'avais indiqué, comme un lieu commun, un trait caractéristique de la démocratie américaine, et j'avais longuement insisté sur son développement. Je disais qu'en mon pays la tyrannie d'une classe envers les autres n'existe pas, mais que toutes sont d'accord — aucune n'étant garantie par aucun privilège — et unies, sous un gouvernement qui, du consentement de tous, a reçu mission d'agir comme gardien et comme agent de la prospérité générale.

Mon agréable vacance provinciale m'avait fait oublier ce petit essai de philosophie politique. J'avais passé une journée délicieuse à voyager, dans un pays merveilleux et intéressant, et j'étais arrivé, très affamé, dans le principal hôtel d'une petite ville réputée à la ronde, pour ses édifices romans du Moyen âge et pour son excellent lycée. Je m'aperçus que quelques-uns de mes compagnons

de table étaient des professeurs de cet établissement ; c'étaient des jeunes gens remarquablement intelligents, évidemment de nuance républicaine très avancée. Ils étaient en train de discuter, avec animation, d'une forme de doctrine démocratique, toute nouvelle pour eux.

A ma grande surprise, et à mon vif amusement, la discussion avait été provoquée par mon article. Ces jeunes gens n'avaient aucune idée de ma personnalité, ni, j'imagine, le sentiment que je prêtais attention à leur causerie. En fait cependant, l'opinion que j'avais énoncée — qu'une démocratie vraiment saine ne peut coexister avec un malentendu, s'éternisant entre les différentes classes de la société — les étonnait profondément. Ils se demandaient si cette idée ne jetait pas quelque clarté sur les troubles actuels de la France. Librement, ils admettaient que la démocratie américaine avait fait preuve d'endurance et de qualités traditionnelles. D'autre part, ils se demandaient si la démocratie de leur propre pays, beaucoup plus jeune, possédait ces mêmes vertus. Ils en vinrent à conclure que la démocratie française avait toujours montré une défiance injustifiable à l'égard de la vieille classe privilégiée : la noblesse. Ils reconnaissaient d'ailleurs qu'eux-mêmes n'avaient pas agi autrement, envers cette caste ; aucune autre attitude ne leur eût semblé possible. Était-il concevable qu'ils se fussent trompés à ce point ? Le peuple français ne pouvait-il être complet qu'à la condition de considérer

comme un facteur essentiel de sa prospérité cette noblesse, qui, après tout, était aussi française qu'eux-mêmes ?

En d'autres termes, on sentait que ces jeunes Français avaient été impressionnés, momentanément tout au moins, par deux ou trois des idées politiques émises au cours de mon article. Tout gouvernement national, en résumé, ayant la volonté de subsister, de durer, doit tenir compte de chacune des formes durables que revêt la tradition nationale, comme cela se passe précisément aujourd'hui, en Angleterre. Ce peuple, parfaitement uni, chérit avec un respect semblable et sans préférences la mémoires des hommes qui prirent part aux guerres civiles du XVII<sup>e</sup> siècle, soit dans les rangs de l'armée royale, soit dans les rangs de l'armée parlementaire. Londres a élevé des statues à Charles I<sup>er</sup> et à Cromwell. L'Angleterre ne serait pas l'Angleterre de notre temps si une partie du peuple anglais voulait frapper l'autre d'ostracisme.

Il existe quelque chose de similaire, dès maintenant, dans notre propre république, aux États-Unis. Il y a un peu plus de quarante ans, nous étions engagés dans la plus inquiétante des guerres civiles enregistrées par l'histoire moderne. Aujourd'hui les survivants de ce conflit sont des compatriotes. Leurs inimitiés mortelles commencent à se fondre dans le souvenir sacré de l'histoire. Notre république américaine, au cours de son existence entière, n'a pas eu de meilleurs serviteurs que ces honnêtes gens qui combattirent avec acharnement contre

elle durant ces quatre années effroyables. Des monuments élevés dans le Nord, à la mémoire des soldats de l'Union et dans le Sud, à la mémoire des soldats confédérés, ont déjà été consacrés par l'amicale présence d'hommes, anciens adversaires de ces morts qu'ils commémoraient. Et, sans doute, ne s'écoulera-t-il pas beaucoup de temps, on s'en rend compte aujourd'hui, avant que les descendants des deux partis ne soient disposés à s'unir, pour rendre hommage aux héros qui furent dans les deux camps. Quand ce jour sera venu, notre pure tradition nationale aura retrouvé sa parfaite unité.

D'ailleurs, il est hors de doute qu'une démocratie durable ne peut subsister quand une seule fraction de son peuple — même une seule classe de la société — domine à l'exclusion des autres. Un tel régime n'est démocratique que de nom. En fait, il est au mieux une oligarchie — car l'oligarchie est une oligarchie, que la classe prépondérante soit nombreuse ou restreinte, élevée ou basse. Bien plus, le bon sens semblerait devoir nous rappeler que la tyrannie oligarchique des masses est plus périlleuse que celle de l'élite. En effet, même sans mettre les chose au pire, il y a toutes chances pour que les masses soient guidées par moins d'intelligence, par une instabilité d'émotion plus forte et par un plus grand caprice. Chez nous, en Amérique, où, de tradition immémoriale, nous sommes habitués à la pratique démocratique, nous détestons l'idée de nous soumettre à la direction d'une petite

classe privilégiée. La perspective de céder à la souveraineté absolue d'une classe inférieure, ayant le privilège du nombre, à défaut du privilège individuel, ne nous apparaîtrait rien de moins que cela. En ce moment, nous nous cabrons, ayant le soupçon que trop de puissance se trouve groupée entre les mains des grands riches. Mais nous modérons notre émotion quand, d'autre part, nous prenons conscience du danger que courrait notre pays s'il était à la merci des Trade-Unions. Ce n'est pas que nous pensions que ces deux oligarchies seraient incapables de faire de la bonne besogne. C'est bien plutôt parce que toutes deux sont des oligarchies, et non pas la démocratie.

Une véritable démocratie, en effet, je ne puis le répéter avec trop d'insistance, doit contenir, avec tolérance, toutes sortes d'hommes. Elle doit donner à chaque homme son dû, et seulement exiger de cet homme sa dette véritable. Elle doit maintenir les cadres de la société assez robustes pour que l'accès de toutes les carrières soit possible à chaque talent. Elle doit défendre si jalousement la liberté de l'individu qu'aucun privilège de naissance ne soit pour lui une cause d'infériorité ; elle doit veiller à ce qu'aucune condition originelle, si modeste soit-elle, n'entrave jamais la manifestation d'un talent. Mais, d'autre part, elle ne peut jamais contredire les vérités naturelles, en prétendant que tout est bien, ce qui n'est, en réalité, qu'un lieu commun. Elle ne peut que

s'incliner devant le fait inéluctable : elle doit reconnaître que la plupart des hommes ont leurs supérieurs en puissance. Elle doit aussi se souvenir que l'insécurité civique est le meilleur moyen de faciliter les carrières non pas au talent, mais à la fraude. Elle ne doit pas se considérer comme un système de gouvernement, immortel et sacré ; elle est uniquement l'une des formes qui servent aux hommes pour essayer de régir la société, au mieux de ses intérêts matériels et moraux. Enfin, elle doit se considérer modestement comme aussi capable que ses adversaires de céder à l'insidieuse tentation de la tyrannie.

Si la démocratie est capable d'atteindre à cette complète notion de ses devoirs et de ses limites, elle peut arriver, par une chance historique aussi heureuse que celle de l'Amérique, à recueillir la vénérable consécration de la tradition historique. Alors, mais seulement alors, elle peut fonder, en toute confiance, de grands espoirs sur l'avenir. Et ces espoirs auront la plus grande chance de se réaliser si la nation qui se soumet d'elle-même à la démocratie est une nation comme la France d'aujourd'hui, riche de tant de nobles souvenirs, et non pas astreinte à un seul modèle. En apparence, les traditions vitales de ce pays peuvent sembler irrémédiablement opposées. Mais elles ont au moins cette profonde ressemblance d'être toutes dévouées, de manière enthousiaste, à un idéal.

Bien que former le rêve de voir se réconcilier

un jour ces divers idéaux puisse paraître une utopie, il a déjà pour lui, ce rêve, la sanction d'une phrase mémorable. Maintes et maintes fois, au sein de milieux qui semblaient désespérément aux antipodes les uns des autres, la même anecdote me fut contée, et, chaque fois, on reconnaissait, avec admiration, sa vérité. En effet, cette histoire va droit au cœur, non pas d'un parti ou d'un autre, non pas d'un système politique quelconque, mais de tous, aussi bien. Elle frappe l'imagination collective du peuple tout entier, ce mot étant pris non plus dans son sens démocratique, mais dans l'autre, plus large et plus vrai, qui enferme dans cette expression, « le Peuple Français », tous ceux en les veines de qui coule du sang français.

Le plus grande calamité militaire de la guerre de 1870 fut la reddition de Metz et de son armée intacte, par le maréchal Bazaine. On peut discuter les motifs de son acte, mais, quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins qu'il livra, sans coup férir, une force avec laquelle les envahisseurs de son pays eussent eu autrement à compter. C'est pourquoi, en temps voulu, une fois la guerre achevée, il fut traduit devant un tribunal militaire. Alors, il invoqua pour sa défense personnelle, qu'au moment de sa capitulation, l'Empire était renversé. Son devoir avait été de défendre le gouvernement. Sa mission prenait fin avec la disparition des autorités constituées. La citadelle était dans les mains de l'ennemi. L'Empire apparte-

nait déjà au passé. Que restait-il à défendre ? « *Il n'y avait rien.* »

Alors, l'un des juges, le membre du conseil de guerre qui était le plus qualifié pour intervenir, répondit au maréchal. Lors de la chute de la monarchie de Louis-Philippe, les princes de la maison d'Orléans avaient été pour la plupart exilés. Leur présence, en France, à quelque titre que ce fût, eût, sur l'heure, semblé une menace et inquiété tour à tour l'éphémère République qui remplaça la monarchie constitutionnelle, puis l'Empire ressuscité, devant qui s'évanouit la seconde République. Mais, à l'heure où la France était exposée à un danger national, où elle luttait contre la terrible force de l'invasion étrangère, les princes d'Orléans rentrèrent dans leur patrie, non pas à titre de personnages royaux, mais uniquement comme Français. En cette qualité, ils furent accueillis aussi bien que tous les autres exilés honnêtes. Or, le prince royal, qui, par sa grande bonté, a peut-être fait plus que tout autre pour rétablir le prestige du caractère royal dans l'estime d'un siècle radical, se trouva au nombre des officiers commis pour juger le maréchal inculpé du second Empire. Ce fut lui — le duc d'Aumale, le fils de Louis-Philippe — qui fit la réponse si pleine d'éloquence pour tout cœur français : « *Il n'y avait rien* » arguait Bazaine. — *Monsieur le maréchal*, répondit le prince royal, *il restait la France.* »

Oui, il restait la France, et elle est encore là,

et elle demeurera. La France a été la France impériale ; la France d'aujourd'hui est la France républicaine, et aucun Français qui voudrait rassembler le trésor entier de ses souvenirs nationaux ne pourrait oublier les autres gloires de sa patrie. Car ni l'une ni l'autre ne sont toute la France, et la France ne tient pas davantage tout entière dans cette monarchie constitutionnelle, qui fit, pour un temps la maison d'Orléans, souveraine de par la volonté du peuple. La véritable France comprend ces trois régimes, et d'autres encore.

Elle est la France de la chanson de Roland, la France de saint Louis, la France de Jeanne d'Arc. Elle est la France de la Renaissance, et la France de Henri IV. Elle est la France de Richelieu et la France qui déploya sur la civilisation européenne son étendard impérial pendant le grand siècle de Louis XIV. Elle est la France de l'ancien régime aussi bien que la France de la Révolution, aussi bien que la France impériale.

Elle est la France de cet ambitieux et déconcertant xix<sup>e</sup> siècle que nous avons parcouru ensemble. Aucun de ses souvenirs, et nul autre, parmi les milliers d'autres qu'ils évoquent, n'a créé, à lui seul, la France d'aujourd'hui. Tous ont besoin de s'unir pour faire la France héroïque, aucun n'étant isolé, mis à part ou négligé. Sans toutes les gloires de son glorieux passé, la France serait la plus pauvre et la moindre des nations. Toutes ensemble, saignantes ou rayonnantes, ces

gloires créent la France, cette source intarissable de noblesse, que ceux admis à la connaître et par là même à la chérir, sentent devoir exister à jamais.

Aussi, lorsque, souvent, de bons amis inclinaient devant moi à incarner leur pays dans la République, je me sentais en leur répondant, et je me sens encore disposé à parler non pas de la République, mais de la France. Cela n'impliquait nullement, de ma part, un manque d'empressement à reconnaître la bonté que les républicains français m'avaient témoigné, pendant mon séjour, dans leur pays hospitalier. Cela n'impliquait nullement non plus, que je doutasse du régime républicain actuel. En se fortifiant, en devenant une tradition immémoriale, la République peut devenir, pour ce pays ami, le système grâce auquel il attendra avec le plus de confiance un avenir aussi admirable que son passé. Ce que j'éprouvais, c'était uniquement que le mot « République » peut sembler, aujourd'hui encore, ne pas résumer la nation entière, mais exprimer seulement la forme accidentelle de son gouvernement actuel.

Aux Français eux-mêmes, la République apparaît moins comme un régime national que comme un régime de parti. J'aspire, ainsi que les meilleurs d'entre eux, à ce temps, où n'étant plus le gouvernement d'un parti, elle sera le gouvernement national ; et ce temps, je crois qu'il viendra. Mais, même alors, nous serons plus justes envers l'entièr magnificence du passé, si nous saluons la

République comme la France, et non pas la France comme la République. Ce n'est pas trop du terme le plus grand pour embrasser l'âme totale de cette nation.

FIN



NELSON, ÉDITEURS,  
189, rue Saint-Jacques, Paris.



R. Daumier  
Musée du Louvre



N



